

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

—
DE

LA CURA ANNONÆ

CHEZ LES ROMAINS

DROIT FRANÇAIS

—
LES SYNDICATS

DE

PRODUCTEURS ET DÉTENTEURS

DE MARCHANDISES

AU DOUBLE POINT DE VUE ÉCONOMIQUE ET PÉNAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

HENRY BABLED

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1892



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550229_0010

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DE

LA CURA ANNONÆ

CHEZ LES ROMAINS

DROIT FRANÇAIS

LES SYNDICATS

DE

PRODUCTEURS ET DÉTENTEURS

DE MARCHANDISES

AU DOUBLE POINT DE VUE ÉCONOMIQUE ET PÉNAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mercredi 30 novembre 1892, à 1 heure.

PAR

HENRY BABLED

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. GARSONNET.

Suffragants : { MM. BEAUREGARD,
LEFEBVRE, } *professeurs.*
FAURE,

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1892



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

A MA FIANCÉE

DROIT ROMAIN

DE LA CURA ANNONÆ

CHEZ LES ROMAINS

INTRODUCTION

Chez tous les hommes de l'antiquité, législateurs ou conducteurs de peuples, se retrouve une préoccupation dominante, toujours la même, celle d'assurer la subsistance publique par des mesures efficaces. Ce souci était d'ailleurs justifié par le petit nombre des terres cultivées, la fréquence des mauvaises récoltes, la rareté et l'insécurité des voies de communication, les risques et les dangers perpétuels du commerce, au milieu de nations presque toujours en guerre, et l'impérieuse nécessité malgré tout, pour chaque peuple, d'échapper aux atteintes de la famine. A Athènes comme à Rome, les pouvoirs publics eurent de bonne heure à résoudre ce problème quotidien : c'est l'ensemble des mesures prises par eux dans ce but que nous nous proposons d'étudier. Elles furent arbitraires toujours, impuissantes le plus souvent, quelquefois pires que le mal dont elles voulaient être le remède. Mais du moins les Grecs et les Romains, quand ils commettaient des fautes économi-

ques, n'avaient personne pour les en prévenir, plus excusables en cela que nos peuples modernes qui, loin de profiter des leçons du passé, ne surent que refaire les mêmes fautes, et copier les mêmes erreurs.

Division du sujet.

Qu'il s'agisse d'assurer la subsistance d'un État, d'une province ou d'une cité, les mesures prises à cet effet se ramènent invariablement à trois ordres d'opérations distinctes :

1^o Chercher, découvrir et créer au besoin les ressources en céréales nécessaires pour constituer un ravitaillement régulier : les rassembler et les transporter où leur présence fait défaut : *cura comparandi* ;

2^o Conserver et surveiller les approvisionnements du jour de leur arrivée au jour de leur emploi, et constituer sur place un stock de réserve : *cura condendi* ;

3^o Faire face, avec les existences disponibles, aux nécessités journalières de la consommation : *cura dividendi*.

Aussi pour étudier d'une façon un peu complète, soit au point de vue économique, soit au point de vue du droit, le fonctionnement d'un service de cette nature, il est nécessaire de passer en revue ces trois rubriques différentes, et d'examiner sous chacune d'elles les moyens créés, les règles établies, les résultats obtenus.

Les meilleures divisions d'un développement juridique sont, à notre avis, celles qui correspondent aux divisions historiques. En effet les institutions d'un peuple font partie intégrante de son histoire, en suivent les différentes phases, et ne se peuvent interpréter qu'avec elles.

C'est donc l'histoire même du peuple romain qui nous

fournira les divisions tant principales que secondaires de notre sujet.

Dans une première partie nous étudierons le service de l'annone sous la République.

Dans une seconde, les mesures prises et les institutions créées pour assurer la subsistance de Rome sous l'Empire.

Dans une troisième, celles qui ont eu pour but de pourvoir à l'approvisionnement de Constantinople.

Enfin dans une quatrième et dernière partie, nous parlerons des lois relatives au commerce des grains en général.

Du sens de quelques mots.

Au début d'une étude de ce genre, il convient de préciser le sens de quelques termes peu usités d'habitude, et dont nous aurons à nous servir fréquemment :

1° Et tout d'abord, quelle signification les Romains donnaient-ils au mot « annone » (*annona*) et s'il en avait plusieurs, laquelle prenons-nous ? Comme l'indique son étymologie, le mot *annona* (*annus*) désignait d'une façon générale toute redevance perçue périodiquement, chaque année, impôt en argent ou prestation en nature. Dans une acception plus particulière, il désigna la dîme en céréales imposée par les Romains aux provinces conquises, et comme elle était affectée d'une façon à peu près exclusive à l'approvisionnement de Rome, le mot *annona* servit bientôt à désigner cet approvisionnement lui-même. C'est dans ce dernier sens que nous l'emploierons généralement au cours de cette étude.

Enfin dans une acception plus restreinte encore, le mot *annona* fut employé pour désigner les distributions gratuites de blé faites à la plèbe de Rome. Nous aurons aussi à nous en occuper.

2° Les Romains désignaient par le mot *naviculaire*, *navicularius*, les armateurs de navires. Comme ils cumulaient d'ordinaire cette profession avec celle de capitaine au long cours (*magister navis*), le terme de *naviculaire* servit plus tard à désigner les membres des corporations affectées sous l'empire au transport des blés par mer. C'est dans ce dernier sens que nous l'emploierons.

3° Enfin l'on a désigné sous le nom de *lois frumentaires* les lois relatives aux distributions de blé, votées sous la République ; de *tessères frumentaires*, les jetons d'identité délivrés aux bénéficiaires de ces distributions ; de *canon frumentaire* l'impôt en nature destiné à l'approvisionnement annuel de Rome.

Notre but.

On pourrait être tenté de croire, au premier abord, que le sujet de cette étude appartient surtout au domaine de l'érudition et n'a que de rares points de contact avec le droit. Il en serait ainsi, sans doute, si nous nous contentions de faire une simple énumération des fonctionnaires du service de l'annone, telle qu'elle peut résulter de la *Notitia Dignitatum* du Code Théodosien, ou des recueils d'épigraphie latine. Mais notre but est tout autre. Ce que nous voulons surtout, en examinant les rouages de cette organisation si savante et si compliquée, c'est étudier le fonctionnement et déterminer la condition légale des corporations publiques attachées depuis le règne de Claude au service de l'annone ; les suivre dans toutes leurs phases, raconter leurs débuts, leurs progrès, leur apogée, leur déclin. Deux d'entre elles surtout auront droit à de complets développements, en raison du rôle qu'elles ont joué, et de la place prépondérante

qu'elles occupaient. Ce sont celles des naviculaires (*navicularii*) et des boulangers (*pistores*).

Le Code Théodosien sera la source habituelle où nous puiserons pour cette étude, car à l'époque de Justinien, la plupart des corporations dont il s'agit étaient ou disparues, ou près de disparaître.

Nous nous efforcerons, en résumé, de faire connaître quelques parties encore peu étudiées de ce vaste régime corporatif, qui engloba durant les derniers siècles de l'empire le monde romain tout entier : régime d'autant plus important à connaître, d'autant plus intéressant à étudier, qu'il a été réédité depuis, dans le perpétuel recommencement des choses humaines, par les Guildes du moyen-âge, les corps de métier de la Renaissance, et enfin par nos syndicats professionnels contemporains. Tant il est vrai que les nouveautés du présent ne sont d'ordinaire qu'un lointain écho de choses très anciennes.

LES PRÉCÉDENTS

LE SERVICE DE L'ANNONE EN GRÈCE

I. — Le service général des approvisionnements.

Dracon, et après lui Solon, s'étaient préoccupés d'assurer les approvisionnements d'Athènes ; ils défendirent dans leurs lois, sous peine de bannissement, d'exporter ni fruits, ni céréales hors de l'Attique. Exception était pourtant faite pour les olives, en raison de leur grande abondance (1).

Mais le terrain de l'Attique, maigre et desséché, n'eût jamais suffi à la consommation des Athéniens. L'État y pourvut de deux façons différentes, en confiant à des magistrats spéciaux le soin des approvisionnements de la ville, puis en encourageant et en réglementant avec soin le commerce des blés.

La haute direction des approvisionnements d'Athènes appartenait à l'Aréopage. Sous ses ordres, des magistrats spéciaux (*σιτῶναι*) étaient chargés d'équiper des vaisseaux aux frais de l'État, pour aller acheter à son compte des blés en Égypte. Ces blés amenés à Athènes étaient renfermés dans des greniers publics pour faire face aux disettes éventuelles, et combattre les hausses naturelles ou factices des cours.

Mais ces achats publics de grains n'avaient lieu que pour faire un appoint à ceux des marchands de blé. Leur commerce, à l'inverse de ce qui eut lieu à Rome plus tard,

(1) Delamare, *Tr. de la police*, V, 1 et 3.

était le principal aliment du marché. Aussi jouissait-il des plus grandes faveurs. Il était exempt de tous droits, impôts ou redevances publiques. Et les pilotes de navires pouvaient y être associés.

Ce même commerce était en revanche réglementé de la façon la plus rigoureuse. Les Athéniens ne pouvaient l'exercer qu'au profit d'Athènes. Tous leurs vaisseaux devaient être déchargés au Pirée, à peine de confiscation du navire et de la cargaison. Les autres commerçants de la Grèce avaient le choix entre Athènes et la ville de leur résidence.

Avant chaque voyage le commerçant devait faire, sous les mêmes peines, à l'officier du port d'embarquement une déclaration relative à la destination de la cargaison, déclaration visée ensuite par tous les officiers des ports d'escale. Les magistrats d'Athènes connaissaient ainsi les ressources de chaque port en céréales, ce qui leur permettait d'empêcher toute fraude ou tentative d'accaparement (1).

Dans le même but, il était défendu à peine de confiscation aux citoyens d'Athènes, d'acheter au Pirée plus de blé qu'il ne leur était nécessaire pour la consommation d'une année.

Le surplus des cargaisons était acheté au compte de l'État, sous la surveillance des inspecteurs du port (*ἐμπορίαι*), et conduit aux greniers publics, où ils étaient confiés aux soins de gardiens spéciaux (*σιτοφύλακες*).

On alla même plus loin : car l'on mettait, à Athènes comme partout, sur le compte des accaparements la fréquence des disettes.

Une loi défendit sous peine de mort d'acheter d'un seul coup plus de 50 charges de grains, et promit aux dénonciateurs la moitié des marchandises confisquées.

(1) Delamare, V, 3.

Enfin le gain légal des vendeurs ne devait pas dépasser une obole par médimne, et l'exportation des grains achetés était formellement interdite (1).

Des officiers spéciaux (ἀγορηνόμοι) étaient chargés d'assurer l'exécution rigoureuse de ces lois et d'en poursuivre toutes les infractions ; ils punissaient les plus légères, et déféraient les plus graves au préfet de la ville (πολιάρχος), ou à l'Aréopage, seul compétent en matière capitale ; ils étaient en outre chargés de veiller à ce que les marchés fussent abondamment fournis de toutes choses, et les prix maintenus dans les limites habituelles. Leurs fonctions, très recherchées à Athènes, semblent avoir servi de modèle à celles des Ediles et du Préfet de l'Annone à Rome ; elles étaient le premier échelon pour monter aux plus hautes dignités. Platon dans son *Traité des lois*, et Aristote après lui, les mettent au rang des magistrats les plus indispensables à une République (2).

II. — Les distributions gratuites.

Chez les Romains, à côté du service général des approvisionnements, nous rencontrerons celui des distributions gratuites à la plèbe, assuré par les mêmes ressources, dirigé par les mêmes fonctionnaires, et embrassant sous l'empire des centaines de mille de participants. Athènes connut des distributions analogues, cent fois même plus

(1) Platon, *de Legib.*, VI et XXXIV *passim*. — Aristote, *Républ.*, IV, ch. 4 et 15. — Monnier (*Histoire de l'Assistance*, p. 111) suppose que ces charges (φορμοί) étaient des médimnes. Le médimne de blé aurait pesé environ 40 kilogrammes.

C'est sans doute en vertu de cette loi que l'orateur Lysias accusa d'accaparement des citoyens devant l'Aréopage (438 av. J.-C.). Son discours nous a été conservé.

(2) Platon, *de Legibus*, XXXIV, ch. 3 et 6. — Aristote, *Politique*, IV, ch. 15. — Delamare, I, 4.

onéreuses. En effet la démocratie athénienne était autrement puissante que celle de Rome, asservie aux patriens : et ses exigences n'avaient d'autres limites que celles du Trésor public, qui était à ses yeux comme un patrimoine commun à partager entre tous (1). De bonne heure, à Athènes comme à Rome, les distributions gratuites à la foule devinrent un moyen usuel pour acheter ses suffrages. La seule différence est qu'à Rome les distributions avaient lieu le plus souvent en nature. A Athènes elles consistaient d'ordinaire en argent (2). Périclès fut le premier qui s'en servit comme d'un moyen de gouvernement.

Ces distributions de numéraire désignées sous le nom de *Théorique* (τὸ θεωρικόν) ne rentrent pas dans le cadre de notre étude. Qu'il nous suffise de dire qu'elles avaient lieu sous le moindre prétexte : spectacles, assemblées du peuple, festins publics. Ces banquets, au nombre de 60 par an, équivalaient eux-mêmes à de véritables distributions hebdomadaires en nature, et ne coûtaient pas moins de 5 millions au Trésor. Quant au *Théorique*, il constituait pour chaque citoyen une rente d'environ 250 francs par an, ce qui avec la puissance de l'argent à cette époque représenterait plus de 1000 francs à la nôtre : là venaient s'engloutir, avec toutes les ressources de l'Etat, les 1300 talents payés par les villes tributaires. Aussi, Aristophane propose-t-il plaisamment dans ses *Guêpes* (3) un moyen fort simple pour assurer la subsistance des citoyens d'Athènes : les mettre en pension dans les villes tributaires, à raison de 20 par ville. « Nous mènerions ainsi, assure-t-il, dans les délices une vie digne de ce pays et des vainqueurs de Marathon. »

(1) Cf. Bœckh, *Économie politique des Athéniens*, IV, ch. 26.

(2) Cf. Monnier, *l. c.*, p. 109.

(3) Aristophane, *Guêpes*, V, 705 et suiv. — Monnier, *l. c.*, p. 111 et 189.

En dépit de toutes ces mesures, multipliées par l'imagination fertile des démagogues, qui gardaient toujours pour eux la meilleure part, en dépit même des *Clérouquies*, partages agraires aux dépens des villes conquises, les indigents d'Athènes au nombre de 500 trouvèrent encore le moyen de réclamer et d'obtenir un secours spécial de 1 obole, puis 2 oboles par jour, ce qui nécessita pour le trésor une dépense supplémentaire de 10 talents (50 mille francs par an).

Vainement Aristote (1) et Platon condamnèrent ces largesses qui avilissaient le peuple d'Athènes sans l'enrichir. Le trésor dilapidé, l'agriculture délaissée, l'industrie abandonnée aux étrangers, la richesse proscrite et confisquée ; en haut la corruption, en bas la dégradation et la misère, tels furent les résultats de ce système déplorable. De là vint aussi la limitation légale du nombre des citoyens, mesure égoïste qui avait pour but d'empêcher la diminution des parts de chacun dans les largesses publiques, et ne reculait ni devant l'abandon, ni devant la vente des enfants nouveau-nés. L'on est surpris de voir Platon lui-même prôner ce système dans sa République idéale (2), comme si un État pouvait sans péril rester stationnaire quand ses voisins s'accroissent, et un peuple cesser de grandir sans commencer à tomber. De ce jour-là c'en était fait d'Athènes ; une poignée de Romains devait suffire à faire de sa démocratie tyrannique un peuple d'esclaves.

(1) Aristote, *Politique*, VI, ch. 5, éd. Barthélemy St-Hilaire.

(2) Platon, *Républ.*, V et VII.

PREMIÈRE PARTIE

LE

SERVICE DE L'ANNONE SOUS LA RÉPUBLIQUE

CHAPITRE PREMIER

ÉTABLISSEMENT DU CANON FRUMENTAIRE.

Dans les premiers temps de la République, l'agriculture romaine avait suffi à l'alimentation de Rome; et parmi les attributions des censeurs se trouvait la surveillance et le maintien de la culture du sol. Mais de bonne heure les Romains s'habituaient à désertir leurs champs pour la guerre, et durent aller chercher leur subsistance hors de chez eux.

Cette obligation mit souvent Rome dans les plus grands périls, en l'exposant à la famine quand elle combattait ses voisins. Porsenna faillit un jour s'en rendre maître en arrêtant l'exportation des blés d'Etrurie. Aussi l'une des préoccupations constantes de Rome dans ses traités avec Carthage fut de se créer des ressources nouvelles. Dans le premier elle stipula le droit de tirer des céréales de Sicile : dans le second, celui d'aller s'approvisionner dans les pays d'outre-mer (1).

(1) Marquardt, *Handbuch Römischer Alterthümer*, p. 138. — Labatut, *La question des subsistances à Rome*, Journal des Économistes, août 1868.

Quant aux provinces conquises, elles durent, dès l'origine, assurer la subsistance de leurs vainqueurs. La Sicile, la Sardaigne et l'Égypte leur furent à ce point de vue particulièrement précieuses, et méritèrent leur surnom de greniers de Rome « *tria frumentaria Reipublicæ* » (1). On désigna du nom de Canon frumentaire l'ensemble des impôts en céréales recueillis chez elles, et affectés à l'approvisionnement annuel de Rome.

En Sicile, les Romains trouvèrent dans la dîme Hiéronienne, prélevée chaque année sur les agriculteurs par les rois de Syracuse, un véritable chef-d'œuvre de fiscalité tyrannique. Ils se gardèrent de l'abolir, et en confièrent la levée à des sociétés de publicains. A l'époque de Cicéron tout le blé de la Sicile était destiné à Rome et défense était faite aux Siciliens d'en exporter ailleurs (2).

Une partie était prélevée comme dîme, « *frumentum decumanum* » (6,800 mille *modii*), une autre à titre de *superindictio* « *frumentum indictum* ou *æstimatum* » ; c'était une sorte de réquisition annuelle imposée aux agriculteurs (3 millions de *modii* environ), moyennant un prix arbitrairement fixé par des sénatus-consultes : il ne faut pas la confondre avec le « *frumentum emptum* ou *imperatum* », réquisition ordonnée par le préteur, au cours du marché, suivant les besoins du moment. Le reste de la récolte était acheté par les commerçants de Rome.

La Sardaigne était comme la Sicile soumise aux dîmes et aux *superindictiones*. Quant à l'Égypte elle payait à Rome non pas la dixième mais la cinquième partie environ de ses récoltes ; comme en Sicile, les Romains y avaient trouvé une dîme établie par les Ptolémées, et la conservè-

(1) Cic., *Pro Maniliâ*, *lege* 12.

(2) Nasse, *Meletemata*, p. 4. D'après Polybe, les Rhodiens furent obligés de demander à Rome l'autorisation d'acheter du blé en Sicile.

rent à leur usage : comme en Sicile encore, ils se réservèrent le monopole absolu de ses exportations. La quotité du tribut annuel de l'Égypte variait suivant le degré d'inondation du Nil.

Outre les ressources habituelles fournies par les provinces frumentaires, d'autres provinces livraient à Rome en cas de besoin les quantités de céréales nécessaires à compléter son approvisionnement « *solatia annonæ* ». C'étaient l'Asie, la Numidie, la Gaule et l'Espagne (1).

Transports. — Sous la République, le transport de l'annone était effectué en grande partie par des sociétés de chevaliers qui l'affermaient comme d'autres le faisaient pour les levées de deniers, « *sub hastâ* », aux enchères, par périodes de 5 ans.

Leurs membres étaient, en raison de ces fonctions, dispensés du service militaire et de toutes charges publiques (2) et défense était faite à tout fonctionnaire ou gouverneur de province d'entraver pour quelque raison que ce fût, soit le départ, soit l'arrivée de leurs vaisseaux.

En dehors de leur concours, tous les navires jaugeant plus de 10,000 *modii* (90 tonneaux) pouvaient être réquisitionnés pour aider aux transports.

(1) Rénier, inser. d'Algérie, p. 321, n° 2715. — C. inser. Berolin, II, p. 159, n° 1180.

(2) T. Live, XXIII, ch. 48, 49.

CHAPITRE II

ORIGINES ET ÉTABLISSEMENT DES DISTRIBUTIONS GRATUITES. — LES LOIS FRUMENTAIRES.

Sur le service de l'approvisionnement général de Rome vint de bonne heure s'en greffer un autre presque aussi important ; son but était d'assurer la subsistance de la plèbe, menaçante armée des misérables et des prolétaires, de jour en jour plus nombreuse, hors d'état de vivre si on ne l'y aidait, et qu'il fallait défendre contre la faim, sous peine d'avoir à se défendre contre elle. Il en fut ainsi dès les premiers siècles : car le fléau du prolétariat, que Rome connut plus qu'aucune ville au monde, avait chez elle des causes spéciales, inhérentes à son organisation politique et à ses mœurs.

Les origines du prolétariat. — De tout temps les Romains n'eurent que du mépris pour l'industrie, le commerce et tous les arts utiles qui produisent la richesse. Ils les abandonnaient aux étrangers, aux esclaves, préférant acquérir par les armes cette richesse qu'ils dédaignaient de créer pour eux-mêmes. Restaient l'agriculture pendant la paix, le butin pendant la guerre ; et l'on eut, aux débuts de la République, après l'expulsion des Tarquins, le rare spectacle d'un peuple où tout le monde était pauvre, sans qu'il y eût ni un riche, ni un indigent. Mais le butin fait sur l'ennemi ne procurait qu'un profit passager, insuffisant parfois à couvrir les frais d'équipement des citoyens.

Les guerres perpétuelles de la République, où s'enrichis-

saient es généraux patriciens, ne permirent bientôt plus de cultiver les champs dont vivait la classe pauvre ; astreinte à un service militaire de 30 années et ruinée par l'usure, sa détresse augmentait de jour en jour. Et pendant ce temps l'*ager publicus* conquis par elle devenait la proie des sénateurs. Forts de la connivence des magistrats, ils se faisaient adjuger à vil prix des baux à long terme sur le domaine public, s'en arrogèrent la propriété, et s'y taillaient ainsi d'immenses domaines (*latifundia*), puis les convertissaient en pâtures, pour économiser la main-d'œuvre agricole (1).

Désastreuse pour l'agriculture, la substitution des *latifundia* aux petits labourages fut encore accélérée par une loi *Claudia* (535) qui, en interdisant les spéculations mercantiles aux sénateurs, fit refluer vers les biens fonds tous leurs capitaux disponibles (2). A leur exemple les chevaliers, vite enrichis par le commerce de l'argent et l'usure, se créèrent aux dépens des propriétés privées des domaines plus vastes encore ; ils allaient jusqu'à embrasser des provinces entières (3).

Une autre cause de ruine pour l'agriculture fut la concurrence désastreuse faite aux blés de l'Italie par ceux des provinces conquises, amenés à titre de tribut, et vendus à vil prix ; et les terres des propriétaires de la classe intermédiaire, expropriés et ruinés à leur tour, allèrent se réunir aux terres des pauvres, dans les domaines des patriciens et des chevaliers. Ainsi disparut de Rome, fait

(1) Cette propriété usurpée, illégitime, et toujours contestée, eût été difficile à transmettre sans la complicité des préteurs qui vinrent au secours des détenteurs du domaine public en créant la propriété bonitaire, les interdits possessoires, et l'interdit *de precario*. Cf. Savigny, *De la possession en Droit romain*, s. IV, § 2.

(2) Mommsen, *Hist. romaine*, IV, liv. 3, chap. 12.

(3) Fustel de Coulanges, *La propriété foncière dans l'empire romain*.

observer Dureau de la Malle, cette classe moyenne, active, industrielle, qui fait la richesse des empires, car elle produit plus qu'elle ne consomme (1) — à tel point que vers l'époque de Cicéron il n'y avait plus parmi les citoyens deux mille propriétaires fonciers. L'agriculture avait vécu, « *Latifundia perdidere Italiam* » (2), devait s'écrier Pline moins d'un siècle après.

Les malheureux habitants des campagnes, dépouillés du sol qui les faisait vivre, ne trouvaient même plus à louer leur travail, nécessairement plus coûteux que celui des esclaves. En vain les lois Liciniennes obligèrent les *possessores* à employer un certain nombre d'hommes libres pour surveiller leurs cultures : les cultures elles-mêmes disparaurent.

Les Gracques ne furent pas plus heureux dans leurs efforts pour arracher la plèbe à sa détresse, en la faisant participer, elle aussi, aux distributions de l'*ager publicus*. Trop de gens étaient intéressés à leur perte pour qu'ils eussent longue vie. Ils périrent, et leurs motions avec eux.

Chassés de la campagne par la misère et la faim, les colons agricoles refluèrent vers Rome, où ils formèrent bientôt le fond de la plèbe, composée pour le reste d'innombrables affranchis, et de citoyens ruinés par l'usure : foule toujours grandissante et d'autant plus misérable que ses préjugés la condamnaient à une stérile oisiveté. Tous auraient rougi d'exercer un métier d'artisan, de manier un outil à la façon des esclaves. Mais nul n'avait honte de mendier à la porte des temples, de tendre la main à la sportule

(1) Dureau de la Malle, *Econ. pol. des Romains*, III, ch. 22. — Cic., *de officiis*, II, 24.

(2) Pline, *Hist. Nat.*, XVIII, 7.

d'un patron, ou aux largesses d'un édile (1). Ainsi la répugnance des plus pauvres à exercer des professions qualifiées serviles ne contribuait pas moins que la ruine de l'agriculture, à étendre dans Rome la plaie du prolétariat.

Cette plèbe avilie par la faim, ne tenant à la liberté que parce qu'elle pouvait la vendre, toujours prête à faire argent de ses suffrages, et à suivre le premier ambitieux qui lui promettait du pain, cette multitude insolente avec qui la marchandait, servile avec qui l'achetait était pour la paix de l'Etat un danger toujours actuel et toujours menaçant. On finit par le comprendre, et pour se rendre maître de cette armée de faméliques, on dut se résigner à la secourir. Rome leur paya ainsi comme la rançon de sa sécurité.

Les premiers secours. — Les secours donnés à la plèbe indigente varièrent suivant les époques: On lui accorda successivement l'exemption des impôts, la création des patronages, la réduction du taux des intérêts de 12 à 6 0/0, l'abolition de la contrainte par corps, une solde pendant le service militaire. Plus tard, après les tentatives infructueuses des lois agraires, des colonies de citoyens indigents furent établies en Ombrie, en Apulie, en Afrique. Enfin, et ce fut là surtout le moyen le plus habituel, celui qui finit par prévaloir sur tous les autres, la plèbe reçut des distributions de blé, rares d'abord, puis fréquentes, puis régulières et mensuelles. Mais il fallut dès lors renoncer à fonder avec la plèbe de nouvelles colonies: accoutumée aux amusements du cirque, au tumulte du forum et au trafic profitable de ses suffrages, dès qu'elle se vit nourrie en outre

(1) Salluste, *Conjur.*, *Catil.*, ch. 37.

Sous l'empire la mendicité était devenue un métier véritable. Le principal rendez-vous des mendiants était d'après Juvénal à la porte Trigémène, au pied du Janicule (Sat. IV-116 et XIV-124). Il faut aller jusqu'à Valentinien le Jeune (382) pour trouver une prohibition contre les mendiants valides (l. unic. c. th. XIV-18).

par l'Etat, elle préféra de beaucoup à l'existence périlleuse et lointaine des soldats laboureurs sa mendiante oisiveté.

Les secours frumentaires ne furent à l'origine ni réguliers, ni gratuits. Pendant longtemps ils consistèrent en des distributions de blé à prix réduit, destinés à faciliter la subsistance de la plèbe et à provoquer en même temps, si faire se pouvait, une baisse dans les cours du marché. Plus d'un édile employa ses deniers personnels à ces sortes de distributions (1). Le Sénat cependant faisait quelquefois des largesses gratuites avec le blé des pays conquis. Cela nous est attesté par l'histoire de Coriolan, banni de Rome pour avoir empêché le Sénat de distribuer au peuple des blés pris à Syracuse (2).

En dehors de ces distributions gratuites, assez rares d'ailleurs, le Sénat avait le pouvoir de taxer dans les temps de cherté le prix des grains, sauf à indemniser les marchands aux frais du Trésor (3). Mais les tribuns lui enlevèrent de bonne heure cette prérogative, pour la transférer au peuple, c'est-à-dire à eux-mêmes.

La taxation du prix des grains devint ainsi une mesure

(1) En 456 av. J. C., Manius Marcius fournit au peuple tout le blé mis en réserve par le Consul Visellinus, à raison d'un as le *modius* (d'après Leironne la contenance du *modius* était de 81. 8.)

Trébius renouvela ces distributions en 343. Le peuple lui en manifesta sa reconnaissance en lui élevant des statues, et en lui faisant de splendides funérailles.

En 299 pendant une disette, Fabius Maximus, alors édile, s'occupa avec la plus grande activité des transports de blé nécessaires au peuple.

En 204 et 200 av. J. C. eurent lieu de grandes distributions de blé envoyé d'Espagne et d'Afrique par Scipion, à raison de 2 et 4 as le *modius*.

En 196 il en fut de même pour du blé envoyé de Sicile.

En 73 enfin Séius ayant fait vendre pendant une famine du blé à 1 as le *modius*, cette générosité lui ouvrit la carrière politique.

(T. Live X, 11, — XXX, 26, — XXXI, 4, 38, 50, — XXXIII, 42. — Cic. *De Officiis* II, 17).

(2) Plutarch. *Coriolan*.

(3) T. Liv., II, 34.

permanente, faisant l'objet de lois spéciales soumises au vote du peuple, et connues dans l'histoire sous le nom de lois frumentaires. Elles ne tardèrent pas à devenir une des plus lourdes charges du Trésor.

Les lois frumentaires. — En proposant les lois agraires, les tribuns avaient soutenu les légitimes revendications du peuple contre les vols des patriciens. Repoussés de ce côté, ils cherchèrent et obtinrent leur revanche en faisant voter les lois frumentaires. Aussi ne devons-nous pas nous étonner de lire en tête de ces lois le nom du second des Gracques, C. Gracchus.

1^{re} Loi. — La première loi, dite *Sempronia*, votée en 123 avant J.-C. et abrogée au bout de trois ans ordonnait de distribuer chaque mois un certain nombre de *modii* au peuple, à raison de 6 as $\frac{1}{3}$ le *modius*, tandis que le prix moyen du blé dans les provinces à cette époque était d'environ 5 sesterces ou 12 as, c'est-à-dire le double, sans les frais de transport (1).

Deux controverses se sont élevées au sujet de cette loi :

1^o Quels en étaient les bénéficiaires ?

2^o A combien de *modii* avaient-ils droit ?

Sur le premier point, les auteurs sont en complet désaccord : certains soutiennent que le bénéfice de la loi *Sempronia* s'étendait à tous les citoyens, riches ou pauvres, patriciens et plébéiens. Ils se fondent sur un passage de Cicéron, rapportant que Pison, personnage consulaire, s'était présenté à ces distributions pour en réclamer sa part (2).

(1) Lange, II, 692-693 et III, 32. — Willems, p. 359. — Marquardt, p. 144. — Mommsen, *die R. Tribus*, p. 179, note 4. — Cic., *Pro Sextio*, 25, 48.

M. Naudet adopte le chiffre de $\frac{5}{6}$ as au lieu de 6 as $\frac{1}{3}$, d'après une autre interprétation de ce même passage de Cicéron, mais son opinion n'a pas prévalu.

(2) *Nolim, Gracche, mea bona tibi viritim dividere libeat. Sed si facias partem petam* (Cic. *Tuscul.*, 3, 20, 48).

Mais outre qu'il le fit par bravade, sa famille était d'origine plébéienne.

Plutarque affirme au contraire, et cela semble plus naturel, que les seuls pauvres y étaient admis (1).

Sur le second point, certains auteurs, et Mommsen en particulier, adoptent déjà pour cette époque le chiffre de cinq *modii* qui fut plus tard en usage. Contareni au contraire pense que ce chiffre fut dépassé (2).

La loi *Sempronia* fut abrogée comme toutes celles du grand tribun, lors de son assassinat, trois années plus tard. Mais le Sénat ne put abroger le principe dont elle découlait, le droit à l'assistance revendiqué par la plèbe comme dédommagement des usurpations patriciennes sur l'*ager publicus*. Et quoique soumis pendant 60 ans encore à de nombreuses vicissitudes, ce principe était destiné à triompher. — Dès le tribunat de Marius, un an après l'abrogation de la première loi frumentaire, ses collègues en proposèrent le rétablissement. Mais leur *rogatio* échoua par l'opposition du futur dictateur (3).

2^e Loi. — La deuxième proposition de loi eut pour auteur Apulcius Saturninus (100 av. J. C.). Elle fixait le prix du *modius* à 5/6 as. Le Sénat craignant que le trésor public ne put suffire à une pareille largesse, empêcha le tribun de présenter la loi au peuple, en le faisant mettre à mort (4).

3^e Loi. — Le tribun Livius Drusus (92 av. J. C.) fut plus heureux et parvint quelque temps avant la guerre sociale, à rétablir la loi frumentaire de C. Gracchus.

Le Sénat imagina, pour en empêcher l'exécution de faire

(1) Plutarch. *C. Gracchus*, 5.

(2) Mommsen, *Forschungen*, p. 182, 183. — Contareni, *De frum. Largitione*, ch. II, p. 54, 55.

(3) Plutarq., *Marius*.

(4) Rhetor., *ad Herenn.*, I, 12, 21 — T. Liv., *Epist.*, 71, 20.

frapper par les questeurs Cépion et Pison un grand nombre de deniers avec l'inscription :

AD FRV (*mentum*) EMV (*ndum*) EX S.-C. (4).

Il espérait fixer ainsi le prix du blé et l'empêcher de descendre davantage. Le moyen n'eut pas de succès sans doute, car il fit assassiner l'année suivante Livius Drusus comme ses prédécesseurs.

4^e Loi. — Peu après sa mort, une loi *Octavia*, achetée par le Sénat au tribun Octavius modifia l'application de la loi Sempronienne. Mais l'on n'en connaît ni la date exacte, ni les dispositions (2).

Mazocchi pense qu'Octavius avait exclu des distributions tous les citoyens ayant fait au cens la déclaration d'un certain revenu, tandis que C. Gracchus, et plus tard Terentius et Cassius y admirent indistinctement tous les plébéiens. Peut-être aussi avait-il haussé le tarif des distributions, diminué leur quotité, prescrit des conditions de domicile à Rome, car il fit faire un recensement pour établir le chiffre de sa population et celui des étrangers (3). En somme on est réduit à des conjectures.

Mais des modifications importantes avaient dû être faites, car Cicéron trouvait la loi d'Octavius modérée en comparaison de celle de C. Gracchus, qu'il qualifiait de désastreuse pour le trésor public.

5^e Loi. — Sylla fut plus radical encore ; assez puissant pour n'avoir plus à acheter le peuple, il supprima complètement les distributions (a. 80). Mais à peine le dictateur

(1) Marquardt, p. 145. — T. Liv., *Epist.*, 71.

(2) Marquardt, p. 145. Certains auteurs placent la loi d'Octavius plus tôt, vers l'an 120 avant J.-C., d'autres plus tard, en l'an 78 (Willems, *l. c.*, p. 360. — Walter, *l. c.*, § 294-31).

(3) Conrad, *ad tab. Heracl.*, ch. 5, *apud* Mazocchi, p. 892. — Britann. *ad tab. Heracl.*, ch. 5, *apud* Mazocchi, p. 314.

mort, sous le consulat de M. Lepidus, une loi *Æmilia* les rétablit.

6° *Loi.* — Les consuls Terentius et Cassius (a. 73) fixèrent définitivement à 5 *modii* par mois (1) la part de chaque citoyen dans les distributions. On revenait en même temps au prix fixé par la loi *Sempronia*, 6 as 1/3 le modius.

Le résultat de la loi *Cassia Terentia* fut de faire refluer de toute l'Italie, épuisée par la guerre sociale, vers la ville de Rome une tourbe d'aventuriers et de prolétaires affamés, vivant au jour le jour, prêts à tout, et attendant tout des séditions dont ils faisaient métier. D'un moment à l'autre ils pouvaient aller grossir le parti de César, déjà menaçant. Pour éviter ce péril, Caton conseilla au Sénat de leur donner du pain. Un S.-C. de l'année 62 augmenta indéfiniment le nombre des participants aux distributions publiques (2). On croit même qu'il accorda pour la première fois, et d'une manière seulement temporaire la gratuité complète de ces distributions. Cette largesse aurait coûté d'après les calculs de M. Monnier (3) plus de 1250 talents par an (8,600 mille francs). Ce fut l'aumône de la peur.

7° *Loi.* — Enfin par une dernière loi *frumentaria Claudia* (58), Clodius Pulcher, le même qui devait proscrire Cicéron, fit voter la gratuité permanente et complète des distributions. Deux conditions seulement étaient exigées pour y donner droit : être citoyen Romain ; être domicilié à Rome (4).

(1) Cic., *in Verr.*, III, 70, 163, V, 21, 52, — *pro Sextio*, 25, 55. — Mommsen, *Tribus R.*, p. 179 et 182, n° 18. — 5 *modii* de blé donnaient environ 15 livres romaines (5 kilogr.) de pain (Naudet, p. 43).

(2) Plutarch., *in Caton Minor.*, XXVI. — Marquardt, *l. c.*, p. 145.

(3) Monnier, *l. c.*, p. 32.

(4) Willems, *l. c.*, p. 360. — Mommsen, *Die R. tribus*, p. 187 et suiv. — Lange, *l. c.*, III, 289.

Cette loi devait être définitive, jamais le peuple ne se laissa dépouiller de sa dernière conquête. Il y sacrifia jusqu'à sa liberté.

Au dire de Cicéron tel était alors le nombre des participants, que l'abolition du faible tarif encore en vigueur dans les distributions publiques enleva à l'État plus du cinquième de ses revenus (1). Cependant à cette époque troublée, l'État y gagnait encore, car en enlevant aux fauteurs de séditions et aux ambitieux le monopole des distributions gratuites, il leur enlevait en même temps l'un de leurs moyens d'action les plus redoutables.

Mais le trésor public ne pouvait suffire à nourrir tout un peuple. La liste des participants qui atteignait lors de la loi *Clodia*, plus de 400 mille personnes, fut réduite par César à 150 mille, quand devenu dictateur, il put se passer de la plèbe. Auguste fut contraint de reporter ce chiffre à 200 mille ; mais le tribut de l'Égypte, nouvellement conquise, devait rendre le fardeau de l'Annone gratuite supportable à l'État (2).

En somme ce serait, on le voit, se méprendre complètement que de chercher dans les lois frumentaires, et la création de l'Annone gratuite, une pensée de bienfaisance et d'humanité. L'ancien monde Romain était inaccessible à de telles idées. Aux Antonius devait revenir pour la première fois le mérite de les comprendre et de les appliquer. Les lois frumentaires furent des lois purement politiques, arrachées au Sénat par la crainte de la plèbe, et le désir de s'assurer sa soumission ou ses voix ; le bénéfice des distributions publiques avait toujours été refusé aux femmes, aux enfants, aux esclaves, aux affranchis non citoyens, à tout un peuple de misérables ; mais il était accordé de plein droit,

(1) Cic. *Pro domo*, 10. — *Pro Sextio*, 25.

(2) Momms., *Ancyra*, ch. 15. — Suét., *Cæs.*, 41.

sans examen à quiconque, riche ou pauvre, avait soit une arme, soit un suffrage à vendre, pour l'acheter. En principe les chevaliers eux-mêmes n'en étaient pas exclus : toutefois en fait les citoyens ayant moins que le cens équestre étaient seuls inscrits sur les listes (1).

Quels furent en somme, sous la République, les résultats de ces lois frumentaires, de ces distributions gratuites de l'Annone, que nous retrouverons perpétuées sans interruption jusqu'à la chute de l'empire romain ? On pouvait déjà leur reprocher non pas seulement d'avoir imposé au Trésor des charges écrasantes, mais surtout d'avoir aggravé à Rome la plaie du paupérisme, au lieu de l'atténuer. Nourrir des indigents dans l'oisiveté, c'est rendre leur misère incurable. Les lois agraires au contraire, qui avaient pour but de constituer un patrimoine aux pauvres, sur les terres de l'*ager publicus*, auraient eu, si elles avaient abouti, des conséquences fécondes. Rome eut été débarrassée de ses prolétaires, au lieu d'être envahie par ceux de l'Italie tout entière, et cela sans qu'il en coûtât rien à l'État.

Enfin jusqu'à Clodius, on avait, ce semble, cherché à sauvegarder la liberté et la dignité des citoyens, en déguisant sous une réduction de prix l'aumône qui leur était faite ; une fois l'Annone devenue gratuite, le Peuple-Roi s'habitua à tendre la main sans honte, il se mit à la merci de qui voulait le nourrir. Dès lors il était mûr pour la servitude.

(1) *Lex Julia Municipal.*, I, 10, 19. — Momms., *Ancyr.*, 15. — Hirschfeld, t. I, 90-95. — Marquardt, *l. c.*, V, 116. — Walter, *l. c.* 295, 35. — Willems, *l. c.*, p. 340.

CHAPITRE III

LES PREMIERS FONCTIONNAIRES DU SERVICE DE L'ANNONE.

— ÉDILES. — PRÉFETS DE L'ANNONE TEMPORAIRES.

Les premiers magistrats chargés à Rome de l'administration de l'Annone furent les Ediles.

On leur avait déjà confié la distribution de secours en nature et en espèces, à la porte du temple de Cérès. Ils étaient donc désignés d'avance en quelque sorte pour diriger un service qui comprenait l'assistance des indigents, en même temps que l'approvisionnement de la ville.

Cicéron définit les Ediles : « *curatores Urbis, Annonæ, ludorumque solemnium* (1) ».

Toutefois, à la différence de la *cura Urbis* exercée séparément par chaque édile dans le quartier qui lui était assigné, la *cura Annonæ* était exercée simultanément par eux dans toute l'étendue de la ville (2).

Elle comprenait d'une façon générale tout ce qui avait trait aux approvisionnements de Rome : le soin de tenir les marchés toujours garnis, d'y maintenir le bon ordre ; de veiller à la bonne qualité des marchandises, et en particulier des céréales, à l'exactitude des poids et mesures ; d'empêcher les entraves à la liberté des transactions, les renchérissements, les accaparements, les opérations usuraires sur les grains (3).

(1) Cic., *De legibus*, III, 331. — Willems, *loc. cit.*, p. 301.

(2) On sait que les édiles furent d'abord au nombre de deux. La création de deux édiles patriciens porta ce nombre à quatre.

(3) Liv. X, 11, XXIII, 41, XXX, 26.

Afin de maintenir le bon marché dans les cours, les édiles firent de bonne heure des achats de blé importants en Ombrie, en Étrurie, en Sicile (1).

Leur juridiction en ces matières avait les sanctions suivantes :

1^o Ils connaissaient eux-mêmes des infractions aux ordonnances de police rendues par eux ; ils avaient la *pignoris capio*, le *jus muletæ dictionis*. Leur tribunal était situé au Forum, « *ad ædem Cereris* (2) ».

2^o S'il s'agissait de faits plus graves, de délits d'usure ou d'accaparement de denrées, ils poursuivaient le coupable devant le peuple, les Édiles curules devant les *comitia tributa*, les autres devant les *concilia plebis*.

Enfin le produit des amendes était versé dans une caisse spéciale, gérée par les Édiles, et affecté soit à des jeux, soit à des travaux d'utilité publique.

Mais, avec les accroissements de Rome, il vint un temps où les Ediles ne purent plus suffire à la multiplicité de leurs fonctions. J. César y pourvut (44 av. J.-C.) en confiant d'une façon exclusive la *cura Annonæ* à deux édiles nouveaux, choisis parmi les plébéiens, et qui prirent le nom d'*Ædiles plebis Ceriales* (3).

Quant à leurs anciennes attributions contentieuses, il semble qu'elles aient passé sous César, à deux *Præteurs Céréaux*, créés en même temps qu'eux (4).

Enfin les Ediles avaient de précieux auxiliaires dans les *Præteurs de province*, à qui l'on finit par donner des attributions spéciales à cet effet, et dans le *Quæstor Ostiensis* chargé de la surveillance des arrivages maritimes.

(1) Mommsen, *R. Staatsrecht*, VI, 483, 491. — Marquardt, *l. c.* p. 140.

(2) Liv. III, 55.

(3) Mommsen, *R. Staatsrecht*, II, 471, n° 4. — Hirschfeld, *Philolog.*, XXIX, p. 41, 42.

(4) l. 2, § 32, Dig., I, 2.

A côté des Ediles, les *Comitia tributa* désignaient quelquefois, dans les cas extraordinaires des commissaires spéciaux, toujours plusieurs ensemble, suivant l'usage adopté à Rome pour les magistratures (1). Ils étaient chargés de missions temporaires et déterminées concernant l'approvisionnement de la ville.

C'est ainsi que nous trouvons dans Tite-Live et Cicéron la mention de *Curatores annonæ* (2). L'autorité et l'exercice des fonctions des Ediles ne pouvant dépasser les limites de Rome, ceux-ci se trouvaient sans qualité pour prendre dans les provinces les mesures nécessaires à son ravitaillement. Tel fut le motif qui fit sans doute créer ces fonctionnaires nouveaux.

Quelquefois aussi ces derniers prenaient le nom de *Præfecti annonæ* (3), ils étaient alors nommés tantôt par un décret du Sénat, tantôt par un plébiscite; on les choisissait parmi les personnages les plus illustres de la République. Le premier exemple qu'on cite est celui de Minucius Augurinus. Chargé en 440 avant J.-C. de mettre Rome à l'abri de la famine, il fit faire de nombreux achats en Ombrie et en Sicile, puis, le danger conjuré, résigna ses fonctions.

Plus tard Pompée fut investi de la même dignité pendant cinq années (57 av. J.-C.), avec quinze lieutenants pris parmi les sénateurs, et un pouvoir discrétionnaire, lui permettant de disposer de toutes les ressources du Trésor, d'équiper des flottes, de commander les provinces, même au-dessus des gouverneurs (4). Brutus et Cassius furent après la mort de César munis de pouvoirs analogues (5). Enfin

(1) Mommsen, *R. Staatsrecht*, II, p. 634.

(2) Liv. IV, 12, 13. — Cic. *ad Attic.*, IV, 1, § 7, XV, 9. — Willems, *loc. cit.*, p. 307.

(3) Mommsen, *l. cit.*, II, p. 652. — Marquardt, *l. cit.*, p. 163. — Dezobry, *lettre* 85, p. 401.

(4) Mommsen, *l. cit.*, II, p. 653. — Plutarch. *Pompée*, 45-50.

(5) Cic., *ad Attic.*, XV, 9.

Auguste investi de ces mêmes fonctions par le peuple les garda quelque temps, en se faisant aider dans les distributions par deux citoyens ex-Préteurs ; puis au bout de quatre années il créa un *Præfectus annonæ* permanent, ayant sous ses ordres quatre ex-Préteurs désignés par le sort (1).

En somme, la *Præfectura annonæ* était sous la république une sorte de dictature, munie des pouvoirs les plus étendus, et décernée par le peuple dans les temps de famine, pour en conjurer les périls. Nous la verrons au contraire devenir sous l'empire une fonction permanente, aux attributions nettement définies.

(1) Suét. *in August.* 37. — Dezobry, l. 85, p. 407.

DEUXIÈME PARTIE

LE SERVICE DE L'ANNONE A ROME

PENDANT L'EMPIRE

CHAPITRE PREMIER

QUOTITÉ DU CANON FRUMENTAIRE. — SON MODE DE RÉPARTITION ENTRE LES PROVINCES.

Rome recevait sous Auguste 60 millions de *modii* par an. Aurélius Victor (1) nous apprend en effet que l'Égypte envoyait à Rome, à elle seule, 20 millions de *modii*, ce qui suffisait à assurer sa consommation pendant quatre mois. Le reste était fourni par l'Afrique. Douze millions étaient prélevés sur ce chiffre pour les distributions gratuites (car elles comptaient 200 mille bénéficiaires, à raison de 60 *modii* par tête).

Septime Sévère fit une innovation dans le service de l'annone : voulant mettre Rome à l'abri des famines que lui causaient parfois, soit une mauvaise récolte, soit un retard dans les convois des flottes frumentaires, il appro-

(1) Aurél. Victor, *Ep.* 1. — Dureau de la Malle, *Econ. Pol. des Romains*, III, ch. 11 et VI, ch. 2.

visionna les greniers publics pour sept années à l'avance (1).

Cette mesure était excessive ; une grande partie de ces blés s'avaria, et le reste fut vendu à perte, ou gaspillé par ses successeurs en largesses aux prétoriens.

Les blés destinés à l'approvisionnement de Rome étaient pour la majeure partie amenés jusqu'à la ville. Le reste, (300 mille *modii* environ), était délivré aux boulangers d'Ostie pour en faire du pain, désigné sous le nom de *panis ostiensis* ou *fiscalis* (2) et vendu à prix réduit par le service de l'annone. Ce prix fut, après maintes fluctuations, fixé par Honorius à un denier d'airain avec défense expresse de l'augmenter à l'avenir (3).

Répartition du canon frumentaire. — Auguste et ses successeurs avaient fait dresser un état complet et détaillé (*rationarium imperii*) de la part contributoire de chaque province dans l'approvisionnement de Rome. Avant le commencement de chaque exercice, le prince arrêtait de sa main l'état général indicatif des quantités à percevoir (*indictio, edictum, delegatio*).

D'autres états particuliers, composés d'après ce premier état par les secrétaires du Préfet du prétoire étaient expédiés dans toutes les provinces, et publiés un certain temps avant le début de l'exercice, par les soins des gouverneurs. Celui destiné à l'Égypte y était affiché pendant deux mois (4). Ces dispositions avaient pour but d'empêcher les collecteurs de percevoir plus qu'il ne leur était dû.

(1) Marquardt, *l. c.*, p. 159. — Spartian., *in Sever.*, 23.

(2) *l. 1 et 4, C. th. XIV-15.*

(3) *l. Unic. C. th. XIV, 19.* M. Naudet (*l. c. p. 55*) semble avoir fait une confusion en écrivant que sous Honorius le chiffre de la consommation quotidienne de Rome en blé était tombé à 14 mille *modii* — Le passage cité par lui se réfère à une augmentation de population, et non à des mesures de céréales (cf. *l. 38, C. th. XIII, 5.* — *c. de Godefroy, in fine*).

(4) *l. 3 et 4, C. th. XI-5.* — Godefroy, *Paratitl, C. th. XI-5.*

Enfin dans chaque cité les *Primates* formaient des états de répartition (*partitio*) d'après le nombre d'arpents possédés par chacun. Il est à noter que la prestation en nature frappait, de même que l'impôt, non les colons qui cultivaient les terres, mais les propriétaires qui les leur affermaient (1). Comme la *capitatio terrena*, l'*annonaria functio* était attachée à la possession du sol, et imposée à tout propriétaire foncier, quel que fût son rang social ou politique. Les sénateurs qui avaient des biens dans les provinces, et notamment en Afrique, devaient y entretenir des mandataires chargés de payer tous leurs impôts en leur nom. Et pour les empêcher de s'y dérober, ordre était donné aux gouverneurs d'envoyer à Rome, à la fin de chaque année, un état des prestations dont ils avaient négligé de s'acquitter (2).

Des fonctionnaires spéciaux, *censitores*, *inspectores*, *peræquatores*, étaient chargés de s'assurer de l'exacte répartition des prestations entre tous les contribuables.

De même que le principal soin des empereurs avait été d'assurer l'approvisionnement de Rome par l'établissement d'un canon frumentaire annuel, une de leurs constantes préoccupations fut de prévenir toutes les moins-values, tous les déficits qui pouvaient s'y produire. Aucune remise, aucun rachat en argent (*adœratio*), n'étaient admis dans ces prestations.

Cette prohibition reproduite par la plupart des empereurs, Théodore, Valentinien, Honorius (3), paraît d'ailleurs s'être étendue d'une façon générale à tous les tributs levés en nature, au moins jusqu'à Justinien (car le titre du Code

(1) l. 12 et 14, C. th. XI-5, — l. 3 et 4, C. th. XI-4.

(2) l. 13, C. th. XI-5, — l. 18, C. th. XI-1.

(3) l. 8 et 30, C. th. XI-1, — l. 4 et 5, C. th. XI-2, — l. 5, C. th. XIV-15, — Bouchard, *l. c.*, p. 118 et 409. — Serrigny, *l. c.*, n° 785. — Naudet, *l. c.*, p. 57.

Théodosien « *tributa in speciebus inferri* » ne fut pas reproduit par lui). En tous cas ce prince conserva l'interdiction relative au rachat des prestations de blé (1). Les décrets impériaux eux-mêmes ne pouvaient rien contre elle, par application de ce principe d'ordre supérieur qu'on ne saurait accorder aux particuliers aucune immunité contraire à l'intérêt général (2). Aussi la loi non contente de prononcer par avance la nullité des rescrits obtenus, allait même jusqu'à punir d'une amende ceux qui les avaient sollicités et les gouverneurs qui les avaient fait obtenir (3).

Dégrèvements. — Toutefois si ces derniers ne pouvaient accorder aucune remise de faveur, ils pouvaient du moins dégrever, sur la demande des intéressés les fonds trop fortement imposés (4).

Quand, plus tard, des régions entières se virent désertées et ruinées, des *inspectores* ou *peræquatores* purent être chargés par l'empereur, sur la demande des cités ou des provinces, de diminuer la quotité de leurs impôts ; et sur leur rapport, de nouveaux rôles étaient confectionnés par les soins du Préfet du prétoire. Mais les visites de ces fonctionnaires paraissent avoir été d'habitude beaucoup plus craintes que désirées (5).

Un seul cas pouvait permettre de dégrever les terres de l'impôt : celui où la désertion des colons les laissait sans culture (6). Encore fallait-il faire une distinction :

S'il y avait dans le même domaine des terres de bonne qualité (*opimi fundi*) et des terres en friche, la loi faisait compensation des unes par les autres ; et cette fiction in-

(1) l. 1 C. J. XI-22.

(2) l. 1 et 20, C. th. XI-1, — l. 11, C. th. XI-12, — l. 1, C. th. IV, 2.

(3) l. 4, C. J. X-17.

(4) l. 3 *ibid.*

(5) l. 12 et 13, *ibid.*

(6) l. 7, C. th. XI-1.

généreuse nommée par le fisc *adjectio* ou ἐπιβολή, mettait à la charge des premières les prestations dues par les secondes (1). Étaient réputées faire partie du même domaine toutes les terres provenant d'une même acquisition, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, par voie d'hérédité par exemple.

Ainsi donc le dégrèvement d'une terre en friche n'avait lieu que dans les deux cas suivants :

1° Si toutes les autres terres du même domaine ou patrimoine étaient de qualité inférieure ;

2° Si le fonds à dégrever provenait d'une acquisition isolée : « *Sterilia fertilibus non imponuntur, nisi ex iisdem bonis* » (l. 31. C. th. XI. 1).

Encore ce droit au dégrèvement, accordé à l'acquéreur, ne passait-il pas à ses héritiers.

Plus tard la distinction dont nous venons de parler finit elle-même par disparaître, et quiconque était propriétaire de fonds de bonne qualité se vit contraint d'accomplir, outre les prestations afférentes à ces fonds, celles afférentes aux terres en friche du voisinage : il avait de plus l'obligation de les remettre en culture (2). Faute de quoi tous ses biens étaient confisqués, et s'il ne se trouvait personne pour les racheter, mis d'office à la charge des décurions de la province ; en même temps l'on exigeait de ces propriétaires malgré eux des cautions pour garantir le paiement de leurs impôts.

Que dire de pareilles mesures ? Elles demeurèrent aussi impuissantes dans leurs effets, qu'elles étaient vexatoires et arbitraires dans leur principe. Les campagnes continuèrent à rester en friche, et les impôts en souffrance, en dépit des décrets.

(1) l. 4, 10, 17, C. th. XI-1.

(2) l. 5, 6, 9, 10, 12, C. j. XI-58. — Novell. Justin. 128, ch. 8.

Dans l'empire d'Orient, des mesures analogues obtinrent le même insuccès. Le dernier état du Droit sur cette matière fut marqué par la nouvelle 166 de Justinien : elle mettait, en cas de stérilité d'un champ, les impôts tant en argent qu'en nature dont il était grevé à la charge des autres fonds provenant du même patrimoine ; et cette main-mise (*ad-jectio*) s'effectuait dans l'ordre suivant :

1° Sur les autres fonds du contribuable, provenant de la même origine successorale (*ex eadem substantia*).

2° A leur défaut, sur les autres fonds de la même origine aux mains de ses cohéritiers.

3° A leur défaut encore, sur les autres fonds de la même origine acquis par des tiers.

On imposait de préférence les cohéritiers les plus proches ; en cas de concours de plusieurs cohéritiers du même degré, ou de plusieurs ayants cause, chacun était imposé au prorata des biens de la même origine qu'il possédait.

CHAPITRE II

LES DISTRIBUTIONS GRATUITES.

I. — Mesures prises par les empereurs.

En examinant les réformes de César, Mommsen le félicite d'avoir changé en institution de bienfaisance ces distributions de l'annone qui n'avaient été jusqu'alors pour la plèbe qu'un privilège politique et qu'une faveur dégradante (1). Malgré toute l'autorité du savant historien, il nous semble pourtant que la bienfaisance eut bien peu de part dans l'œuvre de César. Les secours de l'annone, au lieu d'aller aux plus misérables, continuèrent à n'être octroyés qu'aux seuls citoyens romains ; ni les enfants, ni les femmes n'y avaient droit, encore moins les affranchis non citoyens et les esclaves. De plus, quand des vacances avaient lieu dans la liste des bénéficiaires, on les remplissait non avec les plus besogneux, mais avec les gagnants d'un tirage au sort (*subsortitio*). La réforme de César fut donc, croyons-nous, une réforme politique et financière, nullement une réforme philanthropique.

Auguste fit des *frumentationes* une institution impériale et organisa leur service d'une façon définitive.

Mais pas plus que César il ne semble avoir obéi à des considérations de bienfaisance : il aurait même, dit Suétone, supprimé complètement ces distributions gratuites, sans la certitude où il était que la première sédition de la plèbe

(1) Mommsen, *Hist. romaine*, VIII, p. 105. Trad. Alexandre.

les eût fait rétablir (1). Il se contenta de ramener à deux cent mille le nombre des participants qui depuis la mort de César avaient de beaucoup dépassé cette limite, et mit des restrictions sévères aux affranchissements (*loi Ælia Sentia*) pour empêcher les affranchis de continuer à venir se mettre à la charge de l'annone.

La part de chaque bénéficiaire semble avoir été maintenue par lui à 5 *modii* par mois. Toutefois, en temps de disette, ce chiffre était porté au double, et quelquefois même au quadruple (2).

Tibère fut un sage administrateur, pendant ses premières années tout au moins, et veilla, avec une sollicitude quelque peu calculée, à la subsistance de la plèbe. Il exigea du Sénat qu'il réglementât l'approvisionnement de Rome, et lui-même, pendant une famine, fit vendre des blés à bas prix en accordant aux marchands, à titre de dédommagement, deux sesterces par *modius* (3).

Claude redoutant lui aussi les émeutes de la plèbe, qui le chassa un jour ignominieusement du Forum, donna tous ses soins au service de l'annone, en assura le transport, et en facilita l'arrivée par la création du port d'Ostie.

Sous le règne de Néron, grâce à l'épuisement du Trésor par les prodigalités impériales, on dut suspendre un certain temps les distributions gratuites (4). Vespasien et Titus s'assurèrent la reconnaissance du peuple en les réorganisant (5). Après eux Marc-Aurèle y fit de nombreuses améliorations : lesquelles ? J. Capitolinus a oublié de nous en instruire (6).

(1) Suétone, *Aug.*, 42.

(2) Dion Cass., LIII, 3, LV, 26.

(3) Tacite, *Ann.*, IV, 6, 7, VI, 13.

(4) Dion Cass., *Néron*, XLVIII, 12.

(5) Suétone, *Vespas.*, 18, l. 14, 6786.

(6) J. Capitolinus, *M. Aurel.*, 27, A.

Septime Sévère ajouta une ration d'huile à chaque ration de blé distribuée ; il professait pour maxime qu'un empereur devait enrichir ses soldats, nourrir le peuple de Rome, et n'avoir cure du reste (1). Alexandre Sévère réorganisa encore une fois l'annone, ruinée par Héliogabule. Mais l'anarchie militaire qui suivit sa mort dut interrompre à nouveau les distributions gratuites. Enfin Aurélien fit dans ce service une transformation capitale, en substituant aux distributions mensuelles de blé des distributions de pain qui du même coup devinrent quotidiennes (a. 343) (2).

Le résultat de ces largesses fut de faire affluer dans Rome une telle multitude, qu'il fallut en ouvrir et en élargir l'enceinte. En revanche l'abondance de Rome était faite de l'épuisement des provinces, de l'Égypte surtout dont les colons tombèrent à un degré de misère effroyable (3).

A ces distributions de pain, Aurélien avait ajouté des distributions régulières d'huile, de vin, de viande de porc, opérées par un service spécial distinct de celui de l'annone (*suarii, susceptores*) : car le spectacle d'un peuple repu était à ses yeux le plus grandiose et le plus noble du monde ; et pour se donner cette joie il aurait distribué, dit Vopiscus, si on l'avait laissé faire, jusqu'aux oies du Capitole.

Malheureusement le trésor public ne put suffire longtemps à ces munificences ; et sous les successeurs d'Aurélien, les distributions de l'annone devinrent payantes. Sans doute le prix en était modique, mais en même temps la qualité en était fort inférieure (*sordidi panes*).

(1) Lampride, *Alex. Sever.*, 121.

(2) Vopiscus, *Aurelian.*, 35. — Naudet, *l. c.*, p. 45 et 65. Ces distributions de pain ne se faisaient plus comme celles de blé au Porticus Minucia, mais dans chacune des régions de Rome, aux principaux carrefours, sur des estrades élevées, d'où le nom de « *panis gradilis* ». Les boulangers étaient chargés de ce soin.

(3) Vopiscus, *Aurelian.*, p. 221. — 1. 1, 3, 4, 5, C. th. XI-24. — Naudet, *l. c.*, p. 45.

Valentinien (a. 369) changea encore une fois cet état de choses. A la place des vingt pains de 2^e qualité (*fiscales*) qu'on leur délivrait chaque mois à prix réduit, les bénéficiaires de l'annone reçurent désormais gratuitement six pains de première qualité (*siliginei*). En même temps leur poids était porté de deux onces et demie à six onces. Ils furent exclusivement réservés à la plèbe, sous les peines les plus sévères (1).

Néanmoins sous le règne de Valentinien le poids des pains varia suivant les ressources de l'annone, et le peuple lui-même eut plus d'une fois la sagesse de le faire diminuer d'une ou plusieurs onces, quand le vide se faisait dans les greniers (2).

Valentinien s'était signalé par les soins incessants qu'il avait donnés au service de l'annone (3). Son œuvre législative sur ce point est la plus considérable de toutes. Honorius fut le dernier empereur qui tenta de l'imiter. Dans le préambule de son « *Oratio ad senatum* », d'où sont tirées maintes constitutions du Code Théodosien relatives à notre matière, il se vante d'entretenir au complet les approvisionnements nécessaires aux distributions gratuites de Rome : « Vérité douteuse, ajoute Naudet, sous un tel prince, après le sac de cette même Rome qu'il n'avait pu défendre contre Alaric (4) ». En tous cas elles devaient être, comme leurs bénéficiaires, diminuées de plus des trois quarts.

Enfin sous le règne du roi Théodoric, la plèbe de Rome recevait encore 120 mille *modii* par an, à peine de quoi nour-

(1) l. 5, C. th. XIV, 17. — Cf. Godefroy sous la même loi.

(2) Symmaque, *Epist.*, II, 76.

(3) Les l. 1 et 2 de *Canone Frum. U. R.*, la l. unic. de *Saccariis*, les l. 4, 5, 6 de *Pistoribus*, la l. 5 de *Pœnis*, la l. 5 de *Annona*, sont diverses parties d'une constitution unique adressée à Symmaque, préfet de Rome.

(4) l. 3, C. th. XIV, 15. — Naudet, *l. c.*, p. 46.

rir quatre mille bouches. Telles furent les dernières distributions gratuites, dont il nous reste quelques traces (1).

De ce rapide exposé nous ne retiendrons qu'un fait : l'empire ne cessa d'être pendant près de cinq siècles le grand pourvoyeur de la plèbe romaine. Celle-ci veillait à ce qu'il n'oubliât pas son rôle, et ne restait soumise qu'autant qu'elle restait rassasiée. Aussi les empereurs ne négligèrent-ils rien pour cela ; ils pourvurent même à ses plaisirs par surcroît. L'abondance de Rome était faite de l'épuisement du monde : mais elle faisait à son tour la sécurité impériale.

II. — Les bénéficiaires ordinaires.

Nombre des bénéficiaires. — A l'origine aucune limitation ne semble avoir existé dans le nombre des bénéficiaires de l'annone. Il suffisait de remplir les conditions que nous venons d'indiquer, et surtout d'être le client de quelque gros personnage pour être porté sur la liste des *frumentationes*. En revanche, les pauvres hères qui se présentaient sans recommandation risquaient fort d'être éconduits. Des affranchis prenaient leur place pour leur propre compte ou pour celui de leurs patrons.

Au temps de Cicéron, le nombre des participants semble avoir été d'environ cinquante mille, soit un neuvième de la population de Rome à cette époque (2).

Pendant sa *cura annonæ* Pompée avait fait un premier

(1) Pigeonneau, *l. c.*, p. 103. — Cassiodore, *Varia*, XII, 14.

(2) Dans un passage de ses Verrines (*Verr.*, II, 3, 30) Cicéron accusait Verrès d'avoir extorqué à une seule ville de Sicile 240 mille *modii* de blé. « *Plebis romanæ prope menstrua cibaria* » ajoute-t-il. A raison de 5 *modii* par tête, on arriverait à 48.000 participants. Cf. Naudet, *l. c.*, p. 42.

recensement des bénéficiaires de l'annone et limité leur nombre par une loi (1).

Mais au milieu des guerres civiles, des troubles incessants de la fin de la République, cette limite fut vite dépassée. César y contribua lors de sa dictature pour une large part, en faisant inscrire en masse tous ses partisans, si bien que les bénéficiaires d'alors atteignirent le chiffre énorme de 320 mille, soit les trois quarts environ de la population (2). Mais plus tard, devenu assez puissant pour n'avoir plus besoin d'acheter personne, il réduisit leur nombre à 150 mille, avec interdiction de le dépasser. Aucun nouveau participant ne pouvait être admis à l'avenir, sauf en cas de vacance, et par voie de tirage au sort sur une liste de candidats (*profitentes*), en présence du préteur.

Dès son arrivée à l'Empire, et pour les mêmes raisons, Auguste dut renouveler les réformes de César. A la suite d'un nouveau recensement le chiffre des bénéficiaires fut réduit à 200 mille, et il semble ne pas avoir été modifié sous ses successeurs. Car on le retrouve encore sous le règne de Septime Sévère comprenant 160 mille plébéiens, et 40 mille prétoriens (3).

Outre la plèbe en effet, on avait admis encore depuis Auguste au bénéfice de l'annone gratuite les cohortes des vigiles, des prétoriens, les *servi publici* et *fiscales*, soit en tout de 30 à 40 mille hommes (4). A la fin de l'empire on accorda la même faveur aux officiers du palais, et à cer-

(1) Dion Cass., XXXIX, 24.

(2) Naudet, *l. c.*, p. 22. — Marquardt, *l. c.*, p. 148. *Lex Julia municipalis*, C. I. L., n° 206. — Ce chiffre avait été obtenu au moyen d'un recensement spécial, fait non devant le tribunal du censeur, mais dans chaque quartier (*Vicatin*). Suétone, *V. de César*, 42.

(3) Dion Cass., LV, 10. — Marquardt, *l. c.*, p. 148. — Mommsen, *Monum. Ancy.*, III, 19.

(4) Pigeonneau, *l. c.*, p. 24.

taines corporations privilégiées, celles des *Scutarii* et des *Clibanarii* par exemple.

Constantin licencia les prétoriens. Sous son règne le nombre des participants de l'annone gratuite avait diminué et s'était réduit à 150 mille ; les tirages au sort (*subsortitiones*), où se recrutaient jadis les participants, étaient tombés en désuétude, les inscriptions étaient devenues aliénables et transmissibles et une certaine quantité d'entre elles avaient été annulées lors du décès de leurs titulaires, faute d'héritiers (1).

Conditions d'admission aux distributions gratuites. — Quatre conditions étaient exigées pour cela :

- 1° Être âgé de 11 ans au minimum ;
- 2° Être citoyen romain, et habiter Rome ;
- 3° Faire partie de la plèbe ;

4° Profiter d'une vacance sur le rôle des inscriptions, quand le nombre des bénéficiaires devint limité.

1^{re} condition. — Les enfants âgés de moins de 11 ans étaient bien admis aux « *congiaria* » ou largesses extraordinaires distribuées par les empereurs lors de leur avènement : mais ils ne l'étaient pas aux « *frumentationes* » (2). Trajan fut le premier qui les admit au bénéfice de l'annone gratuite, en fondant pour eux ses institutions alimentaires.

2^e condition. — Le domicile à Rome fut toujours exigé, en même temps que la qualité de citoyen. La raison en est facile à donner : l'institution des distributions gratuites, par son origine comme par son but, avait un caractère purement politique, et nullement de bienfaisance. Aussi n'y faisait-on figurer que les individus ayant le droit de voter. Les enfants n'y furent admis que fort tard : les esclaves et les femmes jamais (3).

(1) Pigeonneau, *l. c.*, p. 86.

(2) Marquardt, *l. c.*, p. 150.

(3) Marquardt, *ibid.*, — Hirschfeld, *Getreideverwaltung*, p. 8, 9.

3^e condition. — L'annone gratuite étant réservée à la plèbe romaine, chevaliers et sénateurs en étaient exclus. Toutefois ce dernier point n'est pas admis sans conteste.

Contareni notamment a soutenu l'opinion contraire ; il s'appuie d'abord sur un texte de Spartien (*Vie d'Adrien*), mais il semble s'être mépris sur le sens du mot « *dimensum* » qui d'après lui signifierait « revenu des sénateurs », tandis que la plupart des auteurs le traduisent par « mesure de blé » (1).

Il cite également l'exemple d'un personnage consulaire, Piso Frugi, qui revendiqua sa part dans les distributions créées par la loi *Sempronia*. Mais outre que les distributions de cette époque n'étaient pas gratuites, la famille des Pisons était d'origine plébéienne. Et de toutes façons la réforme accomplie peu après par la loi *Octavia* dut exclure des distributions ultérieures, sans distinction de classes, tous les non plébéiens.

Une disposition rattachée par les uns à la loi *Sempronia*, par les autres à une loi inconnue, contemporaine de la guerre sociale (90 av. J.-C.), ordonnait d'exposer au Forum une liste nominale par classes des citoyens exclus des distributions gratuites, et de condamner à une amende de cinq cents sesterces tout employé de l'annone convaincu d'avoir délivré du blé, lors des *Frumentationes*, aux citoyens portés sur cette liste (2). Cela tendrait à faire admettre qu'à cette époque tout au moins, le fait d'appartenir à une autre classe que la plèbe n'était point par lui-même un motif d'exclusion.

Enfin après la réforme de César, une déclaration préalable (*professio*) devint nécessaire pour être admissible au nombre des participants de l'annone gratuite, nombre li-

(1) Naudet, *l. c.*, p. 19.

(2) Mazocchi, *Tab. Heracl.*, V, 13-16, p. 292, 315, 332.

mité, nous l'avons déjà dit, et complété lors de chaque vacance par un tirage au sort (*subsortitio*) entre les postulants.

Il est donc permis d'affirmer que tous les citoyens d'ordre équestre ou sénatorial, et même les riches plébéiens furent, au moins depuis César, exclus en fait sinon en droit des *frumentationes*. L'avare cupidité de certains d'entre eux n'y trouvait pas son compte, et leur fit imaginer d'affranchir leurs esclaves afin de participer aux distributions publiques sous leur nom. Une loi spéciale dut réprimer ces abus (1).

Sous l'empire, les hautes classes continuèrent à être tenues à l'écart des *frumentationes*. Nous lisons en effet dans la l. 35 pr. D. *de legatis*, III : « *Libertus... decedens heredem reliquit clarissimum virum : quæsitum est an tribus æstimatio heredi ejus debeatur ? Respondit, deberi* ». — Ainsi donc un légataire « *clarissimus* », s'il trouvait dans son legs une inscription aux distributions de la plèbe, ne pouvait recevoir qu'une valeur en argent équivalente à cette inscription.

Si les conditions ci-dessus indiquées étaient nécessaires, elles étaient aussi suffisantes pour avoir le droit de solliciter une place sur le rôle des distributions gratuites.

Ainsi les affranchis citoyens romains pouvaient se mettre sur les rangs comme les ingénus. Leur nombre toujours croissant sur les listes de l'annone fut une des causes des lois restrictives d'Auguste concernant les affranchissements.

Contrôle des bénéficiaires. — Les tessères frumentaires. — Dès l'origine, les noms des bénéficiaires de l'annone furent inscrits sur des tables de bronze placées au Forum (3), d'où la dénomination d' « *incisi* » qui sert parfois à

(1) Marquardt, *l. c.*, p. 456. — Dion Cass., XXIX, 24. — Naudet, *l. c.*, p. 42.

(2) Cf. Mommsen, *Die Römischen Tribus*, p. 193. — Hirschfeld, *l. c.*, p. 6, note 8.

(3) L. *Julia Municipalis*, lin. 15. — C. I. l. VI, 10228. — Naudet, *l. c.*, p. 64.

les désigner. Cette inscription leur donnait droit à une sorte de bon alimentaire permanent (*titulus œneus, tessera frumentaria*) qui devait être présenté aux employés de l'annone, lors de chaque distribution (1).

Afin d'éviter toute confusion, chaque tribu avait un jour désigné pour sa distribution mensuelle et la recevait à une arcade spéciale du « *Porticus Minucia* » (2). Chaque tessère portait inscrits le nom du titulaire, le numéro de l'arcade qui lui était assignée, la mention du jour où il devait se présenter, enfin le nombre de *modii* à recevoir. Exemple :

FRVM. ACCEPIT
DIE. X. — OSTIO. XXIX.
SERGIVS. ALVMNVS. F. SVO (3).

Les distributions avaient lieu chaque mois. Auguste essaya de les réduire à trois par an pour déranger le peuple moins souvent. Mais les plaintes des intéressés le firent revenir sur cette mesure ; les transports étaient plus difficiles et les provisions consommées longtemps avant l'époque de leur renouvellement (4).

Plus tard, à partir du règne d'Aurélien, quand les distri-

(1) Ces tessères tantôt en bois de troène, tantôt en plomb, quelquefois en airain, avaient la forme de médailles et portaient d'un côté l'image d'un *modius* et d'une gerbe d'épis, de l'autre une effigie de femme (*Fortuna* ou *Annona*) avec une charrue et une corne d'abondance. Cf. Marquardt, *l. c.*, p. 160. — Orelli, 3358.

(2) Le *Porticus Minucia* se trouvait sur le bord de la voie triomphale, entre les théâtres de Marcellus et de Balbus, dans la 9^e région de Rome. Construit par Minucius Rufus, consul de Rome en 644 av. J.-C., il avait 45 arcades (*ostia*), et servait de marché aux blés. Ce lieu était donc naturellement tout désigné pour les distributions gratuites. Cf. Hirschfeld, *Getreideverwaltung*, p. 63. — Marquardt, *l. c.*, p. 161.

(3) Gruter, p. 173.1 et 402.4. — C. I. I. VI, 10224 et 10225.

(4) Naudet, *l. c.*, p. 64. — Suétone, *V. d'Auguste*, XL.

butions de blé eurent été remplacées par celles du « *Panis gradilis* », auprès de chaque estrade fut placée une table d'airain où étaient gravés les noms des participants. Ils devaient présenter en outre à chaque distribution une marque spéciale, *καλῆμος* ou *scalinum ligni*, remplissant le même office que les anciennes tessères frumentaires (1).

Le rôle des inscriptions alimentaires. — *Les inscriptions gratuites.* — Le rôle des inscriptions alimentaires était gardé dans les bureaux des préfets de la ville, et tenu à jour par ses soins. Là s'effectuaient les radiations en cas de mort ou de déchéance, et les inscriptions nouvelles, par voie de *subsortitio*, au fur et à mesure des vacances produites (2).

Les inscriptions à titre onéreux. — A côté des inscriptions gratuites, le même rôle contenait dans une colonne spéciale des inscriptions payantes, sortes de rentes en nature, tantôt viagères et tantôt perpétuelles, inscrites moyennant le versement d'un certain capital à la caisse frumentaire.

Elles pouvaient faire l'objet d'une donation ou d'un legs, être constituées ou transmises par testament, à la différence des inscriptions gratuites, qui d'après les règlements de César et d'Auguste étaient toutes viagères et incessibles (3).

Le legs d'une inscription frumentaire était réputé legs de quantité et non legs d'un corps certain : d'où les conséquences suivantes :

1° Il n'était pas réputé caduc par le prédécès du légataire, et passait à son héritier (4).

2° Si le légataire obtenait du vivant du testateur une

(1) Marquardt, *l. c.*, p. 170. — Naudet, *l. c.*, p. 65. — Bouchard, *l. c.*, p. 56, 132, 136.

(2) Naudet, *l. c.*, p. 64. — Marquardt, *l. c.*, p. 163.

(3) Serrigny (*l. c.*, I, p. 262) soutient pourtant l'opinion contraire, mais les textes qu'il cite sont précisément ceux qui visent les inscriptions payantes.

(4) *l. 49, § 1, D. XXXI, 2.*

autre inscription frumentaire, à titre également gratuit, il n'y avait pas lieu à appliquer l'adage : « *duæ causæ lucrativæ concurrere non possunt* », et il avait le droit d'exiger, non pas une seconde inscription frumentaire puisqu'il en possédait une, mais sa valeur en argent (1).

Quelquefois un legs de tessère frumentaire était fait à un enfant jusqu'à l'âge de sa puberté ; il fut décidé par faveur spéciale que cet âge serait reculé à 18 ans pour les garçons, à 14 ans pour les filles (2).

Citons enfin une dernière disposition relative à ce genre de legs. La délivrance en était toujours effectuée à Rome, même au cas où la succession s'ouvrait en province (3).

Ces inscriptions frumentaires à titre onéreux étaient pour le service de l'annone une façon avantageuse et commode d'écouler la portion du canon frumentaire que n'absorbaient pas les distributions gratuites : l'État généralisa même plus tard ce système et vendit des abonnements d'huile, comme il vendait des abonnements au blé de l'annone (4).

Les inscriptions à prix réduits. — A côté de ces deux sortes d'inscriptions, les unes à titre gratuit, les autres à titre onéreux, quelques textes font mention d'inscriptions d'une troisième sorte, à prix réduits. Désignées sous le nom de « *tesseræ nummariae* », elles ne semblent guère avoir été accordées que pendant les époques de disette « *in annonæ difficultatibus* ». Quels en étaient les bénéficiaires ? Sans doute, les mêmes que ceux de l'annone gratuite, à laquelle ce secours venait alors s'ajouter : tel paraît être le sens

(1) l. 87, pr. D., XXXI, 2.

(2) l. 24, D., XXXIV, 1.

(3) l. 52, § 1, D., V, 1.

(4) l. 1, C. th. XIV, 24.

d'un passage de Suétone (1) : « *Frumentum quoque in annonæ difficultatibus sæpe levissimo, interdum nullo pretio viritim admensus est, tesseræque nummarias duplicavit* » (Suét., *Aug.*, 41). Voici quelle devait être la combinaison employée : des *tesseræ nummariæ* étaient délivrées à bas prix par le service de l'annone. Sur leur présentation, les préposés des greniers publics ou les marchands particuliers étaient tenus de délivrer à chaque porteur la quantité de blé inscrite sur sa tessère. Les préposés des greniers publics gardaient les tessères comme décharge ; quant aux marchands ils se faisaient rembourser par le trésor au cours du marché tout le blé ainsi fourni par eux.

Sous Tibère le fisc eut à supporter quelquefois de ce chef jusqu'à deux sesterces de différence par *modius* (2).

III. — Les bénéficiaires extraordinaires.

Outre les distributions mensuelles en usage, les empereurs dans les solennités importantes faisaient des largesses extraordinaires de froment, d'huile et de vin désignées sous le nom de *congiaria* (3) et fournies par le service de

(1) Cf. Hirschfeld, *Getreideverwaltung*, p. 13, 16, 17.

(2) Marquardt (*l. c.*, p. 158) suit un système un peu différent : d'après lui, les *tesseræ nummariæ* auraient été délivrées aux acheteurs de blé par les vendeurs ; elles constataient le nombre des *modii* achetés et payés par eux. Chaque acheteur se présentait aux bureaux du fisc, où il touchait son décompte, de 1 à 2 sesterces par *modius*.

(3) *Congiarium* vient probablement de *congius*, mesure romaine en usage pour les liquides, et d'une contenance d'environ 3 litres. Cf. Marquardt, *l. c.*, p. 171 et suiv. — Naudet, *l. c.*, p. 66. De 46 avant J.-C. à la mort de Claude, Marquardt estime que le montant de la valeur des *congiaria* s'éleva à 2,170 mille deniers par an ; de Néron à Septime Sévère, il s'éleva à 8 millions de deniers par an (soit environ 7,500 mille francs). Ce chiffre ajouté à celui de 12 millions de deniers, prix approximatif des *frumentationes* an-

l'annone. Ces libéralités, devenues bientôt de plus en plus fréquentes, finirent par se transformer en nouvelles distributions périodiques, et constituer une sorte de patrimoine à quiconque n'en avait pas. Les charges de l'annone s'en aggravèrent d'autant.

Quels en furent les bénéficiaires ? Sans doute les mêmes que ceux des *frumentationes*, c'est du moins ce qui semble ressortir du passage suivant du monument d'Ancyre :

PLEB. QVAE. TVM. FRVM. PVBLIC. ACCEPERVNT.
DEDI. EA. MILLIA. HOMINVM. PAVLO. PLVRA. QVAM.
DVCENTA. FVERINT ⁽¹⁾.

Dans certains *congiaria*, comme sous Trajan par exemple, les femmes et les enfants mêmes furent admis (2).

Plus tard des distributions quotidiennes et gratuites de viande de porc (*obsonia*) furent inaugurées par Aurélien, sans doute au profit des mêmes bénéficiaires que ceux des *frumentationes*. Elles semblent s'être perpétuées sous tous ses successeurs, car le sort commun de toutes les faveurs, même passagères, accordées à la plèbe était de ne pouvoir plus lui être enlevées dans la suite.

Après l'établissement du christianisme dans l'empire, les nombreuses abstinences prescrites par l'Église ne permirent plus de faire des distributions de viande que pendant 150 jours par an : nous les retrouvons encore sous Honorius, bien réduites il est vrai, par la dépopulation de Rome et la détresse du fisc. Tombées sous ce prince à

nuelles, donne pour l'ensemble des distributions faites au peuple chaque année la somme énorme de 18 millions de deniers.

(1) Naudet, *l. c.*, p. 68.

(2) Pline, *Panégyr. de Trajan*, 26.

4.000 livres par jour, elles furent ramenées plus tard par Valentinien III au chiffre de 24.000 (1).

Les Panes Ædificiorum. — Y eut-il à Rome comme à Constantinople, ou Bas-Empire, des « *Panes Ædificiorum* » affectés gratuitement aux constructeurs d'immeubles ?

Cette institution, qui avait pris naissance en Orient, sous Constantin, paraît avoir été importée à Rome dans le courant même du IV^e siècle, car nous trouvons mentionnés les titulaires de *Panes Ædificiorum* dans la loi 5, c. th. XIV, 17, rendue sous le règne de Valentinien. C'est toutefois à notre connaissance la seule mention qui en soit faite, et cette institution dut disparaître peu après, quand Rome dépeuplée par Alaric fut devenue trop grande pour contenir ses habitants (2).

Fondations alimentaires de Trajan et de Marc-Aurèle. — Trajan augmenta considérablement le nombre des bénéficiaires de l'annone gratuite en y admettant les enfants secourus par ses fondations alimentaires. Pour la seule ville de Rome, ils atteignaient le chiffre de cinq mille.

Quelques mots sur ces sortes d'institutions qui furent comme un premier pas des empereurs romains vers la bienfaisance :

De tout temps à Rome l'exposition et l'abandon des nouveau-nés avaient été pratiqués par les parents pauvres ; vainement une loi de la République avait mis à la charge de l'État les enfants des citoyens qui en auraient plus de trois : vainement César avait distribué la Campanie entre 20 mille chefs de famille indigents, vainement Auguste lui-même avait fait participer les enfants pauvres à ses

(1) l. 10, C. th. XIV, 4. — Nov. Valentin, C. th. 15.

(2) Cf. Bouchard, *l. c.* p. 144. — Godefroy, *Comment.* sur la l. 5, C. th. XIV-17.

congiaria. En moins d'un siècle, la dépopulation de l'empire avait fait des progrès aussi rapides que la misère de ses habitants. Nerva eut le premier la pensée de créer des fondations perpétuelles en faveur des enfants pauvres. A Trajan revint le mérite de les réaliser.

Dans les villes où comme à Rome il existait un rôle des distributions gratuites, il suffisait d'ajouter aux noms de leurs participants ceux des enfants qu'on voulait faire bénéficier des fondations alimentaires.

Mais l'institution de Trajan n'était pas spéciale à Rome. L'inscription « *de pueris et puellis alimentariis* » de Velleia (1), et celle des Ligures Bébiens nous montrent que des fondations semblables avaient été créées par lui dans l'Italie et dans les provinces (2).

Là les fondations alimentaires ne consistaient plus en inscriptions sur le rôle de l'annone, mais en capitaux fournis par l'État et placés à fonds perdus sur des particuliers qui devaient chaque année en fournir la rente aux bénéficiaires. Cette rente, variable suivant les contrées (3), était garantie par une hypothèque grevant les biens des débiteurs pour une valeur 27 fois supérieure à celle des capitaux qu'ils avaient reçus. Le double avantage de cette ingénieuse combinaison était de venir en aide aux enfants pauvres, tout en fournissant des capitaux à l'agriculture.

L'exemple de Trajan fut imité par Antonin et Marc Aurèle ses successeurs, qui créèrent en l'honneur de leurs épouses des fondations analogues, « *Faustiniani pueri* » (4).

(1) Cette inscription fut découverte en 1747 près de Plaisance, sur le territoire de l'ancienne ville de Velleia. Elle est de l'an 104 après J.-C.

(2) Desjardins, *Dict. des antig. grecques et romaines*, p. 189. Elle date de 101 après J.-C. La Ligurie bébienne est aujourd'hui le Bénévent.

(3) Elle était de 2 0/0 pour les Ligures bébiens, de 5 0/0 pour Velleia. Cf. Naudet, *l. c.*, p. 76.

(4) Jul. Capitolinus, *Anton.*, 20. *Marc.*, 33. — Orelli, 3365. — Naudet, *l. c.*, p. 78.

Marc Aurèle accentua encore le caractère humanitaire de cette institution en y admettant les enfants d'affranchis.

Tout l'argent des fondations alimentaires ne provenait pas de l'Etat. Maints particuliers, maints gouverneurs de provinces tinrent à honneur d'y contribuer (1).

Ces fondations pouvaient être valablement constituées par legs (2). Toutefois ceux-ci devaient respecter la quarte Falcidie ; et les gouverneurs de province, surveiller le placement des capitaux qui en provenaient (3).

Le grand nombre et l'importance des fondations alimentaires de Trajan et de ses successeurs nécessitaient une administration spéciale.

Dans chaque ville se trouvait un *quæstor alimentorum* (4) chargé du recouvrement et de la comptabilité des rentes alimentaires ; dans chaque province un *procurator alimentarius* (5) pris parmi les anciens préteurs ou consuls, était chargé de l'administration générale de ces fondations. Il avait le rang de *Clarissimus* dans la hiérarchie impériale.

Enfin à la tête du service des fondations alimentaires, se trouvaient des *Præfecti alimentorum*. Outre leur mission de haute surveillance, ils avaient celle de faire les placements hypothécaires, et de conclure avec les possesseurs de biens fonds les contrats indispensables à la constitution des rentes alimentaires. Eux seuls étaient désignés dans les formules (6).

Après la mort de Trajan leurs fonctions semblent avoir passé aux *curatores viarum* ; toutefois ces derniers n'avaient qu'un rang honorifique inférieur.

(1) Pline le J., *Epist.*, I, 8 ; II, 5 ; V, 7 ; VII, 18.

(2) l. 117 et 112, D. XXX, I.

(3) l. 89, D. XXXV, 2. Cf. Naudet, *l. c.*, p. 78.

(4) Gruter, 1092, 7.

(5) Gruter, 402, 4, 411, 1.

(6) *Tabula Velleia*, col. II, t. 7. — Cf. Naudet, *l. c.*, p. 76. — Marquardt, *Les finances romaines*, p. 185.

Constantin renouvela et compléta les mesures de secours prises en faveur des enfants nouveau-nés (1). Enfin Anastase et Justinien y joignirent la création d'orphelinats et d'hospices de maternité (2) tels qu'il en existe encore aujourd'hui.

IV. — Ce que coûtaient les distributions gratuites. —
Les résultats.

L'ensemble des dépenses annuelles pour l'entretien de la plèbe romaine s'était élevé :

En 75 avant J.-C. à 10 millions de sesterces, en 62 à 30 millions, en 46 à 77 millions (3).

En adoptant le chiffre de 200 mille participants qui fut leur nombre habituel sous l'empire, le prix moyen de 4 sesterces (0 fr. 80 à 1 fr.) par *modius*, et le taux de 60 *modii* par tête, on trouve que la dépense annuelle du trésor pour les distributions gratuites de Rome était de 48 millions de sesterces, soit environ 12 à 14 millions de notre monnaie, qui en vaudraient plus du double aujourd'hui. C'était un budget égal à celui de notre Assistance publique à Paris. Trajan en augmenta encore les dépenses quand il admit au nombre des participants les enfants compris dans ses fondations alimentaires.

Les résultats. — Nous avons examiné l'institution de l'annone gratuite à Rome, nous avons étudié les causes qui la provoquèrent, les règles qui la régissaient, les vicissitudes qu'elle eut à subir. Il nous reste à dire en peu de

(1) l. 1 et 2 C. th. XI, 27.

(2) Naudet, *l. c.*, p. 81 ; — l. 17 et 22 c. J. I, 2.

(3) Hirschfeld, *Getreideverwaltung*, p. 68, n° 403. — Marquardt, *l. c.*, p. 147, 167.

mots quels en furent, au point de vue économique et social les résultats. Ils ne pouvaient être que déplorables. La plèbe de Rome avait vendu sa liberté pour du pain : nourrie au jour le jour dans l'oisiveté et la paresse, elle perdit avec l'habitude du travail le seul moyen qu'elle eût d'échapper à la misère, au paupérisme qui la rongeaient depuis des siècles. Les mendiants pullulèrent à Rome au point que Valentinien dut les chasser en masse de la ville, par une loi spéciale. Une autre loi disposant d'eux comme d'une épave humaine les attribuait à leurs dénonciateurs, en qualité de colons s'ils étaient libres, en toute propriété s'ils étaient esclaves (1).

Quant aux agriculteurs des provinces, écrasés de tributs et d'impôts, épuisés par les prestations de blé nécessaires à la plèbe de Rome, vendant à perte ce qu'on leur laissait, grâce à la dépréciation des cours par l'abondance des largesses, ruinés en un mot sans remède, ils abandonnèrent leurs cultures.

Vainement les constitutions impériales cherchèrent à conjurer le désastre, en faisant exploiter les terres en friche par des vétérans ou des colons, en les attribuant même de force aux propriétaires voisins avec l'obligation de les remettre en état (2). Tout fut inutile, et vers la fin du IV^e siècle, avant les premières invasions des barbares, aux portes mêmes de Rome, 52.800 arpents de la fertile Campanie étaient abandonnés définitivement par leurs possesseurs (3). Une institution est jugée, quand elle produit de pareils résultats.

(1) C. XI, 25, *De mendicantibus validis*.

(2) C. XI, 58, *De omni agro deserto, et quando steriles fertilibus imponuntur*.

(3) 1. 2. C. th. XI, 28.

CHAPITRE III

ORGANISATION DU SERVICE DE L'ANNONE.

I. — Le préfet de l'Annone.

Dès les débuts de l'empire (22 av. J.-C.) Auguste devenu le premier magistrat du peuple, jouissant d'une autorité illimitée, avait définitivement enlevé la *cura annonæ* aux édiles et aux prêteurs créés par César, et en avait pris la direction avec des pouvoirs égaux à ceux de Pompée (1). Bientôt il délégua une partie de ses attributions à deux, puis à quatre fonctionnaires prétoriens (18 av. J.-C.); enfin à deux personnages consulaires, chargés par lui de la distribution des grains. Les uns et les autres prirent le titre de *curatores* ou *præfecti frumenti dandi*, *frumenti divi-dundi* (2).

Cette première expérience ayant réussi à souhait, Auguste changea vers les dernières années de son règne (8 à 14 ap. J.-C.) ces fonctions temporaires en fonctions permanentes, en augmenta l'étendue, et les confia à un personnage unique désigné dès lors sous le nom de *præfectus annonæ* (3).

(1) Marquardt, p. 164. — Mommsen, *R. Staatsrecht*, II, 993. — Willemms, *l. c.*, p. 434.

(2) Marquardt, p. 165. — Mommsen, *R. Staatsrecht*, II, 996 note.

(3) Tac., *Ann.*, I, 7. — Willemms, *l. c.*, p. 507.

On rencontre encore postérieurement à cette époque des *præfecti frumenti dandi ex S.-C.* Nous avons peu de renseignements sur eux. Il est à présumer qu'on avait voulu laisser au Sénat, en certaines circonstances exceptionnelles, le privilège de décréter des distributions temporaires. Cf.

Aucune limitation de durée n'était assignée à cette charge c'était d'ailleurs une règle générale sous le régime impérial. La durée des fonctions ne dépendait que du bon plaisir de l'empereur. Elle était d'ordinaire assez longue (1).

Honneurs et privilèges. — Du règne d'Auguste à celui de Constantin, le préfet de l'annone fut un des personnages les plus considérables de l'empire. Il prenait rang dans la hiérarchie impériale immédiatement après les consuls et le préfet de la ville. Mais sa charge perdit beaucoup de son importance, quand la capitale de l'empire eut été transférée à Constantinople (2). Cassiodore vante encore avec éloges la distinction et l'éclat de ses fonctions (3). Il n'en est pas moins vrai que depuis cette époque et peut-être même avant, la haute direction du service de l'annone passa de ses mains dans celles du préfet de la ville, dont il devint ainsi le premier subordonné.

Le préfet de l'annone fut toujours choisi dans l'ordre équestre. Il avait des appariteurs distincts de celui du préfet de la ville, des hérauts et des licteurs spéciaux (4).

Au III^e siècle, il reçut les titres de *spectabilis*, de *perfec-*

Mommsen, *R. Staatsrecht*, II, 654 et 996. — Marquardt, p. 164.

Enfin, malgré la création du préfet de l'annone, les édiles ne furent pas entièrement dépouillés de leurs anciennes attributions, au moins jusqu'au règne de S. Sévère. Car nous trouvons encore à cette époque une décision de Papinien sous la rubrique « *de œdili condemnato ob arctiorem annonam* » (l. 17, D., XVI, 2). Ils durent sans doute conserver la haute surveillance sur les dépôts d'approvisionnements et les greniers à blé de Rome. Cf. Naudet, *l. c.*, p. 63.

(1) Hirschfeld ne compte que 48 préfets de l'annone, de Turanius (8 ap. J.-C.) à Paschasio (534 ap. J.-C.). — *Philolog.*, XXIX, p. 27 et suiv. — Ulpien fut préfet de l'annone en 223, au commencement du règne d'Alexandre Sévère (L. 4, Code VIII, 38).

(2) Marquardt, *l. c.*, p. 165. — Hirschfeld, *Getreideverwaltung*, 47 et *Untersuch.*, 139, 1.

(3) Cassiodor., *Variar.* III *in formula Præfecti Ann.*, p. 99 (Ed. de Venise, 1729). — Pigeonneau, *l. c.*, p. 96.

(4) l. 1, C. XII, 59.

tissimus, puis enfin de *clarissimus*. Constantin lui accorda le *jus gladii*. Cette dernière distinction lui fut enlevée en 360 après J.-C. (1). De plus il lui était permis d'accompagner partout le préfet de la ville, afin, dit Cassiodore, que le peuple en le voyant participer aux mêmes honneurs, eût plus de respect et de considération pour lui. Enfin l'un des privilèges les plus importants attachés à cette dignité était la dispense de toute tutelle ou curatelle, soit future, soit déjà existante (2).

Le préfet de l'annone avait des attributions de trois natures différentes : administratives, judiciaires, et de police. Quelques mots sur chacune d'elles.

Attributions administratives. — Elles concernaient la direction des approvisionnements, leur formation, leur transport, leur réception, leur distribution, leur surveillance et leur comptabilité.

Le préfet de l'annone faisait d'abord rassembler dans les provinces les quantités de blés fixées pour la consommation annuelle de Rome, (*canon frumentaire*). Il correspondait à cet effet avec les gouverneurs des provinces, d'abord d'une façon directe, puis dans la suite par l'intermédiaire du préfet du prétoire (3).

De plus, il avait sous ses ordres dans les provinces, des *adjutores* ou *curatores annonæ*, chargés des acquisitions de blé destinées à compléter le canon, quand un déficit se produisait (4).

Le blé fourni à Rome comme tribut par l'Afrique était la portion la plus considérable de son approvisionnement.

(1) Willems, *l. c.*, p. 580. — Pigeonneau, *l. c.*, p. 86. — Orelli, nos 1034, 3109, 3191. — C. I. I. n° 1151. — C. I. 9, C. th. XIV, 4. — Hirschfeld, *Annona*, p. 50.

(2) l. 41, D. XXVII, 1.

(3) Serrigny, *Dr. public des Romains*, p. 258, nos 304 et suiv.

(4) C. I. I. II, 1180 ; VIII, 5351.

Aussi le préfet de l'annone devait-il veiller sur lui avec une sollicitude particulière. Un *præfectus annonæ* spécial fut même créé à Carthage, pour en surveiller la remise et l'expédition (1). Il était placé sous l'autorité de celui de Rome, qu'il devait informer de l'état des recouvrements, et de l'époque des convois; il devait en même temps faire activer leur départ.

En cas d'obstacles imprévus, le préfet africain de l'annone devait en référer non pas au préfet de l'annone de Rome, mais au préfet de la ville, et à l'empereur même au besoin. Ce dernier prenait alors les mesures nécessaires, et envoyait même souvent un officier de sa maison, pour faire presser le départ de la flotte, dont un simple retard eût suffi à affamer la capitale (2).

Le préfet de l'annone devait en second lieu veiller à ce que le canon frumentaire parvint à Rome intégralement et sans avaries. En conséquence il était tenu de se rendre au port d'Ostie, pour attendre les arrivages et les inspecter; il vérifiait les lettres de frêt ou connaissements, dès l'arrivée des navires, en attendant le contrôle du préfet de la ville qui avait lieu dans les cinq jours (3).

En ce qui concernait ces distributions, le préfet de l'annone devait s'assurer par de fréquentes inspections que le blé, et plus tard le pain délivré à sa place, étaient du poids et de la qualité réglementaires.

« *Sollicitius auro pensetur, unde a quiritis vivitur* » écrit Cassiodore à ce propos (4).

(1) Naudet, *l. c.*, p. 63. — Willems, *l. c.*, p. 580 et suiv. Le préfet de l'annone de Carthage est mentionné en de nombreux passages du c. th. Cf., l. 8, C. th., XI, 7, *De exactionibus*; l. 4, c. th., *De appellationibus*; l. 13, c. th., XI, 1, *De annona*; l. 2, 3, 12, 36, 38, C. th., XIII, 5, *De naviculariis*; l. 2, C. th., XIII, 9, *De naufragiis*.

(2) Bouchard, *l. c.*, p. 133.

(3) l. 1, C. XI, 22; l. 38, C. th. XIII, 5.

(4) Cassiodore, *Variar.*, VI, in *formula præfecti A.*, p. 199; Pancirole, *Comm. sur la Notitia dignitatum* (Lyon, 1608), p. 119.

Il exerçait également son contrôle sur le registre des bénéficiaires de l'annone, afin d'empêcher à cet égard toute fraude et toute collusion (1).

A l'époque où parut la *Notitia dignitatum*, la mission d'assurer l'arrivée des approvisionnements à Rome fut remise au préfet du prétoire, et le préfet de l'annone de Carthage placé sous ses ordres immédiats. Son collègue de Rome garda seulement la surveillance et la direction des distributions.

Attributions réglementaires et de police. — L'exercice de tant d'attributions multiples rendait fort lourde la responsabilité du préfet de l'annone.

Véritable pourvoyeur du peuple, chargé de tenir les trois cents greniers de Rome perpétuellement garnis, une seule erreur, une seule négligence de sa part pouvait être le signal de quelque famine, de quelque sédition.

Aussi pour l'aider à supporter le fardeau de sa charge, les empereurs lui avaient-ils octroyé une juridiction étendue, rapide, et forte dans ses actes. Sa compétence territoriale s'étendait à tout l'empire (2). De plus le préfet de l'annone avait un pouvoir réglementaire sur toutes les matières concernant son ressort. Toutefois on pouvait faire appel de ses décrets et de ses règlements, d'abord au préteur urbain, puis à partir du III^e siècle au préfet de la ville.

Outre ce pouvoir réglementaire le préfet de l'annone avait une juridiction de police et de surveillance sur toutes les corporations employées à ce service et notamment sur celles des boulangers (3) et des naviculaires (4).

(1) l. 3 et 6, C. th., XIV, 17.

(2) Marquardt, *l. c.*, p. 165.

(3) Fragm. Vatican, 233, 235. C. I. L. VII, n° 1002

(4) Orelli-Henzen, n°s 1084, 7195.

Il était tenu de veiller à ce que leurs cadres fussent toujours au complet, à ce qu'aucun d'eux ne pût se dérober à sa charge, par quelque motif ou quelque privilège que ce fût.

Attributions judiciaires. — Le préfet de l'annone avait des attributions judiciaires de deux sortes :

1° En matière civile (*Judicia privata*) ;

2° En matière criminelle (*Judicia publica*).

Il paraît que ce genre d'attributions ne lui fût pas accordé à l'origine. Il n'était qu'un simple fonctionnaire administratif et ne devint que plus tard un magistrat.

« *Præfecti annonæ et vigilum magistratus non sunt. Sed extra ordinem, utilitatis causâ constituti sunt* » (l. 2, § 33, D. 1. 2).

Aussi sa juridiction se ressentit toujours au point de vue pénal surtout, de cette naissance accidentelle, elle ne s'exerçait que d'une façon restreinte, sur les commerçants de grains, sur les corporations assujetties au service de l'annone : même en ce qui les concernait, tous les cas graves étaient réservés au préfet de la ville, supérieur hiérarchique du préfet de l'annone ; et ce dernier n'avait alors que les pouvoirs d'un magistrat enquêteur (1).

Enfin ajoutons que par un privilège spécial, certains fonctionnaires du service de l'annone, et notamment les trois premiers patrons des *Caudicarii* du Tibre et des *Mensores Frumentarii* devinrent directement justiciables du Préfet de la ville, pour toutes sortes d'infractions, et soustraits complètement à la juridiction pénale du préfet de l'annone (2).

En matière civile, le préfet de l'annone connaissait des différends survenus entre les naviculaires, mesureurs, bou-

(1) Naudet, *l. c.*, p. 63.

(2) l. 9, C. th. XIV, 4. — Serrigny, *l. c.*, p. 262.

langers, marchands de grains, des actions en paiement ou en remboursement de denrées. Il était d'une façon générale compétent pour tous les procès civils qui se rattachaient à l'annone (1). Appel pouvait être fait d'ailleurs de sa sentence à l'empereur, comme dans toutes les matières où ce dernier déléguait son autorité à des fonctionnaires (2).

En matière pénale il avait d'abord compétence pour statuer sur les délits et fautes légères de ses subordonnés, sur les infractions aux règlements édictés par lui.

D'une façon plus générale il était compétent pour poursuivre et réprimer tout crime ou délit commis contre le service dont il était chargé (3). Il était tenu de poursuivre toute prévarication, toute coalition, toute manœuvre criminelle ayant pour but l'accaparement et le renchérissement des denrées. Mais relativement à ces derniers cas, il n'avait qu'un pouvoir d'instruction : en raison de sa gravité, l'affaire excédait sa compétence et devait être renvoyée devant le préfet de la ville. Seul en effet ce dernier avait le droit de connaître des causes pouvant entraîner une peine capitale, tant à Rome que dans un rayon de dix milles (4). Le préfet du prétoire pour le reste de l'Italie, et les gouverneurs dans leurs provinces partageaient le même privilège. On pouvait toujours faire appel à l'empereur de leurs décisions.

Ajoutons cependant que le préfet de l'annone pouvait être rendu compétent pour statuer en matière criminelle, par une délégation spéciale du préfet de la ville (5).

(1) Hirschfeld, *Untersuch.*, p. 120, 137. — Boecking, *Notit. Dignit.*, II, p. 177. — I. 1, § 18, D. XIV, 1. — I. 8, D. XIV, 5.

(2) Willems, *l. c.*, p. 479-580.

(3) I. 3, D., XLVIII, 12. — I. 13, D., XLVIII, 2.

(4) I. 1, § 4, D., I, 12. — I. 3, § 1, D., I, 15. — Willems, *l. c.*, p. 476.

(5) Ammien Marcell., XXVIII, 1, § 9, 31 et 32. — Willems, *l. c.*, p. 580.

II. — Les supérieurs hiérarchiques du préfet de l'annone.

A. — *Le préfet de la ville.*

Le supérieur hiérarchique immédiat et direct du préfet de l'annone, était le préfet de la ville.

A lui appartenait la haute surveillance du service de l'annone, l'autorité sur les corporations qui s'y rattachaient, sur leurs membres et sur leurs patrimoines (1). Sa compétence territoriale comprenait Rome et sa banlieue dans un rayon de 100 milles ; au delà elle faisait place à celle des préfets du prétoire. Toutefois les uns et les autres ne semblent avoir pris part à ce service que depuis Constantin.

Il paraît au reste que le bon accord ne régna pas toujours entre le préfet de l'annone et celui de la ville. Ce dernier avait fini par se décharger de ses attributions sur des subalternes. De là entre les deux administrations une source de nombreux conflits. Pour y mettre fin Valentinien dut ordonner (a. 364) aux deux préfets d'agir toujours par eux-mêmes, et de concert ; au préfet de l'annone, d'obéir à l'autorité de celui de la ville ; au préfet de la ville de traiter son collègue avec égards, de ne prendre aucune mesure, de ne faire aucun règlement sans le consulter, et de mettre fin aux empiétements de ses *officiales* dans le service de l'annone (2).

De nombreuses constitutions, éparses dans les deux codes, indiquent bien cette action parallèle et simultanée des deux magistrats.

Citons en deux à titre d'exemple :

(1) Cassiodore, VI, *Varian*, 4, 18. — 1. 2, C. th. XIII, 6. — Pancirole, *Notit. imper. occident.*, ch. 4.

(2) 1. 1, C. J. I. 28.

1° Les employés des greniers publics devaient avoir soin d'écouler tous les anciens approvisionnements avant de toucher aux nouveaux. Ils devaient même faire passer les blés avariés en les mélangeant à ceux de bonne qualité, afin que le fisc n'eût pas à en supporter la perte. Valentinien chargea les deux préfets de surveiller de concert l'exécution de cette double mesure (l. 1, C. J. X, 26);

2° Si un naviculaire avait dans sa cargaison un déficit supérieur au déchet (*diametron*) qui lui était accordé, dans les cinq jours de son arrivée au port d'Ostie, les deux préfets devaient faire simultanément et de concert une enquête à ce sujet (l. 8, C. th. XIII, 5).

Attributions administratives. — Supérieur hiérarchique immédiat du préfet de l'annone, le préfet de la ville avait comme lui des fonctions de haute surveillance.

Certaines attributions lui furent même spécialement réservées. C'est ainsi qu'il avait un droit de surveillance exclusif sur les corporations des *Mensores* et des *Saccarii* de Rome et sur celle des *Caudicarii* du Tibre, affectées au service de l'annone (1). Il assurait leur recrutement, la transmission de leurs biens héréditaires.

Il avait de même, à l'exclusion du préfet de l'annone le soin, l'inspection et la police de tous les approvisionnements en viande, et du *forum suarium* de Rome. « *Cura carnis omnis, ut justo pretio præbeatur* » (2).

En temps de disette, c'était encore le préfet de la ville qui était chargé de lever les impositions extraordinaires et d'en surveiller l'emploi. Et en tout temps il devait avoir soin de ne pas laisser sortir les blés des greniers publics,

(1) l. unic. C. th. XIV, 22. — l. 1, C. th. XIV, 15. — l. unic. C. XI, 26. — Le préfet de la ville avait d'ailleurs la haute main sur toutes les corporations de Rome (l. 4, C. I, 28).

(2) L. 1, § 2, D., I, 12.

avant que le canon frumentaire annuel n'y eût été déposé en entier (1).

Enfin le même magistrat était tenu de se rendre à Ostie lors de l'époque habituelle où la flotte des naviculaires d'Afrique y arrivait, et d'y offrir un sacrifice au temple de Castor et Pollux pour obtenir des vents favorables. Car la navigation était difficile à l'embouchure du Tibre (2).

Attributions judiciaires. — Le préfet de la ville avait également des attributions judiciaires :

Au civil, toutes les contestations relatives aux inscriptions sur les tables frumentaires lui étaient réservées. En matière pénale, il était juge d'appel de toutes les infractions dont connaissait le préfet de l'annone, il avait la connaissance exclusive des contraventions et délits des trois premiers patrons des *caudicarii* et des *mensores* du port (3), et en général celle de toutes les infractions graves contre le service de l'annone ; outre les sanctions ordinaires, il avait le droit, si le coupable était un commerçant, de lui interdire tout commerce, soit à Rome, soit dans toute l'étendue de son ressort, soit à temps, soit à perpétuité (4).

Exceptionnellement, quand des vols, concussions ou autres crimes contre l'annone étaient découverts à bord des navires arrivés à Ostie, le préfet de la ville n'avait pas compétence pour en connaître, si les coupables étaient des *navicularii*. Il devait les renvoyer devant le magistrat de la province où le navire avait pris son chargement (5).

C'est qu'en effet, la province répondant de ses naviculaires, et des pertes survenues par leur fait, avait tout intérêt à instruire elle-même leurs procès.

(1) l. 2, C. th. XI, 14.

(2) Ammien Marcell., l. 19, ch. 10.

(3) l. 9, C. th. XIV, 4.

(4) l. 1, § 13. D. I, 12.

(5) l. 38, C. th. XIII, 5.

Il en était de même quand des faits analogues, étaient découverts pendant une escale : le préfet du prétoire dont le port dépendait agissait de la même façon.

B. — *Les préfets du prétoire.*

Les attributions des préfets du prétoire dans leurs diocèses, relativement au service de l'annone étaient à peu de chose près les mêmes que celles du préfet de la ville dans Rome (1).

Attributions judiciaires. — Comme lui ils avaient juridiction répressive sur tous les délits commis contre l'annone dans leur ressort, et contre tout magistrat, ou fonctionnaire infidèle à ses devoirs dans ce service (2). Ils devaient notamment sévir avec rigueur contre les malversations et les concussions dans les levées du canon frumentaire, contre les accaparements et coalitions des marchands de grains, dans le but de provoquer des hausses artificielles (3).

Attributions administratives. — En matière administrative, ils devaient assurer la répartition, la levée et le transport des impôts en général, et en particulier celles du canon frumentaire (4) : ne consentir et ne laisser consentir par leurs inférieurs, aucune remise, aucun rachat en argent (*adæratio*) des prestations en blé : en un mot s'opposer d'une façon absolue à toute modification ou substitution dans les quotités habituelles de ce même canon frumentaire (5).

(1) A l'époque de Constantin l'on comptait quatre préfets de prétoire, à la tête des diocèses d'Orient, d'Illyrie, de Gaule, d'Italie et d'Afrique. Chaque diocèse était divisé en provinces, gouvernées par des vicaires.

(2) l. 3, C. XI, 22.

(3) l. 3, C. th. XI, 14, — l. unic., c. IV, 59.

(4) l. 7, 8, 9, 11, 12, 13, C. X, 16. — l. 1 et suiv. C. th. XI, 1.

(5) l. 5, C. th. XI, 2. — l. 3, C. XI, 22.

Pour en faciliter le recouvrement et déjouer toute fraude, les préfets du prétoire devaient chaque année transmettre aux divers vicaires et gouverneurs placés sous leurs ordres un état de répartition des prestations en nature à fournir par leurs administrés.

Ils avaient également de pleins pouvoirs administratifs et judiciaires sur les corporations affectées au service de l'annone, dans toute l'étendue de leurs gouvernements. Recrutement et surveillance des naviculaires ; assujettissement de leurs personnes et de leurs biens à leur charge (1) ; police de la navigation dans les ports ; construction et réparation des navires destinés au transport des blés publics ; réquisition des navires des particuliers dans les cas pressants (2) ; chargement et départs des convois dans la saison convenable ; enquêtes sur les naufrages (3) ; telles étaient les principales attributions des préfets du prétoire en cette matière : semblables on le voit, de tous points, à celles du préfet de la ville dans l'enceinte de Rome.

Outre la surveillance des services ordinaires de l'annone, les préfets du prétoire avaient encore celle de tous les achats extraordinaires de blé (*publica comparatio*) faits d'après les ordres du Sénat ou de l'Empereur, pour le compte soit de Rome, soit des autres cités.

Ils devaient tenir la main à ce qu'aucun contribuable ne pût se soustraire à ces ventes forcées, et d'autre part à ce qu'aucun d'eux ne fût dépouillé par les collecteurs (*cura-tores*) du blé nécessaire à sa propre subsistance (4).

Pour les seconder dans ces nombreuses attributions, les préfets du prétoire avaient comme principaux auxiliaires,

(1) l. 2, 5, 14, 15, 17, 18, 22, 23, 26, 28, 31, 35, C. th. XIII, 5. — l. 8, 9, C. th. XIII, 6.

(2) l. 1 et 2, C. th. XIII, 7.

(3) l. 2 et 4, C. th. XIII, 9.

(4) l. unic, C. X, 27.

leurs vicaires au nombre d'un par province, et de plus, dans les principales villes de l'Empire, comme Alexandrie et Carthage, des préfets de l'annone analogues à celui de Rome.

Au reste ce dernier était en relations directes avec les préfets du prétoire pour tout ce qui concernait leur service commun. Il devait notamment leur faire tenir chaque année une liste des citoyens de Rome qui avaient dans leur ressort des biens sujets aux prestations de l'annone, avec l'indication de leurs quotités (1).

III. — Les auxiliaires du préfet de l'annone.

Placé à la tête de l'un des services les plus importants de l'empire, chargé de l'approvisionnement d'une ville immense, le préfet de l'annone avait, comme nous l'avons dit plus haut, une triple mission :

1° Effectuer la levée et le transport du canon frumentaire qui lui était destiné — *cura comparandi* ;

2° En assurer la conservation — *cura condendi* ;

3° En opérer la distribution — *cura dividundi*.

Mais cette charge eût été trop lourde pour un seul homme, et impossible à remplir s'il n'avait été secondé par une véritable armée de fonctionnaires et de sous-ordres. C'est d'eux qu'il nous reste à nous occuper.

Le préfet de l'annone avait d'abord à sa disposition immédiate un *officium* (2), sorte de ministère dont les bureaux étaient occupés par une nuée de scribes, de compta-

(1) l. 13, C. th., XI, 1.

(2) C. I. l. VI, 8403, 8473. — Un titre du C. Justinien (I, 44) est intitulé *de Officio Præfecti A.*, malheureusement la Constitution grecque qui le compose a été perdue.

bles et d'expéditionnaires, *tabularii*, *chritologi*, *zygostatæ* chargés de la transmission incessante de ses ordres. D'autres agents spéciaux, *apparitores* (1), *compulsores*, *agentes in rebus*, les portaient jusqu'aux extrémités de l'Empire.

A la tête de ce nombreux personnel était placé un *adjutor* (2) ou *subpræfectus* (3) d'ordre équestre comme lui, dont la création semble avoir été due à Septime Sévère.

Le préfet de l'annone avait en outre à sa disposition pour faire face aux frais de son nombreux personnel et aux dépenses de son service une caisse spéciale, *Fiscus frumentarius*, gérée par un *dispensator* et des *tabularii* (4). Les uns et les autres étaient sous sa surveillance immédiate.

Quant à ses autres auxiliaires, nous nous en occuperons, afin d'éviter des redites inutiles, au fur et à mesure de notre étude des différentes branches du service de l'annone ; le moment est venu d'en aborder l'examen.

(1) l. 1 et 2, c. XII, 59. *De Apparitoribus Præfecti A.*

Le préfet de l'annone avait ses *apparitores* spéciaux. Défense expresse était faite à ceux du préfet de la ville ainsi qu'à ses *officiales* de s'immiscer dans le service de l'annone. l. 1, C. XII, 59. — l. 1, C. th. XI, 14.

(2) Orelli, 320. — C. I, l. VI, 8470. — Marquardt, l. c., p. 165.

(3) Orelli, 6920, 6940. — C. I. l. III, 1464, 6575. V, 8659. VI, 1646. — Hirschfeld, *Untersuch.* 138.

(4) Marquardt, l. c., p. 166. — C. I. l. VI, 8476, 8477.

CHAPITRE IV

LA CURA COMPARANDI.

Section I. Réalisation des ressources de l'annone.

I. Ressources ordinaires.

Recouvrement. — Le recouvrement (*exactio*) des prestations de l'annone, comme celui des autres impôts, donnait lieu à des concussions et à des pillages sans nombre. Aussi était-il placé sous la surveillance active du préfet du prétoire, des vicaires et des gouverneurs de province.

Les prestations étaient payables en trois termes de quatre mois, sauf en Arménie, où l'on devait d'après un ancien usage se libérer en deux termes, d'un semestre chacun (1).

Tout retard dans le recouvrement des blés, pouvant compromettre la subsistance de Rome, donnait lieu aux poursuites du fisc. Il était puni, dès qu'il dépassait six mois, par une double taxe, elle-même doublée en cas de retard nouveau, et suivie au besoin de la saisie et de la vente du patrimoine (2). Vers la fin de l'Empire, l'approvisionnement de Rome étant devenu de plus en plus précaire, une loi de Valentinien enjoignit aux contribuables d'Afrique d'avoir à se libérer dans les quatre mois de la publication de l'édit annuel ; faute de quoi ils y étaient contraints par des

1. l. 15 et 16, C. th., XI, 1.

(2) l. 18 et 25, C. th., XI, 1. — l. 10 et 13. C. J. X, 17.

agents spéciaux du préfet de l'annone, *compulsores, opinatores, discussores*, ayant à peu près le même rôle que nos porteurs de contraintes (1).

Les collecteurs de l'annone. — Les premiers collaborateurs du préfet de l'annone dans le recouvrement du canon frumentaire (*cura comparandi*), furent les publicains qui étaient groupés en sociétés fermières de tous les impôts. Toutefois ils n'eurent jamais accès en Egypte où la levée de la dîme était faite par des fonctionnaires impériaux; les exactions des publicains et les plaintes universelles qui en résultaient finirent par faire généraliser cette mesure. Dans toutes les provinces ils furent remplacés par des *Procuratores Augustorum* (2) chargés de rassembler le canon frumentaire et de faire les achats de blé nécessaires pour le compléter quand il en était besoin. C'est ainsi que nous trouvons en Gaule un *Procurator Augustorum ad annonam provinciae Narbonensis et Liguriæ*. Quand il s'agissait d'achats de blé dans les provinces, l'Etat s'adressait aussi fréquemment à la spéculation privée, ordinairement à des sociétés de chevaliers qui passaient des marchés de fournitures avec lui (3).

Les *Procuratores* de l'Afrique et de l'Egypte, les plus importants de tous, prirent plus tard sous Constantin, en gardant le même rôle, les titres de préfets de l'annone de Carthage (4) et d'Alexandrie (5), et furent placés sous les

(1) I. 34, C. th., XI, 1.

(2) Pigeonneau, *De convectione U. A.*, p. 32 et 33. — *Corpus inscr.*, Bero-lin, II, p. 159, n° 4180 et p. 265, n° 1970.

(3) Tac, *Ann.*, IV, 6.

(4) La 1^{re} mention de ce préfet de l'A. remonte à l'a. 315 (I. 4, C. th. XI, 30, la dernière à l'a. 416 (I. 38, C. th. XIII, 5). Cf. aussi, I. 43, C. th. XI, 1 et C^{re} de Godefroy. — I. 8, C. th. XI, 7.

(5) Cf. I. 3, C. th., XII, 6. — Pigeonneau, *l. c.*, p. 86 et 107.

La 1^{re} mention de ce préfet ne remonte qu'à l'a. 349 sous le règne de Constance. Il n'en est plus question sous Justinien, comme le démontre son *Edictum XIII de Ægyptiacis provinciis*.

ordres des préfets du prétoire d'Italie et d'Orient (1).

Parmi les *Procuratores* l'un d'eux, celui d'Ostie, avait des attributions toutes spéciales. Cette ville avait une importance particulière, car dans son port venait débarquer la totalité des approvisionnements destinés à Rome. Aussi dès les premières lois frumentaires, y avait-on placé en permanence un fonctionnaire du service de l'annone chargé de surveiller les arrivages de blé et leur transbordement sur les bateaux des *Codicarii* qui leur faisaient remonter le Tibre jusqu'à Rome. C'était d'abord un questeur, le seul qui fût à poste fixe (2). En l'an 44 av. J.-C., il fut supprimé en même temps que les autres questeurs italiques (3) et remplacé par un *Procurator portus Ostiensis*. Choisi d'abord parmi les affranchis impériaux, il fut plus tard pris dans l'ordre équestre et placé sous les ordres du préfet de l'annone avec le titre de *Procurator ad annonam* (4).

Ce fonctionnaire avait sous lui de nombreux subalternes, *dispensatores a frumento* (5), *tabularii ad annonam* (6), *mensores portuenses*, *patroni horreorum portuensium* (7), et de plus un détachement de troupes en permanence, pour parer aux dangers des incendies. Enfin il avait la direction d'une caisse qui dépendait du *fiscus frumentarius* et était gérée par un trésorier spécial, *præpositus mensæ nummulariæ fisci frumentarii Ostiensis* (8).

Un *Comes portus*, institué par Claude après le creusement

(1) l. 8, C. th. XI, 7 et Cr^e de Godefroy.

(2) Cic., *Pro Sextio*, 17, § 39. *Pro Murena*, 8, § 18. — Mommsen, *Staatsrecht*, II, 557-998. — Marquardt, *l. c.*, p. 168.

(3) Tac., *Ann.*, XIII. — Willems, *l. c.*, p. 507. — Pigeonneau, *l. c.*, p. 42.

(4) Muratori, 894, 895. — Orelli-Henzen, 6520, 6521. — Hirschfeld, *Untersuch.*, I, 139, 142.

(5) C. I. l. X, 1562.

(6) C. I. l. VI, 8450 et X, 1562.

(7) L. unic., c. th., XIV, 23, l. 9, c. th., XIV, 4.

(8) C. I. l. XIV, 2045. — Suet. *Claud.*, 25. — Marquardt, *l. c.*, p. 168.

du port d'Ostie, fut plus spécialement chargé de l'administration et de la police du port (1).

Comme le préfet de l'annone, les *Procuratores* toujours en petit nombre, n'auraient pu suffire par eux-mêmes à leur tâche. Des fonctionnaires inférieurs nommés *susceptores canonis urbicarii* étaient chargés de les seconder. Ils appartenaient à la classe générale des collecteurs d'impôts, mais se distinguaient nettement de leurs collègues; car d'abord, au lieu d'être placés sous les ordres du *comes sacram largitionum*, ils relevaient uniquement et directement des préfets de la ville et de l'annone; ensuite, à la différence de leurs collègues ils pouvaient être recrutés parmi les « *curiales* » (2). Mais ils sortaient d'habitude du corps des *officiales* ou appariteurs des gouverneurs ou des proconsuls militaires; ils pouvaient même être pris parmi les appariteurs des préfets du prétoire envoyés en disgrâce (3).

Plus tard enfin, ces collecteurs furent choisis annuellement par des collèges spéciaux de *nominatores* qui répondaient pour leurs élus vis-à-vis du fisc, si ce dernier était mis en perte de leur chef (4). Au reste afin de déjouer toute fraude de leur part, il leur était enjoint de ne jamais commencer le recouvrement d'un exercice avant d'avoir apuré les comptes de l'exercice précédent (5); et de ne pas employer dans leurs tournées, d'autres mesures et d'autres poids que les étalons déposés dans chaque ville par les soins de l'administration (6).

En revanche il leur était alloué, à titre de déchet, un tant

(1) Serrigny, *l. c.*, p. 271. — Pancirole, *Notitia Dignitatum imper. Occident.*, ch. 9.

(2) l. 5 et 24, C. th., XII, 6.

(3) l. unic., C. th., XII, 10.

(4) l. 2, C. X, 70. — l. 8, C. th. XII, 6.

(5) l. 4, C. X, 70.

(6) l. 9, C. X, 70.

pour cent (*epimetron*) des céréales qui leur étaient remises.

Cet *epimetron* était de 1 et plus tard de 2 0/0 sur le blé, de 2 1/2 0/0 sur l'orge (1).

D'autres gratifications plus importantes leur étaient accordées à la fin de chaque exercice, quand leurs comptes étaient reconnus réguliers. Ils pouvaient même alors, à titre de privilège, être maintenus cinq ans dans les mêmes fonctions et être affranchis pour l'avenir des honneurs redoutés de la curie (2).

Rappelons enfin, pour être complet, à côté des collecteurs les *compulsores*, *opinatores*, *discussores*, porteurs de contraintes et garnisaires dont nous avons déjà mentionné le rôle; ils étaient choisis par le préfet de l'annone parmi ses appariteurs, et dépêchés par lui vers les contribuables en retard. Car son *officium* et lui-même étaient personnellement responsables vis-à-vis du fisc des moins-values qui en pouvaient résulter (3). Les exactions de ces auxiliaires subalternes ayant dépassé toute limite, Justinien finit par renoncer à leur concours, et décida qu'à l'avenir, dans chaque province, un collecteur unique serait chargé de tout ce qui regardait le recouvrement du canon annuel (4).

II. Ressources extraordinaires.

Les ressources ordinaires du service de l'annone étaient, avons-nous dit, constituées par les tributs en nature des provinces, et l'ensemble de ces tributs avait pris depuis les Antonins le nom de canon frumentaire.

(1) l. 21, C. th., XII, 6. — l. 6, C. X, 70.

Pour certains pays lointains, comme l'Arménie, l'*epimetron* se montait également à 2 1/2 0/0 pour le blé.

(2) l. 7 et 24, C. th. XII, 6.

(3) l. 2, C. XII, 59.

(4) Novell. Justin. 128, ch. 6.

Mais souvent, par suite de moins-values ou de déficits dans le canon annuel, il fallait faire appel à des ressources extraordinaires; elles étaient alors fournies :

1° Par les réquisitions — *superindictiones* ;

2° Par les achats publics — *publicæ comparationes* ;

3° Par les achats du commerce privé.

La *superindictio* était une sorte de second impôt en nature, ou plutôt une réquisition de céréales, à un taux fixé arbitrairement par l'État.

Sous la république aucune *superindictio* ne pouvait être levée qu'en vertu d'un sénatus-consulte, qui fixait en même temps la valeur des indemnités à payer en échange. La matière était réglementée par les lois *Terentia* et *Cassia* (a. 680 de Rome).

Ces *superindictiones* finirent par devenir annuelles en Sicile. Elles fournissaient 3 millions de *modii* environ.

Sous l'empire toute *superindictio* était annoncée par un édit préalable (*prædelegatio*), comme les impositions ordinaires ; la publication de cet édit, nécessaire pour empêcher les concussions des collecteurs du fisc, était faite avant les kalendes de mai, par l'empereur seul, à l'exclusion de tous autres fonctionnaires de l'annone (1).

Vers la fin de l'empire, sous Honorius notamment, la pénurie du trésor força de recourir aux *superindictiones* comme à un impôt habituel et régulier ; comme l'impôt lui-même, elles obligeaient indistinctement tous les habitants des provinces, à raison des biens qu'ils y possédaient. Ni dignités, ni privilèges, ni faveurs d'aucune sorte n'en purent dispenser (2).

La *publica comparatio* ou *coemptio* avait porté sous la

(1) l. 4, C. th., XI, 5. — l. unic., C. th. XI, 6. — l. 1, C. j. X, 18, — l. 2, C. j., X, 17.

(2) l. 2, C. th. XI, 5. — l. 1, C. J. X, 17.

république le nom de *frumentum emptum, imperatum* (1). Elle ne différait de la *superindictio* que par le taux de l'indemnité qui était fixée d'après le cours du marché, et non d'après la volonté arbitraire du Sénat ou de l'empereur ; elle ne pouvait être faite que sur un ordre émané de l'empereur, argent comptant ; elle obligeait indistinctement tous les contribuables, et pouvait porter sur toutes leurs récoltes, sauf la portion nécessaire à leur consommation personnelle (2).

Les fonds nécessaires aux *coemptiones*, prélevés d'abord sur le trésor public, finirent par l'être sur une caisse spéciale, dotée annuellement par les empereurs (3).

Quant à la levée des *superindictiones* et des *publicæ comparationes*, elle avait été effectuée sous la République, comme celle de l'impôt lui-même, par des sociétés de chevaliers. Sous l'empire elle fut confiée d'abord à des affranchis impériaux, puis à des *procuratores annonæ*, puis enfin aux préfets du prétoire et à leurs officiers subalternes. Leurs fonctions étaient désignées sous le nom de *munus sitoniæ* ou *sitocomiæ*. Toute vexation, toute concussion de leur part était punie par une amende de 50 livres d'or, et la perte de la distinction honorifique du *cingulum*, sans préjudice de peines plus graves encore, au cas échéant (4).

(1) Cic., *Verr.*, III, 70, 163. Les villes libres, dispensées de la dime (*frumentum decumanum*) ne l'étaient pas du *frumentum imperatum*.

(2) l. 1 et 2, C. j. X, 27.

(3) l. 2, C. th. XIV, 16.

(4) l. 1 et 2, C. j. X, 27.

**Section II. Les moyens de transport.
Les naviculaires.**

1^{re} Période. — Auguste à Claude.

Les empereurs s'efforcèrent de perfectionner le service des transports de l'annone, et ils y arrivèrent par trois moyens :

- 1^o En rendant la navigation plus sûre et plus facile ;
- 2^o En encourageant par de nombreux privilèges les commerçants qui s'y livraient ;
- 3^o En les groupant peu à peu en corporations puissantes et richement dotées.

Pour faciliter et assurer les transports, il fallait avant tout pouvoir disposer d'un port sûr aux bouches du Tibre, car celui de Pouzzoles, qui était le seul de toute la côte, était trop éloigné. Le premier, César conçut le dessein de créer le port d'Ostie et de le faire communiquer avec Rome par un canal ; ce projet interrompu à sa mort ne fut repris que par Claude. Creusé sur la rive droite du Tibre, éclairé par un phare gigantesque à l'imitation de celui d'Alexandrie, entouré de magasins immenses, il fut désigné sous le nom de *port de Rome*, et devint pour cette ville ce qu'était le Pirée pour Athènes, le centre de sa vie commerciale. Des navires y pouvaient trouver un abri en toute saison. L'administration et la police en furent confiés à un *Comes portus*, placé sous les ordres des préfets de la ville et de l'annone (1).

En même temps Claude s'efforçait de jeter le lac Fucin dans le Tibre pour le rendre plus navigable. Mais les me-

(1) Suétone, *Cæs.*, 44. *Claud.*, 20.

sures furent mal prises, et ce projet grandiose ne put aboutir (1).

Trajan agrandit le port d'Ostie, et fit creuser un canal latéral au Tibre pour éviter les sables et les vases de son embouchure.

Enfin Antonin fortifia Ostie, et Aurélien fit recreuser le lit du Tibre. En même temps des refuges étaient créés pour les navires en Sicile et au sud de l'Italie (2).

En second lieu, l'Empire confirma et augmenta tous les anciens privilèges concédés à ceux qui se chargeaient des transports de blé. Tout citoyen romain, tout allié latin qui construisait des navires d'une capacité d'au moins 50.000 *modii*, pour les affecter à ces transports, était exempté des charges publiques pendant la durée totale de leur service (3). Même faveur était accordée aux commerçants qui approvisionnaient l'administration de l'annone, aux marins qui étaient employés par elle (4).

Claude alla plus loin encore. Il accorda aux citoyens romains l'exemption de la loi *Papia Poppæa* ; aux Latins, le droit quiritaire ; aux femmes, le *jus quatuor liberorum* ; aux étrangers le droit de cité à Rome après six années de voyages entre l'Italie et l'Afrique, avec des vaisseaux d'un tonnage d'au moins 10.000 *modii*. Il s'engagea de plus à indemniser de toute perte, et à faire bénéficier d'un gain assuré tous les armateurs qui consentiraient à naviguer pendant la saison d'hiver (5).

Il est bon cependant de noter à propos de tous ces privilèges :

(1) Tacite, *Ann.*, XII, 56, 57.

(2) Pigeonneau, *l. c.*, 42. — Serrigny, *l. c.*, p. 276.

(3) *l. 8, D. L. 5.*

(4) *l. 5, § 3, D. L. 6.* — Ulpien, III, 6.

(5) Suet., *Claud.*, 18, 19.

1° Qu'ils étaient personnels, intransmissibles aux héritiers (1).

2° Qu'ils s'appliquaient aux personnes seules, et non aux patrimoines ;

3° Qu'ils n'étaient en général accordés qu'aux citoyens Romains ou Latins.

C'est qu'en effet, vis-à-vis des provinciaux, il était inutile d'obtenir par des offres avantageuses des transports qu'on pouvait exiger par la force (2).

Mais l'organisation de Claude avait un défaut, celui de mettre le fisc à la merci des prix des armateurs ; de plus aucune limite de tonnage n'étant assignée à leurs navires, souvent trop petits, les frais de transport s'en augmentaient d'autant.

En revanche, les navires des provinciaux demeuraient soumis à tout l'arbitraire, à toutes les exactions des proconsuls et des préteurs, intéressés le plus souvent dans les bénéfices des sociétés de publicains ; leurs vexations devinrent si nombreuses, et soulevèrent en Afrique surtout des plaintes si universelles que Néron lui-même s'en émut ; il défendit les réquisitions gratuites de navires, et interdit de tenir compte de leur valeur dans l'évaluation de la masse imposable des commerçants (3).

Tel était sous les premiers empereurs le régime des transports de l'annone, dans les provinces du peuple tout au moins. Il était effectué par des sociétés particulières, qui exploitaient à la fois l'État et les contribuables.

Mode de transport des blés d'Égypte. — Dans l'Égypte, province impériale, il en était différemment.

Auguste, maître absolu de ce pays après sa conquête, y

(1) l. 5, § 4, D. L. 6.

(2) Pigeonneau, *De convect. urb. Ann.*, p. 47.

(3) Tac., *Ann.*, XIII, 50, 52.

avait maintenu, sans avoir besoin d'en référer au Sénat, la savante organisation fiscale des anciens rois, et s'était efforcé d'en tirer tout le parti possible. Rien ne fut donc innové ni dans la quotité des tributs exigés, ni dans leur mode de transport à Alexandrie ; il continua d'être effectué par les *Naviculaires du Nil*.

Leur corporation remontait à une haute antiquité. Déjà mentionnée par Hérodote, elle était florissante sous les Lagides qui s'en servaient pour le transport de leurs dîmes, et lui avaient accordé en retour le monopole de la navigation du Nil. Conservée par la conquête romaine, elle garda les mêmes charges, et les mêmes privilèges (1).

Des bouches du Nil à celles du Tibre, le tribut frumentaire de l'Égypte était convoyé par la *Flotte maritime d'Alexandrie* ; elle aussi était bien antérieure aux Romains.

De tout temps les propriétaires du littoral avaient contribué soit pécuniairement, soit en nature, aux fournitures navales nécessaires à l'État. Les citoyens d'Alexandrie, exempts des impôts fonciers qui pesaient sur les habitants des campagnes, durent être astreints de bonne heure, eux aussi, à ces prestations maritimes, et se groupèrent en sociétés « *συμφορία* » pour fournir à moins de frais les transports de dîmes, les constructions et les réparations de navires qui étaient à leur charge.

Après la conquête de l'Égypte, Auguste fit construire une flotte de guerre pour en garder les côtes. Mais profitant de l'ancien usage, il laissa le transport des dîmes à la charge des villes maritimes. Leurs citoyens, commerçants ou ar-

(1) Hérodote, II, 104. — Pigeonneau, *De urb. convect.*, p. 50, 55. Auguste, comprenant l'importance d'avoir toujours dans la main une province qui était considérée comme la « clef de l'annone » avait séquestré l'Égypte du reste de l'empire, et placé à sa tête, au lieu d'un proconsul qui aurait pu s'y rendre indépendant, un simple chevalier avec le titre de Préfet Augustal. En outre il défendit aux sénateurs et chevaliers de s'y rendre sans une autorisation spéciale de lui (Tacite, *Hist.*, I, 11, III, 8 ; *Annales*, XII, 60).

mateurs, continuèrent à être grevés de cette charge comme sous les Lagides, et furent groupés en une corporation analogue aux *συντ λειαι* grecques de cette époque.

Le *munus navicularium* grevait non les personnes, mais les fonds urbains des cités maritimes et ceux du littoral. Il était dû comme service pré dial par tout propriétaire et par tout acquéreur (1).

Outre le tribut (*frumentum decumanum*), transporté gratuitement par les naviculaires d'Alexandrie, ils étaient tenus également de transporter, moyennant un tarif arrêté par le prince, tous les achats de blé faits pour le compte de l'État. Leur flotte était commandée par un *ἐπιμελητής* ou *procurator* sous les ordres immédiats du préfet de l'annone de Rome (2). La traversée d'Alexandrie à Ostie durait environ quinze jours, avec des vents favorables. Les blés y étaient transbordés pour remonter le Tibre jusqu'à Rome sur les bateaux des *codicarii*.

Claude régla avec le plus grand soin l'organisation de la flotte d'Alexandrie, les prises en charge, les attributions des capitaines, le tonnage des navires, etc. (3).

2^e Période. — Claude à Constantin.

I. — Les corporations libres.

De bonne heure les empereurs se préoccupèrent d'augmenter et d'encourager l'essor de la navigation, pour s'affranchir de l'intermédiaire des publicains qui prélevaient aux dépens du trésor d'énormes bénéfices.

(1) Tac., *Ann.*, XIII, 51.

(2) *C., Inscr. Græc.*, t. III, n° 5973. — Le terme de *præfectus classis Alexandrinæ* qu'on rencontre aussi dans les inscriptions (*C. Inscr. Lat. Berolin.*, III, 1970) semble avoir désigné le commandant de la flotte militaire (*longæ naves*) et non celui de la flotte marchande (*onerariæ naves*).

(3) Senec., *Epist. ad Lucil.*, 79.

On ne pouvait malheureusement pas songer à créer partout des flottes publiques du genre de celle d'Alexandrie. Mais on pouvait lui emprunter certaines règles de son organisation. Les Antonins firent dans cette voie un pas décisif. Les premiers ils eurent l'idée d'affecter au transport de l'annone des hommes spéciaux, exercés, réunis en collèges, dotés de privilèges nombreux, et liés en revanche par des obligations perpétuelles, forcées, héréditaires.

Toutefois on n'arriva pas du premier coup à cette conception. Dans les premiers essais qui furent faits, il ne s'agissait pour les naviculaires impériaux, que de soumissions libres, individuelles, essentiellement temporaires. Le groupement des soumissionnaires en collèges était favorisé, mais non obligatoire.

Depuis longtemps déjà il s'était formé dans les provinces des associations de navigation fluviale, analogues à celles du Nil, pour assurer le transport des marchandises et des approvisionnements. Telles étaient notamment celle des *nautæ* d'Hispania, en Bétique (1), celle des *nautæ* du Rhône et de la Saône, en Gaule, et aussi celle des *nautæ Parisiaci*, mentionnée sur une inscription de l'époque de Tibère (2). Les collèges de naviculaires maritimes durent prendre sans doute ces institutions pour modèles.

Les premières mentions qui nous en soient parvenues se trouvent dans des inscriptions du temps de Trajan. Peu de temps après, Gaius, dans son commentaire sur l'*Edic-*

(1) C. I. I. Berolin, II, 1180. — Pigeonneau, *l. c.*, p. 61.

(2) Cette inscription découverte en 1711 à l'Église de Notre-Dame, est conservée au musée de Cluny. Elle est ainsi conçue :

TIB. CAESARE
AVG. JOVI. OPTVM.
MAXSVMO. M.
NAVTAE. PARISIACI.
(pu) BLICE. POSVERVNT.

tum provinciale de Marc Aurèle, les cite parmi les corporations autorisées à cette époque.

« *Item collegia Romæ certa sunt quorum corpus S.-C. et constitutionibus principum confirmatum est, veluti pistorum et quorundam aliorum, et naviculariorum qui et in provinciis sunt* » (Gaius, *ad Edict. Prov.*, l. 3. — l. 4, D. III, 4.

Tout en encourageant par des faveurs et des privilèges le transport de l'annone, Claude et Néron ne les avaient accordés qu'aux seuls citoyens romains ou latins. Trajan et Hadrien les étendirent à tous les habitants des provinces indistinctement ; du reste la plupart d'entre eux étaient admis déjà soit au droit de cité, soit au *jus latinitatis*.

Chaque naviculaire put donc jouir désormais :

1° De l'exemption des fonctions publiques du municiple et de la curie ;

2° De l'exemption de toute tutelle légitime ou dative, à condition de se livrer en personne au commerce ou au transport de l'annone. Il était alors considéré et traité comme absent *reipublicæ causa* (1).

Ces privilèges continuèrent d'ailleurs à rester personnels et temporaires, limités à la durée des fonctions.

Ils n'en tentèrent pas moins un assez grand nombre de citoyens. Mais plus d'un s'efforçait de profiter des avantages attachés au service de l'annone, sans en assumer les charges. Pour déjouer ces fraudes, Marc Aurèle décida qu'à l'avenir, pour avoir droit aux faveurs conférées par le titre de naviculaire, il faudrait ou s'embarquer soi-même, ou consacrer la majeure partie de sa fortune au transport et au commerce de l'annone (2). Les mêmes privilèges étaient refusés à tous ceux qui, sous le prétexte d'embrasser la pro-

(1) L. 17, § 6, D. XXVII, 1. — l. 5, § 3, 4, 5, D. L. 6.

(2) L. 5, § 6 et 7, D. L. 6.

fession de naviculaire, tentaient de se dérober à des charges publiques antérieures.

Enfin par mesure de contrôle, une liste annuelle de tous les naviculaires était envoyée à l'empereur, avec leurs noms, leurs ports d'attache, l'évaluation de leur fortune et leur rang d'ancienneté.

La charge des naviculaires était donc à son origine une charge temporaire et facultative, collective ou isolée au gré de ceux-ci. Mais peu à peu il sembla préférable, dans l'intérêt du service de l'annone, et dans celui des naviculaires eux-mêmes, d'assurer à leur institution la double force qui naît de la perpétuité et de l'association. C'était d'ailleurs la tendance générale de l'époque : déjà l'administration impériale avait vu germer et se développer, dans la classe des ouvriers et des artisans, une foule de corporations professionnelles, sorties de la nécessité qui pousse les faibles à se grouper pour vivre. Elle en avait d'abord pris ombrage, les avait combattues, opprimées et dissoutes ; puis comprenant mieux les ressources que l'État en pourrait tirer, les empereurs les avaient tolérées, protégées, encouragées par des privilèges ; en revanche ils les inféodaient chaque jour, les unes après les autres, aux services publics de l'empire, et les rendaient de libres et de volontaires qu'elles étaient naguère, héréditaires d'abord, obligatoires bientôt.

Cette évolution se généralisa et finit par atteindre toutes les corporations de l'empire. Celles qui s'étaient formées dans toutes les branches du service de l'annone, et en avaient soumissionné d'abord librement les fonctions, se trouvèrent donc un jour être devenues perpétuelles et héréditaires comme leurs voisines, publiques et obligatoires en même temps. Telles étaient les corporations des *pistores*, des *suarii*, des *pecuarii* à Rome, des *caudi-*

carrii, des *mensores*, des *saccarii* à Ostie ; telles furent celles des naviculaires un peu partout.

Dès lors, chacune de ces corporations dut à l'annone en échange de certains privilèges, des « *munera* » ou services spéciaux, précis, déterminés, qui pesaient à la fois sur les personnes et sur les patrimoines de tous leurs membres (1). C'est au commencement du III^e siècle après J.-C., vers la fin du règne de Marc Aurèle que semble avoir eu lieu cette importante évolution. Trajan et Hadrien l'avaient préparée, en reconnaissant aux corporations de naviculaires la personnalité civile, le droit de propriété, celui de faire voter par leurs membres des décrets relatifs à leurs intérêts généraux, enfin celui de se faire administrer par des patrons élus dans leur sein pour un temps déterminé (2).

Les caudicares. — Les premiers naviculaires groupés en corporation perpétuelles semblent avoir été les marins du Tibre, désignés sous le nom de *caudicarii* ou encore de *navicularii infernates* et *amnici* (3). Ils s'étaient groupés depuis longtemps déjà en une société dont le siège était à Ostie, et qui prêtait son concours à celle des publicains de Sicile. Il avait donc suffi de codifier leurs statuts, en y introduisant comme seul élément nouveau celui de la perpétuité.

Il est probable que cette transformation eut lieu sous le règne de Trajan, ou sous celui d'Hadrien, après l'achèvement du port d'Ostie.

On leur accorda le monopole des transports de l'annone sur le Tibre. Des « *fundi dotales* » et des « *publica ligna* »

(1) Gebhardt, *Etudes sur les approvisionnements de Rome et de Constantinople, au B. Emp.* (Dorpat, 1881) 33-42. — Willems, *l. c.*, p. 235.

(2) I. 17, § 6, D. XXVII, 1. — I. 5, D. L, 6.

(3) Orelli — Henzen, 7194. — Gruter, 460, n° 3. 462, n° 1. 1086, n° 6. — Pigeonneau, *loc. cit.*, p. 69. — Godefroy, *Comm. sur la l. 2, c. th.*, XIV, 3.

leur furent attribués pour les aider à construire, entretenir et réparer leurs navires.

La plupart des statuts des caudicaire nous sont parvenus. Les conditions d'admission dans la corporation étaient les suivantes :

1^o Apport d'un certain patrimoine ;

2^o Approbation du préfet de l'annone, confirmée par celle du prince ;

3^o Vacance d'une place dans la corporation, le chiffre de ses membres étant limité. Aurélien en augmenta le nombre.

La corporation était dirigée et représentée par un bureau électif, composé d'un *magister quinquennalis*, et de *patroni* ou *curatores quinquennales* (1). L'élection de ces dignitaires était renouvelée tous les cinq ans, comme leur titre l'indique, et soumise à l'approbation du préfet de l'annone.

Vers la fin de l'empire seulement les trois premiers d'entre eux furent enlevés à sa juridiction et placés sous celle du préfet de la ville (2).

Ces fonctions quinquennales étaient d'ailleurs en usage dans la plupart des corporations de Rome, et l'on pouvait être en même temps patron de plusieurs corporations à la fois (3). Cependant, par exception, il était interdit de cumuler les fonctions de patron des boulangers avec celles de patron des caudicaire (4), afin d'éviter des fraudes trop fréquentes dans la livraison des blés. Dans un but opposé, Honorius fit élire plus tard un patron commun pour les *caudicarii* et les *mensores* d'Ostie, chargé de la surveillance

(1) Willmanns, 1727, 1734, 1741.

(2) l. 9, C. th., XIV, 4.

(3) Gruter, 442, n° 8. — Willmanns, 1725.

(4) l. 2, C. th., XIV, 3.

générale des greniers et surtout de celle des autres patrons collègues : en effet, ces derniers, qui vendaient aux boulangers de Rome pour la fabrication du *panis ostiensis* une partie du canon frumentaire ne leur livraient le plus souvent que des blés de qualité inférieure à la place des blés de première qualité qu'ils étaient tenus de fournir (1).

Après avoir été longtemps prospère, la corporation des caudicairens déclina en même temps que les autres services de l'annone.

Une constitution de Valentinien (364) dut ordonner à tous les bateliers du Tibre, même étrangers à la corporation, de fournir leurs bateaux pour les transports des blés, à toute réquisition. Aucun privilège, aucune dignité n'en pouvait exempter (2). Un siècle plus tard, une novelle de Valentinien III affecta d'une façon normale à ces mêmes transports tous les bateaux jaugeant plus de 40 *cupæ* ou 2000 *modii*, à raison d'un voyage par an pour chacun. Défense était faite d'en construire de plus petits à l'avenir. Quant à ceux déjà existants, ils étaient frappés d'une contribution de 2 solides par an, au profit de la corporation des caudicairens. En même temps l'on y fit rentrer de force avec leurs familles et leurs biens tous ceux qui l'avaient désertée, même pour entrer dans une autre corporation (3). Tant il est vrai qu'aux derniers temps de l'empire, l'armée de ses fonctionnaires, grands ou petits, n'était plus qu'une armée de fugitifs.

Les naviculaires des provinces. — En cas d'insuffisance des provinces frumentaires, les Romains tiraient de Gaule, d'Espagne, de Numidie et d'Asie les approvisionnements supplémentaires dont ils avaient besoin : « *solatia annonæ* ».

(1) l. 1, C. th., XIV, 15.

(2) l. unic. C. th., XIV, 21 et C. J. XI, 26.

(3) Nov. Valentin. III (*inter Theodosian.*, 36), *De naviculariis amnicis*.

Aussi ces diverses provinces eurent-elles de bonne heure, elles aussi, leurs corporations de naviculaires.

Ceux d'Espagne ne nous sont connus que par un texte du C. Théodosien (1), ceux de Gaule ont laissé leur trace dans de nombreuses inscriptions. Les uns assuraient les transports de l'annone sur nos fleuves : *nautæ Rhodanici* (2), *Ararici* (3), *Ligurici* (4), *Parisiaci*. Les autres réunis en collèges plus importants effectuaient les transports maritimes. Tels étaient les naviculaires d'Arles (5) et de Narbonne (6) : fondés à ce qu'il semble sous le règne de Marc-Aurèle, ils avaient des statuts qui devaient peu différer de ceux des caudicaire. Toutefois il ne paraît pas qu'on leur ait assigné des « *publica ligna* » ou des « *fundi dotales* ».

Mentionnons encore parmi les naviculaires d'Asie ceux de Pisaure, d'Aquilée, d'Ephèse et de Smyrne ; enfin ceux de la Mer Adriatique, institués par les empereurs d'Occident, quand ils s'installèrent à Milan, puis à Ravenne (8).

II. — Les corporations forcées.

Les naviculaires d'Afrique. — Leur institution paraît devoir remonter à l'empereur Commode, qui fit construire pour le transport de l'annone d'Afrique une flotte spéciale,

(1) L. 8, c. th. XIII, 5.

(2) Boissier, *Inscr. de Lyon*, p. 39, 387.

(3) Orelli, 200, 4077, 4244.

(4) Gruter, 472, n° 10.

(5) Orelli, 3655. — Willmanns, 2215.

(6) Orelli, 4241, 7253. — Pigeonneau, *Histoire du Commerce*, t. 1, p. 33.

(7) N. toutes les inscriptions relatives aux naviculaires gaulois sont de la deuxième moitié du 2^e siècle, ou de la première moitié du 3^e. Il n'en existe aucune mention dans le Code théodosien. Aussi durent-ils disparaître de bonne heure.

(8) Orelli, 4069, 4082, 7255.

nommée « *Commodiana Herculea* ». Aurélien en augmenta l'effectif (1).

Ce collège différait par un caractère essentiel des autres collèges de cette époque, associations volontaires et libres à leur origine, approuvées, patronnées, puis accaparées par l'État : il fut dès les débuts une véritable conscription obligatoire et forcée, imposée par Rome à Carthage sa vaincue. Du décret de Commode, rien ne nous est parvenu. Mais les constitutions postérieures nous permettent d'établir dans quelles classes de citoyens était recrutée cette corporation. On y fit entrer :

1° Les armateurs qui de leur plein gré s'étaient chargés jusque-là des transports de l'annone ;

2° Les négociants et propriétaires du littoral qui payaient le *census curialis*, et présentaient ainsi des ressources suffisantes pour assurer le service de ces mêmes transports (2).

Les statuts des naviculaires d'Afrique rappelaient à la fois ceux des naviculaires du Nil, et ceux des caudicaire d'Ostie.

Aux premiers ils ressemblaient par le mode de leur recrutement, imposé de force, et non librement accepté, et par le genre de leurs prestations, sorte de service imposé aux fonds possédés par eux.

Ils se rapprochaient des seconds par les fournitures de matériaux (*Publica ligna*) et les privilèges que leur accordait l'État.

Leurs charges étaient les suivantes :

1° Obligation de construire, entretenir, et réparer des navires en nombre suffisant pour assurer le service de l'annone, avec un tonnage minimum de dix mille *modii* par navire ;

(1) Lamprid., *Commod.*, 17. — Vopiscus, *Aurelian.*, p. 225.

(2) Pigeonneau, *l. cit.*, p. 76 et suiv.

2° Obligation de recruter, d'équiper et d'entretenir les équipages nécessaires : de voyager à tour de rôle, d'effectuer les transports à des époques fixes, et dans des laps de temps déterminés ;

3° Affectation perpétuelle du patrimoine entier des naviculaires à leur charge ; règle qui devint bientôt générale à cette époque pour tous les fonctionnaires attachés à un service public.

Après la fondation de Constantinople, quand Rome privée au profit de sa rivale des approvisionnements d'Alexandrie, se vit réduite à ceux de l'Afrique, l'importance des naviculaires de cette province en fut considérablement accrue, et tous les empereurs, Gratien et Honorius notamment, s'occupèrent de leur corporation avec une minutieuse sollicitude.

Par une faveur exceptionnelle, étendue plus tard à tous les naviculaires et à eux seulement, Gratien dispensa ceux d'Afrique de la « *lustralis collatio* » et du « *vectigal* » impôts qui pesaient à cette époque sur tous les commerçants. Aussi le gouverneur de la province devait-il veiller à ce que les naviculaires ne fissent pas bénéficier indirectement des tiers de cette exemption (1).

En même temps, Gratien accordait aux naviculaires d'Afrique le droit de compléter leur corporation, en y enrôlant de force les rares citoyens assez heureux pour avoir échappé aux charges publiques ou municipales (2). Cela semble prouver que malgré tous les efforts la corporation déclina de bonne heure avec rapidité, puisqu'elle avait besoin de recourir, pour se survivre à elle-même, à de pareils expédients.

Enfin Gratien rendit les transports moins pénibles, en

(1) l. 16, C. th. XIII, 5.

(2) l. 3, C. th. XIII, 9. — l. 3, C. J. XI, 5.

supprimant ceux d'hiver, et fixa la saison navigable des kalendes d'avril aux ides d'octobre. Tous les embarquements devaient être terminés aux kalendes de ce même mois (1).

Honorius s'occupa d'abord de remettre en état la flotte des naviculaires d'Afrique, ruinée par l'incurie et la vétusté (2), puis il confirma tous leurs anciens privilèges et les entoura d'une protection spéciale. Ainsi aux termes d'une de ses constitutions tout gouverneur, tout fonctionnaire civil ou militaire même de l'ordre le plus élevé, convaincu de les avoir méconnus, violés ou laissé violer, devait être soumis lui-même, par représailles et sans grâce possible au *munus navicularium*, lui, sa famille et ses biens (3). De plus tout magistrat concussionnaire pouvait être, sur la plainte d'un naviculaire, puni arbitrairement par le gouverneur de la province (4) « *potestas mulctandi, removendi, proscribendi* ». Enfin toute enquête concernant un sinistre maritime dut être instruite et jugée en public « *levato velo* », afin d'éviter les ententes secrètes et les connivences, dans un délai maximum de deux années.

3^e Période. — Constantin à Théodose.

Unification du système corporatif.

Au 3^e siècle, avons nous dit, le transport de l'annone à Rome était effectué par les deux flottes publiques des naviculaires de Carthage et d'Alexandrie. Celui des approvisionnements complémentaires « *solatia annonæ* » était confié tantôt à des corporations de naviculaires, comme en Sicile et en Sardaigne, tantôt à des sociétés privées. Enfin

(1) l. 3, C. th. XIII, 9.

(2) l. 27, C. th. XIII, 5.

(3) l. 36, *ibid.*

(4) l. 6, C. th. XIII, 9. — l. 5, C. J. XI, 5.

les blés, arrivés à Ostie, remontaient jusqu'à Rome sur les bateaux des *caudicarii*. Peu à peu, chaque ville maritime eut sa corporation spéciale de naviculaires. Grâce à ce mécanisme savant, qui compensait les charges par les privilèges et les profits, l'État parvenait à réduire au minimum les frais d'un de ses services les plus importants.

Pendant cette organisation avait ses défauts, et ils allèrent toujours en s'accroissant davantage. Les charges des naviculaires étaient perpétuelles, soumises à l'arbitraire du prince, dévolues non aux plus zélés, non aux plus habiles, mais d'après les hasards de la transmission des fonds. Une obligation perpétuelle ne pouvant en effet résider sur des personnes, mais seulement sur des fonds, le « *munus navicularium* » devint fatalement une sorte de servitude prédiale, soumise au même sort que les fonds grevés par elle. Asservis au *munus*, ces fonds y asservissaient leurs possesseurs avec eux ; assez semblables en cela aux fiefs du moyen âge, différant d'eux pourtant en ce qu'ils ne pouvaient être ni délaissés, ni répudiés. Aussi les charges qui pesaient sur eux devinrent avec le temps, de légères lourdes, de lourdes intolérables.

Le caractère essentiellement foncier imprimé au « *munus navicularium* » devait amener, au déclin de l'empire, la ruine de l'institution des naviculaires. La dépréciation universelle des terres à cette époque l'atteignit d'une façon irrémédiable.

Mais depuis longtemps, les révolutions continuelles qui bouleversaient Rome avaient fait périliter les corporations des naviculaires. Une première fois elles avaient failli disparaître, pendant la période d'anarchie militaire qui suivit l'ère des Antonins. Rétablies par Dioclétien, elles manquèrent de sombrer encore au milieu des guerres civiles qui désolèrent l'empire jusqu'au triomphe de Constantin.

De même que tous les fonctionnaires publics, les naviculaires cherchèrent à profiter de ces périodes troublées pour se dérober eux et leurs patrimoines au joug permanent de leurs fonctions. Aussi Constantin et ses successeurs eurent-ils tout à rétablir et à réorganiser dans le service de l'annone ; ils révoquèrent toutes les exemptions et dispenses obtenues, tempérèrent l'arbitraire des magistrats et allégèrent en même temps par des privilèges nouveaux des charges devenues trop lourdes. De là sortit la législation qui régit les naviculaires pendant près d'un siècle, de Constantin à Théodose.

Les collèges d'Alexandrie et de Carthage avaient été constitués arbitrairement, de toutes pièces par l'autorité impériale, et recrutés de force parmi certaines catégories d'habitants des provinces. Au contraire les collèges formés plus tard sur leur modèle, ceux des caudicaire du Tibre, et des naviculaires des provinces, étaient sortis d'une entente mutuelle entre les empereurs et les armateurs concessionnaires des transports de l'annone ; ceux-ci acceptant la perpétuité de leurs charges, ceux-là garantissant la perpétuité des privilèges qui s'y rattachaient.

Il y eut donc depuis lors deux catégories de naviculaires ayant une origine distincte et des charges identiques, imposées de force aux uns, librement acceptées par les autres : Différence purement théorique d'ailleurs, car si les uns n'avaient jamais été libres, les autres avaient cessé de l'être. Tous les collèges de naviculaires, sans distinction d'origine se trouvèrent avoir les mêmes privilèges et les mêmes obligations.

Les nombreuses lois qui nous en parlent peuvent être rangées sous quatre rubriques principales. Elles concernent : leur recrutement ; leurs immunités ; les devoirs inhé-

rents à leurs personnes ; les obligations attachées à leurs biens.

Elles nous permettent ainsi de reconstituer d'une manière à peu près complète l'organisation générale de ces corporations au IV^e siècle. Les lois de Constantin et de ses successeurs firent parvenir leur institution à son apogée : celles de Théodose et d'Honorius cherchèrent à en arrêter ou tout au moins à en retarder la décadence.

Législation corporative de l'époque classique.

Recrutement. — Les naviculaires avaient été originellement recrutés parmi les gens aisés jouissant d'un certain patrimoine, quelquefois même parmi les décurions et les sénateurs (1).

Une fois organisée, leur corporation devint, comme nous l'avons dit, héréditaire. On pouvait être admis sur sa demande à en faire partie (*adlectio*) ; mais en raison des charges toujours grandissantes qui pesaient sur les naviculaires, ce mode de recrutement devint de plus en plus rare ; la corporation ne comprit bientôt plus que des membres héréditaires, et ils y furent sans distinction de sexe ni d'âge étroitement emprisonnés ; aucun subterfuge, aucune dispense n'y pouvait faire échapper : ni les désertions clandestines, ni la milice, ni les dignités privilégiées, ni les fonctions publiques des *curiales* ou des décurions (2). On les en faisait descendre, et quant aux fugitifs, ils étaient traqués, atteints, ramenés à leur profession comme des forçats à leurs chaînes.

Enfin le *munus* n'atteignait pas seulement les naviculaires dans leurs personnes, il les poursuivait encore dans

(1) l. 5, C. th. XIII, 5.

(2) l. 3 et 11, *ibid.*

celles de leurs enfants, et cela pour toute la vie, dès leur naissance, afin que rien ne pût les y dérober.

Par surcroît de précaution, on leur défendit même d'exercer leurs fonctions ailleurs qu'à leur domicile d'origine : le mariage même n'était pas pour les femmes astreintes au *munus* par leurs biens, une cause de changement de domicile (1).

Privilèges. — Toutes les immunités accordées jadis par Claude à ceux qui se chargeaient des transports de l'annone furent maintenues ou renouvelées au profit des naviculaires. C'étaient des privilèges, les uns matériels, les autres honorifiques.

Constantin leur accorda l'ordre équestre, les exempta de tous les impôts tant généraux que spéciaux à cet ordre, *collationes*, *oblationes*, *aurum coronarium*, et de toutes les charges publiques, même celle de la curie.

Plus tard d'autres honneurs leur furent encore accordés, tels que les *codicilli honorarii* et la dignité du *perfectissimus* (2).

Quant à leurs navires, ils ne pouvaient être réquisitionnés (*angariari*) pour des transports autres que celui de l'annone. On leur accorda même l'immunité du *portorium* pour toutes les marchandises transportées à leur bord, en même temps que les blés publics (3).

Toutes ces faveurs furent confirmées par Valentinien II et ses successeurs (4).

D'autres privilèges matériels étaient accordés aux naviculaires : par une faveur spéciale de la loi, tout naviculaire avait le droit de revendiquer en tout temps ses biens héréditaires passés aux mains des tiers, même sur une vente

(1) l. 12, *ibid.*

(2) l. 15, C. th. XIII, 5.

(3) l. 4, *ibid.*

(4) l. 17, *ibid.*

aux enchères (*sub hasta*) opérée par le fisc, même si les tiers étaient eux-mêmes naviculaires. Et il avait pour cela le choix entre une action *in rem* et la *persecutio extraordinaria*. Aucune prescription ne lui était opposable. Une seule condition lui était imposée : indemniser le tiers évincé du dommage direct résultant de l'éviction, et des améliorations qu'il avait pu faire (1). En revanche le tiers acquéreur pouvait se défendre contre toute éviction, s'il s'engageait à s'acquitter personnellement du *munus* pour la part et portion du bien qu'il détenait.

Enfin les biens d'un naviculaire décédé sans enfants et intestat, au lieu d'aller au fisc, étaient remis à la corporation (2).

Mesures de protection. — La personne des naviculaires n'était pas moins protégée que leurs biens. Les gouverneurs de province, collecteurs d'impôts, officiers préposés à la garde des ports et des côtes, devaient respecter et faire respecter les privilèges des naviculaires, et s'abstenir à leur égard de toute vexation corporelle ou autre. Leurs infractions à ce devoir étaient punies d'une manière exemplaire et passibles même de la peine capitale (3). Constance atténuant la rigueur de cette peine l'avait remplacée par une amende de dix livres d'or. Mais ses successeurs la rétablirent en y joignant pour le coupable la confiscation de tous les biens (4).

Obligations des naviculaires. — En premier lieu les naviculaires devaient subvenir à tous les frais de construction et d'entretien de leurs navires.

Quand les ressources des naviculaires devenaient insuf-

(1) l. 3, 5 et 6, C. th. XIII, 6.

(2) l. 1, C. J. XI, 62.

(3) l. 4, 5, 10, C. th. XIII, 5.

(4) l. 9 et 17, C. th. XIII — l. 3, C. J. XI, 1.

fisantes pour faire face à ces dépenses on les faisait supporter par les principaux contribuables de leur province. En certaines provinces même, les bois qui leur étaient nécessaires « *publica ligna* » leur étaient fournis gratuitement par voie de réquisition (l. 14. C. th. XIII, 5).

En second lieu, les voyages des naviculaires devaient être accomplis dans certains délais variables suivant les distances. Les plus longs étaient de deux années. Tout retard non justifié, toute avarie résultant du mauvais état de leurs vaisseaux engageait leur responsabilité. Pour répartir les charges également entre tous les membres de la corporation, un roulement fut établi par le Préfet du prétoire, indiquant à chacun l'époque et la durée de ses voyages (1).

Avant chaque départ, le naviculaire devait faire une déclaration des quantités et qualités qu'il avait à bord, en présence et sous le contrôle du gouverneur du lieu d'expédition.

Le préfet de l'annone, lors du débarquement, devait s'assurer qu'aucun changement n'était survenu en route soit dans la quantité, soit dans la qualité des blés, à part un léger déficit (*epimetron*) accordé à titre de déchet. Si le chiffre en était dépassé, le naviculaire était rendu responsable sur tous ses biens. Une fois leurs vaisseaux déchargés, il était prescrit aux naviculaires de les ramener à vide à leur port de chargement, afin d'éviter tout retard pouvant résulter d'une cargaison de retour (2).

Devoirs spéciaux en cas de naufrage. — Il y avait pourtant un cas de force majeure, où l'on ne pouvait imputer à faute au naviculaire de ne pas représenter les blés dont il était comptable. C'était le cas de naufrage soit total, soit partiel de la cargaison. La perte en était mise à la charge

(1) l. 6. C. th. XIII, 5.

(2) l. 4 et 8. C. th. XIII, 5.

de l'État, toutefois sous la condition que la preuve du naufrage fût établie par le naviculaire.

En cas de sinistre, le naviculaire devait se présenter devant le gouverneur de province compétent pour le faire constater et obtenir un arrêt d'indemnité (1). Sa déclaration devait être faite dans un certain délai, un an pour les chargements destinés à Rome, deux ans pour ceux destinés à Constantinople ou aux ports de ravitaillements militaires, (*portus expeditionales*) ; passé ce délai, le naviculaire était tenu de supporter la totalité de la perte (2).

Mais la constatation des naufrages entraînait des formalités sans nombre, des enquêtes longues et difficiles.

Valentinien ordonnait, pour établir la vérité, de mettre à la torture la moitié de l'équipage. Gratien se contenta de la faire donner à deux ou trois matelots, et de préférence au pilote (3). Si tout l'équipage avait péri, on mettait en jugement les parents et enfants du naviculaire. La loi ne dit pas si on leur appliquait aussi la question. Le naufrage était censé prouvé si depuis cinq ans les enfants étaient restés sans nouvelles de leur père.

Régime des biens. — Les fonds héréditaires de chaque naviculaire étaient soumis à un régime spécial. Ils étaient affectés à leurs fonctions et le demeuraient malgré toutes les aliénations ou donations qui pouvaient en être consenties. Rien au monde ne pouvait les y soustraire. Ils étaient comme grevés d'une servitude spéciale, celle de contribuer au « *munus navicularium* » et cette obligation était attachée au fait même de leur possession.

(1) Quel était ce gouverneur compétent ? Cujas indique celui de la province la plus proche de l'endroit du naufrage. Godefroy est d'un avis différent et donne aussi compétence à celui du port destinataire de la cargaison. L'arrêt d'indemnité « *indulgentia* » était accordé par le Préfet du prétoire, sur l'avis du gouverneur.

(2) l. 1, C. th. XIII, 9. — l. 2, C. j., XI, 5.

(3) l. 3, C. th. XIII, 9.

Mais quelle était la part contributoire de leurs détenteurs ? Sans doute une part proportionnelle aux revenus des biens possédés ; le quantum en était fixé soit par les chefs de la corporation, soit par le Préfet de l'annone. Nous n'avons sur ce point que les lois 7, C. th. XIII-6, et 2, c. just. XI-2, relatives au mode de contribution des maisons des naviculaires à Rome.

Ainsi, à côté des naviculaires en titre, chargés d'assurer directement le transport de l'annone, et astreints à leurs fonctions de père en fils, en raison de l'hérédité, il y avait à cette époque toute une classe de citoyens astreints à leur donner une aide annuelle et pécuniaire, à raison des biens qu'ils détenaient. Rien, à part l'abandon de ces biens ne pouvait dispenser de la contribution pécuniaire, affectée à leur possession. La maison impériale elle-même n'en était pas exempte (1).

Toutefois il faudrait se garder de confondre ensemble ces deux sortes d'auxiliaires du service de l'annone. Des différences profondes les séparaient : tandis que rien ne pouvait soustraire les premiers à leurs obligations, les seconds pouvaient s'en affranchir en délaissant les biens qui les leur avaient créées, et ces biens faisaient alors retour à la corporation des naviculaires.

En second lieu, vis-à-vis de l'État, les naviculaires étaient tenus de leurs obligations non seulement sur leurs biens héréditaires mais encore sur tous les biens qu'ils pouvaient acquérir personnellement, et qui se trouvaient ainsi grevés d'une sorte d'hypothèque générale au profit de l'annone. Au contraire les tiers obligés ne l'étaient que sur les biens acquis par eux d'un naviculaire « *portio quæ ab initio navicularia fuit* » (2) et nullement sur leurs biens personnels.

(1) l. 3 et 5, C. th. XIII, 6. — l. 1, C. j. XI, 2.

(2) l. 7, C. th. XIII, 6. — l. 2, C. j. XII, 2.

Les règles que nous venons d'exposer ne furent pas établies sans de nombreuses fluctuations, la preuve en est dans maintes dispositions contradictoires du Code Théodosien.

Un grand nombre de naviculaires, préférant la misère au fardeau de leurs fonctions, ayant fait abandon de leurs biens à des tiers, Constantin ordonna qu'ils seraient mis de force à la place de leurs cédants (1). Valentinien prit une décision différente, et décréta le retour pur et simple à la corporation de tous les biens-fonds aliénés par les naviculaires ; plus tard enfin il permit aux tiers détenteurs de les conserver, à condition d'acquitter les charges qui les grevaient, estimant qu'il était contraire aux règles du droit d'empêcher les transactions sur des biens quels qu'ils fussent (2).

4^e Période. — *Théodose à Théodoric.*

Décadence du service de l'annone.

Toutes ces mesures, malgré leur rigueur et leur multiplicité, n'eurent pas, ce semble, une efficacité bien longue.

L'incurie et la vénalité des fonctionnaires, la fréquence des guerres civiles, les incursions des Barbares amenèrent peu à peu dans le service de l'annone le plus complet désarroi.

Approvisionnée insuffisamment, irrégulièrement, au jour le jour, la capitale déchuée était sans cesse menacée par la famine. Maintes fois les préfets de Rome, et Symmaque en particulier durent implorer le secours des empereurs d'Orient, et ceux-ci envoyer jusqu'au Tibre des vaisseaux d'Alexandrie. A la fin du règne de Théodose (a. 397), la révolte de Gildon en Afrique enleva toute ressource à

(1) l. 1, C. th. XIII, 6.

(2) l. 4 et 7, C. th. XIII, 6. — l. 2, C. J. XI, 2.

Rome et la réduisit à la dernière extrémité, si bien qu'on dut en expulser les esclaves et les étrangers. La grandeur du péril fit prendre quelques mesures énergiques, et provoqua comme un suprême remède les réformes de Théodose et d'Honorius son successeur.

Réformes de Théodose

Recrutement. — En face de la pénurie des membres de la corporation des naviculaires, Théodose ordonna d'y faire entrer de force tous ceux qu'on put trouver; on alla jusqu'à prendre pour ce service les personnes et les biens des *curiales* (1). Etre exempté de la charge des naviculaires devint une faveur exceptionnelle, accordée exclusivement à quelques agents subalternes des services impériaux, *cohortales*, *agentes in rebus* et seulement à cette condition qu'ils ne fussent tenus au « *munus navicularium* » ni par leur naissance, ni par leurs biens (2). Dans chaque province, les *honorati* furent chargés de faire le recensement annuel des naviculaires, de pourvoir à leur remplacement, et de ramener à la corporation ceux qui avaient tenté d'en sortir: on était assuré de leur zèle, car eux-mêmes pouvaient être pris à défaut d'autres remplaçants. Quant à leurs décisions, elles étaient soumises à l'approbation du prince (3).

Privilèges. — Les privilèges des naviculaires furent confirmés, toutefois l'on restreignit l'immunité du « *portorium* » aux marchandises appartenant en propre aux naviculaires qui en faisaient le transport (4).

Obligations. — Tous les naviculaires furent tenus à l'ave-

(1) l. 19, C. th. XIII, 5.

(2) l. 20, C. th. *ibid.*

(3) l. 22, C. th. *ibid.*

(4) l. 23, C. th. *ibid.*

nir d'effectuer leurs voyages en deux ans, aller et retour, et de rapporter dans le même laps de temps leurs décharges (*apochæ*) aux gouverneurs de province. En cas de retard, tous les risques de naufrage étaient supportés exclusivement par eux.

L'État subissait des pertes fréquentes par le fait des naufrages. Théodose décréta qu'à l'avenir, lorsqu'il ne subsisterait aucun témoin d'un sinistre pour en établir la responsabilité, la perte de la cargaison serait supportée par le *Prosecutor frumentî* de la province d'origine du navire disparu ; il était réputé en ce cas être en faute, pour n'avoir pas choisi d'assez bons pilotes (1).

Réformes d'Honorius

Privilèges et mesures de protection. — Après le sac de Rome par Alaric, Honorius chercha à réorganiser une dernière fois, au milieu de la ruine des institutions et des choses, les divers services de l'annone ; il confirma tous les privilèges accordés aux naviculaires, soit par les constitutions des princes, soit par les décrets des Préfets du prétoire, tout en se réservant le droit de les modifier ultérieurement. Il s'attacha spécialement à protéger leurs corporations contre les exactions et les concussions des officiers subalternes, « *apparitores* », placés sous les ordres des gouverneurs de province. Tout concussionnaire était puni au quadruple, et le produit de l'amende versé à la caisse des naviculaires (2).

En revanche toutes les exemptions obtenues par certains d'entre eux furent encore une fois révoquées, et les anciens naviculaires ramenés à la corporation, eux, leurs familles et leurs biens (3).

(1) l. 4, C. th. XIII, 9.

(2) l. 29, C. th. XIII, 5. — l. 5, C. J. XI, 1.

(3) l. 35, C. th. XIII, 5.

Régime des biens. — Les fonds tenus au *munus* y restèrent astreints quel que fût le titre de leur acquisition. Défense fut faite de les céder en conservant pour soi-même l'obligation au *munus* qui les grevait ; car on était réputé s'appauvrir ainsi et se rendre moins apte à supporter les charges de la profession. Le fisc lui-même n'avait pas le pouvoir de vendre les biens des naviculaires en les dégrevant de leurs charges.

Pour une raison analogue il fut interdit de céder ces mêmes fonds à plus pauvre que soi : en pareil cas la vente ne déchargeait pas le vendeur de ses obligations vis-à-vis de la corporation ; il en restait tenu conjointement avec l'acheteur (1).

Ces prescriptions, la dernière surtout, étaient d'une rigueur excessive. Une dernière constitution d'Honorius l'atténua en admettant la prescription libératoire de 50 ans pour les biens et les personnes attachés au *munus navicularium*. Ce délai fut même abaissé à 20 ans quand la vente avait eu lieu en justice (2).

Obligations des naviculaires. — Il importait surtout d'éviter tout retard dans l'arrivée à Rome des convois de l'annone. De nombreuses mesures furent prises par Honorius dans ce but.

C'est ainsi qu'il fut interdit aux naviculaires de s'arrêter à spéculer sur leurs blés, en les vendant à des cours élevés dans certaines contrées pour en racheter d'autres ailleurs, à des cours plus bas. Afin de les en empêcher, ils furent tenus à chaque voyage de retirer leurs décharges dans l'année même de leur départ : une seconde année leur était accordée comme sous Théodose pour les rapporter au gouverneur de leur province (3).

(1) l. 8 et 10, C. th. XIII, 6. — l. 3, C. J. XI, 2.

(2) l. 9 et 10, C. th. XIII, 6.

(3) l. 26, C. th. XIII, 5. — l. 4, C. J. XI, 1.

En second lieu, il leur fut prescrit d'envoyer à Rome le premier tiers du canon annuel dès le commencement de la saison navigable (1). Quant au reste du convoi, si pour une cause quelconque il se trouvait retenu sur le littoral, défense absolue était faite d'en disposer, d'en changer l'itinéraire, de l'amener ailleurs qu'à Rome (2).

Enfin les naviculaires durent effectuer leurs voyages même en dehors de la saison habituelle, sans tenir compte de l'hiver, chaque fois que règnerait un vent favorable. La confiscation des biens était prononcée contre les gouverneurs de province ou officiers des ports qui laisseraient séjourner les navires dans leurs eaux.

Fraudes. — Deux dernières constitutions d'Honorius eurent pour but de réprimer les fraudes de toutes sortes commises tant par l'administration des Préfets de la ville et de l'annone que par les naviculaires eux-mêmes. Tout déficit dépassant les quantités qui leur étaient allouées à titre de déchet par la loi devait motiver une enquête. Elle était faite par le Préfet de la ville, en présence du Préfet de l'annone et de trois *illustres*, dans les cinq jours de l'arrivée du navire au port d'Ostie. Si les deux préfets laissaient écouler ce délai avant d'instruire l'affaire, ils étaient passibles, celui de la ville d'une amende de cinq livres, et celui de l'annone d'une amende de deux livres d'or. En cas de fraude reconnue du naviculaire, ce dernier était conduit sous bonne escorte au gouverneur de sa province, ou au Préfet de l'annone de Carthage, s'il était originaire d'Afrique, et condamné par lui à rembourser à l'État la valeur totale du déficit (3) : sans préjudice de peines plus fortes, s'il y avait eu dol de sa part.

(1) l. 27, C. th. XIII, 5.

(2) l. 5, C. th. XIV, 15.

(3) l. 38, C. th. XIII, 5.

Enfin tout fonctionnaire ou appariteur qui chargé de diriger l'envoi d'un approvisionnement à Rome en prélevait une part quelconque à son profit, était passible d'une peine arbitraire, au gré du magistrat.

Quant aux vendeurs et acheteurs des blés dérobés, ils furent punis, les *honestiores* du bannissement et de la confiscation totale de leurs biens, et les *humiliores* de la peine capitale. Si le coupable était un naviculaire, il était puni de la déportation (1).

Afin de diminuer le nombre des voyages, les navires de la corporation devaient avoir un certain tonnage réglementaire. Défense leur fut faite d'en construire d'un tonnage inférieur, sous peine de confiscation (2). La même peine atteignait ceux qui cherchaient à soustraire leurs navires au service public de l'annone, quand ils étaient réquisitionnés à cet effet (3).

Ces dernières dispositions furent complétées sous Valentinien III successeur d'Honorius, par celles relatives aux caudicaire.

Quant aux enquêtes concernant les naufrages, l'examen en fut confié conjointement au Préfet de l'annone et au *vicarius urbis* (4). C'est la seule mention qui soit faite de ce dernier personnage en cette matière, et sa compétence ne dut pas être de longue durée, car dans la loi 38 C. th. XII, 5, rendue peu de temps après, nous trouvons le Préfet de la ville mentionné à sa place.

Malgré les efforts multipliés d'Honorius, le service des transports de l'annone, un moment reconstitué par lui pour la dernière fois, ne devait pas tarder à suivre dans leur

(1) l. 34, C. th. XIII, 5, — l. 8, C. j. XI, 1.

(2) l. 28, *ibid.*

(3) l. 2, C. th. XIII, 7. — l. 1, C. j. XI, 3.

(4) l. 5, C. th. XIII, 9.

ruine irrémédiable les institutions d'un empire où tout croulait en même temps. Peu à peu les Vandales s'étaient emparés de la Sicile, de la Sardaigne et de l'Afrique. Rome privée de toutes ses ressources d'outre-mer fut réduite à implorer les secours des rois Goths, et la générosité parcimonieuse des empereurs d'Orient, qui lui faisaient l'aumône de quelques rares convois. Des naviculaires d'Afrique, il n'était plus question : nous trouvons une dernière mention de ceux du Tibre sous Valentinien III.

Quant aux naviculaires des autres provinces, ils semblent avoir subsisté tant bien que mal avec les autres corporations publiques jusqu'à la chute de l'empire d'Occident. C'est du moins ce qui semble ressortir de deux constitutions de Valentinien III (445), et d'une constitution de l'empereur Sévère (465) (1).

Enfin le roi Théodoric lui-même eut soin de conserver à Rome l'ancien personnel administratif de l'annone : le préfet du prétoire chargé des achats et des transports ; celui de l'annone chargé des distributions gratuites, de la surveillance des approvisionnements, du poids et de la qualité du pain.

Mais aucune mention n'est plus faite des anciennes corporations de naviculaires. Ils ont disparu corps et biens dans la tourmente : leurs vaisseaux sont remplacés par les « *dromons* » du roi barbare, navires légers servant indifféremment au commerce et à la guerre, qui allaient lever les tributs dans les provinces (2).

(1) Haenel, *Corpus juris antejust.*, Novell. Valentin, III, 28, 35. — Novell. Sever. 2.

(2) Cassiodor, *Variar.*, I, 35, XII, 14, 16, 22, 24, 27.

CHAPITRE V

LA CURA CONDENDI

I. — Les fonctionnaires.

Le Préfet de l'annone avait en second lieu, avons-nous dit, la charge de renfermer et de conserver dans les greniers publics de Rome les approvisionnements qui lui étaient destinés (1) : *curam condendi*.

Il était aidé dans cette tâche :

A Rome par des *Curatores horreorum* ;

En province par des *Præpositi* ;

A Ostie par un *Patronus horreorum portuensium*.

Donnons quelques détails sur chacun d'eux.

Les *Curatores horreorum* ne nous sont guère connus que par des inscriptions (2). On les trouve aussi quelquefois désignés sous le titre de *Procuratores Augusti a frumento* (3). Aussi n'en sait-on qu'une chose, c'est que chacun d'eux avait la direction d'un ou de plusieurs greniers de

(1) Les greniers publics de Rome, au nombre de près de trois cents, étaient situés pour la plupart au pied de l'Aventin, près du port du Tibre (*Navalia*). Deux d'entre eux surtout étaient remarquables par leurs dimensions : les *horrea Sempronia* construits après le vote des premières lois frumentaires, et les *horrea Galbana*, bâtis sous Auguste.

Défense était faite d'élever aucune construction à moins de 100 pieds de distance de ces édifices, afin d'éviter les risques d'incendie, et le Préfet des *Vigiles* était chargé d'en faire surveiller les abords avec soin pendant la nuit. I. 3, C. th. *de off. Præfecti Vigilum*. — Cf. Marquardt, *l. c.*, p. 166.

(2) Willmanns, *Inscr. latin.*, n° 1231. — Pancirole, *Notit. Dignitatum*. — Böcking, II, ch. 4, p. 6.

(3) C. I. I. X, 6573, 8995.

Rome. Comme la plupart des fonctionnaires importants du service de l'annone, ils étaient nommés et révoqués par l'empereur, sans que leurs fonctions eussent une durée limitée.

Mais si nous manquons de détails sur eux, du moins en avons-nous davantage sur le personnel qui était placé sous leurs ordres.

Il comprenait : les *Horrearii* ou *Præpositi*, chargés de la surveillance générale des greniers (1).

Les *Actores* et les *Dispensatores a frumento*, chargés des entrées et des sorties des grains (2).

Les *Saccarii* (3), et les *Mensores frumentarii* (4), chargés les uns des transports, les autres des mesurages, et groupés tous de bonne heure en collèges spéciaux.

Les Codes Théodosien et Justinien nous parlent sous un même titre des *Susceptores* et des *Præpositi horreorum* (C. j. X, 70, C. th. XII, 6). C'est qu'en effet ces deux sortes de fonctionnaires, recrutés et nommés de la même manière, étaient soumis aussi aux mêmes règles en ce qui concernait la durée de leurs fonctions, et l'apurement annuel de leurs comptes (5).

Pourtant, à la différence des *Susceptores*, les *Præpositi* ne pouvaient être choisis parmi les appariteurs des Préfets du prétoire. Ils auraient pu trop aisément commettre des détournements et les dérober à tout contrôle (6).

(1) C. X, 70, C. th. XII, 6.

(2) C. I. l. VII, 333, VI, 8850.

(3) l. unic. C. th. XIV, 22.

(4) C. th. VI, 34. C. j. XII, 28.

(5) l. 5 et 8, C. th. XII, 6. Cependant une dernière loi (l. 33) de Valentinien défendait de choisir en Afrique les *Præpositi horreorum* parmi les *Curiales* ; et cette loi ne visait pas les *Susceptores*. Elle a dû n'être que passagère, car le Code justinien ne l'a pas reproduite.

(6) l. unic. C. th. XII, 10. — l. 2, C. XII, 53.

Citons les principales règles qui concernaient leurs fonctions :

Les gardiens des greniers devaient délivrer sur le champ des reçus de tous les dépôts de grains pris en charge par eux (1).

Ils devaient faire travailler sans cesse les blés qui leur étaient confiés afin d'en empêcher l'échauffement ; ne laisser rien sortir de leurs greniers avant que le canon frumentaire de l'année y fût au complet (2) ; et même alors, épuiser d'abord les approvisionnements anciens avant de toucher aux nouveaux ; enfin livrer à la consommation publique même les blés avariés, en les mélangeant habilement avec d'autres, pour éviter au fisc d'en supporter la perte (3). Un gardien et un mesureur choisis avec soin étaient spécialement affectés à cette dernière besogne, sous la surveillance active des deux préfets de l'annone et de la ville.

Il leur était interdit : de renfermer dans leurs greniers d'autres blés que ceux du fisc (4) ; de vendre les blés du fisc à de simples particuliers pour leurs besoins personnels (5) ; de laisser sortir des grains, sans un ordre exprès du Préfet de l'annone, responsable de leur emploi.

Enfin, pour éviter toute erreur et toute fraude, le registre des entrées et des sorties, constamment tenu à jour, devait être vérifié chaque année par les *Præpositi* avec le concours des *Susceptores*, en présence du vicaire de Rome et du Préfet de l'annone. On accordait à ceux dont les livres étaient reconnus fidèles le privilège de rester cinq années de suite en fonctions (6).

(1) l. 6, C. X, 70. — l. 16, C. th. XII, 6.

(2) l. 2, C. th. XI, 14.

(3) l. 1, C. X, 26. — l. 1, C. th. XI, 14.

(4) l. 16, C. th. XII, 6.

(5) l. 1 et suiv. C. th. XII, 9.

(6) l. 24, C. th. XII, 6.

D'autres *Præpositi* se trouvaient à la tête des greniers publics disséminés dans les provinces (1). Ils avaient les mêmes fonctions, étaient soumis aux mêmes règles. Parmi les greniers qui leur étaient confiés, les uns étaient destinés à conserver les blés de Rome, en attendant la saison favorable pour la navigation : les autres, situés ordinairement près des frontières, étaient réservés aux approvisionnements militaires (2).

Ces *Præpositi*, aux ordres du Préfet de l'annone, étaient placés sous la surveillance immédiate des gouverneurs de province, qui étaient tenus d'inspecter fréquemment leurs magasins (3). Mais il leur était interdit, sous les peines les plus graves, de toucher aux approvisionnements (*species horreaticæ*) qu'ils contenaient : et cela, fût-ce même à titre de simple *mutuum* (4) ; fût-ce même dans une pressante nécessité, pour subvenir à d'autres besoins. Il leur fallait alors une autorisation préalable de l'Empereur (5).

Le *Patronus horreorum portuensium* était, comme son nom l'indique, préposé à la garde des greniers d'Ostie, qui après le creusement du port de cette ville, sous le règne de Claude, avaient remplacé ceux de Pouzzoles (6).

Ses attributions et son mode de nomination varièrent suivant les époques. Il eut d'abord sans doute les mêmes fonctions que les *Curatores horreorum* de Rome, la haute

(1) Amm. Marcell. l. 28, 1 et 6. — l. 16, C. th. XII, 6.

(2) l. 1, 5, 11, 15, 16, 17, 32, C. th. VII, 4.

(3) l. 2, C. X, 26.

(4) l. 1 et 2, C. X, 73.

(5) l. 2 et 3, C. th. XII, 9. — l. 6, C. th. XIV, 15. — l. 3, C. XII, 22.

(6) Le port de Pouzzoles était, avant la création de celui d'Ostie, le seul point de la côte où les convois frumentaires pussent débarquer. De Pouzzoles, les blés étaient conduits par voie de terre à Ostie, d'où ils remontaient le Tibre sur les bateaux des « *caudicarii* ». — Les greniers de Pouzzoles avaient été construits par de simples particuliers qui tiraient de leur location à l'État des gains considérables. — Cf. C. I. l. VIII, 7959, 7960. — Cic., *de finibus*, 2, 26, 84. — Marquardt, *l. c.*, p. 142.

main sur les greniers du port d'Ostie. Et le titre de *Patronus* semble indiquer qu'il était élu par une corporation, sans doute celle des employés des greniers. En tous cas ses fonctions étaient annuelles, et renouvelables comme la plupart des fonctions électives. Il avait enfin, comme les *Susceptores* et les *Præpositi*, l'obligation de rendre compte au terme de chaque exercice, avant d'entamer un exercice nouveau (1).

Honorius modifia tout cela par une loi de l'année 417 (2). On s'était aperçu que les *Caudicarii* du Tibre et les *Mensores portuenses* commettaient des fraudes considérables au préjudice de l'annone, en substituant des blés de qualité inférieure à ceux qu'ils étaient chargés d'extraire des greniers d'Ostie et de transporter jusqu'à Rome.

En conséquence il fut décidé qu'à l'avenir les deux corporations éliraient en commun tous les cinq ans un de leurs patrons aux fonctions de *Patronus horreorum portuensium*. Et outre ses attributions habituelles, ce dernier devait être spécialement chargé d'envoyer à ses collègues de Rome un échantillon (*digma*) de tous les blés expédiés. De cette façon toute substitution devenait impossible.

A sa sortie de charge, s'il en avait rempli les fonctions avec probité, le *Patronus horreorum portuensium* était promu de droit à la dignité de comte du 3^e ordre : dans le cas contraire il était privé de tous ses biens et condamné aux plus vils offices de la *pistrina*.

Ce fonctionnaire, placé sous les ordres du Préfet de l'annone, avait lui-même à sa disposition plusieurs corporations importantes affectées au service de l'annone, celles des *Saccarii*, des *Mensores portuenses* et des *Caudicarii*.

(1) l. unic. C. th. XIV, 23.

(2) l. 9, C. th. XIV, 4.

Nous venons même de voir qu'il était l'élu de ces deux dernières.

Nous avons parlé plus haut des *Caudicarii*. Disons quelques mots des *Mensores*.

II. — Les corporations.

Les Mensores publici (1). — Leurs corporations avaient pour fonctions de mesurer, soit au départ, soit à l'arrivée des flottes des naviculaires, soit à l'entrée, soit à la sortie des greniers publics, les quantités de blé transportées pour le service de l'annone.

Il en est fait mention pour la première fois sous les règnes de Marc-Aurèle et de Commode, qui leur accordèrent la dispense de toute tutelle ou curatelle (2) et furent vraisemblablement leurs créateurs.

Ceux d'Ostie « *Mensores portuenses* » étaient en relations constantes avec les caudicaire du Tibre. L'harmonie et la bonne foi semblent même avoir été assez rares entre eux, les mesureurs fraudant sur le nombre de leurs mesures, et les caudicaire sur la qualité des blés transportés par leurs soins.

Aussi Honorius imagina-t-il, comme nous l'avons vu, de faire élire par les deux corporations des patrons quinquennaux avec mission de prévenir et de réprimer ces fraudes réciproques (3).

Comme toutes les autres corporations affectées au même

(1) Il ne faut pas les confondre avec d'autres « *mensores* », sortes de fourriers impériaux, dont il est question aux T. 28, C. j. XII, et T. 34, C. th. VI. — Cf. Cujas, T. I, 759, C.; T. II, 692, B. 811, C. D. E. 943, C. D.; T. III, 301, D.; T. X, 856, A.

(2) l. 25, D. XXVII, 1.

(3) l. 9, C. th. XIV, 4.

service, celle des mesureurs était placée sous les ordres directs du Préfet de l'annone. Par une faveur spéciale ses trois plus anciens patrons furent comme ceux des caudicaire soustraits à sa juridiction pénale et placés immédiatement sous celle du Préfet de la ville.

Les mensores de Rome étaient désignés sous le nom de *Mensores machinarii* (1).

Les Saccarii portus Romæ. — Le service du déchargement de l'annone à Ostie était confié à la corporation des *Saccarii*.

En échange de leurs obligations, ils avaient le monopole de tous les déchargements du port. Le tarif en était établi par le Préfet de l'annone ; et il était interdit aux particuliers d'employer d'autres portefaix au débarquement de leurs marchandises, fût-ce même leurs propres esclaves, à peine d'amende du cinquième de leur valeur (2).

En revanche, tout *Saccarius* qui se rendait coupable d'un détournement de marchandises était puni plus gravement qu'un voleur ordinaire ; fustigé, banni ou condamné aux travaux publics suivant la gravité du fait (3).

(1) Orelli, 4107, 4235.

(2) l. unic. C. th. XIV, 22.

(3) l. 7, D. XLVII, 11.

CHAPITRE VI

LA CURA DIVIDUNDI

I. — Les fonctionnaires.

Le préfet de l'annone avait sous ses ordres, pour les distributions gratuites de l'annone, des auxiliaires désignés d'abord sous le nom de *Quatuorviri*, puis de *Curatores* (1).

Quand les distributions se faisaient sur les fonds de la caisse du Sénat (*ærarium Saturni*), les fonctionnaires chargés des distributions étaient nommés par le Sénat lui-même et désignés sous le nom de *Præfecti frumenti dandi ex S.-C.* (2).

A la différence de ce qui se passait sous la République, où les distributions de blé étaient faites par chaque édile dans son quartier, elles n'eurent lieu tout d'abord, sous Auguste et ses successeurs, qu'à un seul endroit, le « *Porticus Minucia frumentaria* » situé dans la 9^e région de la ville. On y préposa bientôt un fonctionnaire unique « *Procurator Minuciæ* » (3) et les distributions de blé furent faites par les soins des *Mensores* sous sa surveillance immédiate.

(1) Naudet, *l. c.*, p. 63.

(2) Pigeonneau, *l. c.*, p. 82. — *Corpus Inscr. Lat.*, n^{os} 2377, 2702, 6492. — Orelli, n^{os} 3119, 3128, 3141, 5368.

(3) Depuis Caracalla, ce fonctionnaire fut également préposé à la distribution des eaux dans la ville et prit le titre de *Curator aquarum et Minuciæ* (Gruter, 459, n^o 7. — Orelli-Henzen, 77, 1084, 1091, 1186, 2377, etc.).

Une garde spéciale d'affranchis, créée par Auguste, maintenait l'ordre pendant les distributions (1).

Plus tard, à partir du règne d'Aurélien (2), quand les distributions de blé firent place à des distributions de pain, elles devinrent de mensuelles quotidiennes, et furent confiées aux *Pistores*. Elles eurent de nouveau lieu dans chaque quartier sur des estrades (*gradus*) élevées au-dessus du sol ; car pour éviter des ententes frauduleuses, défense était faite aux boulangers d'en opérer la livraison dans leurs boutiques : ils n'avaient même pas le droit de transporter le pain d'une estrade à une autre. L'administration de l'annone devait assurer l'observation de cette loi, et était rendue responsable des infractions qui lui étaient faites (3).

II. — Les corporations. — « Pistores » et « Catabolenses ».

I. Les Pistores.

La corporation des boulangers fut constituée librement sous le règne de Trajan, mais elle devint bientôt comme les autres obligatoire et héréditaire.

Ils étaient répartis entre les boulangeries (*pistrinæ*) des quatorze régions de Rome et avaient charge de moudre en même temps que de cuire. Défense leur était faite de permuter entre eux sans une autorisation spéciale.

Chaque boulangerie était dirigée par un patron pris tous les cinq ans dans la corporation. Il en avait le matériel en consigne et devait rendre compte en sortant de charge. Ses biens et ceux de la corporation tout entière en répon-

(1) Suét., *August.*, 25.

(2) Vopiscus, *Aurelian.*, ch. 47.

(3) 1. 2, 3, 4, C. th. XIV, 17.

daient (1). Chaque année tous les patrons des *Pistrinæ* se réunissaient pour élire un chef chargé de l'inspection générale du service, et de la gestion des revenus communs. Il représentait en même temps le collège devant les tribunaux, et rendait compte à la fin de l'année de son administration (2).

Enfin les *Pistores* étaient placés, comme les autres corporations affectées au même service, sous les ordres directs et la surveillance du Préfet de l'annone.

Recrutement. — Sous de nombreux rapports la condition des *Pistores* était plus dure encore que celle des autres *Collegiati*.

Aucun privilège, aucune excuse, ni la milice, ni le décourionat, ni la cléricature, ni aucune autre fonction publique, ni même un rescrit du prince ne pouvait les en exempter. Il était interdit aux *Pistores* de demander cette exemption, et aux magistrats de la prononcer, sous peine d'une amende qui varia de 2 à 5 livres d'or. Les fonctionnaires qui appuyaient ou recommandaient une pareille requête étaient passibles de la même peine (3).

Enfin défense était faite aux magistrats de laisser les boulangers abandonner leur profession ou disposer de leurs biens affectés au « *munus pistorium* », et cela même avec l'autorisation de la corporation ou celle du prince. Par exception les *Pistores* nommés sénateurs, pouvaient quitter leur corporation, à condition de se faire remplacer par un membre de leur famille apte à ces fonctions (4).

1° *Originis vinculo.* — La charge des *Pistores* était héréditaire de père en fils. Toutefois ce dernier n'était tenu

(1) Bouchard, *l. c.*, p. 143.

(2) l. 7, C. th. XIV, 3.

(3) l. 8, 11, 18, 20, C. th. XIV, 3.

(4) l. 6, 7, 8, 18, C. th. XIV, 3. — l. 4, *ibid.*

qu'à partir de vingt ans des obligations paternelles, mais à charge pour la corporation de lui donner un suppléant jusqu'à cette époque, afin que le chiffre de ses membres fût toujours au complet (1). A part cette exemption temporaire, les fils de *Pistores* ne pouvaient échapper à leurs fonctions par aucun moyen, même en faisant abandon de leur patrimoine, ou en subrogeant quelqu'un à leur place.

2° *Connubio*. — En second lieu la charge de *Pistor* était transmissible par le mariage. Aussi, pour maintenir le bon renom de la profession, était-il interdit aux filles des *Pistores* de s'allier à des comédiens ou des gladiateurs, à peine pour ceux-ci d'être fustigés, bannis, et privés de leurs biens au profit de la corporation. De plus tout magistrat qui cherchait à faciliter de tels mariages était passible d'une amende de 10 livres d'or (2).

Cette transmission était d'ailleurs obligatoire et inévitable. Certains maris ayant cherché à s'affranchir de charges qui les rebutaient en dissipant la dot de leurs femmes, n'en furent tenus que plus rigoureusement encore, et traités comme s'ils étaient nés eux-mêmes dans la corporation (3).

3° *Bonis*. — Le *Munus pistorium* était comme celui des naviculaires transmissible par l'acquisition des biens d'un membre de la corporation, soit entre-vifs, soit par voie héréditaire. Le tiers acquéreur ou héritier qui voulait s'en libérer devait rendre l'immeuble ou la succession qui en étaient grevés soit à la corporation, soit aux parents du *de cujus* qui en faisaient partie.

Quant aux biens propres de la corporation, ils étaient comme de juste incessibles et inaliénables.

(1) l. 5, C. th. XIV-3.

(2) l. 2. C. th. XIV, 3 — l. 21, *ibid*.

(3) l. 14, C. th. XIV, 3.

4^o *Pœnd aut officio*. — Ce dernier genre de recrutement, comme les autres obligatoire et forcé, semble avoir été spécial à la corporation des *Pistores*, où il suppléait tant bien que mal à l'insuffisance des autres.

Une constitution de Constantin renouvelée par Valentinien prescrivit de prononcer l'incorporation dans le collège des *Pistores*, à titre de peine des légers délits (1).

Une autre constitution du même empereur ordonnait au Proconsul d'Afrique d'envoyer à Rome tous les cinq ans un certain nombre de nouvelles recrues pour la corporation. Il devait les choisir parmi des *officiales* désignés par Constantin, et appartenant soit au Proconsul lui-même, soit aux autres magistrats de la province (2). Tout fonctionnaire qui tentait de soustraire ses subordonnés à cette obligation y était soumis à leur place. Plus tard cette peine fut remplacée par une amende de 50 livres d'argent (3).

Privilèges. — Les *Pistores* jouissaient à peu près des mêmes privilèges que les naviculaires. Ils étaient dispensés de toute tutelle ou curatelle, de toute charge personnelle ou publique, et partageaient avec le fisc le droit de plaider leurs affaires devant les tribunaux même les jours fériés (4). Ils pouvaient aussi en récompense de leurs services être nommés sénateurs, sous les conditions que nous avons vues plus haut (5). Toutefois, à la différence des naviculaires la dignité du *perfectissimatus* leur était interdite (6).

Enfin des mesures spécialement rigoureuses protégeaient les *Pistores* contre les exactions ou les concussions des

(1) l. 3, 5, 6, 7, 9, C. th. IX, 40.

(2) l. 12, C. th. XIV, 3. — Serrigny, *l. c.*, p. 267. — Naudet, *l. c.*, p. 61.

(3) l. 17, C. th. XIV, 3.

(4) l. 5, C. th. II, 8.

(5) l. 4, C. th. XIV, 3.

(6) l. unic, C. th. VI, 37.

fonctionnaires subalternes de l'annone. Si en particulier le coupable était un appariteur des deux Préfets de la ville ou de l'annone, il était condamné (*nexus*) aux plus pénibles offices de la *Pistrina* (1).

Régime des biens. — Les biens fonds des *Pistores* se divisaient comme ceux des naviculaires en deux catégories :

1^o Biens corporatifs affectés à leur charge *dotis nomine* ; c'étaient leurs biens héréditaires, ceux acquis d'autres membres de leur corporation, enfin ceux provenant des gains de leur commerce. La charge dont ils étaient grevés les suivait en toutes mains. Ils finirent même par être déclarés inaliénables (2).

2^o Biens affranchis du « *Munus* ».

C'étaient ceux qui ne rentraient dans aucune de ces catégories. Ils étaient encore régis, malgré cela, par des lois spéciales.

Ils pouvaient être vendus, sauf à certaines catégories de personnes, *officiales*, magistrats, sénateurs. Cette règle avait pour but de prévenir toute collusion, toute fraude en ce qui concernait leurs fonds dotaux. Mais en revanche ils ne pouvaient être donnés qu'à leurs successibles, afin de ne pas appauvrir le patrimoine de ces derniers, ce qui les eut rendus moins aptes à exercer leurs fonctions.

Pour une raison semblable, ils ne pouvaient être légués valablement à des tiers que si ces derniers embrassaient la profession (3).

Tel était sous Valentinien l'état de la législation concernant les biens des *Pistores*. Mais avec l'abandon général de l'agriculture au Bas Empire, et la décadence de leur cor-

(1) l. 22, C. th. XIV, 3. Rappelons que la même peine était infligée aux patrons des *Mensores Portuenses* et des Caudicairens s'ils commettaient des prévarications (l. 3, C. th. XIV, 4).

(2) l. 13, C. th. XIV, 3.

(3) l. 3, C. th. XIV, 3.

poration, les *Pistores* finirent par laisser en friche leurs biens corporatifs qu'ils ne pouvaient plus ni cultiver, ni aliéner : afin de remédier à ce fâcheux état de choses, Honorius prescrivit de concéder des beaux emphytéotiques, « *jure perpetuo* », sur toutes les anciennes terres corporatives désertées par les boulangers, à condition d'en verser les revenus à leur corporation. Valentinien III renouvela les mêmes prescriptions en enjoignant de prendre de préférence comme concessionnaires les citoyens fugitifs chassés d'Afrique par l'invasion des Vandales (a. 454) (1).

Notons enfin pour être complet, une dernière disposition d'Honorius relative aux *pistrinæ*.

Des concessions particulières avaient peu à peu détourné une partie de l'eau qui leur servait de force motrice, d'où étaient résultées des diminutions dans le rendement des meules. Honorius défendit à l'avenir toute nouvelle concession de ce genre à peine d'une amende de 5 livres d'or, contre ceux qui les auraient sollicité, et les fonctionnaires du service de l'annone qui les auraient accordées (2).

Obligations. — La corporation des boulangers recevait gratuitement les grains du service de l'annone. Elle devait fournir la main-d'œuvre, de façon à livrer chaque jour les pains nécessaires aux distributions publiques ; en échange elle jouissait des revenus des biens fonds que les empereurs lui avaient assignés comme dotation. Mais peu à peu ces fonds, mal administrés, ayant fini par ne plus rien rapporter, les boulangers exigèrent une rétribution pour les pains livrés par eux aux bénéficiaires de l'annone gratuite. Les mesures d'Honorius et de Valentinien relativement aux biens fonciers de la corporation eurent pour but de ramener la gratuité dans les distributions publiques.

(1) C. th. Nov. Valentin, XI. *De prædiis pistoriis Afris deputandis*.

(2) l. 4, C. th. XIV, 15.

Outre le pain fourni pour cet usage « *panis gradilis* », outre celui fabriqué pour leurs clients ordinaires, avec des blés achetés par eux, les boulangers étaient encore tenus de débiter à la plèbe une certaine quantité de pain à prix réduit « *panis ostiensis* ou *fiscalis* ». Le prix de chaque pain ne devait pas dépasser le tarif imposé par le Préfet de l'annone, sous peine d'une amende de 2 livres d'or. Ce tarif était d'environ un sesterce. Mais les *Pistores* cherchaient à retrouver leur compte en faisant ce pain de qualité inférieure (1).

II. Les *Catabolenses*.

De même que les *Saccarii* formaient une corporation de porteurs au service des naviculaires, de même les *Catabolenses* en formaient une autre au service des boulangers. Ils portaient les grains des greniers publics aux *Pistrinæ*, et les pains des *Pistrinæ* aux endroits où s'en faisait la distribution.

Recrutés parmi les affranchis, qu'on enrôlait de force au besoin, ils devaient posséder soit un petit pécule de trente livres d'argent au minimum, soit des biens fonds qu'on affectait aux besoins de leur corporation (2).

(1) l. unic. C. th. XIV, 19. — Cf. Cujas. T. II, 807 A. — T. III, 459 C. — T. IX, 715 D. — T. X, 856 A. D.

(2) l. 9 et 10, C. th. XIV-3.

CHAPITRE VII

CONTRÔLE DU SERVICE DE L'ANNONE. — FRAUDES ET PÉNALITÉS.

I. — Contrôle et comptabilité du service de l'annone.

Le service de l'annone, comme tous les grands services administratifs, avait sa caisse spéciale, ses comptables, son contrôle financier (*fiscus stationis annonæ*). Ce dernier faisait partie de celui du Trésor public (*fiscus, ærarium sacrum, sacræ largitiones*) où venaient d'une façon générale se concentrer tous les impôts (*largitionis tituli*). Là s'opérait la vérification des comptes des provinces qui concouraient à l'approvisionnement des deux capitales (1).

A l'opposé de celle destinée aux citoyens, l'annone destinée à l'armée dépendait de l'*Arca Præfecturæ* ou caisse militaire, qui faisait partie du trésor privé de l'empereur (*Res privatæ, privatæ largitiones*) et servait spécialement à l'entretien de la cour et de l'armée. Elle était alimentée par l'annone des provinces que le service de Rome et de Constantinople n'avaient pas absorbées. En présence de charges toujours croissantes, il fallut y joindre plus tard une partie des *Portoria* et des *Caduca*.

Quant aux fonds qui servaient aux *Coemptiones*, achats publics destinés à combler les moins-values de l'annone, ils étaient originairement prélevés sur deux caisses différentes, suivant la juridiction qui en prenait l'initiative.

(1) Mommsen, *Staatsrecht*, II, 962, note 1. — Marquardt, *l. c.*, p. 167.

Ils étaient fournis par la caisse du Sénat (*Ærarium Saturni*) quand les achats avaient lieu sur son ordre et par le trésor public (*Ærarium Sacrum*), quand ils avaient lieu sur celui de l'empereur. La caisse qui avait fourni les fonds était chargée d'en contrôler l'emploi. Mais le Sénat perdit de bonne heure à Rome tout au moins ses attributions financières et la gestion de ses deniers. Au Bas Empire il n'était plus question de l'*Ærarium Saturni*. Mais en revanche les empereurs avaient créé et doté une caisse spéciale, *Arca frumentaria*, chargée de subvenir à tous les achats de blé nécessaires (1).

A la comptabilité du service de l'annone étaient préposés des *arcarii* dont le recrutement et les obligations paraissent avoir été identiques à celles des *Susceptores* et des *Præpositi* (2).

Elle avait pour but de vérifier les comptes :

1° des collecteurs chargés du recouvrement des *Annonariæ functiones* ;

2° des fonctionnaires chargés des achats publics (*comparationes publicæ, coemptiones*) ;

3° des naviculaires chargés des transports ;

4° des gardiens des greniers ;

5° des boulangers à qui les blés étaient délivrés par le service de l'annone.

Les trésoriers étaient secondés dans leur office par des commis aux écritures (*tabularii*).

Contrôle sur les collecteurs de l'annone. — Les collecteurs étaient tenus, sous les peines les plus graves, de délivrer aux contribuables des quittances de tout ce qui

(1) I. 2, C. th. XII, 11. — Willems, l. c., p. 581 et suiv. — Darenberg et Saglio, *Dictionn. des Antiq. Rom.* mot *arca*.

(2) Cf. t. *De susceptoribus, præpositis, arcariis*. — C. j. X, 70. — C. th. XII, 6.

leur était remis. Recueillies par les contrôleurs du fisc, elles étaient expédiées aux *Tabularii* et servaient de pièces comptables. Les collecteurs devaient justifier du versement de leur montant, soit aux greniers publics, soit aux naviculaires chargés des transports (1).

Contrôle sur les naviculaires. — Avant d'être livré aux naviculaires, le tribut remis par les collecteurs était vérifié et recensé par les soins des *Procuratores annonæ* du port de chargement ; ils dressaient en même temps un état d'expédition, dont le double était remis aux naviculaires à titre de connaissance. Dès leur arrivée à destination, ces derniers devaient le faire vérifier par le Préfet de l'annone (2).

Les *Mensores* du port dressaient sous ses yeux un état de réception de la cargaison qui devait concorder exactement avec le connaissance présenté.

Cette vérification faite, l'administration était tenue de délivrer aux naviculaires, dans les dix jours, une décharge en règle, (*relatoria*), qui devait être rapportée, comme son nom l'indique, au *Procurator* du port de chargement dans un délai maximum de deux ans à compter du départ ; et cela sous peine de fortes amendes (3).

Outre le premier contrôle fourni à l'administration de l'annone par le connaissance, outre celui fourni par la comparaison des décharges avec les états d'expédition, un troisième contrôle était imposé aux gouverneurs de province, tenus de faire collationner simultanément les états d'expédition avec les décharges et les états de réception que des secrétaires du préfet de l'annone devaient leur rapporter chaque année (4). De cette façon, sauf le cas de collusion

(1) l. 2, C. th. XI, 1.

(2) l. 38, C. th. XIII, 5. — l. 2, C. th. XIV, 15.

(3) Bouchard, *l. c.*, p. 138.

(4) l. 13, C. th. XI, 1.

entre tous ces fonctionnaires, toute espèce de fraude était rendue impossible. Enfin le résultat définitif de ce troisième contrôle était transmis aux bureaux du préfet de l'annone et plus tard à ceux du préfet du prétoire.

En résumé, un contrôle rigoureux et de tous les instants était exercé par les fonctionnaires supérieurs de l'annone sur leurs subalternes.

A la fin de chaque exercice, les préposés à tous les services devaient rendre compte de leur gestion, avant d'entreprendre celle de l'exercice suivant ; ce compte était rendu par les receveurs urbains et suburbains de l'annone (*annonæ susceptores*) au préfet de la ville : par les directeurs des greniers publics au préfet de l'annone : par les naviculaires aux gouverneurs des provinces dont ils effectuaient les transports (1).

II. — Fraudes et pénalités.

Mais à lire le Code Théodosien et ses pénalités multipliées contre les prévarications, les concussions et les rapines des agents de l'annone, il est facile de voir combien souvent ce contrôle était annulé par la connivence des supérieurs avec leurs inférieurs, dont ils partageaient les gains illicites au lieu de les réprimer.

Les choses en vinrent même à ce point qu'à la fin de l'Empire, Valentinien III (a. 445) défendit aux gouverneurs de quitter leurs provinces moins de trois mois après la cessation de leurs fonctions, afin de les empêcher de se soustraire aux poursuites dont ils étaient passibles en cas de

(1) Serrigny, *Dr. public et administratif des Romains*, I, p. 265. — I. 1, C. th. XIV, 23. — I. 24, C. th. XII, 6.

concussion (1). Ils furent punis des peines les plus rigoureuses chaque fois qu'ils détournaient ou laissaient détourner une portion quelconque du canon frumentaire de sa destination primitive (2) et rendus responsables d'une façon générale, non seulement de leurs prévarications personnelles, mais encore de celles de leurs subordonnés, qu'ils n'avaient pas su ou voulu réprimer (3).

Les *Pistores* semblent avoir été plus encore que les autres employés du service de l'annone, enclins aux fraudes et aux concussions de toutes sortes. Cela ressort clairement de tout le luxe des prohibitions édictées contre eux. Défense leur était faite d'employer à d'autres usages que la fabrication du pain le blé que leur délivraient les greniers publics. Ils devaient rendre compte de leur emploi et rembourser à l'Etat les déficits provenant de leur fait (4).

Pour prévenir autant que faire se pouvait leurs fraudes et leurs détournements, la profession des boulangers était déclarée incompatible avec celle de naviculaire, de caudicaire, de mesureur des grains, d'intendant des greniers de l'Etat (5).

Le préfet de l'annone, chargé de la surveillance de la corporation, devait prononcer l'exclusion de tout boulanger « *decoctor* » c'est-à-dire convaincu d'avoir dissipé soit les blés qui lui avaient été confiés, soit les biens fonds ou le matériel dont il était dépositaire (6).

Certains *Pistores* se rendirent quelquefois coupables de

(1) Nov. Valentin, inter Theodosian. XXIII, *de tributis fiscalibus*.

(2) l. 1, C. j. X, 16. — l. 3, C. j. XI, 22. — l. 3, C. j. X, 26. — l. 6, C. th. XIV, 15. — l. 1 et 22, C. j. X, 73.

(3) l. 11, C. j. X, 16. Ces peines étaient l'amende du quadruple, la confiscation, ou la déportation pour eux-mêmes, la mort pour leurs chefs de service (*primates officiorum*).

(4) l. 16, C. th. XVI, 3. — l. 4 C. th. XIV, 15.

(5) l. 2, C. th. XIII. — l. unic., C. j. XI, 15.

(6) l. 15, C. th. XIV, 3.

crimes beaucoup plus graves encore. Au milieu des troubles fréquents qui désolaient Rome vers la fin de l'empire, ils firent de leurs boutiques de véritables coupe-gorges où les étrangers étaient attirés, dépouillés, séquestrés, et attachés aux meules, comme des esclaves. Théodose ayant découvert les auteurs de ces forfaits en fit un châtiment exemplaire (1).

On pourrait citer encore un grand nombre de pénalités du Code Théodosien visant tout particulièrement les fraudes et les concussionnements commises dans le service de l'annone : la peine de mort était prononcée contre les collecteurs coupables de déprédations ou d'exactions ; elles devinrent malgré cela si universelles que, pour y soustraire les contribuables, on leur permit de se libérer directement pendant quatre mois d'abord, pendant toute l'année ensuite entre les mains des *cognitores provinciarum* (2).

Concurremment avec ces mesures on usa de moyens préventifs contre la vénalité des employés de l'annone. Des catégories entières de fonctionnaires en furent exclus. Théodose II interdit au préfet du prétoire de choisir les comptables (*chritologi*) et les mesureurs (*zygostatæ*) de l'administration des blés à Alexandrie parmi les *curiales*, presque tous concussionnaires. Valentinien défendit, pour les mêmes raisons aux appariteurs du préfet de la ville de participer en rien au service de l'annone (3).

Fraudes dans les distributions gratuites. — Le Code Théodosien édictait en cette matière les pénalités les plus rigoureuses et les plus multipliées :

Peine de mort contre les employés de l'annone qui ad-

(1) Socrate, *Hist.*, V, ch. 18.

(2) l. 1, C. th. XIV, 26. — l. 1 C. j. XI, 27. Le bénéfice du paiement spontané se nommait « *autopragia* ».

(3) l. 9, C. j. X, 16. — l. 32, 34, 35, C. th. XI, I.

mettaient aux distributions gratuites des individus non inscrits sur la liste des bénéficiaires ;

Condamnation aux travaux les plus pénibles de la *Pistrina* (*servitus in vinculis*) contre les esclaves qui obtenaient par fraude une part dans ces distributions ;

Peine de la confiscation contre leurs maîtres s'ils étaient de connivence avec eux ;

Enfin d'une façon générale, pour les fraudeurs de condition libre, incorporation de leurs personnes et de leurs biens dans le collège des *Pistores* (*exercitatio*). A défaut de biens on s'en prenait à leurs personnes qui devenaient esclaves de la *Pistrina* (*operaria servitus*) (1).

Toutes ces mesures, toutes ces pénalités prouvaient par leur sévérité même combien étaient fréquentes les fautes qu'elles punissaient. Et, remarque M. Naudet (2), il est vraiment curieux de voir à quel point même dans des dispositions prises dans un but de bienfaisance, la législation des empereurs était prodigue de menaces, de terreurs, de confiscations et de supplices.

(1) l. 6, C. th. XIV, 47.

(2) Naudet, *l. c.*, p. 66.

CHAPITRE VIII

APPROVISIONNEMENTS ACCESSOIRES RELEVANT DU SERVICE DE L'ANNONE.

Outre les approvisionnements de blé, le Préfet de l'annone avait la charge de maintenir sur les marchés de Rome l'abondance de toutes les denrées nécessaires à la vie, telles que la viande, l'huile et le vin.

Mais tandis qu'il se trouvait être le chef direct et immédiat du service des fournitures d'huile et de blé, il n'avait dans les autres services que des attributions de surveillance, de contrôle ; la direction et l'administration en étaient déléguées à des chefs spéciaux : le *Tribunus fori suarii*, et le *Rationalis vinorum*. Tous deux relevaient comme lui du Préfet de la ville (1). Comme le Préfet de l'annone encore, ils devaient :

1° Assurer chacun dans son service les approvisionnements nécessaires à Rome ;

2° Pourvoir aux distributions en nature octroyées par la munificence des empereurs, tantôt gratuitement, tantôt à prix réduit.

I. — La viande. — « Suarii » et « Pecuarii ».

Les approvisionnements de viande étaient assurés par les prestations en nature qui frappaient les contribuables

(1) Bouchard, *l. c.*, p. 58. — Pancirole, *Notit. dignitatum*, p. 119.

de certaines parties de l'Italie. C'est ainsi que les Campaniens, les Samnites, les Lucaniens, les Brutiens et les Toscans devaient les uns un dixième et demi, les autres deux dixièmes de leurs troupeaux, à titre de contribution annuelle (*animalis functio*).

Un *inspector* ou *peræquator* spécial était chargé de statuer sur les demandes en dégrèvement ou en décharge (1).

Les Suarii et Pecuarii. — Quant au recouvrement de l'impôt du bétail, il fut confié pendant presque toute la durée de l'empire à deux corporations spéciales, celles des *Pecuarii* et des *Suarii* créées en même temps, et soumises aux mêmes règles que les autres corporations du service de l'annone.

Longtemps distinctes l'une de l'autre, elles furent réunies et fondues en une seule par Honorius (2).

Leurs membres avaient les trois fonctions suivantes :

1° Ramener à Rome les têtes de bétail provenant de l'impôt ;

2° Employer en achats de bétail les sommes provenant du rachat facultatif (*adæratio*) des contribuables, et le conduire également à Rome ;

3° Assurer l'approvisionnement quotidien du *forum suarium*, et pourvoir aux distributions de viande octroyées à la plèbe.

A l'opposé de ce qui avait lieu pour les blés, le rachat en argent des prestations de bétail (*adæratio*) fut toujours facultatif, et quelquefois même obligatoire, comme au début du règne de Constantin et pendant celui de Julien son successeur (3). Mais les *Suarii*, chargés à l'origine du recouvrement des prestations rédimées, leur fixaient des taux

(1) l. 12 et 13, C. j. X, 16.

(2) l. 10, C. th. XIV, 4.

(3) l. 1 et 3, C. th. XIV, 4.

absolument arbitraires. Pour mettre fin à leurs exactions, les empereurs décidèrent tout d'abord que l'*adœratio* se ferait au cours du marché de Rome, sans pouvoir toutefois dépasser un maximum de 6 *folles* par livre. Puis ce premier remède n'ayant pas suffi, le recouvrement des prestations rédimées fut enlevé d'une façon définitive aux *Suarii* et aux officiers du préfet de la ville qui en étaient chargés concurremment avec eux « *quoniam solent esse provincis perniciosi* (1) », pour être confié à un collège de collecteurs locaux (*Ordo suarius*), désigné par les proconsuls et les Curiales des provinces imposées. L'histoire ne dit pas au reste si les contribuables s'en trouvèrent mieux. L'*Ordo suarius* eut droit comme indemnité au tiers de l'*epimetron* perçu par les *Suarii*, et en outre à une gratification annuelle de 5,000 amphores de vin.

Quant aux sommes provenant de l'*adœratio*, elles furent à l'avenir versées dans la caisse du préfet du prétoire (*arca prætoriana*), et remises aux *Suarii* au fur et à mesure des achats nécessaires.

Enfin Valentinien alla plus loin encore et transporta des *Suarii* à l'*Ordo suarius* le recouvrement de l'impôt en nature comme celui de l'impôt rédimé. Les *Suarii* ne furent plus chargés à l'avenir que de l'achat, de la conduite, de l'abatage et du détaillage du bétail destiné à Rome, et nécessaire soit au ravitaillement quotidien du *forum suarium*, soit aux distributions gratuites faites à la plèbe (2).

Comme toutes les corporations de Rome, les *Suarii* avaient des privilèges spéciaux. Gratien leur donna l'exemption des *munera sordida*, faveur confirmée plus tard par Théodose ; Valentinien leur accorda l'exemption de toutes peines corporelles et Honorius le bénéfice de la juridiction

(1) l. 3, C. th. XIV, 4.

(2) l. 4, *ibid.*

de Rome pour toutes les actions intentées soit contre eux, soit par eux-mêmes (1). Leurs trois plus anciens patrons avaient droit à la dignité de comte du 3^e ordre.

Enfin Valentinien III y joignit la distinction du *cingulum* et renouvela en même temps pour leurs subordonnés l'exemption de toute charge publique et de toute peine corporelle (2).

A cela se joignaient des privilèges pécuniaires. Il était accordé aux *Suarii* et *pecuarii*, a titre de déchet ou *epimetron* un vingtième du bétail transporté par leurs soins, et de plus une gratification annuelle de 17.000 amphores de vin fournies par l'*arca vinaria* (3).

Quant aux sommes provenant des prestations rédimées en argent, elles ne donnaient lieu à aucun *epimetron*, car aucun déchet n'était à craindre avec elles.

Recrutement. — Malgré tous ces privilèges, le recrutement des *Suarii* paraît avoir été tout aussi malaisé que celui des autres corporations au service de l'annone. Eux aussi s'ingéniaient sans cesse à désertir leurs fonctions. A la fin du règne de Constantin notamment, leur nombre était devenu si restreint, que l'empereur dut faire ouvrir des informations contre les disparus et menacer de la peine de mort toute tentative de désertion nouvelle. Un siècle plus tard, Valentinien III dut encore les contraindre à réintégrer en masse leur corporation, eux, leurs familles et leurs biens (4) (a. 452).

Les règles qui régissaient le recrutement des *Suarii* et le régime de leurs biens sont à peu près identiques à celles

(1) l. 1 et 2, C. j. XI, 16. — l. 6, C. th. XIV, 4.

(2) l. 9 et 10, C. th. XIV, 4. — Nov. Valentin. 15. C. th. *De Suariis*.

(3) l. 4, C. th. XIV, 4.

(4) Nov. Valentin., C. th. 15.

que nous avons déjà étudiées pour les autres corporations de l'annone.

Leur collège se perpétuait par voie d'hérédité paternelle ou maternelle (1). Ni honneurs, ni dignités, ni fonctions, ni privilèges d'aucune sorte n'en pouvaient affranchir. L'entrée dans les ordres sacrés n'était pas même considérée comme motif de dispense, à moins de fournir un remplaçant sérieux, ou d'abandonner tous ses biens à la corporation d'où l'on sortait (2).

Régime des biens. — Quant aux biens des *Suarii*, ils suivaient les mêmes règles que ceux des naviculaires, « *ad exemplar rei navicularis* » (3). Ainsi donc, à côté des *Suarii* astreints à leurs fonctions par la loi de l'hérédité, ces mêmes fonctions obligeaient quiconque avait des biens grevés du *munus suarium*, et ce au prorata de leur valeur (4).

II. — L'huile.

L'huile était après le blé l'une des denrées les plus nécessaires à la vie chez les Romains, car elle n'entrait pas seulement dans la confection de tous les aliments : les bains publics et les gymnases en consommaient aussi d'énormes quantités. Rien d'étonnant dès lors si Rome eut de bonne heure, en même temps que son canon frumentaire, son approvisionnement spécial d'huile (*canon olearius*), alimenté par les tributs en nature de certaines provinces telles que la Bithynie, l'Achaïe, l'Afrique et l'Espagne. Longtemps l'Afrique fournit à elle seule 5 millions de livres d'huile (5).

(1) l. 5, 7, 8, C. th. XIV, 4.

(2) l. 1 et 8, *ibid.*

(3) l. 1, 5, 7, 8, *ibid.*

(4) Cf. Humbert, *l. c.*, p. 464. — Naudet, *l. c.*, p. 62.

(5) Godefroy, *Comment.*, l. 3, C. th. XIV, 15.

Sous l'empire, la levée de ce canon spécial fut soumise aux mêmes règles, et confiée aux mêmes fonctionnaires que celle du blé, sous la haute direction du préfet de l'annone, leur chef immédiat (1).

Constantin révoqua toutes les dispenses obtenues par les contribuables qui étaient soumis à ce genre de prestations (2). Leur transport était effectué par des corporations de porteurs spéciaux, « *olei bajuli* » (3).

C'est sur cet approvisionnement qu'étaient prélevées les distributions d'huile. Les premiers, Scipion et César en avaient fait au peuple (4). Septime Sévère les rendit régulières, quotidiennes et gratuites. Supprimées par Héliogabale elles furent rétablies par Alexandre Sévère et augmentées par Aurélien.

A côté des distributions gratuites, il y eut à Rome pour l'huile comme pour le blé des distributions à prix réduit.

Les recettes en furent versées d'abord à la caisse frumentaire, et plus tard à une caisse spéciale « *arca olearia* » chargée de parer aux déficits et aux moins-values du canon annuel. A cet effet le rôle des distributions gratuites (5) contenait un certain nombre d'inscriptions payantes, désignées sous le nom de *mensa* ou *dimensa olearia* (6). Ces inscriptions étaient aliénables et transmissibles par voie successorale. Celles devenues vacantes ou caduques étaient revendues par les soins du préfet de l'annone. Le taux de ces ventes varia suivant les époques ; il fut fixé à 20 *folles* par Constantin : et ce dernier punit en même temps de la

(1) Marquardt, *l. c.*, p. 173. — C. I. L. II, 1180, *adjutor. Præf. Ann. ad oleum afrum recensendum.*

(2) l. 3, C. th. XIV, 15.

(3) Symmach. X, *Epist.*, 27, — Marquardt, *l. c.*, p. 14.

(4) T. Liv. XXV, ch. 2. — Suétone, *Cés.*, ch. 38.

(5) Cf. l. 2, C. th. XII, 11.

(6) C. th. *hoc titul.* XIV, 17.

peine des mines tout agiotage, toute spéculation qui tendrait à faire monter ce prix dans l'avenir (1).

III. — Le vin.

L'approvisionnement de Rome en vin était, comme nous l'avons dit, confié à un *Rationalis vinorum*. Il était en partie assuré par un impôt en nature levé dans les régions de la banlieue de Rome, et le recouvrement en était confié aux soins des *Vini Susceptores*.

Défense était faite de se rédimier en argent de ce tribut, « *vinum fiscale* », qui servait à différents usages. Une partie en était affectée au paiement des indemnités en nature accordées à certaines corporations, notamment celles des *Suarii* et des *Pecuarii*. Mais la majeure partie en était vendue par des *Vinari* un quart au-dessous du cours du marché (2). Le produit de ces ventes était versé dans une caisse spéciale par le *Rationalis vinorum*, et plus tard par le préfet de la ville (3).

Cette caisse créée dans le même but que les *arca frumentaria* et *olearia*, était chargée de pourvoir par des achats aux déficits et aux moins-values de l'impôt. Elle avait de plus à supporter certaines dépenses mises à sa charge par le préfet de la ville, et notamment les salaires des chauxfourniers municipaux (*calcis coctores*) (4).

En revanche elle ne servait pas comme les autres caisses,

(1) l. 1, C. th. XIV, 23. — Le mot *follis* avait deux significations. Dans la première il valait 2 *nummi* ou une obole ; dans la seconde, deux *argentei*, ou 250 deniers. C'est la valeur que l'on doit adopter ici.

(2) l. 2, C. th. XI, 2. — Willems, l. c., p. 582.

(3) Mommsen, *Instit. U. Romæ*, II, 199. — Boecking, *Notitia dignitat.* — Gebhardt, I, 26-29. — C. I. L. n^{os} 1766, 1785. — Symmaque, *Epist.*, VII, 96.

(4) l. 3, C. th. XIV, 6.

à fournir des distributions gratuites à la plèbe. A part une tentative infructueuse d'Aurélien, il ne semble pas qu'il y ait jamais eu à Rome des distributions de vin gratuites (1).

Conclusion.

De cette longue énumération des corporations et des fonctionnaires attachés au service de l'annone, une remarque semble pouvoir être dégagée, c'est que nous retrouvons dans ce service plus accentuées que partout ailleurs les qualités et les défauts de l'administration romaine : une ingéniosité savante dans tous les rouages, allant jusqu'à la complication inutile, jusqu'à l'enchevêtrement ; une multiplication infinie des subalternes ; enfin des corporations asservies à tous les services publics, des plus élevés jusqu'aux plus humbles : légions d'esclaves souvent fugitifs dont la captivité perpétuelle et héréditaire était mal compensée par quelques privilèges. Il est à regretter toutefois que nous n'ayons comme document complet sur cette matière que la *notitia dignitatum* du Code théodosien, monument d'une époque où tous les défauts que nous signalons avaient atteint leur apogée (2).

(1) Godefroy, *Comment.*, 1. 3, C. th. XIV, 6.

(2) Cf. Naudet, *l. c.*, p. 63.

TROISIÈME PARTIE

LE

SERVICE DE L'ANNONE A CONSTANTINOPLE

ET DANS LES PROVINCES

CHAPITRE PREMIER

LE SERVICE DE L'ANNONE A CONSTANTINOPLE

Dès sa fondation, Constantinople eut à l'imitation de Rome un canon frumentaire destiné à son approvisionnement, une *annona civica* réservée à ses distributions gratuites, des collèges de naviculaires et de boulangers soumis aux mêmes charges, et jouissant des mêmes privilèges (1).

I. — Les approvisionnements en général.

De Constantin à Justinien, le canon frumentaire destiné à l'approvisionnement de Constantinople semble être resté

(1) Cf. Humbert, *Essai sur les finances et la comptabilité chez les Romains*, I, p. 446, n. 78. — Serrigny, *l. c.*, p. 345, 348, 354. — Willems, *l. c.*, p. 580. — Bouchard, *l. c.*, p. 131. — Walter, *l. c.*, n° 301. — Pigeonneau, *De convectione Urb. Annonæ*, p. 84-111. — Godefroy, *Commentaire*, l. 7, C. th. XIII, 5.

à peu près fixe. Il était fourni par les tributs en nature de l'Asie, de la Thrace, de l'Egypte surtout, complétés par des achats forcés dans toutes les provinces d'Orient. Sous Justinien l'Egypte fournissait chaque année 8 millions de *modii* à Constantinople et 2 millions de *modii* à Alexandrie (1).

Le canon frumentaire de Constantinople était complété par des achats faits dans les provinces à des prix fixés arbitrairement par le Sénat, sous le nom de *coemptiones*, *comparationes publicæ*, *synoneton* (2).

Défense était faite aux producteurs de blé de chercher à vendre leurs denrées au-dessus de ce cours officiellement déterminé : véritable loi de maximum qui frappait également quelques autres denrées de première nécessité.

Tout d'abord ces achats furent faits par voie de soumissions facultatives ; encore ne regardaient-elles ni les plébéiens, ni les régisseurs des biens-fonds sénatoriaux, mais seulement les propriétaires aisés qui livraient leurs blés, contre argent comptant, au cours du marché (3).

Ce fut seulement sous le règne d'Anastase que les achats des agents de l'annone prirent le caractère de réquisitions obligatoires pour tous, et payées à des taux arbitraires « *unusquisque pro rata jugerum et capitum* ». Aucun privilège, aucun décret n'en pouvaient dispenser ; la maison impériale elle-même y fut astreinte à raison des biens qu'elle possédait (4).

Quelques tempéraments étaient néanmoins accordés à la rigueur de ces dispositions : Aucune ville ne pouvait être forcée à en approvisionner une autre à ses dépens, et en ce

(1) *Edict. Justin.* XIII, ch. 8.

(2) l. 1, C. th. XI, 15.

(3) l. 1 et 2, C. th. XI, 15.

(4) l. 1, C. j. X, 27.

qui concernait les citoyens, défense était faite d'enlever à chacun d'eux le blé nécessaire à sa consommation personnelle. De plus aucune réquisition ou *coemptio* ne pouvait être faite sans l'ordre exprès du prince.

Les gouverneurs de province qui violaient ou laissaient violer ces diverses prescriptions étaient passibles d'une amende variant de dix à cinquante livres d'or, de la révocation, et même de peines plus graves, au cas échéant. Quant au paiement des blés achetés pour le compte de l'État, il devait être fait par imputation sur les impositions de l'année; ou, si le vendeur ne redevait rien au fisc, en monnaie d'or de bon poids, à peine d'amende du quadruple pour les fonctionnaires chargés de l'achat (1). Désignés dans chaque région par les évêques et les magistrats des cités et recrutés par eux parmi les « *officiales militantes* », ils étaient placés sous les ordres du préfet du prétoire, et du *curator Sitioniæ*, chargé spécialement de diriger le service des réquisitions (2).

Arca frumentaria. — En 409 après J.-C., les blés d'Alexandrie ayant fait défaut, Théodose II créa une caisse frumentaire spéciale et la dota de 500 livres d'or, dont une partie avait été offerte par les sénateurs; cette caisse était destinée à fournir les fonds nécessaires aux achats de céréales faits pour le compte de l'État (3). Plus tard le même empereur en modifia la destination primitive. Il porta sa dotation à 644 livres d'or, et les fit servir non plus à des achats publics de céréales, toujours onéreux, mais à des avances aux boulangers de Constantinople, pour faire eux-mêmes des achats de blé, à leur compte particulier. Ces

(1) l. 2, C. j. X, 27.

(2) l. 3, C. j. X, 27.

(3) l. 1, C. th. XIV, 16.

avancées leur étaient faites moyennant un intérêt modique, versé à son tour dans la caisse frumentaire (1).

La direction de cette caisse était confiée au préfet de la ville, sous le contrôle du Sénat qui chaque année examinait et vérifiait les comptes (2). Il différait en cela de celui de Rome qui depuis Septime Sévère avait perdu toutes ses attributions financières (3).

Toute fraude commise sur les registres, et tout changement d'affectation des fonds prêtés étaient punis d'une amende du double au profit de la caisse frumentaire.

Quotité du canon frumentaire. — Nous n'avons aucun détail précis sur la quotité du canon frumentaire à Constantinople; nous ne connaissons que celle des blés destinés aux distributions gratuites de cette ville, et il ne peut servir d'élément d'appréciation, ses bénéficiaires n'étant pas pris comme à Rome dans la population indigente.

II. — Les bénéficiaires de l'annone gratuite.

Il y avait à Constantinople trois principales catégories de bénéficiaires de l'annone: *Populares, Militares, Palatini* (4).

1. *Populares.* — C'étaient les possesseurs de maisons nouvellement construites.

Cherchant de tout son pouvoir à encourager ceux qui voudraient bâtir dans sa capitale, Constantin imagina d'attacher une sorte de prime annuelle aux immeubles nouvellement construits. Mais ce bénéfice était inséparable de l'immeuble: « *œdes sequantur annonæ.* » Le vendeur ne

(1) 1. 3, C. th. XIV, 16. — 1. 2, C. j. XI, 23.

(2) 1. 1, C. th. XIV, 16.

(3) Bouchard, *l. c.*, p. 287. — Serrigny, *l. c.*, p. 457.

(4) 1. 7, C. th. XIV, 17.

pouvait, ni se la réserver ni l'aliéner sans l'immeuble, à peine de déchéance (1).

Il y avait encore d'autres cas de caducité du bénéfice :

1° Celui où le bénéficiaire quittait Constantinople (2) ;

2° Celui où la maison à laquelle était affecté le bénéfice venait à être démolie.

Ces dispositions avaient pour but d'empêcher l'accroissement du nombre des participants, et de retenir les propriétaires de maisons dans la capitale. Mais elles ne tardèrent pas à être violées ; la connivence d'un certain Proculus, préfet de la ville sous Théodose, rendit même les infractions si nombreuses, que ce prince fut contraint de suspendre momentanément l'effet de la loi.

Les fils de Théodose revinrent à ce double principe :

1° Qu'il était nécessaire de posséder une maison pour avoir droit aux distributions gratuites ;

2° Que ce bénéfice attaché à la possession de l'immeuble en était inséparable (3).

Les parts accordées aux citoyens non propriétaires de maisons ne leur furent conservées que sur leur engagement formel de construire dans les 6 mois.

En résumé, fait observer plaisamment Naudet (*l. c.*, p. 49) pour recevoir les dons de la munificence publique, il fallait être en état de s'en passer, et l'on refusait tout secours alimentaire à quiconque était trop pauvre pour posséder une habitation.

Malgré ces défenses les cessions de parts durent continuer, car l'empereur Léon confirma celles qui avaient été faites sous ses prédécesseurs. Quant à l'institution même

(1) l. 14, C. j. I, 2. — l. 1, 11, 12, 13. C. th. XIV, 17.

(2) l. 7, C. *ibid.*

(3) l. 13, C. *ibid.*

de ces sortes de distributions, créée sous Constantin, elle ne fut supprimée que sous Héraclius (646 ap. J. C.).

II. *Militares*. — C'étaient certaines corporations privilégiées (*scholæ*), et notamment celle des armuriers de l'État « *clibanarii, scutarii* ».

Quel caractère et quel but avait le bénéfice qui leur était concédé, cela est resté fort indécis, car nous voyons sous le règne d'un seul et même empereur, Théodose, trois systèmes contraires prévaloir successivement :

1^o Il déclare d'abord que le bénéfice de l'annone gratuite est accordé à la corporation même, et non aux membres de la corporation ; c'est à elle, et à elle seule que le bénéfice fait retour après eux : par suite ils n'en peuvent disposer ni entre-vifs, ni par testament, ni en faveur de tierces personnes, ni en faveur de tierces corporations. Toute cession de ce genre est radicalement nulle et doit faire retour à la « *Schola* » du cédant (1).

2^o Mais peu de temps après, sous l'influence de Proculus, préfet de la ville, qui veut faire légitimer les nombreuses concessions prélevées par lui sur l'annone, Théodose prend le contre-pied de cette première décision. Le bénéfice de l'annone gratuite est purement personnel, concédé uniquement en raison des services rendus, et par conséquent aliénable au gré du bénéficiaire, et transmissible par voie d'hérédité (2).

3^o Proculus disgracié, Théodose adopte un troisième système : Le bénéfice de l'annone gratuite, accordé aux *scholares*, ne diffère en rien de celui des constructeurs d'immeubles. Il ne leur est accordé qu'à la seule condition de bâtir, et doit leur être retiré s'ils ne réalisent pas cette

(1) l. 8 et 9, C. th., XIV, 17.

(2) l. 10, C. th. XIV, 17. — l. 1, C. j. XI, 24.

condition. Quant aux aliénations et aux transmissions de ces bénéfices, même par voie d'hérédité, elles sont purement et simplement révoquées (1).

Il est juste d'ajouter que dans la loi suivante, changeant encore une fois de système, Théodose revient au premier, en distinguant les bénéfices concédés aux immeubles de ceux concédés aux corporations. Les uns et les autres redeviennent transmissibles par voie d'aliénation ou d'hérédité, à l'exception de ceux concédés arbitrairement par Proculus (2). Quoiqu'il soit bien difficile de se reconnaître au milieu de tant de solutions contradictoires, il semble pourtant que, sous Justinien, le principe de la personnalité des bénéfices finit par prévaloir, car de toutes les lois de Théodose la loi 10 est la seule qu'il ait conservée (3).

III. *Palatini*. — C'étaient les officiers de la maison impériale.

Défense leur était faite d'exiger en blé l'annone qui leur était accordée. Les boulangers devaient la leur fournir en pain, comme aux autres bénéficiaires.

Appendice. — Les indigents participèrent-ils, à Constantinople comme à Rome, aux distributions gratuites de l'annone ?

Certains auteurs l'ont soutenu (4). Mais leur opinion nous semble peu vraisemblable et en voici les raisons :

1° Tout d'abord elle ne s'appuie sur aucune preuve certaine. Le mot de « *populares*, *πῶλιτιχοι*, » peut s'appliquer aussi bien aux constructeurs d'immeubles qu'à la plèbe. Il désigne dans la loi 7, C. th. XIV, 17, l'élément civil par opposition aux corporations militaires « *militares* ».

(1) l. 11, C. th. XIV, 17.

(2) l. 12, *ibid*.

(3) l. 1, C. j. XI, 24.

(4) Pigeonneau, *l. c.*, p. 91. — Serrigny, *l. c.*, p. 293.

2° Aucune loi relative à l'annone ne vise la plèbe de Constantinople, et si plus tard les empereurs s'en occupèrent, ce fut pour ordonner l'expulsion de tous les mendiants valides ; ils ne songeaient donc guère à les nourrir (1).

3° Enfin Constantinople n'était pas une de ces antiques cités grandies peu à peu à travers les siècles, comme Rome, Carthage ou Alexandrie, qui entraînaient à leur suite le cortège héréditaire et toujours accru de leurs indigents. Ce n'était qu'une mince bourgade, transformée du jour au lendemain en capitale par la volonté d'un empereur. Y établir des distributions gratuites pour les pauvres, n'eût-ce pas été y faire accourir du même coup une partie de cette plèbe oisive, affamée et dangereuse pour ses maîtres, qui pullulait dans la vieille Rome ?

Constantin devait peu se soucier de pareils hôtes pour sa jeune capitale, et n'eut garde de les y attirer, soit de l'Italie, soit de provinces plus voisines. Et s'il concéda des distributions gratuites de l'annone, ce fut à des corporations militaires, nécessaires à sa sécurité, ou à des constructeurs d'immeubles, nécessaires à son agrandissement. Les empereurs qui vinrent après lui dotèrent richement les églises dont les indigents étaient devenus le patrimoine. Ils ne s'occupèrent plus de les nourrir. Et voilà pour quelles raisons, suivant nous, les distributions gratuites n'eurent jamais à Constantinople le but d'assistance qu'elles avaient à Rome.

Quotité de l'annone gratuite. — Nous n'avons sur ce point que des documents assez vagues. D'après les historiens grecs Socrate et Sozomène, elle était de 80 mille médimnes, ou 480 mille *modii*. Naudet adopte ce chiffre pour l'année entière, ce qui donnerait à raison de 60 *modii* par

(1) Novell. Justin. LXXX, ch. 5. — La l. 5, C. th. XIV, 17 citée par Pigeonneau, fut édictée pour Rome et non pour Constantinople. Cf. Godefroy, *ad hanc. leg.*

tête, suivant l'usage de Rome, 8 mille participants (1).

Godefroy soutient au contraire qu'il s'agissait, non de médimnes, mais de *modii*, et que la distribution de l'annone gratuite était de 80 mille *modii* par jour, soit un chiffre de près de 30 millions de *modii* par an, et si l'on prend toujours celui de 60 *modii* par tête, environ 500 mille participants (2). Mais ce résultat est absolument inadmissible, si l'on convient de ce fait que la majeure partie des distributions étant affectée aux maisons nouvellement bâties, « *œdibus* », leurs bénéficiaires devaient être notablement moins nombreux qu'à Rome, où ils ne dépassèrent jamais 250 mille personnes.

Enfin avec 480 mille *modii* par an, soit environ 1200 *modii* par jour, l'augmentation de 125 *modii* accordée par Théodose (3) est appréciable. Elle n'aurait plus aucune signification avec un chiffre de 80 mille *modii* par jour.

L'interprétation de M. Naudet nous semble donc préférable, comme plus conforme au texte et aux vraisemblances.

En 342 après J.-C., l'empereur Constance, pour se venger d'une sédition, diminua de moitié le montant de l'annone gratuite (4). Punition d'ailleurs injuste, car étant donné le caractère spécial de ces distributions qui étaient accordées à Constantinople comme une sorte de prime aux constructeurs d'immeubles, cette mesure frappait non l'armée des misérables et des faméliques où se recrutait en tout temps l'émeute, mais une poignée de petits propriétaires inoffensifs et paisibles comme tous ceux qui possèdent.

(1) Sozom., II, 32; III, 6. — Socrate, *Hist. ecclés.*, II, 13. — Naudet, *l. c.*, p. 48. — Pigeonneau, *l. c.*, p. 89.

(2) Godefroy, *ad. l.* 11, C. th. XIV, 16.

(3) *l.* 2, C. J. XI, 24.

(4) Naudet, *l. c.*, p. 48.

Aussi Valentinien et Valens rapportèrent la mesure de leur prédécesseur (369).

Théodose augmenta de 125 *modii* par jour à titre de supplément (*parapeteuma*) les distributions gratuites de l'annone ; largesse conservée par ses successeurs et par Justinien lui-même (1), qui rapporta une décision de l'empereur Léon, forcé un moment par la pénurie du trésor de diminuer le nombre et le poids des rations.

Nous ne parlons que pour mémoire des distributions de viande, de vin et d'huile instituées à Constantinople à l'imitation de celles de Rome par Constantin. Elles semblent avoir été en usage jusqu'au règne de Théodose le Jeune (2).

Une constitution d'Arcadius ordonna de prélever sur chaque setier d'huile distribuée huit scrupules au profit de certaines corporations privilégiées qu'il ne désigne pas, sans doute les mêmes que celles qui bénéficiaient déjà des distributions de l'annone (3).

III. — Les fonctionnaires du service de l'annone.

Y eut-il un préfet de l'annone à Constantinople ? Quelques auteurs modernes, suivant en cela l'opinion de Paucirole (*Notit. dignitatum Orientis*, ch. 26) l'ont admis (4). Mais telle n'est pas l'opinion de la majorité des auteurs. Ils font remarquer avec raison que nulle mention n'est faite de ce fonctionnaire dans les innombrables constitutions des Codes Théodosien et Justinien relatives à l'annone de Cons-

(1) l. 2, C. j. XI, 24. — l. 2, C. th. XIV, 16. — Basilic., VI, I, 100.

(2) Pigeonneau, *l. cit.*, p. 92.

(3) l. 15, C. th. XIV, 17. — Le setier d'huile pesait 22 onces 1/4 ou 534 scrupules (1 once = 24 scrupules.).

(4) Serrigny, *l. c.*, n° 334, p. 287. — Bouchard, *l. c.*, n° 28 et 183.

tantinople. Au reste la capitale de l'Empire d'Orient fut fondée à une époque où le préfet de l'annone avait déjà perdu à Rome la majeure partie de ses attributions, transférées peu à peu au préfet du prétoire (1). Il est donc probable qu'à Constantinople le préfet du prétoire (2) et celui de la ville se partagèrent les anciennes attributions du préfet de l'annone (3).

En revanche il y eut un préfet de l'annone à Alexandrie, « ἑπαρχὸς εὐθηνίας » (4), avec le même rôle et les mêmes attributions que celui de Carthage.

Il avait en conséquence une mission de haute surveillance sur la levée et l'embarquement du canon frumentaire destiné à Constantinople, jouissait d'une pleine autorité sur les naviculaires, et avait compétence judiciaire à leur égard. Lui-même était subordonné au préfet du prétoire de Constantinople comme son collègue d'Afrique l'était à celui de Rome, et placé sous les ordres immédiats du préfet Augustal d'Alexandrie qui avait dans cette ville des attributions analogues à celles du *Præfectus urbi* (5).

Sous ses ordres était placé un bureau composé d'agents comptables (*chritologi*), chargés de tenir le registre des entrées et des sorties, et d'agents mesureurs (*zygostatæ*) chargés de les vérifier. Ces employés originairement pris parmi les *Curiales* de la ville, furent exclusivement recrutés dans la suite parmi les *Præfectiani* du préfet du prétoire (6).

(1) Cf. Mispoulet, *Institutions politiques des Rom.*, I, p. 286, 321, 334 ; II, p. 239, 381, 382. — Boecking, *Notit. Dignitat.*, II, 177, 180. — Humbert, II, p. 447, n° 79. — Willems, p. 580. — Hirschfeld, *Annona*, p. 86.

(2) Cf. l. unic. C. XI, 15. — l. 1, C. j. XI, 27.

(3) Cf. l. 2, C. th. XIV, 16. — l. 7, XIV, 17. — l. 4, C. J. I, 28. — l. 1, C. j. XI, 24.

(4) *Corpus Inscr. Græc.*, n°s 5895, 5973.

(5) Naudet, *l. c.*, p. 63. — Serrigny, *l. c.*, p. 290.

(6) l. unic. C. XI, 15.

Enfin à Constantinople un *Comes horreorum* était préposé à la direction des greniers publics (1).

IV. — La Cura Comparandi.

La quotité du tribut de l'Égypte, calculée suivant le degré d'inondation du Nil, était fixée et publiée chaque année avant les kalendes de mai (2). Le tribut levé au commencement de juillet devait être amené jusqu'à Alexandrie par les naviculaires du Nil, avant la fin d'août pour la basse et la moyenne Égypte, à la mi-septembre pour la haute Égypte (3); afin d'éviter tout détournement et toute fraude, un délégué de chaque bourg accompagnait le convoi. Arrivé à Alexandrie, le tribut était vérifié et recensé par les *Procuratores annonæ* ou *ἐπιμελνται*, sous la direction du préfet Augustal qui en donnait décharge aux intéressés, puis livré au préfet de la flotte d'Alexandrie.

Les Naviculaires dans l'Empire d'Orient. — Le premier soin de Constantin, après la fondation de sa nouvelle capitale, fut de la doter de corporations de naviculaires semblables à celles de Rome.

La flotte d'Alexandrie, quoique déjà reconstituée par Commode sur le modèle de celle de Carthage (4), ne pouvait suffire à ce service. Constantin créa deux autres flottes, celle des naviculaires de Syrie ou d'Orient, et celle de la mer Egée (*Carpathia classis*).

Privilèges. — En même temps, il comblait ces corporations nouvelles de privilèges tout spéciaux : exemption de

(1) l. 1, C. th. XIV, 26. — l. 1, C. j. XI, 27.

(2) l. 3. C. th. XI, 5.

(3) Edict. Justin., XIII, *De Alexandrinis et Ægyptiacis provinciis*, ch. 6 et 22.

(4) Naudet, *l. cit.*, p. 58.

toutes fonctions publiques, même de celles qu'on nommait honorifiques et qui étaient les plus onéreuses ; dispense de toute tutelle légitime ou dative et de l'application des lois *Julia* et *Papia Poppæa* limitatives des donations entre époux ; compétence exclusive du *forum* de leur résidence pour toutes les affaires de propriété ou d'hérédité qui les concernaient ; enfin gratifications extraordinaires pour chaque transport effectué par leurs soins. Car, détail à noter, tandis que les naviculaires d'Afrique n'avaient droit qu'à 1 0/0 des blés convoyés par eux, ceux d'Orient, d'Alexandrie et des Iles recevaient 4 0/0, et de plus un *solide* par mille *modii* transportés (1).

Valens augmenta encore ces privilèges. Jusqu'à lui, les naviculaires avaient été soumis, comme les autres habitants des provinces, aux prestations en nature destinées au canon frumentaire. Les biens-fonds des naviculaires d'Orient et d'Egypte furent désormais libérés de ce genre d'impôt, à raison de 50 arpents (*juga*) par dix mille *modii* transportés (2). En échange, ils devaient pourvoir eux-mêmes aux réparations d'entretien de leurs flottes ; pour la construction des vaisseaux neufs, ils avaient à leur disposition les bois (*publica ligna*) réquisitionnés dans leurs provinces.

Enfin les naviculaires d'Orient étaient comme leurs collègues d'Occident exemptés de tous les impôts qui frappaient les commerçants et leurs marchandises ; mais ces exemptions étaient strictement limitées aux marchandises personnelles des naviculaires (3).

Recrutement. — Il était confié d'une manière spéciale

(1) l. 7, C. th. XII, 5.

(2) l. 14, C. th. XXIII, 5. — M. Pigeonneau (*l. c.*, p. 80) s'est mépris en appliquant cette loi aux naviculaires d'Afrique.

(3) l. 23, C. th. XIII, 5.

au préfet du prétoire d'Orient qui les choisissait dans certaines catégories de citoyens déterminées par la loi ; administrateurs et autres *Honorati*, décurions, *Primipilares*, anciens naviculaires d'une fortune suffisante, sénateurs même, quand ils en faisaient la demande. Les dignitaires du palais étaient les seuls *Honorati* dispensés de cette charge. Les choix du préfet étaient soumis à la ratification de l'empereur, à qui l'on devait présenter chaque année un état des naviculaires anciens et nouveaux avec l'évaluation de leur fortune.

Modifications ultérieures. — En dépit de tous ces efforts, l'institution des naviculaires d'Orient ne tarda pas à s'écrouler définitivement au milieu de la décadence générale des institutions de l'empire, dans la période troublée qui suivit le règne de Marcien ; et Théodose II se vit obligé de transférer leurs fonctions aux naviculaires d'Alexandrie et à ceux des îles de la mer Egée. En revanche, il confirma tous les privilèges de ces derniers, y ajouta l'exemption de la *tributaria pensitatio* et une gratification sur les fonds du « *φιλικόν* », prestation volontaire des habitants d'Alexandrie (1). Mais, par contre, les obligations des naviculaires s'accrurent en même temps. Ainsi, en cas de sinistre, si le naviculaire naufragé n'était pas déclaré personnellement responsable de ses pertes, elles étaient mises, non plus comme par le passé, à la charge de l'État, mais à celle de la corporation, et réparties entre tous ses membres proportionnellement à la part contributoire de chacun (2).

Les pénalités prononcées contre les infractions et les délits des naviculaires furent également aggravées. Arcadius leur défendit de charger sur leurs vaisseaux des marchandises autres que les blés publics, à peine de dommages-

(1) l. 32, C. th. XIII, 5. — l. 6, C. J. XI, 1.

(2) l. 6, C. j. XI, 5.

intérêts et de peine arbitraire (1) et punit d'une amende de 20 livres d'or quiconque essaierait de soustraire ses navires au service de l'annone. Si l'on cherchait à les en faire exempter par l'influence des fonctionnaires au pouvoir, la confiscation des navires pouvait être encourue (2).

Théodose II alla encore plus loin dans cette voie. Tous les navires d'un tonnage supérieur à 2000 *modii* furent réquisitionnés pour le service de l'annone, au profit des naviculaires, et il fut interdit sous peine de confiscation de les employer à d'autres usages avant l'arrivée des *species publicæ* à Constantinople. Aucune considération de personne, de dignité ou même de religion n'en pouvait dispenser (3).

Enfin tout détournement des grains destinés à Constantinople, toute malversation de la part d'un naviculaire était passible suivant les cas de la déportation ou de la peine capitale : une novelle de l'empereur Léon changea cette dernière peine en la restitution du quadruple des sommes diverties (4).

Les naviculaires sous Justinien. — Les dispositions d'Arcadius et Théodose II relatives aux réquisitions de navires nous montrent que les flottes des naviculaires suffisaient rarement à assurer les transports de l'annone. Toutefois leurs corporations fonctionnaient encore tant bien que mal sous le règne de Justinien, comme en font foi les titres du Code que nous avons examinés, et l'édit « *de Alexandrinis et Ægyptiacis provinciis* » (5).

Aux termes de cet édit la haute direction du rassemblement et de l'expédition des blés d'Égypte destinés à Cons-

(1) l. unic., C. th. XIII, 8 ; C. j. XI, 4.

(2) l. 1, C. th. XIII, 7.

(3) Novell. Théodos., XV. — l. 2, C. j. XI, 3.

(4) l. 33, C. th. XIII, 5. — Novell. Léon, LXII.

(5) Edict. XIII, *inter Nov. Justin.*

tantinople appartenait au préfet Augustal d'Alexandrie. Un premier convoi devait être mis en route avant la fin du mois d'août : toute exportation de blé était rigoureusement interdite avant le départ de la flotte frumentaire. Et elle n'était permise dans la suite qu'avec l'autorisation du préfet du prétoire (1). Le blé de Thèbes, chargé seulement sur le Nil au commencement d'août n'arrivait à Alexandrie qu'à la mi-septembre, et à Constantinople qu'au mois d'octobre (2).

Le préfet Augustal répondait de ces envois sur sa personne et ses biens. Il avait sous ses ordres des *cohortales* chargés de la perception et des *naviculaires* chargés du transport des blés. Il devait en outre veiller à ce qu'aucune denrée ne fût exportée d'Égypte avant l'expédition du canon frumentaire annuel à Constantinople : toute négligence ou tout retard dans le service de l'annone entraînait une amende pécuniaire pour le préfet Augustal.

Le même édit (ch. 8) accordait un solide aux naviculaires par mille *modii* transportés, et ce fret leur était payé par un agent spécial, le *Susceptor naulorum*. Mais en revanche, ils n'avaient plus droit comme par le passé à un *epimetron* en nature.

En somme, les transports effectués pour les naviculaires sous Justinien, rétribués en argent comme ceux du commerce ordinaire n'en différaient que par un point : c'est qu'ils étaient obligatoires. De là à l'abrogation de l'institution et des privilèges des naviculaires, il n'y avait qu'un pas. Aussi sous les successeurs de Justinien, après la conquête de l'Égypte et de la Syrie par les Perses (563), tout vestige de leurs corporations finit par disparaître d'une façon définitive. Le préfet du prétoire, qui avait conservé

(1) Edict. XIII, ch. 5 et 6.

(2) Edict. XIII, ch. 22.

le soin des approvisionnements, dut se contenter de passer des marchés pour leur transport avec des entrepreneurs particuliers. C'était le retour au droit commun (1). L'institution des naviculaires avait eu la même décadence et la même fin que toutes celles de l'empire : elle était morte d'un mal irrémédiable, dont il se mourait lui-même, et dont tout meurt ici-bas, la vieillesse.

V. — La Cura condendi.

Un *Comes horreorum* était, nous l'avons déjà dit, préposé à la direction des greniers publics de Constantinople (2). Outre ceux de la capitale, Justinien fit construire d'immenses greniers dans l'île de Ténédos, à l'entrée de l'Hellespont. Ils avaient, au dire de Procope, 280 pieds de long sur 90 de large, et pouvaient contenir la moitié du canon annuel nécessaire à Constantinople. Ils servaient de réserve, quand les vents contraires retardaient l'arrivée des convois d'Égypte (3).

(1) Chronic. Paschale, p. 321, 389, 391.

(2) l. unic., C. j. XI. 15.

(3) Pigeonneau, *l. c.*, p. 110. — Procope, *De Aedificiis*, V, 1.

VI. — La Cura dividundi.

Les Boulangers. — La corporation des boulangers, organisée sur le modèle de celle de Rome, recevait du service de l'annone, tantôt des blés, tantôt de l'argent pour en acheter (1). Ils devaient en revanche fournir tous les pains nécessaires aux distributions gratuites, et procéder eux-mêmes à ces distributions. Elles avaient lieu non pas comme à Rome en un seul endroit, mais dans chaque quartier, sur des estrades disposées à cet effet (*panis gradilis*).

Les distributions n'étaient pas faites à domicile pour éviter des fraudes trop aisées à commettre. Elles n'avaient pas lieu en blé mais en pain, afin d'éviter les reventes et les gaspillages. Les officiers du Palais impérial eux-mêmes n'étaient pas dispensés de cette règle (2).

Enfin toujours dans le même but, prévenir des fraudes possibles, il était expressément interdit aux boulangers de transporter du pain d'un quartier dans un autre, et de briguer les fonctions de gardiens des greniers publics ou de *Comes horreorum*, sous peine d'une amende de 20 livres d'or (3).

(1) 1. 2 et 3, C. th. XIV, 16. — 1. 1, C. j. XI, 33.

(2) 1. 4, C. th. XIV, 17. — 1. 1, C. j. XI, 33.

(3) 1. unic., C. j. XI, 15.

CHAPITRE II

LE SERVICE DE L'ANNONE DANS LES PROVINCES

Le service de l'annone dans les provinces avait à se proposer deux buts différents :

1^o Assurer le ravitaillement de l'armée, des relais de poste (1) destinés aux courriers impériaux (*mansiones, mutationes*) ;

2^o Fournir l'approvisionnement des cités et des municipes.

Pour atteindre ce double résultat, les empereurs multiplièrent les greniers d'abondance en Égypte, en Afrique, en Bretagne, en Pannonie, en Lycie, et probablement dans toutes les provinces, sous la garde et la surveillance des gouverneurs (2).

En outre la plupart des municipes avaient, à l'exemple de Rome, une administration locale de l'annone. Elle était confiée d'ordinaire aux édiles, et quelquefois à un fonctionnaire spécial, *annonæ Curator*, *Promagister frumenti municipalis* (3), *Judex victualium* (4). Il est à remarquer que ces fonctions n'étaient pas considérées dans les provinces comme des magistratures (*honores*), mais comme des charges personnelles (5). Enfin nous savons déjà qu'il existait

(1) l. 1 et suiv., C. th. VIII, 5.

(2) Marquardt, *l. c.*, p. 169. — Tac., *Agricola*, 19, C. I. L. 4180.

(3) C. I. L. VI. 8153.

(4) Pancirole, *Notit. dignitat.*, p. 120.

(5) Willems, *l. c.*, p. 548. — l. 1, § 2, 14 pr. et § 1, 18 § 5. D. L. 4.

deux préfets de l'annone spéciaux dans les villes d'Alexandrie (1) et de Carthage (2).

Les villes de province, à l'exemple de Rome, avaient le droit de faire au moyen d'achats publics de blé (*coemptiones*) des approvisionnements pour leur compte. Ils étaient confiés à des *curatores frumenti comparandi*, ou *frumentarii*, placés sous l'autorité des *patres civitatum* (3).

Au Bas-Empire ces fonctionnaires étaient électifs ; un collège composé de l'évêque et des notables de la cité les choisissait parmi les *officiales* en exercice dans la région. Il leur était interdit sous des peines sévères de spéculer sur les blés achetés par eux, en les revendant aux particuliers au-dessus des cours ordinaires.

Quant aux fonds destinés à ces achats publics, ils étaient déclarés insaisissables : ni les collecteurs d'impôts, ni les gouverneurs de provinces ne pouvaient s'en emparer. Les collèges qui avaient élu les *frumenti curatores* étaient responsables de leur gestion.

Les transports à travers les provinces. — Les transports de l'annone à travers les provinces continentales de l'empire n'étaient pas effectués comme les transports maritimes par des collèges spéciaux, mais par les contribuables eux-mêmes, ou à leurs frais, sous la surveillance et la responsabilité des *præpositi pagorum* ou *pagarchi* (4). Destinés au ravitaillement des cités, des relais de poste, des camps retranchés, des corps de vétérans gardiens des frontières, et effectués par voie de réquisition, ces transports constituaient pour les contribuables une charge plus onéreuse que l'impôt lui-même, à cause des perpétuelles vexations dont ils étaient le prétexte.

(1) l. 3, C. th. XII, 6.

(2) l. 12, C. th. XIII, 5. — l. 2, C. th. XIII, 9, etc.

(3) l. 3, C. j. X, 27. — Nov. Justin. 128, ch. 16.

(4) l. 7, C. th. IV, 2.

C'est ainsi que les agents de l'annone imposaient aux villes maritimes des transports en terre ferme, aux villes du continent des transports maritimes, désignaient suivant leur caprice, ou plutôt suivant les calculs de leur cupidité, les époques les plus incommodes, les dépôts les plus éloignés des lieux de récolte, dans l'espoir de tirer rançon des contribuables (1).

Ces vexations étaient traditionnelles, on les trouve déjà signalées par Tacite (2). Elles ne furent défendues que sous Valentinien, et le furent sous peine de mort. L'importance des transports, leur itinéraire, l'époque où ils devaient s'effectuer, tout fut désormais fixé à l'avance par les soins des vicaires et des gouverneurs de province, de manière à alléger aux contribuables le fardeau de ces réquisitions (3).

Les distributions gratuites. — Dans certaines grandes villes de province avaient lieu comme à Rome des distributions de blé ou de pain, tantôt gratuites et tantôt à prix réduits. Les édiles étaient chargés d'y pourvoir (4).

Nous n'avons malheureusement que de rares documents sur ces distributions. On rapporte qu'Auguste essaya d'y faire participer les indigents des campagnes : mais cette mesure paraît avoir été limitée à une époque de disette et ne fut pas renouvelée.

Trajan admit au bénéfice de l'annone gratuite les enfants des campagnes et des villes de province que leurs parents ne pourraient nourrir.

Enfin plus tard Alexandrie et Carthage eurent des ressources spéciales, affectées à la nourriture de leurs indigents.

L'annone gratuite à Alexandrie. — Dioclétien, après sa

(1) Naudet, *l. c.*, p. 56.

(2) Tac., *Agricola*, IV.

(3) *l. 22*, C. th. XI, I. — *l. 7*, 8, 9, C. j. X, 16. — *l. 13*, C. th. VIII, 5.

(4) Willems, *l. c.*, p. 548. — Otto, *de Ædil.*, p. 357. — *l. 17*, D. XVI, 2.

victoire sur Achillée, chassé par lui d'Alexandrie, avait fait prélever sur le canon frumentaire de l'Égypte deux millions de *modii* pour fabriquer des « *panes castrenses* », destinés à l'annone gratuite de cette ville. Ses successeurs se montrèrent plus généreux encore. Enfin Théodose II augmenta ces libéralités de 110 *modii* de plus par jour, sous la seule condition que les tessères frumentaires porteraient son nom gravé en exergue (a. 436) (1).

L'annone gratuite à Carthage. — De semblables distributions furent-elles instituées à Carthage ? Il y a doute sur ce point. Godefroy dans son commentaire sur la l. unic. de *Frumento Carthaginensi* se prononce pour la négative. Mais plusieurs auteurs modernes, M. Serrigny notamment (l. c. p. 267) ont adopté l'opinion contraire. Ils se fondent d'abord sur la place occupée dans le Code théodosien par le titre de *Frumento Carthaginensi* entre les deux titres de *frumento Alexandrino* et de *frumento Constantinopol. urbis* qui s'occupent des distributions gratuites de l'annone.

En second lieu, ils remarquent, dans la loi unique de ce même titre, que le terme d'*œneum frumentum* employé par le législateur, présente une grande analogie avec le terme d'*œneus titulus* qui sert ailleurs (l. 5, C. th. XIV, 17) à désigner les tessères frumentaires. Il semble donc bien qu'il s'agisse là de blé à distribuer comme à Rome aux nécessiteux.

La même loi nous apprend que ce blé était fourni par des prestations mises à la charge de certains fonds qu'elle ne désigne pas d'une manière précise : et elle interdit aux magistrats de mettre à profit leur pouvoir pour se dispenser de ces prestations s'ils y sont astreints, en les reportant sur d'autres contribuables (2).

(1) l. 2, C. th. XIV, 26. — l. 2, C. j. XI, 27.

(2) l. unic. C. th. XIV, 25.

Ajoutons enfin, pour être complet, que les rois Francs conservèrent en Gaule l'organisation du service de l'annone telle qu'ils la trouvèrent.

Le préfet du prétoire fut remplacé par le maire ou comte du Palais. Delamare avance même que Paris, leur nouvelle capitale, eut un préfet de l'annone avec les mêmes attributions que celui de Rome (1). Toutefois il ne cite pas les autorités auxquelles il doit ce détail. Aussi nous est-il permis d'en suspecter l'exactitude.

(1) Delamare, *Tr. de la police*, V, 4, ch. 5.

QUATRIÈME PARTIE

LE COMMERCE DES GRAINS

D'APRÈS LE DROIT ROMAIN

I. — Réglementations diverses.

A côté des approvisionnements de l'État se plaçaient à Rome comme partout ceux des commerçants en grains et nous avons vu que l'État eut quelquefois recours pour ses achats, à leur intermédiaire. Mais la concurrence que leur faisait le service de l'annone les rendait forcément peu nombreux, et leur commerce, qui aurait dû être la principale ressource de Rome pour sa vie quotidienne, en était au contraire la plus incertaine et la plus faible.

Sous la République, quand un marchand vendait son blé cher, la plèbe l'accusait d'être un accapareur, et le mettait à mort : quand il le vendait à bas prix, le Sénat le soupçonnait d'aspirer à la royauté, et le faisait assassiner discrètement (1). Aussi le commerce des grains était-il peu recherché, il manquait de sécurité. De bonne heure les négociants s'efforcèrent d'y remédier, en se groupant en sociétés commerciales ; c'était même, disent les Institutes, une des plus fréquentes applications de ces sortes de sociétés.

(1) T. Live, IV, 13, 14.

Societatem coire solemus aut... aut alicujus negotiationis, veluti mancipiorum emendorum vendendorumque, aut olei, vini, frumenti emendi vendendique (Inst. III, 25).

Sous les premiers empereurs, avant l'organisation définitive des naviculaires, le commerce des blés fut encouragé par certains privilèges : une loi dispensait les commerçants de toutes charges ou fonctions publiques et les assimilait aux citoyens absents pour le service de l'État (1).

D'autres lois protégeaient la liberté de leurs transactions. Il était défendu notamment aux concessionnaires des marchés publics de rien entreprendre soit contre les négociants, soit contre leurs marchandises (2) ; défendu également aux magistrats des villes de les contraindre à vendre leurs denrées à vil prix, au-dessous du cours, ou de leur imposer un tarif arbitraire (3).

Mais ces rares mesures de protection demeuraient inefficaces, étouffées qu'elles étaient par mille dispositions vexatoires ou puériles, par les caprices arbitraires des empereurs, leurs lois de maximum et leurs réquisitions de céréales.

C'est ainsi qu'il était interdit aux citoyens de rang illustre ou de grande fortune d'exercer aucun commerce, dans la crainte que le peuple ne pût moins facilement traiter ses affaires avec eux qu'avec de petits commerçants (4) ; interdit aux agriculteurs de vendre leurs céréales au détail, de peur qu'ils ne vinssent à perdre un temps mieux employé aux travaux des champs (5) ; interdit aux marchands de blé de faire aucune expédition des ports de Carthage et d'Alexandrie avant le départ des flottes des naviculaires ;

(1) l. 5, § 3, D. L. 6.

(2) l. unic., C. j. IV, 60.

(3) l. 3, D. XLVII, 12.

(4) l. 3, C. j. IV, 63.

(5) l. 2, D. L. 11.

interdit aux mêmes marchands de trafiquer avec les pays étrangers au delà de certaines limites, à peine de confiscation ou d'exil perpétuel (1) ; de solliciter et d'acquérir aucune *militia*, aucune fonction ou distinction honorifique. En revanche ils pouvaient toujours craindre d'être ruinés par une taxation arbitraire des prix, ou chassés des marchés comme accapareurs (2), à tel point qu'il fallut une loi spéciale de Valentinien III pour leur permettre de rentrer dans Rome, d'où l'hostile défiance de la plèbe les avait expulsés (3).

Un seul empereur, Trajan, sut comprendre que le libre jeu du commerce pouvait davantage pour l'abondance de Rome, que n'avaient jamais fait tous les moyens factices, tout l'attirail vexatoire d'impôts et de réquisitions employé par ses prédécesseurs. Il renonça aux *superindictiones*, aux *publicæ comparationes* et remit aux marchands de blé le soin de compléter le canon frumentaire de chaque année. Il en résulta pour Rome une telle abondance qu'elle put envoyer des secours en Égypte pendant une disette (4).

Mais l'on revint après lui aux anciens errements et le commerce des blés, qui eût pu suffire par lui-même à assurer la subsistance de Rome, végéta jusqu'à la fin de l'empire, d'une vie impuissante et précaire.

Quant au peuple, lors de chaque disette, il continua à crier, malgré tout, à l'accaparement : il en fit, ce qu'on en a fait de siècle en siècle jusqu'à nous, l'auteur responsable et comme le spectre de toutes les famines.

(1) l. 4 et 6, C. j. IV, 63.

(2) l. unic. C. j. XII, 35.

(3) Nov. Valentin. C. th., 43. *De pantapolis ad Urbem Revocandis*.

(4) Pline, *Panégyr. Trajan*, 29, 31.

II. — Le crime d'accaparement.

I. — *Lois répressives.*

Sous la République, les édiles avaient le devoir de poursuivre et de réprimer toute tentative d'accaparement, toute manœuvre ayant pour but de renchérir le prix des denrées ; leurs auteurs étaient punis d'une amende arbitraire (1). Quant à ceux qui détruisaient un approvisionnement de blé, la loi les condamnait à être battus de verges et brûlés vifs (2).

A chaque nouvelle famine, et elles étaient fréquentes, on accusait invariablement les marchands de blé d'en être la cause, et plus d'une fois ils furent livrés à la fureur du peuple (3). Quant aux simples particuliers, on visitait leurs greniers, pour les forcer à vendre tout le blé qui ne leur était pas immédiatement nécessaire. Nul ne pouvait faire de provisions pour plus d'un mois (4). Mais de telles mesures ne faisaient qu'aggraver le mal, au lieu de le soulager.

Jules César, ou peut-être Auguste, porta une loi spéciale « *lex Julia de annonâ* » contre ceux qui provoquaient des hausses artificielles, soit en accaparant les denrées, soit en détournant par artifice les vendeurs du chemin de Rome, soit en retenant dans les ports les navires ou leurs cargaisons,

(1) Cf. T. Live, *Hist.*, XXXVIII, 35. Il cite les noms de plusieurs édiles qui ornèrent le Capitole avec le produit des amendes prononcées par eux contre des marchands de blé, *ob Annonam compressam*. Cf. Daremberg et Saglio, *Dict. des Antiq.*, V^e Ediles.

(2) L. 9, D. XLVII, 9. Gaius, *Comm. sur la loi des XII tables*, IV.

(3) T. Live, X, 2 ; XXX, 26 ; XXXIII, 42.

(4) Cic. *De Officiis*, II, 17.

soit en provoquant par toute autre manœuvre la disette des vivres afin de s'enrichir aux dépens du public (1).

La loi *Julia* était sans doute la confirmation d'une loi plus ancienne à laquelle Plaute fait allusion dans sa comédie des *Captifs* (2).

Les empereurs tout en conservant cette loi prirent à tâche non seulement de réprimer les accaparements, mais aussi de les prévenir et de les empêcher, en maintenant le marché du blé aux cours les plus bas possible. Tibère leur fixa un maximum qu'ils ne devaient pas dépasser, et accorda en dédommagement deux sesterces par *modius* aux marchands (3). Néron, lui-même, craignant le retour des séditions du règne de Claude, se montra plein de zèle sur cet article et prit les mesures les plus variées, quelquefois les plus extravagantes. Afin de protéger la concurrence qui crée les bas prix, il défendit aux marchands de vendre leurs blés ailleurs que sur la place publique, interdit les ventes à terme, de crainte que la spéculation n'y prit part ; et imagina même d'ordonner aux vendeurs de rester constamment debout, dans l'espoir que la fatigue en les pressant de se défaire de leurs denrées les leur ferait céder à meilleur compte (4).

Le préfet de l'annone était chargé d'assurer le maintien de ces divers règlements.

La loi *Julia de annona* donnait ouverture à un *publicum judicium* (5). Mais la peine prononcée par elle n'étant qu'une amende de vingt *aurei* (6) parut bientôt une représ-

(1) l. 2, D. XLVIII, 12. Ulpian, *De Off. Proconsulis*, liv. 8 et 9.

(2) Plaute, *Les Captifs*, acte III, sc. 1, V, 423-430. Un parasite éconduit d'une maison hospitalière invoque plaisamment la loi contre les affameurs du peuple.

(3) Suétone, *Vie de Tibère*, ch. 30. — Tacite, *Ann.*, II, 87.

(4) Monnier, *l. c.*, p. 62.

(5) Institut., IV, 18, § 11.

(6) l. 2, D. XLVIII, 12.

sion insuffisante ; et les empereurs Antonin et Septime Sévère décidèrent que le crime d'accaparement tomberait également sous le coup de la *cognitio extraordinaria* des proconsuls et des gouverneurs de province, comme les crimes n'ayant pas reçu de dénomination spéciale de la loi (1). Cette juridiction présentait de nombreux avantages :

Tout d'abord l'on pouvait se pourvoir devant elle soit par une accusation précise, articulant les faits, comme dans le *judicium legitimum*, soit par l'accusation beaucoup plus vague de stellionat, atteignant d'une façon générale quiconque se rendait coupable de manœuvres dolosives.

En second lieu l'on n'exigeait pour l'accusation aucune des formalités solennelles en usage dans les *Judicia publica*. Cependant la *suscriptio* était imposée à l'accusateur (2).

Enfin la peine à prononcer n'étant pas déterminée d'avance était laissée à l'appréciation du juge, qui la proportionnait à la culpabilité de l'accusé. Elle pouvait être soit une amende, soit l'interdiction du commerce à temps ou à perpétuité, soit la relégation dans une île pour les *honorati* avec la déchéance de leur dignité, soit pour les *humiliores* la condamnation aux travaux publics (3).

Dans les *cognitiones extraordinariæ*, à la différence des *Judicia publica* où tout le monde, à part quelques exceptions, pouvait se porter accusateur, ce rôle ne pouvait être rempli en général que par les parties directement intéressées (V. g. *Crimen expilatæ hereditatis*). Mais ici, comme il s'agissait de l'intérêt même du peuple et de l'État, liberté pleine et entière était accordée à tous, même à ceux qui par exception n'auraient pu se porter accusateurs dans

(1) l. 6, D. XLVII, 11. — l. 37, D. XLVIII, 19. — *Basiliques*, LX, 51, § 37.

(2) Pothier, *Observations*, XLVII, 11. — *Pandectes*, XLVIII, 12,

(3) l. 1, § 13, D. I, 12. — l. 9, D. XLVIII, 19. — l. 6, D. XLVII, 11. — *Basiliq.*, LX, t. 22, § 6 ; t. 51, § 37.

un *judicium legitimum*, c'est-à-dire les femmes, les militaires et les esclaves (1). Cette dérogation au droit commun, autorisée expressément par les empereurs M. Aurèle et S. Sévère est particulièrement remarquable. Car en ce qui concernait les femmes, elles étaient déclarées irrecevables à porter une accusation criminelle quelconque, sauf contre le meurtrier de leurs proches (2). Quant aux esclaves, leurs dénonciations contre leurs maîtres n'étaient admises qu'en quatre cas :

1° S'il s'agissait de la suppression d'un testament leur accordant la liberté ;

2° D'une fausse déclaration au cens ;

3° Du crime de fausse monnaie ;

4° Enfin, et c'est notre hypothèse, d'un accaparement de céréales : *arctioris Annonæ P. R. causâ* (3).

Il nous reste à examiner quels actes étaient justiciables de cette juridiction répressive, confiée à Rome au préfet de la ville, et dans les provinces aux gouverneurs et proconsuls.

Ulpien (l. 6, D. XLVII, 11) indique deux sortes d'accapareurs :

1° Ceux qui achètent les denrées pour faire le vide sur le marché, et provoquer la hausse des cours (*merces supprimunt*) ;

2° Les propriétaires qui refusent de vendre leurs denrées à un juste prix, aimant mieux attendre une époque de famine, afin de s'en défaire à des prix plus élevés.

Était encore assimilé à l'accaparement et puni des mêmes peines le fait de se servir de fausses mesures ou de

(1) Pothier, *Observ.*, LXVII, 11. — l. 13, D. XLVIII, 2. — l. 1 et 3, § 2, D. XLVIII, 12.

(2) l. 1, D. XLVIII, 12.

(3) l. 53, D. V, 1.

faux poids (1). Déjà un édit de Trajan leur avait déclaré applicable la loi *Cornelia de Falsis* (2) qui prononçait une condamnation au double du préjudice causé. Adrien y joignit la peine de la relégation, et les rendit justiciables de la *cognitio extraordinaria* du magistrat « *ob utilitatem popularis Annonæ* » (3).

Ces derniers mots nous permettent de supposer d'une façon plus générale que l'accusation, la procédure et les peines criminelles dont nous venons de parler ne s'appliquaient pas seulement à ceux qui se rendaient coupables d'un crime d'accaparement, mais encore à tous ceux qui attentaient d'une manière ou d'une autre à la liberté ou à l'honnêteté des transactions concernant l'annone. Ils étaient désignés tous sous le terme générique de *Dardanarii*, nom bizarre dont on fait remonter l'étymologie à celui d'un magicien célèbre nommé *Dardanus*. C'était en effet une croyance populaire que les accapareurs usaient d'artifices magiques pour faire affluer les grains dans leurs greniers, et rétrécir les mesures dont ils se servaient (4).

Au IV^e siècle, les blés ayant considérablement renchéri dans tous l'empire, par suite de l'abandon de l'agriculture devant les invasions des Barbares, le nom des marchands de grains (*Pantapolæ*) devint aux yeux du peuple le synonyme d'accapareurs. Ils furent même chassés de Rome, où du reste Valentinien III fut obligé de les rappeler peu après (a. 440), l'absence de tout commerce sur les blés ayant paru une calamité pire encore que les spéculations

(1) l. 37, D. XLVIII, 19.

(2) l. 32, D. XLVIII, 10.

(3) l. 37, D. XLVIII, 19. — *Basilic.*, LX, 51, § 37.

(4) Cujas, *Observ.*, X, 19. — Turnèbe, *Adversaria*, IX, 17. On leur donnait encore d'autres noms tout aussi extraordinaires. *Pantapolæ*, *Seplasiarii*, *pantametaboli*. — Darenberg et Saglio, *Dict. des antiq.*, v^o *Dardanarii*.

des marchands. Au reste, la même loi déclarait que les faits d'accaparement continueraient à tomber sous le coup de la loi pénale (1).

La crainte des accaparements fit également interdire à Constantinople le commerce des blés pendant la famine de 409 (2). L'État se fit l'unique pourvoyeur des particuliers : il ne paraît pas qu'ils en furent mieux approvisionnés qu'auparavant.

La dernière disposition qui nous soit parvenue concernant les accaparements est une constitution de l'empereur Zénon (3) ; elle prohibe spécialement les conventions illicites par lesquelles certains marchands s'engageaient à ne pas vendre leurs denrées au-dessous d'un certain prix. Ce genre de conventions constitue aujourd'hui chez nous le délit de coalition. La même constitution prohibait les monopoles que certains marchands cherchaient à se constituer sur la vente de quelques denrées de luxe, moyennant une légère redevance (*siliquaticum*) à l'État. En effet rien n'est plus voisin d'un accaparement qu'un monopole, puisque dans les deux cas le vendeur se rend maître du prix en supprimant la concurrence ; et tout monopole non réglementé par l'État permettant au vendeur de faire monter les prix à son gré, surtout pour les objets de première nécessité dont la demande ne peut se restreindre, tout monopole dégénère fatalement en accaparement : à tel point qu'on a souvent pris les deux termes l'un pour l'autre. Aussi étaient-ils déjà interdits dès les temps de la République par des sénatus-consultes (4).

(1) Nov. Valentin. III, *De Pantapolis ad Urbem revocandis* (inter Nov. Theodos. 5). — Cujas, *Observ.* X, 274, B.

(2) l. 1, C. th. XIV, 16. — S. Grégoire de Nazianze s'élève dans une de ses homélies (Homél. XV) contre les accapareurs qui augmentaient les disettes et les changeaient en famine (372 ap. J.-C.).

(3) l. unic., C. j. IV, 59. — Cujas, *op.*, II, 296. C. Paratitl. in lib. IV, C. j.

(4) Pline, *Hist.*, VII, 37.

Les peines prononcées par la constitution de Zénon pouvaient aller jusqu'à la confiscation et à l'exil perpétuel.

Toute négligence de l'*officium* du préfet du prétoire dans l'application de la loi était punie d'une amende de 50 livres d'or.

Citons enfin, pour être complet, deux nouvelles de Justinien. La première ne parle pas, il est vrai, d'une façon directe de la répression des accaparements, mais enjoint aux gouverneurs de province de veiller au maintien de l'abondance et du bon marché des denrées dans les villes de leur ressort (1).

La seconde fait défense aux agriculteurs et aux commerçants de demander comme prix de leurs denrées plus que ceux fixés par les anciens usages, sous peine d'une amende du triple. Le préfet de Constantinople et les préfets du prétoire furent chargés d'y tenir la main ; toute négligence de leur « *officium* » en cette matière était passible d'une amende de 5 livres d'or (2).

II. — *Lois préventives.*

Outre les peines rigoureuses édictées par eux contre l'accaparement, les empereurs crurent quelquefois y trouver un remède préventif dans l'établissement des lois de maximum.

Déjà sous la République, dès les premiers siècles de Rome, des mesures arbitraires avaient été prises pour combattre la cherté des vivres et principalement du blé. Chaque fois que les édiles redoutaient une famine, ils en fixaient le prix par un édit, et forçaient non seulement les marchands, mais aussi les simples particuliers à vendre sur ce

(1) Novell. Justin. XXIV, ch. 3.

(2) Novell. Justin. CXXXII, ch. 2.

même prix tous les grains qui n'étaient pas immédiatement nécessaires à leur consommation personnelle. Mais de l'aveu de Tite-Live, ces mesures furent toujours aussi impuissantes qu'elles étaient vexatoires (1).

Tibère voulut que le Sénat réglât chaque année le prix de toutes les denrées : lui-même fixa le prix du blé à des cours très bas pendant une disette ; mais il accordait en même temps aux marchands une indemnité de deux sesterces par *modius* : des mesures analogues paraissent avoir été prises par plusieurs de ses successeurs. Mais le principal monument de la législation romaine en cette matière, le seul qui soit parvenu jusqu'à nous est l'édit de Dioclétien, rendu en 300 après J.-C. à Nicomédie. Le préambule de cet édit nous indique le but principal qu'il poursuit ; réprimer l'insatiable avidité des accapareurs : « *quibus semper studium est in quæstum trahere etiam divina beneficia ac publicæ felicitatis affluentiam stringere ; qui singuli, maximis divitiis diffuentes, quæ etiam populos adfatim explere potuissent consecrantes, peculia et laceratrices centesimas persequantur..... In tantum se licentiam diffuisse pretiorum ut effrenata livido rapientium nec rerum copia, nec annorum ubertatibus mitigaretur* (2). »

Et plus loin il fait allusion aux accapareurs qui exploitent l'armée dans les provinces, en faisant doubler, quadrupler, décupler même les prix sur son passage, état de choses intolérable auquel il est du devoir des « *Pères du genre humain* » de mettre un terme (3).

(1) T. Liv., IV, 2, 3, 12 ; X, 11, 26 ; XXI, 4, 40 ; XXXIII, 42 ; XXXVIII, 35. — Pline, *Hist. nat.*, XVIII, 4.

(2) Lepaulle, *l'Édit de Dioclétien*, p. 30 et 31.

(3) Les premières traces de cet Édit furent découvertes en 1709 sur une inscription de Stratonice (Asie Mineure). D'autres fragments furent retrouvés dans les ruines de différentes villes d'Asie Mineure, de Grèce et d'Égypte par Lebas, Lenormant et Mommsen. Le dernier fragment dé-

L'édit, si l'on s'en rapporte à ce préambule, devait s'appliquer à tout l'empire ; il fut promulgué au nom des deux Augustes et des deux Césars. Cependant, comme aucune mention de l'édit n'a été recueillie dans les provinces du gouvernement de Maximien Hercule, l'on peut supposer qu'il ne fut publié et mis en vigueur que dans les provinces d'Orient, gouvernées par Dioclétien (1).

De l'édit en lui-même nous dirons peu de chose. Il portait le détail des prix d'un nombre presque infini d'objets mais contrairement à ce qu'ont fait plus tard d'autres lois analogues, il ne mentionnait pour chacun d'eux qu'un seul prix, sans tenir compte des frais de transport, ni des différences de valeur d'un pays à un autre, résultant des différences dans les conditions industrielles ou agricoles. Aux commerçants fut laissé le soin de les prévoir, et de régler leurs achats en conséquence (2).

Les pénalités prononcées en cas d'infraction à l'édit étaient d'une rigueur qui les rendit inexécutables. Il ne s'agissait de rien moins que de la vie pour tout vendeur cherchant à vendre et pour tout acheteur consentant à acheter au-dessus du maximum établi par l'édit. La peine de mort était également prononcée contre toute tentative d'accaparement, quels que fussent les moyens employés. Les résultats de l'édit furent d'ailleurs déplorables : le maximum des

couvert fut celui d'Elatée, (1886). Pour leur énumération complète, voir Lepaulle, *l. c.*, p. 22.

(1) Cf. Waddington, *Edit. de Dioclétien*. — Dureau de la Malle, *Ec. Pol. des Romains*, I, ch. 12 et 13. — Mommsen, *Das Edict. Diocletian*. Leipzig, 1851.

(2) L'unité monétaire adoptée pour les prix était le denier de cuivre, seule monnaie usitée dans l'empire à cette époque. Malheureusement nous ne connaissons pas exactement son rapport au denier d'argent. Le prix du blé qui aurait pu nous servir de terme de comparaison ne nous est point parvenu. On pense en général que le denier commun valait $1/2$ *follis*, ou $1/42$ du denier d'argent, soit environ 0 fr. 02.

denrées ayant été fixé trop bas, les marchands cessèrent tout commerce pour éviter d'être ruinés ; la navigation fut interrompue, les importations disparurent : une disette générale, une détresse universelle forcèrent bientôt les autorités à laisser violer ouvertement l'édit de Maximum, en attendant qu'il tombât en désuétude.

L'erreur de Dioclétien avait été de mettre sur le compte des accaparements un état de choses qui provenait surtout de la misère des campagnes, et de l'énorme dépréciation des monnaies, de plus en plus altérées par ses prédécesseurs ; dépréciation qui leur fit perdre plus de la moitié de leur valeur nominale, et amena pour l'état une véritable banqueroute (1).

En dépit des résultats désastreux de cette première expérience, l'empereur Julien tenta de la renouveler pour le blé. « Il ordonna, dit Gibbon (2), de le vendre dans un temps de disette à des prix qu'on n'avait guère connus dans les années les plus abondantes. Mais il eut beau payer d'exemple en envoyant sur les marchés 400 mille *modii* tirés de ses greniers d'Hiérapolis, de Chalcis et d'Egypte, les commerçants cessèrent leurs approvisionnements ». Le mal valait mieux qu'un tel remède.

En résumé, les mesures prises contre l'accaparement furent d'autant plus rigoureuses, d'autant plus multipliées, que les accapareurs étaient plus introuvables : en effet ils n'existaient le plus souvent que dans l'imagination des magistrats et du peuple.

Dès qu'un renchérissement avait lieu, l'affolement général en accusait les marchands. En réalité, il avait presque toujours pour seules causes soit la dépréciation des

(1) Lepaulle, *Edit sur le maximum*, p. 7.

(2) Gibbon, *Hist. de la décad. de l'emp. Romain*, ch. 21. — Guillaumin, *Dict. d'Econ. Pol.*, V^e Céréales.

monnaies rognées ou falsifiées par les empereurs eux-mêmes, soit la rareté réelle du blé. Ruinés par les guerres civiles ou les invasions barbares, écrasés d'exactions et d'impôts, les colons ne produisaient plus le blé qu'à grand' peine, et à la fin de l'empire ne le produisirent plus du tout.

CONCLUSION GÉNÉRALE

De notre étude sur l'annone, un fait se dégage clairement : sous l'empire comme sous la République, en dépit de toutes les mesures et de tous les expédients, la situation de Rome et de l'Italie au point de vue des subsistances demeura toujours incertaine, précaire ; cette province, où la concurrence des blés de Sicile avait peu à peu ruiné toute culture, était aussi facile à affamer que Rome et comme elle obligée de tirer sa subsistance des pays d'outre-mer.

Aussi, durant les guerres civiles des derniers temps de la République, le peuple affolé par la terreur d'une famine se mit à la discrétion de Pompée, et lui confia les pouvoirs les plus exorbitants (1). Même en temps de paix, un simple retard des flottes frumentaires, une tempête, des vents contraires pouvaient réduire le peuple Romain aux dernières extrémités (2). Une année, sous Auguste, par suite d'un de ces retards, il ne resta plus dans les greniers de Rome du blé que pour trois jours, et l'empereur désespéré était prêt à se donner la mort quand la flotte frumentaire arriva (3).

Parfois aussi les récoltes venaient à manquer, même en Sicile, même en Egypte, et alors les magasins de l'État, approvisionnés pour une année seulement, restaient vides.

Sous Auguste il y eut trois famines, et l'une d'elles (a. 759)

(1) Plutarque, *Pompée*, 25, 45.

(2) Cf. Tacite, *Annal.*, III, 54. « *Vita populi Romani per incerta maris et tempestates quotidie volvitur* ».

(3) Dezobry, *Rome au siècle d'Aug.*, p. 416.

fut si rigoureuse qu'on se vit réduit à chasser de Rome les étrangers, les gladiateurs, les esclaves à vendre, et une bonne partie des autres, y compris ceux de l'Empereur (1). D'autres famines eurent lieu sous Tibère, Claude et Trajan (2). Jamais en un mot, malgré toutes les constitutions des empereurs et tous les efforts du service de l'annone, la subsistance de Rome ne fut assurée d'une façon certaine au delà de quelques semaines, si ce n'est peut-être sous Aurélien qui tomba dans l'excès contraire en l'approvisionnement pour sept années. Même sous le règne prospère de Théodose, il suffit de la révolte d'un Gildon, gouverneur d'Afrique, pour amener la famine en Italie et mettre Rome aux abois.

Cette constante impuissance de l'administration romaine à approvisionner Rome d'une façon permanente et régulière provenait d'une erreur capitale en cette matière et qui fut celle de tous. « Les Romains, dit Naudet, se refusaient à croire qu'on pût s'approvisionner avec de l'argent, par le commerce, sans violences, sans exactions, sans le concours de toute la hiérarchie administrative et fiscale (3) ».

Impôts, réquisitions, ventes forcées, tels étaient les seuls moyens employés par elle ; ses magistratures ne furent que des factoreries, armées de l'autorité judiciaire et du glaive, qui appauvrissaient l'Etat en ruinant les particuliers.

(1) Suét., *Aug.*, 42.

(2) Suétone, *Claud.*, 18. — Tacite, *Ann.*, II, 87. — Pline, *Panégyr.*, 30, 31.

(3) Naudet, *l. c.*, p. 54. — Cf. Cujas, t. II, 781, B. c. ; t. IX. 397, D. ; t. X, 856. c. — 1032, E. — 1033. A.

INDEX DES TITRES ANALYSÉS

Code Théodosien.

Livres	Titres
I	6 De officio præfecti urbi.
VI	34 De Mensoribus.
	37 De perfectissimatûs dignitate.
VII	4 De erogatione militaris Annonæ.
VIII	5 De cursu publico, angariis et perangariis.
IX	40 De pœnis.
X	3 De locatione fundorum juris Emphyteutici.
XI	1 De Annonâ et tributis.
	2 Tributa in ipsis speciebus inferri.
	5 De Indictionibus.
	6 De superindicto.
	7 De exactionibus.
	8 De superexactionibus.
	12 De immunitate concessâ.
	14 De conditis in publicis horreis.
	15 De publicâ comparatione.
	26 De discussoribus.
	28 De indulgentiis debitorum.
	30 De appellationibus.
XII	6 De susceptoribus, præpositis, arcariis.
	9 De his quæ ex publicâ collatione illata sunt non usurpandis.
	10 Ne præfectianus exactoris vel curiosi, vel horreorum custodis fungatur officio.
	19 De his qui conditionem propriam reliquerunt.
XIII	5 De Naviculariis.
	6 De prædiis Naviculariorum.
	7 De navibus non excusandis.
	8 Ne quid oneri publico imponatur.
	9 De naufragiis.
XIV	3 De pistoribus et catabolensibus.
	4 De suariis, pecuariis et susceptoribus vini.
	15 De canone frumentario Urbis Romæ.

Livres Titres

- XIV 16 De frumento urbis Constantinopolitanæ.
 17 De Annonis Civicis et pane gradili.
 18 De mendicantibus non invalidis.
 19 De pretio panis Ostiensis.
 21 De nautis Tiberinis.
 22 De saccariis portus Romæ.
 23 De patronis horreorum portuensium.
 24 De mensis oleariis.
 25 De frumento Carthaginiensi.
 26 De frumento Alexandrino.
 27 De Alexandrinæ plebis primatibus.

Novelles du Code Théodosien.

- Théodose II 8 De navibus ultra duorum millium modiorum capacitatem non excusandis
 Valentinien III 5 De Pantapolis ad urbem Romam revocandis.
 15 De corporatis urbis Romæ qui ad militiam vel clericatum transierunt revocandis.
 28 De naviculariis amnicis.
 33 De prædiis pistoriis Afris deputandis.
 35 De suariis, boariis et pecuariis.

Digeste.

Livres Titres

- I 12 De officio Præfecti urbi.
 15 De officio Præfecti vigilum.
 V 1 De judiciis.
 XXVII 1 De excusationibus.
 XXXIV 1 De alimentis vel cibariis legatis.
 XXXV 2 Ad legem Falcidiam.
 XLVII 9 De naufragio.
 11 De extraordinariis criminibus.
 20 Stellionatus.
 XLVIII 2 De accusationibus et inscriptionibus.
 10 De lege Cornelia de falsis.
 12 De lege Julia de Annonâ.
 19 De pœnis.
 L 4 De muneribus et honoribus.
 5 De vacatione et excusatione munerum.
 6 De jure immunitatis.
 11 De nundinis.

Code Justinien.

Livres Titres

- I 28 De Officio Præfecti urbi.
 44 De Officio Præfecti Annonæ.
 IV 59 De monopoliiis et conventu negotiatorum illicito.
 60 De nundinis et mercationibus.
 68 De commerciis et mercatoribus.
 VI 62 De hereditatibus naviculariorum.
 X 16 De Annonis et tributis.
 17 De indictionibus.
 18 De superindicto.
 X 26 De conditis in publicis horreis.
 27 Ut nemini liceat in emptione specierum se excusare.
 70 De susceptoribus, præpositis et arcariis.
 73 De his quæ ex publica collatione illata sunt non usurpandis.
 XI 1 De naviculariis, seu naucleris publicas species transportantibus
 2 De prædiis et omnibus rebus naviculariorum.
 3 De navibus non excusandis.
 4 Ne quid oneri publico imponatur.
 5 De naufragiis.
 15 De pistoriis.
 16 De suariis et susceptoribus vini.
 22 De canone frumentario urbis Romæ.
 23 De frumento urbis Constantinopolitanæ.
 24 De annonis civilibus.
 25 De mendicantibus validis.
 26 De nautis Tiberinis.
 27 De frumento Alexandrino.
 58 De omni agro deserto, et quando sterilia fertilibus imponuntur.
 62 De mancipiis et colonis fundorum.
 XII 22 De principibus agentium in rebus.
 35 Negotiatores ne militent.
 53 De apparitoribus Præfecti urbi.
 59 De apparitoribus Præfecti annonæ.

Novelles du Code Justinien.

- XXIV Ch. 3. — De Præsede Pisidiæ.
 XLIX De adjectionibus.
 LXXX De mendicantibus validis.
 CXXII Ch. 2, de formulâ artificium.
 CXXVIII Ch. 16. — De publicorum tributorum exactione.
 Edict. XIII Ch. 6, 8, 22. — De Alexandrinis et Ægyptiacis provinciis.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

I. — DE L'ANNONE EN GÉNÉRAL.

- Auteurs anciens.

- Brisson.** — *De verborum significatione*. V^o *Annona*. Paris, 1606.
Contareni. — *De frumentaria largitione*, ch. II.
Cujas. — Edition de Naples, 1728. T. II. 147. 670. T. X. 868.
Delamare. — Traité de la police, t. V. Paris, 1722.
Godefroy. — *Codex Theodosianus cum perpetuis commentariis*. Édition de Mantoue, 1740.
Heineccius. — *Syntagma antiquæ jurisprudentiæ illustratæ*. V^o *Annona*. Francfort, 1733.
Mazocchi. — *Commentarium ad tabulas Heracleas*, p. 306-323.
Pancirole. — *Commentaire sur la Notitia Dignitatum*. Lyon, 1608.

Auteurs modernes.

- Boucher-Leclercq.** — *Manuel des Antiquités Romaines*. Paris, 1886.
Darenberg et Saglio. — *Dictionnaire des Antiquités Grecques et Romaines*, V^o *Annona*.
Desjardins. — *Dictionnaire des Antiquités Grecques et Romaines*, V^o *Annona*.
École française de Rome. — *Mélanges d'Archéologie et d'histoire*, 9^e année, Fascic. 3-5, V^o *Annona*.
Giraud. — *Les Tables de Salpensa et de Malaga*. Paris, 1856.
Labatut. — *La Question des Subsistances à Rome*, *Journal des Économistes*. Août 1868. — *L'Alimentation publique chez les Romains*. Paris, 1870.
Mispoulet. — *Institutions politiques des Romains*. Paris, 1882.
Willems. — *Droit public des Romains*. Louvain, 1883.
Dirksen. — *Civilistische Abhandlungen*, I, 1741 ; II, 163-201. Berlin, 1820.
Gebhardt. — *Studien über das Verpflegungswesen von Roma und Constantinopel in der Späteren Kaiserzeit*. Dorpat, 1881.
O. Hirschfeld. — *Philologus*, 1870, t. 29. *Untersuchungen auf dem Gebiete der Römischen Verwaltungswesen Geschichte*, p. 128-140. — *Getreideverwaltung*. Berlin, 1876.

- G. Krakauer.** — Das Verpflegungswesen der Stadt. Romain der Späteren Kaiserzeit. Leipzig, 1874.
- Kuhn.** — Zeitschrift für das Alterthumswissenschaft, n^{os} 125, 126, 135, 136. Leipzig, 1845.
- Lange.** — Römische Alterthümer, II, 642, Berlin, 1863.
- Madvig.** — Die Verfassung und Verwaltung der Römischen Staats. Leipzig, 1882.
- Marquardt-Becker.** — Handbuch Römischer Alterthümer, t. III.
- Marquardt et Mommsen.** — Manuel des antiquités Romaines. — Le droit public, t. II. — Traduction de M. Girard. Paris, 1888.
- Mommsen.** — Histoire Romaine. — Traduction Alexandre. Paris, 1868.

II. — FONCTIONNAIRES DU SERVICE DE L'ANNONE.

Auteurs anciens.

- Brisson.** — *De verborum significatione*. V^o *Præfectus Annonæ*.
- Cujas.** — T. X, 584, 855, 858.
- Fr. Rocco.** — *De Annonæ Præfecti instituto, jurisdictione et facultatibus* Naples, 1666.
- Sabelli.** — *Summa Tractatum*, I. *De Annonæ Administratione*. Bologne, 1685.

Auteurs modernes.

- Darenberg et Saglio.** — Dictionnaire des Antiquités, V^o *Ædiles*.
- Laboulaye.** — Essai sur les lois criminelles des Romains, concernant la responsabilité des magistrats.
- Boecking.** — *Notitia Dignitatum, utriusque Imperii*. II. Bonn, 1834.

III. — RECOUVREMENT ET TRANSPORT DES PRESTATIONS DE L'ANNONE.

Auteurs anciens.

- Brisson.** — *De verborum significatione*, V^o *Navicularius*.
- Cujas.** — T. II, 671, 780, 790, 814. — T. IV, 841. — T. IX, 936. — T. X, 856.

Auteurs modernes.

- Bouchard.** — Administration des Finances de l'empire Romain dans les derniers temps de son existence. Paris, 1871.
- Fustel de Coulanges.** — La propriété foncière dans l'empire Romain. *Revue des Deux-Mondes*, 13 mai 1873.
- Humbert.** — Finances et comptabilité publique chez les Romains. Paris, 1886.
- Pigeonneau.** — *De Convectione Urbanæ annonæ*. Thèse pour la licence ès-lettres. Paris, 1876.
- Serrigny.** — Droit public et administratif des Romains, t. I.

- Marquardt et Mommsen.** — Manuel des Antiquités Romaines, t. X.
— Organisation financière des Romains, (trad. Vigié). Paris, 1888.

IV. — DISTRIBUTIONS GRATUITES.

Auteurs anciens.

- Contareni.** — *De frumentaria Romanorum largitione*. Venise, 1609.
Cujas. — T. II, 814. — T. IX, 369

Auteurs modernes.

- Darenberg et Saglio.** — Dictionnaire des Antiquités Romaines, V° *Annona*.
Monnier. — Histoire de l'Assistance dans les temps anciens et modernes. Paris, 1856. —
Naudet. — Les secours publics chez les Romains (Mémoires de l'Académie des Inscr. et Belles-Lettres, année 1838, t. XIII).
Mommsen. — Die Römischen Tribus, p. 178-208. Altona, 1844.
Nasse. — *Meletemata de publica Annonæ cura apud Romanos*. Bonn, 1851.
Rein. — *Largitio*, Pauly's Realencyclopædie, t. I, 103 et suiv.
Rüdorff. — Rechtsgeschichte, t. I, p. 45 et suiv. Leipzig, 1857.
Walter. — Geschichte des Römischen Rechts, § 294 et suiv., § 381. Bonn, 1860.

V. — DE L'ACCAPAREMENT OU DARDANARIATUS.

Auteurs anciens.

- Cujas.** — T. I, 875. — T. II, 785. — T. X, 19.
Pothier. — Pandectes, XLVIII. — Observations XLVII.
Turnèbe. — Adversaria, IX, 17.

Auteurs modernes.

- Darenberg et Saglio.** — Dictionnaire des Antiquités Romaines, V° *Accaparement*. — Dardanarii.
Du Boys. — Histoire du Droit criminel des peuples anciens. Paris, 1845.
Von Ihering. — *Esprit du Droit Romain*, t. II, 234, 251, traduction de Meuleneare. Paris, 1877.
Lepaulle. — L'Edit de maximum de Dioclétien. Paris, 1886.
Waddington. — L'Edit de Dioclétien.
Marquardt et Mommsen. — Manuel des Antiquités Romaines, t. XIV.
— La vie privée des Romains (Trad. P. Lucas et Weiss). Paris, 1891.
Platner. — *Quæstiones de jure criminum*, p. 229-232. Marburg, 1842.
Rein. — Das criminal Recht der Römer, p. 829 et s. Leipzig, 1844.
Rüdorff. — Rechtsgeschichte, II. Leipzig, 1857.
Walter. — Römische Rechtsgeschichte, Bonn, 1860.
-

TABLE DES MATIÈRES

DE LA CURA ANNONÆ CHEZ LES ROMAINS

	Pages
INTRODUCTION. — Division du sujet.	1
<i>Les précédents.</i> — Le service de l'Annone en Grèce.	6
 PREMIÈRE PARTIE. — Le service de l'Annone sous la République.	
CHAPITRE PREMIER. — Etablissement du Canon Frumentaire . . .	11
CHAPITRE II. — Origines et établissement des distributions gratuites. Les Lois Frumentaires	14
CHAPITRE III. — Les premiers fonctionnaires du service de l'Annone. Ediles. Préfets de l'Annone temporaires	25
 DEUXIÈME PARTIE. — Le service de l'Annone à Rome pendant l'Empire.	
CHAPITRE PREMIER. — Quotité du canon frumentaire, son mode de répartition entre les provinces	29
CHAPITRE II. — Les distributions gratuites	35
§ 1. — Mesures prises par les empereurs.	35
§ 2. — Les bénéficiaires ordinaires	39
§ 3. — Les bénéficiaires extraordinaires	47
§ 4. — Ce que coûtaient les distributions gratuites. Les résultats.	52
CHAPITRE III. — Organisation du service de l'Annone	54
§ 1. — Le Préfet de l'Annone.	54
§ 2. — Ses supérieurs hiérarchiques.	61
§ 3. — Ses auxiliaires	66
CHAPITRE IV. — La <i>Cura comparandi</i>	68
SECTION I ^{re} . — <i>Réalisation des ressources de l'Annone</i>	68
SECTION II. — <i>Les moyens de transport. Les naviculaires</i>	75
1 ^{re} PÉRIODE. — Auguste à Claude	75
2 ^e PÉRIODE. — Claude à Constantin.	79
§ 1. — Les corporations libres	79
§ 2. — Les corporations forcées.	86

	Pages
3 ^e PÉRIODE. — Constantin à Théodose. Unification du système corporatif. Législation corporative de l'époque classique . . .	89
4 ^e PÉRIODE. — Théodose à Théodoric. Décadence du service de l'Annone. Réformes de Théodose. — Réformes d'Honorius . .	98
CHAPITRE V. — La <i>Cura condendi</i>	105
§ 1. — Les fonctionnaires	105
§ 2. — Les corporations	110
CHAPITRE VI. — La <i>Cura dividendi</i>	112
§ 1. — Les fonctionnaires.	112
§ 2. — Les corporations. <i>Pistores</i> et <i>Catabolenses</i>	113
CHAPITRE VII. — Contrôle du service de l'Annone. — Fraudes et pénalités.	120
CHAPITRE VIII. — Approvisionnements accessoires relevant du service de l'Annone	127
§ 1. — La viande. <i>Suarii</i> et <i>Pecuarii</i>	127
§ 2. — L'huile.	131
§ 3. — Le vin.	133
TROISIÈME PARTIE. — Le service de l'Annone à Constantinople et dans les provinces.	
CHAPITRE PREMIER. — Le service de l'Annone à Constantinople. .	135
§ 1. — Les approvisionnements en général.	135
§ 2. — Les bénéficiaires de l'Annone gratuite	138
§ 3. — Les fonctionnaires du service de l'Annone	144
§ 4. — La <i>Cura comparandi</i> . Les naviculaires dans l'empire d'Orient	146
§ 5. — La <i>Cura condendi</i>	151
§ 6. — La <i>Cura dividendi</i>	152
CHAPITRE II. — Le service de l'Annone dans les provinces . . .	153
QUATRIÈME PARTIE. — Le commerce des grains d'après le Droit romain.	
§ 1. — Réglementations diverses	159
§ 2. — Le crime d'accaparement. Lois répressives et préventives. .	162
CONCLUSION GÉNÉRALE	173
Index des titres étudiés dans les Codes Théodosien et Justinien . . .	175
Index bibliographique	178
Table des matières.	181

DROIT FRANÇAIS

LES

SYNDICATS DE PRODUCTEURS

ET

DÉTENTEURS DE MARCHANDISES

AU DOUBLE POINT DE VUE ÉCONOMIQUE ET PÉNAL

INTRODUCTION

En moins d'un siècle, les conditions économiques de la production et du commerce ont été radicalement transformées. La conquête de la liberté industrielle, le développement des relations internationales, la rapidité toujours croissante des moyens de transport, en multipliant les débouchés, ont donné un essor inouï à l'industrie moderne.

Toutefois cette formidable expansion n'était pas sans dangers. Dans maintes industries les perfectionnements de l'outillage, l'amélioration des procédés, la découverte de moteurs nouveaux ont décuplé, centuplé la puissance productive des usines ; mais c'était l'accroître au delà des besoins normaux de la consommation. La conquête de débouchés nouveaux n'a pu avoir raison de cette surabondance désastreuse, ni ramener l'équilibre sur des marchés trop chargés. Produire en excès c'est produire à perte : de là

des crises industrielles de plus en plus rapprochées, qui tendent à faire de la surproduction le mal endémique de nos temps actuels, comme la famine était celui des temps passés.

C'est toujours à la suite d'une ère de prospérité que ces genres de crises se déclarent. Tantôt les bénéfices réalisés, tantôt les primes accordées à certaines industries par l'État donnent un essor exagéré à leur production. Et ces crises sont d'autant plus funestes qu'elles exercent des répercussions sur les industries voisines ; elles menacent même le marché des capitaux, à raison de ses engagements sur des établissements dont la valeur périclité, ou sur des marchandises impossibles à écouler (1).

Nulle part les crises de surproduction n'ont atteint le degré d'acuité qu'elles offrent aux États-Unis.

Les primes démesurées allouées par le tarif Morrill, puis par le tarif Mac-Kinley aux industries nationales avaient fait affluer de leur côté les capitaux sans emploi, d'autant plus considérables en ce pays que l'État, bien loin de contracter des emprunts nouveaux, amortit sa dette chaque année et finira par la supprimer tout à fait. Une véritable fièvre de spéculation y a donc envahi l'industrie et jusqu'à l'agriculture, créant des établissements gigantesques, accroissant la production sans mesure, donnant lieu à des concurrences effrénées. En même temps les débouchés extérieurs se sont resserrés, grâce aux mesures de représailles qui ferment aux États-Unis les marchés de l'Amérique du

(1) M. Juglar a fait dernièrement une remarquable étude de ces crises au point de vue scientifique. D'après lui les alternatives de prospérité et de dépression industrielles se produisent à peu près simultanément dans tous les pays qui, comme la France, l'Allemagne, l'Angleterre et les États-Unis sont arrivés au même degré de développement économique (Juglar, *Des crises commerciales et de leur retour périodique*, Paris, Guillaumin, 1889).

Sud. De là bientôt dans toutes les branches de l'industrie des crises de surproduction de plus en plus prolongées. L'une des dernières a duré de 1882 à 1886, près de quatre années (1).

Comme il était facile de le prévoir, les industries menacées par ces crises ont usé de tous les moyens pour les conjurer. Enrayer la baisse des prix, assurer aux capitaux un minimum de profits devenait pour chacune d'elles une question vitale. On crut y arriver en réglant et en limitant de concert la production. Tels furent le but et la raison d'être originaires de toutes les associations, de tous les syndicats industriels contemporains. *Trusts* et *Pools* aux États-Unis, *Kartelle* en Allemagne, *Consortiums* un peu partout, de quelque nom qu'on les désigne, ils ont tous été la conséquence de nos crises industrielles modernes, et sont par là même une des innovations les plus caractéristiques de notre époque.

Rénovation serait peut-être plus exact. Car le but poursuivi par nos syndicats de producteurs l'avait été déjà longtemps avant eux par les *Guildes* de marchands établis au moyen âge en Angleterre, en France et en Allemagne, puis par les corps de métier. Un de leurs principaux soins était en effet de régulariser la production, et de ne pas lui laisser dépasser une certaine limite, fixée légèrement en dessous des besoins de la consommation. Nos syndicats de producteurs sont donc, comme nombre de trouvailles contemporaines, beaucoup moins une nouveauté qu'une réédition de choses très anciennes.

Mais si le but originaire des syndicats de producteurs était uniquement la protection de leurs intérêts industriels,

(1) Cf. C. Jannet, *États-Unis contemporains*, II, ch. 25, § 3.

Carroll Wright. *First Annual Report of the commission of Labor. Industrial depressions*, Washington, mars 1886.

de bonne heure, se sentant forts, ils ont cédé à la tentation d'être tyranniques et d'imposer au public, en se liguant contre lui, des prix de monopole. La coalition est en effet l'abus ordinaire et naturel de l'association. Est-il nécessaire de rappeler les différences qui les séparent ?

On s'associe afin de poursuivre à l'aide d'une action durable et continue la réalisation d'un but collectif ;

On se coalise pour tenter une spéculation passagère, momentanée, visant à modifier les conditions d'un marché.

L'association crée un intérêt collectif, distinct de celui des associés ;

La coalition donne simplement plus de force aux intérêts individuels des coalisés : elle n'en est que le rapprochement égoïste.

L'association donne plus de régularité au développement de l'industrie, et assure aux exploitations un travail continu, une rémunération certaine ;

La coalition est aussi nuisible à l'industrie qu'au consommateur, car elle crée sur le marché des perturbations dangereuses, suivies d'inévitables débâcles.

Enfin au point de vue du droit positif, l'association industrielle n'a rien que de licite ; la coalition industrielle tombe sous le coup de l'article 449 du Code pénal (1).

Ainsi les syndicats de producteurs sont parfaitement légitimes, mais à condition de se tenir à l'écart des manœuvres d'agiotage et d'accaparement qui sont leur écueil habituel, et de maintenir leurs opérations dans de sages limites. Ils peuvent même avoir parfois d'excellents résultats, réaliser des améliorations, des économies, des bénéfices ; stimuler même et développer l'élément spéculatif qui est l'âme de l'industrie et du commerce.

(1) Cf. Gruner, *Les syndicats industriels et miniers*, p. 23. — Paris, Guillaumin, 1887.

Car il faut se garder de confondre, en matière commerciale comme en matière financière, la spéculation ordinaire avec l'agiotage et l'accaparement.

La spéculation proprement dite est la prévision rationnelle des variations du marché. Elle n'a en soi rien d'illicite.

L'agiotage est un ensemble de manœuvres ayant pour but de provoquer la hausse ou la baisse par des moyens artificiels.

Quant à l'accaparement, c'est la constitution d'un monopole, dans le but de supprimer la concurrence. C'est un des moyens artificiels dont use l'agiotage.

Ainsi il y a simple spéculation quand on se borne à supputer les chances de gain ou de perte d'après la prévision des événements, prévision que facilitent l'étude des besoins économiques, l'expérience des hommes et des affaires. Il y a au contraire agiotage, quand on cherche à diriger les événements au lieu de se guider sur eux, et à se rendre maître du marché par des moyens illicites, dont l'accaparement est un des plus fréquents (1).

Mais dans le langage courant, accaparement, agiotage et spéculation sont trop souvent pris comme synonymes et de la confusion des mots est née celle des idées (2).

En somme de la spéculation licite à l'agiotage et à l'accaparement il y a la même distance que de l'association à la coalition, et de l'usage d'une chose à son abus.

DIVISION DU SUJET. — Nous nous proposerons d'étudier au double point de vue des faits économiques et du droit pé-

(1) Cf. Cosson, *Agiotage et syndicats financiers*, Paris, 1889.

(2) C'est cette même confusion qui avait fait repousser jusqu'en 1885 la validité des opérations à terme réglées par de simples différences.

nal les associations défensives et les coalitions offensives de l'industrie contemporaine.

Dans une première partie, nous examinerons leur historique, leurs méthodes et leurs résultats, au point de vue industriel et social.

Dans une seconde partie nous exposerons la théorie du droit pénal français relativement aux coalitions, les éléments exigés par l'article 419 pour qu'il y ait délit punissable, et l'étendue d'application de cet article.

Nous passerons également en revue aussi brièvement que possible les dispositions des lois étrangères sur cette matière, et chercherons à déterminer quelles conditions doit remplir une législation rationnelle sur les coalitions de producteurs et détenteurs de marchandises.

PREMIÈRE PARTIE

LES SYNDICATS DE PRODUCTEURS

AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

CHAPITRE PREMIER

PROCÉDÉS DE FORMATION DES SYNDICATS.

Les syndicats industriels ou commerciaux peuvent se proposer soit d'augmenter la valeur de leurs produits (syndicats de limitation) ; soit de leur procurer un écoulement plus régulier (syndicats de répartition) ; soit d'atteindre ces deux buts à la fois (syndicats de groupement).

Pour arriver au premier résultat ils ont deux moyens à leur choix : limiter la production ; adopter des tarifs de prix uniformes.

Pour arriver au second résultat trois moyens : répartir les commandes ; répartir les bénéfices ; répartir les débouchés.

Pour arriver au troisième résultat, un moyen : vendre en commun la production.

Suivant le but qu'il se propose, un syndicat peut donc employer ces divers procédés, soit isolément, soit combinés ensemble. Il peut à la fois limiter la production, régler les prix, répartir les débouchés et les commandes. Son influence sur le marché sera d'ailleurs directement proportionnelle à la somme des moyens d'action employés.

Examinons brièvement pour chacun d'eux la marche suivie, les résultats obtenus.

A. — Syndicats de limitation.

1^{er} moyen. — Limitation de la production sans limitation des prix.

Cette forme d'entente a été l'une des plus fréquentes à l'origine. Elle a pour but d'empêcher l'encombrement du marché et l'avilissement des prix qui résulte d'un excès de production : elle a en même temps l'avantage de laisser subsister la concurrence.

La production peut être limitée de deux façons, soit par une diminution imposée à tous les établissements producteurs, soit par une réduction dans leur nombre. Ce dernier procédé a l'avantage de maintenir en plein rapport les établissements qui prospèrent, et de fermer ceux qui périclitent, ou produisent à trop de frais. Les propriétaires des usines fermées participent aux bénéfices de celles restées en activité, et peuvent donner un meilleur emploi à des capitaux immobilisés d'une manière improductive.

A côté du système de participation aux bénéfices et dans le même ordre d'idées, il en est un second qui consiste à faire payer des primes de chômage, par les établissements demeurés en activité, aux établissements qui consentent soit à cesser, soit à réduire leur production. Tantôt l'on

règle l'indemnité d'un commun accord, à raison de chaque tonne de diminution sur la production courante (1). Tantôt l'on désigne à l'avance les établissements qui devront chômer, en donnant la préférence à ceux qui réclameront en échange l'indemnité la moins forte ; c'est alors une véritable adjudication de chômage au rabais (2).

Enfin un troisième système consiste à grever de certaines indemnités au profit d'une caisse commune de secours tout excédant de production dépassant un maximum fixé à l'avance pour chaque usine (3).

Résultats. — Il est assez rare, en fait, que le procédé de limitation de la production sans limitation de prix réussisse. Le syndicat de Longwy et le syndicat Westphalien fondés sur ce principe ont échoué. Et l'on en peut donner les raisons suivantes :

1° Nécessité pour le syndicat d'englober la presque totalité des producteurs (90 0/0 environ). Or beaucoup d'entre eux répugneront à abdiquer leur liberté d'agir ; et les plus importants, les plus puissants, les mieux outillés resteront souvent à l'écart, ou demanderont des traitements de faveur pour prix de leur adhésion.

2° Nécessité de surveiller constamment les usines syndiquées pour les empêcher de dépasser la production convenue, l'intérêt personnel poussant chacune d'elles, en cas de hausse des prix, à profiter de la limitation de production de ses voisines sans limiter la sienne. Aussi, de bonne heure, les syndicats ont-ils imaginé de punir toute infrac-

(1) Dans le projet de syndicat des Houillères de Westphalie en 1887, ces primes de chômage étaient fixées à 30 pfennings par tonne. Cf. Gruner, *l. c.* p. 10.

(2) Ce procédé a été récemment employé par le syndicat des hauts-fourneaux de Longwy.

(3) Ces indemnités ont atteint pour le syndicat Westphalien jusqu'à 15 0/0 de la valeur des tonnes produites en excès.

tion de ce genre par de fortes amendes (1). Pour en assurer le recouvrement, ils obligent leurs membres à verser par avance dans la caisse commune un cautionnement, représenté d'ordinaire par des lettres de change, qu'on met en circulation, sitôt une infraction découverte. Mais le difficile est précisément de la découvrir. Car il suffira le plus souvent, pour dissimuler un excès de production, de n'en pas faire mention sur les registres de l'établissement producteur. Si donc le syndicat veut empêcher la fraude, il sera obligé d'entretenir à grands frais dans chaque usine un surveillant permanent.

2^e Moyen. — *Limitation des prix, sans limitation de production.*

Cette forme d'entente, la plus simple de toutes, est un accord d'ordinaire momentanée entre les producteurs d'une même industrie, par lequel ils s'engagent à ne pas vendre leurs produits au-dessous d'un prix déterminé. C'est ce que les Américains désignent sous le nom de *Combination* (2). Quand ces sortes d'ententes, au lieu de viser un intérêt de défense industrielle, prennent un caractère de coalition, ils les appellent *Rings* ou *Corners*.

L'accord est quelquefois réduit à un prix de base, fixant par exemple pour les diverses industries dérivées du fer, quincaillerie, poëlerie, clouterie, etc., le prix de la tonne de métal brut, prix au-dessous duquel les syndiqués s'engagent à ne pas vendre leurs produits ouverts.

Cette combinaison permet aux syndicats de grouper ensemble des branches diverses d'une même industrie, ou

(1) Le syndicat des houillères de Westphalie édicta en 1885 une amende de 2 marks par tonne d'excédant sur les maximums fixés. Cf. Gruner, *l. c.*, p. 10.

(2) J. Chailley, *Économiste*, 6 oct. 1888 (1888, 2, 410).

d'un même commerce, d'augmenter d'une façon notable le nombre de leurs adhérents, et d'agir ainsi plus efficacement sur le marché (1).

Résultats. — Qu'il s'agisse des unes ou des autres, ces sortes d'ententes échouent presque toujours. Dès qu'il pourra enlever une affaire avantageuse, chaque membre du syndicat s'empressera de se soustraire au minimum convenu (2). Quant aux pénalités édictées contre les fraudeurs, elles seront elles-mêmes inefficaces, à cause de la difficulté de découvrir les infractions. Là encore l'intérêt individuel est un élément dissolvant. Aussi a-t-on cherché d'autres formes d'entente qui puissent l'éliminer d'une façon plus ou moins complète.

3^e moyen. — *Limitation simultanée de la production et des prix.*

Ce genre d'accord est plus usité que les deux précédents : mais s'il en réunit les avantages, il en a aussi tous les inconvénients. La hausse du produit peut être plus rapidement accrue ; mais en revanche, on a plus à redouter l'invasion de la concurrence étrangère, attirée par l'appât de gros bénéfices, et de la part du consommateur des restrictions dans la demande, des économies d'emploi, une abstention plus ou moins prolongée. Dans l'attente de baisses possibles, les marchés à terme seront supprimés, le consommateur n'achètera plus qu'à lettre vue.

Toutes ces circonstances réunies tendront à augmenter

(1) Un accord de cette nature a fait monter le prix des fers allemands de 85 et 90 marks à 125 et 135 marks la tonne. D'autres syndicats analogues se sont constitués pour les tôles en Allemagne, pour les tôles fines en Belgique, pour les fers-blancs en Angleterre. Cf. Hadley, *Les transports par chemins de fer*, trad. Raffalovich. Paris, Guillaumin, 1887, p. 9. — Gruner, *l. c.*, p. 22.

(2) Le syndicat des lamineurs de Silésie échoua en 1885 pour des causes de cette nature. Cf. Raffalovich, *Année économ.*, 1888-89, p. 227.

les stocks des producteurs en dépit des limitations de la production. Ils pèseront sur le marché par l'appréhension de la baisse qui en résultera fatalement au jour de la dissolution du syndicat, et cette perpétuelle menace empêchera la hausse de s'accroître ou même de se maintenir (1).

B. — Syndicats de répartition.

1^{er} moyen. — Répartition des commandes.

Un des principaux griefs qu'on adresse aux syndicats limitatifs des prix, c'est d'avantager les grandes usines aux dépens des plus faibles. A prix égal, en effet, les commandes iront de préférence aux premières. « Il y a là une question de marque, de relations, d'habitudes (2) ». Aussi a-t-on imaginé pour y remédier une combinaison accessoire, la répartition des commandes. Dans cette combinaison, chaque industriel ou commerçant conserve sa clientèle, mais chacun n'a plus droit qu'à un maximum de commandes. Celles qui viennent à le dépasser sont remises à une commission de contrôle qui les répartit.

Comment ce maximum de commandes est-il évalué ? La puissance-type de fabrication de chaque usine est déterminée une fois pour toutes par le comité directeur du syndicat. A la fin de chaque exercice, ce même comité évalue le chiffre des commandes à prévoir pour l'année suivante :

Supposons la somme des puissances-types de fabrication égale à 800 mille tonnes par exemple, la somme des com-

(1) C'est ce qui s'est produit pour le syndicat des fontes à Longwy et plus récemment encore pour celui des cuivres. Cf. Bayard, *les syndicats industriels en vue de réduire la production*. Paris, 1886, p. 12.

(2) Bayard, *l. c.*, p. 10, *Journal d'Econ. politique*, t. 65, p. 124.

mandes prévues égale à 200 mille : chaque mine aura droit seulement aux $2/8$, c'est-à-dire au quart des commandes qu'elle pourrait fournir, d'après le chiffre de sa puissance-type (1).

Mais comment appliquer ce système aux commandes qui sont offertes par voie d'adjudication publique ? La solution est facile à trouver. Le comité directeur du syndicat désignera d'avance l'usine qui en devra bénéficier ; les autres s'abstiendront ou proposeront des prix plus élevés.

Il est à peine besoin de remarquer que ce système, employé couramment aux États-Unis est une atteinte directe à la liberté des enchères, prévue et punie par l'article 412 de notre Code pénal.

Ce genre de combinaison s'emploie rarement seul ; plus généralement il accompagne une limitation de production ou de prix. Du reste, la répartition des commandes, tout en ayant pour but principal de faciliter l'écoulement d'un produit, influe également sur son prix et facilite la hausse en supprimant la concurrence.

2^e moyen. — Répartition des débouchés.

Par ce procédé on assigne à chaque membre du syndicat pour l'écoulement de ses produits une certaine zone dont il s'engage à ne pas sortir. En revanche il est, dans cette même zone, à l'abri de la concurrence des autres membres du syndicat.

Ce procédé a sur celui de la répartition des commandes l'avantage de ne fixer aucun maximum à chaque industriel. Son inconvénient est de laisser un champ trop libre aux usines nouvelles qui viendraient à se créer en dehors du syndicat.

(1) Cf. Gruner, *l. c.*, p. 20.

3^e moyen. — Répartition des bénéfices.

Si, au lieu d'une industrie extractive ou métallurgique, il s'agissait d'une industrie de transports, comme celle des compagnies de chemin de fer ou de navigation par exemple, il serait impossible de faire une répartition sur les commandes, mais on pourrait en faire une sur les bénéfices du trafic. C'est le système des *Pools* américains (1).

Ce procédé a l'avantage de conserver aux participants toute leur liberté d'action et de régler entre eux seulement le quantum de leurs gains. — Mais il a aussi l'inconvénient de prêter à des dissimulations sur les bénéfices réalisés.

C. — Syndicats de groupement.*Moyen. — Vente en commun de la production.*

Ce procédé est basé sur le principe suivant : Si dix producteurs offrent à un seul consommateur le même produit, il y aura entre eux une lutte à la baisse, ruineuse pour tous. Mais si ces dix productions chargent de leurs ventes un seul et même agent, il pourra attendre le consommateur au lieu d'aller à lui, et la suppression de la concurrence se traduira par une élévation des prix.

La méthode employée est la suivante : chaque usine renonce à sa clientèle au profit du syndicat, qui se fait l'in-

(1) Quelquefois aussi le *Pool* attribue à chaque exploitation un rendement maximum. S'il est dépassé, le surplus est attribué aux autres exploitations faisant partie de la combinaison (*Pooling agreement*) au prorata de leurs fondements propres. *Economiste*, 6 oct. 1888 et 23 mars 1889 ; Cf. *The Economist*, 11 févr. 1888 ; Hadley, l. c. ch. IV, p. 97.

termédiaire obligé de toute transaction entre le public et les producteurs et crée un comptoir central de vente.

Toute concurrence étant ainsi supprimée, le syndicat peut fixer les prix et limiter la production à son gré, répartir les commandes entre les diverses usines, ou assigner à chacune d'elles une zone spéciale, suivant les modes indiqués dans les paragraphes précédents. Ainsi peuvent se trouver réunies en une seule les diverses combinaisons examinées ci-dessus; et il en résulte alors une organisation plus solide, une action plus efficace et plus prolongée.

Le grand avantage de cette combinaison est d'éliminer d'un syndicat l'élément de l'intérêt personnel qui en est l'écueil ordinaire, de diminuer les frais généraux, les prix de revient du produit, de faciliter en même temps par la suppression de la concurrence la hausse des cours. D'où pour le syndicat une double source de bénéfices.

Son inconvénient est de faire perdre aux syndiqués toute initiative, toute clientèle personnelle, de leur faire en quelque sorte brûler leurs vaisseaux. Mais le syndicat y gagne une stabilité, une durée infiniment plus grandes que dans les autres combinaisons (1). Les *Kartelle* allemands contemporains sont pour la plupart des applications de ce procédé. Les *Trusts* américains en sont la plus complète et la plus puissante expression.

(1) Cf. Gruner, *l. c.* p. 17-26. — Raffalovich. *Nouveau dictionnaire d'Econ. Pol.* V^e *Accaparement et coalition.*

CHAPITRE II

LES SYNDICATS DE DÉFENSE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE.

Section I. — Monographies

FRANCE. — C'est en France que paraissent s'être formés les premiers syndicats de producteurs, et aussi les premiers comptoirs de vente en commun ; mais comme il arrive fréquemment chez nous, cette innovation née en France n'a reçu son complet développement que chez nos voisins.

Dès 1840 une Société charbonnière groupait ensemble plusieurs usines de St-Étienne, et obtenait par la diminution de la concurrence un relèvement des prix ; elle en profita pour améliorer son exploitation et les salaires de ses ouvriers. Mais huit ans après, ayant voulu fusionner avec les Compagnies minières de la Grand'Combe, elle donna lieu à de violentes attaques, et fut accusée d'accaparement. Le décret du 24 octobre 1852 mit fin à cette polémique en interdisant de réunir entre elles des concessions minières (1).

Syndicats métallurgiques. — Nos industries métallurgiques n'ont jamais pu, si l'on en excepte le *Corner* éphémère du cuivre, arriver jusqu'ici à une organisation centralisée, à une entente complète sur les prix. Maintes tentatives ont pourtant été faites dans ce sens, notamment

(1) Cf. Gruner, *l. c.*, p. 16.

en 1887, entre toutes les usines françaises travaillant le fer et l'acier. Mais leurs situations différentes au point de vue géographique créent entre elles des oppositions d'intérêts, accentuées encore par le régime des admissions temporaires. Elles n'ont pu réussir jusqu'ici qu'à former des groupes locaux diversement constitués.

Groupe des forges du Nord et du Pas-de-Calais. — Ce groupe ne réglemente pas la production; il n'emploie comme procédé que la limitation des prix, d'après des tarifs délibérés chaque trimestre.

Groupe de Longwy et Nancy. — Ce groupe a recours au procédé de répartition des commandes avec comptoir central pour les ventes (1).

Deux nouveaux syndicats l'un sur les tôles, et l'autre sur les fers viennent d'être reconstitués tout récemment par les maîtres de forges du bassin de Charleroi (2).

Syndicat des salines de l'Est. — Ce syndicat remonte à 1864. Il avait pour but de remédier au développement exagéré de la production et à l'avalissement des prix. Il y a pleinement réussi et s'est perpétué jusqu'à notre époque. Aujourd'hui il est muni d'un comptoir de vente et vient de se réorganiser pour une nouvelle période de dix années (3).

Nous pouvons citer encore parmi les syndicats Français qui ont employé comme procédé la répartition des commandes :

Le syndicat des filateurs de laine des Ardennes.

L'union des filateurs de lin du nord.

Le syndicat horloger du Doubs (4).

(1) Cl. Jannet, *Correspondant*, 25 sept. 1887, p. 1142. — Gruner, *l. c.*, p. 17.

(2) Débats, 4 avril 1872, *Revue commerciale*.

(3) Gruner, *l. c.*, p. 17.

(4) Cl. Jannet, *Correspondant*, 25 sept. 1887, p. 1142, Gruner, *l. c.*, p. 17.

Syndicat des Compagnies françaises d'assurances sur la vie et les accidents. — Il remonte à 1881 ; les compagnies ont élaboré un tarif commun et se sont engagées à ne pas descendre au-dessous. Les inconvénients de cet accord, fait aux dépens du public, sont atténués par la concurrence active des compagnies étrangères. Les mêmes compagnies ont élaboré de concert en 1887 un second tarif commun pour l'assurance en cas de guerre (1).

ALLEMAGNE. — L'Allemagne est le pays d'Europe où les ententes de producteurs se sont le plus développées. Les premiers syndicats formés en Allemagne pour régulariser la production remontent à 1873. Ils y sont désignés sous le nom de *Kartelle*. Les raffineurs de sucre, les fabricants de papier, les métallurgistes de Silésie, les compagnies minières du bassin charbonnier de la Ruhr ont eu successivement recours à eux (2).

Toutefois ces premiers *Kartelle* qui employaient le seul procédé de limitation de la production échouèrent presque tous par défaut d'entente, ou par le fait des syndiqués eux-mêmes qui n'avaient pas su rester fidèles à leurs engagements. Pour éliminer cette cause d'échec, l'on eut recours dans la suite à d'autres procédés plus complexes ; vente en commun de la production, et répartition des commandes.

Les Syndicats houillers. — Les *Kartelle* se sont développés d'autant plus facilement en Allemagne qu'ils n'y furent souvent que la transformation d'associations ancien-

(1) Cl. Jannet, *Correspondant*, 25 sept. 1887, p. 1142.

(2) Cf., Gruner, *Associations et syndicats miniers en Allemagne*. (Paris, mars 1887 ; Fèvre, *Etude sur la situation économique de l'industrie houillère dans le bassin du Rhin* (*Annales des Mines*, sept. 1887). Cl., Jannet, *Correspondant*, 25 sept. 1887, p. 1137. Ch. Gomel, *L'industrie houillère en Allemagne* (*Economiste*, 16 avril 1892).

nes formées par les industriels pour la défense de leurs intérêts. Il n'y eut qu'à étendre leurs attributions.

On peut citer comme exemple à ce sujet le *syndicat des propriétaires de houillères de la Ruhr* (Westphalie).

Un premier syndicat de 107 membres avait donné de 1879 à 1885 des résultats peu satisfaisants; les conventions limitatives de la production furent mal respectées, et celle-ci ne cessa de s'accroître d'année en année (1).

En 1887 le syndicat fut réorganisé sur de nouvelles bases, par le moyen suivant :

Les propriétaires de ces houillères avaient fondé depuis 1863 à Dortmund une caisse minière (*Bergwerkschaft Kasse*) alimentée par des cotisations obligatoires, et destinée à l'entretien des voies de transport.

L'assemblée générale de 1887, sous prétexte de fonder un hospice pour les mineurs blessés, imagina de prélever une cotisation additionnelle, non sur tous les membres de l'association, mais exclusivement sur ceux dont la production dépasserait à l'avenir un certain tonnage maximum. La cotisation fut fixée à 15 0/0 de la valeur du tonnage en excès.

Cette modification des statuts fut homologuée par le Chancelier de l'Empire.

Toutefois les injonctions de la caisse des mines restèrent à peu près sans effet. La plupart des contrevenants se refusèrent à payer les amendes, et se pourvurent même devant les tribunaux contre l'arrêté d'homologation qu'ils

(1) La production annuelle a été :

en 1872 : houille 33 millions de tonnes,	lignite 9 millions de tonnes.
1880 : houille 47 —	lignite 12 —
1888 : houille 55 —	lignite 16.500 m. tonnes

c'est-à-dire à peu près le double de 1872. En revanche le prix de la tonne était descendu pour la houille de 14 fr. à 6 fr., pour le lignite de 10 fr. à 3 fr. (Gomel, *Economiste*, 16 avril 92).

déclaraient illégal. Les cours de la houille étaient de nouveau descendus à vil prix quand une reprise subite des affaires industrielles vint en 1888 améliorer le marché et faire rapporter par le syndicat les limitations de production décréées par lui (1).

Malgré son échec de 1887, le syndicat des Houillères de Westphalie s'est reformé à la fin de l'an dernier. Il embrasse environ 80 0/0 de la production. Vendeur unique, il a imposé aux mines une réduction nouvelle de 15 0/0 sur leur extraction normale, et organisé cinq comptoirs de vente écoulant une production annuelle de 32 millions de tonnes. Les principaux sont ceux de Dortmund et de Bochum.

Un autre syndicat, embrassant 95 0/0 des vendeurs de coke a imposé une réduction de 20 0/0 à ses membres.

Toutefois ces deux syndicats ont provoqué contre eux un mouvement de résistance qui inaugure une phase nouvelle dans l'histoire des *Kartelle* allemands. Les consommateurs, pour lutter contre la hausse des prix des charbons qui en était résultée (2), viennent d'imiter ce qui s'est fait en Amérique. Ils se sont coalisés à leur tour, et ont organisé un syndicat de résistance formé de filateurs et de métallurgistes, qui représentent une consommation annuelle de deux millions de tonnes environ (3).

Le syndicat des lamineurs. — A l'exemple des syndicats houillers, le syndicat allemand des lamineurs eut recours aux procédés de vente en commun de la production et de répartition des commandes.

(1) J. Gruner, *l. c.*, p. 12-13. — Gomel, *L'industrie houillère en Allemagne. Économiste* du 16 avril 1892, p. 483.

(2) La valeur moyenne de la tonne de houille prise sur le carreau est passée de 6 fr. 52 en 1888 à 7 fr. 14 en 1889 et 9 fr. 57 en 1890 (Ch. Gomel, *Économiste*, 16 avril 1892).

(3) Nous devons ces renseignements encore inédits à la bienveillance de M. Gruner, ingénieur des mines.

Formé pour trois ans il englobait tous les industriels de la Silésie, de la Westphalie, des bords du Rhin, puis s'adjoignit tous ceux de l'Allemagne centrale, et de l'Allemagne du Sud. Comme un centre unique eût été insuffisant pour une aussi vaste entreprise, toutes les usines furent réparties en quatre groupes ayant chacun son marché spécial, sa zone déterminée. Quant aux commandes, elles furent distribuées dans chaque zone par un comptoir unique situé à Berlin. Chaque usine en reçut une part proportionnelle au chiffre de sa force productrice, évaluée une fois pour toutes par le bureau central.

Si la part d'une usine venait à dépasser la proportion générale, elle devait remettre au bureau central tous les bénéfices réalisés sur cet excédant de commandes.

Ainsi était obtenue d'une manière efficace la limitation de la production. Quant aux prix de vente du syndicat, ils furent établis tous les trimestres, sur l'avis d'industriels délégués par les divers groupes, d'après les prix de la concurrence étrangère, majorés du montant des droits de douane, et du coût de transport des produits étrangers similaires, de la frontière au marché métallurgique de chaque zone.

Les prix étaient donc échelonnés, et allaient en croissant, de la zone frontière à la plus éloignée. En un mot, dit M. Raffalovich (1), les usines du syndicat devinrent les ateliers d'une entreprise unique et renoncèrent à toute indépendance, à toute concurrence entre elles. En même temps elles ruinaient la concurrence des usines rivales, en vendant à des prix toujours plus bas que ces dernières, à perte au besoin. La caisse du syndicat les en indemnisait.

(1) Cf. Raffalovich, *Année écon.*, 1888-89, p. 227-232. — Cl. Jannet, *Correspondant*, 25 sept. 1887.

Devenu par ce moyen le seul maître du marché Allemand, le syndicat des lamineurs y dicta les prix à son gré, et, grâce aux bénéfices considérables réalisés à l'intérieur, il put écouler les stocks à l'étranger au prix de revient, quelquefois même en dessous, afin d'agrandir ses débouchés extérieurs (1).

Ententes commerciales et financières. — A côté des ententes industrielles proprement dites, l'on trouve encore en Allemagne des ententes financières et des ententes commerciales.

Citons en particulier celle des libraires de Leipzig, constituées en syndicat depuis 1887 pour faire remonter les prix du livre et celle des banquiers allemands, qui décidèrent en 1887 également, dans une réunion tenue à Francfort, de ne pas abaisser leur escompte au-dessous d'1/8 0/0 du taux de la Reichsbank.

AUTRICHE. — Les principales usines sidérurgiques autrichiennes ont conclu pendant l'hiver 1886-87 un accord

(1) Voici la liste des principaux syndicats industriels allemands.

Métallurgie : Union des laminoirs de fer.

Associations Rhénane et Westphalienne du fer brut.

Union des laminoirs de cuivre.

Association du zinc.

Syndicat du plomb.

Charbon : Association des producteurs de coke de Westphalie.

Union des charbonnages Silésiens.

Bureau de vente du district de Dortmund.

Sel : Union des salines et mines de sel.

Deux autres syndicats.

Soude : Syndicat.

Cette liste publiée pour la première fois par le journal « *l'Industrie* » à Berlin, a été reproduite par M. Raffalovich dans *l'Année économique 1888-89*, p. 216.

Cf. également sur les Kartelle.

Journal des économistes, 1889, I, p. 97.

Cl. Jannet, *Socialiste d'État*, p. 328 et suiv.

Gruner, *Les syndicats industriels et miniers*. — Guillaumin, 1889.

Bayard, *Les syndicats industriels*. Paris, 1886.

pour répartir les commandes entre elles, et fixer des échelles de prix communes.

C'est ainsi que l'on a vu se former des syndicats sur les rails, les essieux, le fer en barres, le zinc laminé, le plomb, etc. (1).

D'autres syndicats de même nature se sont formés sur le papier et la soude (2).

ITALIE. — *Consortium des filateurs de soie de Turin*. — Plus heureux que le syndicat des mouliniers filateurs de Valence, qui essayèrent vainement en 1884 et 1885 de régler le prix des cocons dans la vallée du Rhône, ce *consortium* a eu jusqu'ici plein succès. Aidé du concours de la haute banque italienne et du gouvernement, il a relevé depuis 1885 les prix de la soie sur tous les marchés de la haute Italie. La campagne a été lente et progressive, ce qui en a assuré le succès (3).

SUISSE. — Deux des principales industries suisses, celle de l'horlogerie et celle de la broderie, ont traversé depuis dix ans des crises redoutables, qui avaient pour cause comme toujours la diminution des débouchés et l'accroissement de la production. Là encore des syndicats industriels se sont constitués récemment pour limiter la production et maintenir les prix.

Le syndicat des brodeurs de S. Gall et du Vorarlberg (4). — Leur premier essai de fédération remonte à janvier 1885. L'on se heurta tout d'abord à de sérieuses difficultés, car il fallait, pour réussir, grouper dans une même en-

(1) Cl. Jannet, *Correspondant*, 25 sept. 1887, p. 1137.

(2) Raffalovich, *Année économique*, 1888-89, p. 217.

(3) Cl. Jannet, *Correspondant*, 25 sept. 1887, p. 1142; 25 mars 1891, p. 1165.

(4) Cf., R. Jay, Une corporation moderne (*Annales de l'Enseignement supérieur de Grenoble*, IV^e année, n° 1). — Gide, *Revue économique*, 1892, p. 498. — Bamberger, *Jahresbericht*, t. c. 18.

tente tous les collaborateurs de cette industrie, fabricants, possesseurs de machines, artisans aux pièces, intermédiaires, commerçants de la Suisse et du Tyrol. Après plusieurs tentatives, dont l'insuccès était dû surtout à la vive opposition du monde commercial, la fédération finit pourtant par se constituer, à la fin de juillet 1885. Le syndicat avait pour but, aux termes de ses statuts, le relèvement de l'industrie de la broderie, et l'amélioration des prix, qui avaient cessé de rémunérer le travail.

Les moyens employés furent :

En premier lieu la limitation de la production par celle des heures de travail et des machines en activité. En 1889 et 1890, les journées de travail furent réduites à cinq par semaine pendant deux trimestres. Toute machine nouvellement installée fut assujettie à une taxe de 400 francs ;

En second lieu la limitation des prix par l'établissement d'un salaire minimum pour les ouvriers, compensation nécessaire de la réduction de leur travail, et d'un tarif minimum pour les ventes. Par contre, un maximum de commission fut établi pour les intermédiaires ;

En troisième lieu la création d'une juridiction corporative chargée de veiller à l'observation des statuts, et de réprimer toute infraction ; juridiction rapide, sans appel, écartant avec soin les gens de loi de ses débats. Les peines prononcées par elle étaient l'amende et l'exclusion. Au point de vue de son fonctionnement intérieur, la fédération était ingénieusement et solidement constituée. Elle comprenait un nombre illimité de sections (1) envoyant

(1) Le 14 juillet 1885, la fédération comprenait 110 sections, 5066 membres, 12.299 machines. Le 1^{er} janvier 1889 elle avait groupé 12.921 membres et 21.847 machines. Il ne restait plus en dehors de la fédération que 115 brodeurs et 148 machines. Elle comprenait les cantons de S. Gall, Appenzel, Thurgovie, Zurich et le Vorarlberg Autrichien — dont le con-

des délégués à une Assemblée générale annuelle : cette Assemblée élisait un comité directeur de 24 membres, secondé lui-même par deux commissions, l'une chargée de l'examen des questions financières (Commission des comptes), l'autre des contestations et litiges entre la fédération et ses membres sur l'application des règlements (Commission des recours).

Les résultats obtenus furent remarquables. Grâce à l'accord des divers intéressés, la fédération enraya la baisse des prix et celle des salaires qui en était la conséquence, conjura la crise où l'industrie de tout un pays avait failli sombrer, et rétablit la paix sociale entre ouvriers, patrons et intermédiaires.

Malheureusement la fédération commit la faute de ne pas se borner aux moyens d'action que nous avons cités. Pour arriver plus vite à ses fins, elle eut recours à des moyens d'intimidation, de violence, et notamment au boycottage systématique de tous les brodeurs demeurés à l'écart, sous prétexte qu'ils faisaient obstacle au relèvement de l'industrie en conservant des tarifs inférieurs aux siens.

Elle interdit à tous ses membres, sous la menace d'amendes énormes (400 à 4000 fr.) de conserver aucune relation de vente, d'achat ou de travail avec les industriels qui resteraient en dehors du syndicat ou cesseraient d'en faire partie. En même temps, des circulaires envoyées à tous les corps de métier auxiliaires de la broderie, blanchisseurs, apprêteurs, imprimeurs, teinturiers, mécaniciens, etc., leur dénonçaient les maisons mises à l'index et leur enjoignaient d'avoir à cesser tout travail pour elles, et d'en prendre l'engagement par écrit, sous peine de se voir retirer la clientèle de la fédération. Un premier boy-

tingent était, à lui seul, de 2.421 membres, 2.809 machines. Cf. *Jahresbericht*, l. c., 16, 33 — Jay, l. c., p. 94.

cottage de ce genre eut lieu en 1887 ; à la fin de 1890 un second boycottage plus important réduisit à capituler, en moins de quinze jours, une trentaine d'établissements mis à l'index.

Mais une année après, la fédération ayant voulu boycotter de la même façon quelques industriels du Vorarlberg autrichien qui, quoique syndiqués, avaient violé leurs engagements et abaissé leurs tarifs, tous leurs compatriotes prirent fait et cause pour eux, et désertèrent en masse la fédération (1).

A la suite de cette défection, la débâcle est survenue (janvier 1892), et la plupart des résultats conquis par sept années d'efforts sont, ou compromis, ou même déjà perdus. Entre les deux fractions dissidentes une lutte à outrance s'est engagée, et la fédération a dû par suite renoncer à la limitation des prix qui était la loi fondamentale et la source originaire de sa prospérité.

Le syndicat horloger de Bienne (2). — A l'imitation des brodeurs, les horlogers suisses, menacés par une crise analogue, constituèrent en 1889 à Bienne un syndicat destiné à limiter la production et à maintenir les prix. Ce syndicat moins solidement organisé n'a pas répondu à ce qu'on attendait de lui. Le relèvement des prix ne profita qu'aux seuls « côtoyeurs » industriels restés en dehors du syndicat ; avec de légers rabais, ils enlevèrent toutes les commandes. Mais le syndicat horloger n'a pas voulu ou pu imiter jusqu'au bout la fédération des brodeurs, et recourir comme elle au boycottage des dissidents.

BELGIQUE. — Les syndicats industriels y sont également fort répandus. A citer ceux des verriers, du fer brut, du fer laminé, du coke, etc. (3).

(1) Cf. *Jahresbericht*, l. c., p. 17. — Bamberger, l. c., p. 115.

(2) Wuarin, *Journal des Économistes*, sept. 1892,

(3) Raffalovich, *Année économique*, 1888-1889, p. 217.

SYNDICATS INTERNATIONAUX. — La concurrence étrangère est un obstacle sérieux aux opérations et aux manœuvres des syndicats de producteurs.

Aussi, depuis quelques années surtout, essaient-ils de s'en affranchir par des ententes internationales. Ils auront d'autant plus de chances de réussite que les centres de fabrication seront plus rares, les capitaux de roulement plus considérables, et les produits de valeur plus élevée (1).

Syndicat international du zinc. — Ce syndicat a limité la production, absorbé toutes les usines concurrentes au fur et à mesure de leur création et fait depuis une dizaine d'années la loi sur le marché.

L'on doit d'ailleurs lui rendre cette justice qu'il s'est montré, jusqu'à l'heure actuelle, modéré dans ses prix. Il n'a fait qu'enrayer la baisse, et améliorer lentement les cours.

Syndicat international des rails d'acier. — Formé au commencement de 1884 pour une durée de trois années, ce syndicat embrassait toutes les usines allemandes sauf deux, toutes les usines anglaises sauf une, et toutes les usines belges.

Il était basé sur les deux principes déjà décrits de la répartition des commandes et de la limitation des prix.

Les usines de chaque pays continuèrent à fournir exclusivement les commandes indigènes. Quant à celles de l'étranger, elles furent partagées entre les trois pays dans les proportions suivantes :

66 0/0 pour l'Angleterre ;

27 0/0 pour l'Allemagne ;

7 0/0 pour la Belgique.

Le bloc de commandes soit indigènes, soit étrangères, afférentes à chaque pays était lui-même réparti par le

(1) Gruner, *l. c.*, p. 21.

comité directeur entre les diverses usines de ce pays, suivant un mode fixé à l'avance, et proportionnel à leur production antérieure.

Quant au tarif minimum des prix, il fut fixé à 4 liv. 15 sh. par tonne, en hausse de 15 sh. sur les cours du marché. Aucune commande ne devait être prise à un taux inférieur, à moins qu'il ne s'agit de l'enlever à une usine étrangère ; auquel cas le syndicat lui-même indemnisait les membres soumissionnaires de la différence consentie. La concurrence des usines françaises força même le syndicat à prélever 2 sh. par tonne, pour le service de ces indemnités, ce qui réduisit à 13 sh. par tonne le bénéfice de l'opération (1).

En 1888, le syndicat des rails s'est reconstitué sur de nouvelles bases, et la part de l'Allemagne y fut réduite.

A citer encore parmi les syndicats internationaux celui des glaces coulées et polies, celui des mines de mercure, celui des fabricants d'iode, etc.

§ II. — Résultats des Syndicats de défense industrielle.

A. — Résultats au point de vue économique.

Il faudrait se garder de croire qu'une entente ayant pour but de réglementer la création et la vente d'un produit suffise toujours à conjurer des crises de surproduction. Il n'y a pas là un remède, mais un simple expédient, dont il convient d'user seulement dans les moments de grande dépression.

En dehors de ce cas, de telles combinaisons semblent devoir être plus nuisibles qu'utiles à leurs membres.

(1) Cl. Jannet, *Socialisme d'État*, p. 331 ; *Correspondant*, 25 sept. 1887. — *The Economist*, 8 sept. 1888. — Bayard, *l. c.*, p. 11.

Il y a même plus : la limitation de la production peut devenir, pour un grand nombre d'usines, une cause de ruine rapide.

En effet, si elle diminue les frais de fabrication et ceux de rétribution du personnel, elle reste sans influence aucune sur les frais généraux, sur ceux d'entretien, sur ceux d'amortissement du capital immobilisé dans chaque usine. Et ces frais restant toujours les mêmes, pouvant arriver à égaliser, à dépasser même les bénéfices d'une production réduite, l'usine produit alors à perte.

C'est ainsi que la plupart des houillères de Westphalie syndiquées en 1888, et ruinées par l'augmentation de leurs frais généraux ont mieux aimé payer des amendes écrasantes que de continuer à restreindre leur production (1).

De même en France, le syndicat des Hauts-Fourneaux de Longwy avait décidé ses membres à diminuer de 63 0/0 leur production, qui dépassait de beaucoup les demandes du marché (2). Il réunissait toutes les chances de réussite ; usines en petit nombre, rapprochées les unes des autres, englobées pour la totalité dans l'opération. Mais la réduction de la production accrut les frais généraux dans la proportion de 5 francs par tonne : le prix des fontes s'en accrut d'autant. Les lamineurs fournis par le syndicat ayant refusé de subir cette augmentation, et réduit leur consommation au minimum, les maîtres de forges se trouvèrent bientôt à la tête d'un stock de 110 mille tonnes qui empêcha toute espèce de hausse par la perspective de la baisse effroyable qui surviendrait le jour de la dissolution de leur syndicat. L'opération, bonne à ses débats, était devenue désastreuse pour l'industrie qui l'avait tentée (3).

(1) Cf. Jannet, *Socialisme d'État*, p. 341.

(2) Le centre de Longwy pourrait fournir à lui seul la moitié de la consommation annuelle des fontes en France.

(3) Bayard, *l. c.*, p. 15.

Enfin au point de vue économique, on peut reprocher aux syndicats de retarder la solution et la liquidation des crises industrielles.

La période prospère qui précède chacune d'elles multiplie la création de nouvelles usines, inutiles le plus souvent, installées à la hâte, avec un personnel inexpérimenté, un outillage imparfait. Les usines produisant mal et cher sont les premières touchées par la crise. Leur existence était superflue : leur disparition sera tout à l'avantage de l'industrie dont elles entravaient la marche ; car tout établissement placé dans de mauvaises conditions de main-d'œuvre et de travail doit nécessairement disparaître tôt ou tard, en vertu de cette loi fatale d'élimination des faibles par les forts, aussi vraie en économie politique que partout ailleurs.

Nous n'irons pas jusqu'à dire avec Kleinwachter que l'État doive interdire la création de toute exploitation défectueuse ou inutile à l'industrie. Mais il est de l'intérêt général que de telles usines disparaissent pour faire place à d'autres qui mieux situées, mieux agencées, pourront établir le même produit à moins de frais. En retardant cette disparition, les syndicats industriels substituent à une solution naturelle et définitive des crises, une solution artificielle et temporaire comme eux.

DE L'INTERVENTION DE L'ÉTAT DANS LES SYNDICATS DE DÉFENSE INDUSTRIELLE. — Nous venons de voir les inconvénients et les défauts que présentent au point de vue économique les syndicats de producteurs. Pourrait-on améliorer leurs effets en faisant intervenir l'État dans leur fonctionnement ? Telle est la doctrine de l'école socialiste, application particulière de la théorie connue du tout à l'État. Nous allons essayer de la réfuter brièvement.

On peut concevoir de deux façons différentes l'inter-

vention de l'État dans le fonctionnement des syndicats.

Soit par des actes directs de contrôle et de surveillance, par la mise des syndicats sous la tutelle administrative, que nous pouvons voir à l'œuvre en France, car elle y sévit sur nos communes.

Soit d'une façon indirecte, en reconnaissant aux syndicats, dans des conditions déterminées, le droit de se déclarer obligatoires, quand ils arrivent par exemple à grouper un certain nombre d'adhérents dans une industrie. C'est déjà ce qui a lieu chez nous pour certaines associations syndicales (Loi du 21 juin 1865).

A. — Le contrôle direct de l'État. — Déjà en Autriche les corporations industrielles et les syndicats sont devenus comme les annexes des institutions administratives. C'est le gouvernement qui les érige de gré ou de force, obligatoirement ; qui corrige les statuts, dirige les mouvements, surveille les assemblées. Aucune initiative n'existe plus en dehors de là.

A supposer même que les syndicats industriels n'eussent que des avantages pour tout le monde, nous affirmerions encore que l'État n'a pas à prendre leur direction, ni même à s'ingérer dans leur fonctionnement, à leur donner un caractère obligatoire, une estampille officielle. Quelle compétence l'État peut-il avoir pour réglementer la production et les prix d'une marchandise, pour interdire la création, pour arrêter l'exploitation d'un établissement industriel, non comme nuisible à la sécurité ou l'hygiène publique, ce qui rentre dans ses attributions, mais comme nuisible à l'ordre économique, comme fonctionnant mal ou à trop de frais ? Ne serait-ce pas là faire appel au plus complet arbitraire ? Deux usines sont-elles jamais dans la même situation industrielle ? A quel moment précis la production d'une usine cessera-t-elle d'être utile ou suffisamment rémunératrice ?

N'a-t-on pas vu des établissements industriels végéter de longues années, puis se relever tout à coup et faire la prospérité de tout un pays ?

Autre chose est la main-mise par l'État sur la direction commerciale et technique d'une industrie, autre chose l'appui soit moral, soit même matériel prêté par lui à des syndicats pour les aider à triompher d'une crise industrielle. Dans de certaines limites il n'y a rien là qu'on ne puisse approuver. Ainsi en Allemagne le gouvernement donne son appui aux syndicats de producteurs quoiqu'ils fassent renchérir les produits, dans l'espoir qu'ils donneront un nouvel essor et de nouveaux débouchés à l'industrie nationale.

Il importe en effet à la sécurité autant qu'à la prospérité d'un pays de voir certaines industries, les industries métallurgiques notamment, se développer dans son sein. Il faut qu'en cas de guerre il puisse se passer pour ses transports et ses armements du concours des pays étrangers : car ce dernier n'est jamais sûr et peut manquer tout à coup.

Mais en dehors de ces considérations spéciales à certaines industries nécessaires, que les syndicats peuvent servir à maintenir et à développer, il est trop évident qu'ils vont d'une manière générale contre les intérêts des consommateurs. Les bénéfices réalisés à leurs dépens servent à compenser les réductions de prix consenties par ces syndicats sur les marchés extérieurs. Les consommateurs indigènes paient ainsi aux industriels de véritables primes à l'exportation (1) et l'appui donné aux syndicats par l'État aura été plus nuisible qu'utile.

(1) C'est ainsi que l'État allemand a consenti à payer à un syndicat métallurgique des rails à raison de 180 francs la tonne, prise à l'usine : tandis que 5 jours auparavant le même syndicat soumissionnait à Gènes une autre commande de rails à raison de 143 francs la tonne rendue franco en Italie. Cf., Cl. Jannet, *Socialisme d'État*, p. 343.

B. Les syndicats obligatoires. — Qu'est-ce qu'un syndicat obligatoire ?

Ce terme peut servir à désigner, soit comme dans notre étude une organisation destinée à prévenir la surproduction et enrayer la baisse des salaires, soit aussi une organisation arbitrale entre patrons et ouvriers pour régler les conflits industriels et supprimer les grèves. En tous cas, il a toujours cette signification précise que les décisions d'une majorité auront force de loi pour tous les membres soit d'une corporation, soit d'une industrie, qu'ils aient ou non pris part aux délibérations et aux votes du syndicat.

Sans s'ingérer directement dans le fonctionnement des syndicats de producteurs, l'État peut-il et doit-il les autoriser à se convertir en syndicats obligatoires, dès qu'ils arriveront à grouper entre eux un certain nombre d'industriels ? Telle est la question que nous allons nous efforcer de résoudre.

Depuis quelques années, les syndicats libres ont une tendance à se transformer en syndicats de cette sorte, en Autriche, en Allemagne, en Suisse surtout : car des institutions largement démocratiques mettent ce petit pays à l'avant-garde de toutes les réformes et de toutes les expérimentations sociales. Plus que partout ailleurs où y a foi aujourd'hui dans l'État-Providence. Après la fixation d'un maximum à la journée de travail, et la création de la notion nouvelle des risques professionnels qui ont inauguré l'intervention de l'État en matière d'industrie, la reconnaissance légale des syndicats obligatoires n'est qu'un pas de plus en avant dans un chemin tout ouvert, celui du socialisme d'État.

En Allemagne, il n'existe pas encore à notre connaissance de syndicats officiellement obligatoires. Toute-

fois des tentatives ont déjà été faites et des projets de loi déposés en ce sens. En mars 1887 notamment, un membre du Reichstag a demandé que les corporations industrielles organisées pour l'assurance contre les accidents des ouvriers fussent investies par la loi du pouvoir de limiter la production dans les ateliers, et les prix dans les comptoirs de vente (1).

En Suisse, l'un des syndicats industriels les plus importants, menacé aujourd'hui dans son existence par la défection d'une partie de ses membres, réclame impérieusement un remaniement des lois sur les associations qui lui permette de se transformer en syndicat légal obligatoire. Déjà en 1890, les chefs de la Fédération des brodeurs avaient fait auprès du Conseil Fédéral une première démarche en ce sens, désespérant d'aboutir à un résultat pratique sous le régime actuel, « ce régime dissolvant, dit M. R. Jay, qu'on appelle encore le régime de la liberté de l'industrie (2) ».

Ils viennent de faire tout récemment (juillet 1892) une pétition nouvelle, où ils déclarent les syndicats obligatoires le seul moyen de salut dans les crises industrielles.

Une campagne parallèle est menée par le syndicat horloger de Bienne, réduit à l'impuissance par les industriels restés en dehors de lui. Et les syndicats obligatoires sont actuellement en Suisse une des questions économiques à l'ordre du jour.

Plusieurs projets de lois ont déjà été présentés en leur faveur aux Chambres fédérales.

Un premier projet avait échoué par l'opposition du Conseil Fédéral, basé sur l'article 31 de la Constitution qui proclame et garantit la liberté industrielle.

(1) Cf. Cl. Jannet, *Correspondant*, 25 septembre 1887.

(2) Jay, *l. c.* p. 112. — Bamberger, *l. c.* p. 38.

A la suite de cet échec un deuxième projet vient d'être présenté par M. Favon, député de Genève, demandant la révision dudit article et la création, soit de syndicats obligatoires, soit tout au moins de syndicats libres compétents pour réglementer dans chaque profession les salaires et la durée du travail (1).

En France aucune tentative législative n'a encore été faite pour organiser des syndicats de ce genre. On ne se préoccupe encore chez nous que de la formation des syndicats ouvriers et de leur perpétuel antagonisme contre le patronat.

Sans doute la loi du 24 juin 1865 sur les associations syndicales, leur accorde en certains cas déterminés, après autorisation préalable, le droit de se déclarer obligatoires. Mais on ne saurait invoquer cette loi comme créant un précédent en faveur des syndicats dont nous nous occupons. Car les associations qu'elle régit sont créées dans un intérêt général, pour des travaux d'utilité publique, à la différence de ceux dont traite notre étude, et qui visent uniquement l'intérêt collectif d'un certain nombre d'industriels ou de producteurs..

Appréciation sur les syndicats obligatoires — Reconnaître le droit des syndicats à se proclamer obligatoires, ce serait rendre légales des mesures de coercition telles que les boycottages employés en Suisse : mesures dangereuses par elles-mêmes, car elles sont de nature à servir beaucoup moins les intérêts généraux des syndicats que les rivalités ou les haines de leurs membres : mesures à réprouver toujours et partout, car elles sont la négation même de toute initiative privée, de toute liberté soit industrielle soit commerciale, de la liberté du travail elle-même dont le

(1) Wuarin, *Journal des Économistes*, septembre 1892.

principe, proclamé il y a un siècle à peine, a déjà reçu tant d'atteintes.

Le droit au travail libre, on ne saurait trop le répéter est un droit primordial, ude des formes du droit de liberté individuelle, dont celui d'association n'est que le corollaire et le dérivé. Une association quelle qu'elle soit ne saurait donc puiser ni en elle ni hors d'elle le droit d'être oppressive à l'égard des individus. Or elle serait oppressive et tyrannique en les enrôlant chez elle, malgré eux.

Quant aux autres effets des syndicats obligatoires, ils seraient les suivants :

Suppression de la loi de l'offre et de la demande : d'où renchérissement des prix sur les produits, et renchérissement de la vie pour les consommateurs ;

Limitation dans le travail et par conséquent dans le nombre des travailleurs ;

Rétablissement des monopoles des anciennes corporations avec un joug plus que jamais tyrannique, car au lieu d'être autonomes comme jadis, elles seraient aujourd'hui ce qu'elles sont déjà en Autriche, sous l'absolue dépendance de l'État (1).

Ajoutons qu'au point de vue de l'industrie d'un pays, les syndicats obligatoires peuvent présenter de sérieux dangers : car s'ils viennent à renchérir le prix d'un produit, ils feront le jeu de la concurrence étrangère qui leur enlèvera leurs débouchés extérieurs, et viendra même les attaquer sur leurs propres marchés, à moins que des droits protecteurs élevés ne l'arrêtent à la frontière.

Nous venons d'énumérer les raisons qui nous font repousser toute ingérence de l'État dans le domaine de l'industrie, soit qu'il exerce son intervention d'une manière

(1) Cf. H. Valleroux, *Corporations et syndicats*. *Économiste*, 4 juin 1892 (1892.1.708).

directe, soit qu'il délègue ses pouvoirs à des corporations obligatoires, officiellement reconnues.

Il est pourtant un cas, un seul, où l'État peut et doit intervenir, c'est quand un syndicat industriel lèse soit la liberté des particuliers par des boycottages, soit la bourse du public par des coalitions. Mais il s'agit alors non de faits économiques, où l'État n'a rien à voir, et où il n'entend rien, mais d'infractions légales, dont l'État doit connaître, puisqu'il a pour mission d'assurer le respect et l'exécution des lois.

La vérité est donc, suivant nous, entre l'opinion des Économistes qui voudraient que l'État n'intervienne jamais en matière industrielle, et celle des Socialistes qui voudraient qu'il intervienne toujours. Elle est, d'ailleurs, beaucoup plus près des premiers que des seconds.

Autres remèdes proposés contre les crises de surproduction. — Outre l'intervention directe ou déguisée de l'état, on a proposé encore quelques autres remèdes aux crises industrielles ; remèdes qui ont du moins l'avantage d'être purement économiques.

Établissement de comptoirs de vente et d'exportation. — Nous avons vu que pour réagir contre une crise de surproduction, des ententes limitatives ne sauraient être qu'un moyen d'une utilité temporaire et douteuse. On a trouvé contre ces crises un expédient plus efficace en créant comme en Allemagne des comptoirs de vente et d'exportation, et surtout en groupant les divers établissements d'une même industrie, dans un but unique, répartir entre eux les commandes. Mais il faut noter que l'exploitation technique demeure alors autonome, séparée des opérations commerciales qui forment la seule base de l'association (1).

(1) Cf. Jannet, *Socialisme d'État*, p. 341-348. — On peut citer dans cet

Statistiques industrielles. — Les crises ont en général pour cause la création d'établissements inutiles, qui surchargent le marché de produits dont il n'avait pas besoin.

Aussi les industriels qui veulent établir des usines nouvelles dans un pays trouveraient-ils un secours précieux dans la connaissance exacte de ce pays, au point de vue de la matière première, de la main-d'œuvre, des débouchés, de l'état de la production, des besoins de la consommation. Le plus souvent, ces différentes données font défaut ; des statistiques faites avec soin pourraient seules leur fournir (1). Ces renseignements, toutefois, est-il besoin de le dire, ne suffiraient pas à assurer le succès de l'entreprise ; ils ne sauraient suppléer aux connaissances techniques nécessaires pour organiser une exploitation dans les conditions les plus avantageuses d'outillage et d'économie.

Établissement de tarifs protectionnistes. — Enfin on a cherché un autre remède à l'avilissement des prix résultant des crises industrielles dans l'établissement de droits protecteurs élevés, destinés à empêcher sur des marchés déjà trop chargés par la production indigène, l'invasion de la concurrence étrangère.

L'expérience a démontré l'inefficacité de telles mesures. Elles n'empêchent pas les prix indigènes de tomber même au-dessous des prix étrangers (2).

ordre d'idées le comptoir des salines de l'Est, celui des filateurs de coton des Vosges, et le comptoir métallurgique de Longwy.

(1) Cf. Bayard, *l. c.*, p. 22.

(2) M. Gruner cite l'exemple suivant : les fers belges, grevés à notre frontière d'un droit de 5 francs par 100 kilogs sont livrés à cette frontière au prix de 115 à 120 francs la tonne. Les fers français sont descendus au-dessous de ces cours (Gruner, *l. c.*, p. 4).

Un autre exemple du même genre nous est fourni par les États-Unis. En 1888, malgré l'élévation du tarif douanier, les prix des rails Américains tombèrent de 5 et 12 dollars par tonne au-dessous de ceux des rails d'importation étrangère (*the iron age*, 18 oct. 1888).

D'ailleurs, à supposer même ce remède efficace contre les crises intérieures, il sera souvent pire que le mal à conjurer ; car si en fermant un marché aux produits étrangers, les tarifs douaniers font le jeu des producteurs locaux, c'est aux dépens des consommateurs, que la restriction de la concurrence forcera de subir des majorations artificielles dans les prix. Les tarifs protectionnistes arrivent donc en somme absolument au même résultat que les coalitions de producteurs contre lesquelles sévissent nos lois pénales.

B. — Résultats des syndicats au point de vue social.

Dans quelle mesure les associations de producteurs peuvent-elles profiter ou nuire aux intérêts des ouvriers qu'elles emploient, et des consommateurs qu'elles fournissent ? C'est là une question toute expérimentale à laquelle répond l'examen des faits économiques de ces dernières années.

ALLEMAGNE ET AUTRICHE. — En Autriche et en Allemagne, c'est une opinion accréditée auprès des socialistes, au moins des socialistes d'État, que les associations de producteurs sont favorables à la classe ouvrière. Ils y voient un remède contre les chômages de l'industrie. Ils espèrent que la production régularisée, maintenue à un niveau toujours le même, donnera au travail la sécurité, la fixité qui lui manquent, et permettra d'entretenir une population ouvrière stable, mise à l'abri de fluctuations funestes.

Résultats. — L'Autriche reconnaît à ces genres de syndicats un caractère obligatoire.

En Allemagne, l'État les encourage, leur fait des commandes, à 50 0/0 au-dessus des prix du marché libre,

et va jusqu'à leur affilier les usines de la couronne (1). Un arrêté du chancelier de l'empire a même homologué une décision de la caisse des mines qui groupait ses membres en syndicat industriel obligatoire. Cette mesure approuvée par l'État ne tend à rien moins qu'à rétablir les anciennes corporations allemandes et à faire de la limitation de la production, ce qu'elle est déjà en Autriche, une attribution gouvernementale.

Mais les résultats ont toujours démenti jusqu'ici ces espérances. Tout d'abord les syndicats ne sauraient rendre les services qu'on leur demande qu'à la condition d'être organisés d'une façon durable et continue. Or leur durée n'a jamais dépassé quelques années, souvent même quelques mois. Leur création et leur dissolution bouleversent périodiquement le marché industriel, et le travail des usines en reçoit directement le contre-coup.

Enfin une des premières mesures qui prennent les syndicats industriels et la limitation de la production ; cela est nécessaire pour parer à l'accumulation des stocks, suite ordinaire d'une hausse des prix. De là, diminution dans la demande du travail, chômage pour une partie des ouvriers, réduction de salaires pour les autres.

En résumé, si les syndicats de production ont enrichi en Allemagne les actionnaires de quelques usines, ils ont laissé leurs ouvriers dans la même misère quand ils ne l'aggravaient pas (2).

(1) Raffalovich, *Année économique*, 1888-89, p. 237.

(2) D'après Cl. Jannet (*Correspondant* du 25 mai 1889), malgré la hausse des actions des houillères de Westphalie, montées en 1888-1889 de 65 à 102 marks, et la hausse parallèle des actions des mines de Silésie, les mineurs continuaient à gagner 3 francs en Westphalie, 1 fr. 85 en Silésie par journée de 10 heures de travail. Payés de ce salaire dérisoire, forcés d'acheter aux compagnies à des prix exorbitants l'huile de leurs lampes, la poudre de leurs fourneaux de mine, et jusqu'au charbon nécessaire à leur usage, qui jadis leur était donné gratuitement, ils finirent par se ré-

ANGLETERRE. — Cette année même les ententes pour régler la production et les prix viennent d'entrer en Angleterre dans une phase toute nouvelle.

Elles avaient été jusqu'ici le fait des seuls propriétaires de mines ou d'usines. Aujourd'hui les socialistes ouvriers manifestent la volonté de les régler de concert avec les patrons. Citons un fait tout récent.

L'association des propriétaires de mines de houille, *Coal Owners association*, avait fixé périodiquement, jusqu'au printemps dernier, les prix de vente en se basant sur la production moyenne des puits et le pourcentage alloué aux mineurs. Certains membres ayant vendu leurs charbons au-dessous des cours fixés, les mineurs ont voulu empêcher le retour de ces infractions, qui diminuent leur pourcentage, se sont fait attribuer voix délibérative dans la fixation des tarifs de vente, et en surveillent l'application.

Pour la première fois l'on a vu des ouvriers faire cause commune avec un syndicat de patrons contre d'autres patrons, pour forcer les uns à obéir aux autres. Quatre cent mille mineurs, comprenant tous ceux du nord de l'Angleterre et du Pays de Galles, ont appuyé leurs revendications d'une grève générale, la plus formidable qu'on ait encore vue, grève d'un genre tout nouveau, puisqu'elle était une alliance entre ouvriers et patrons pour maintenir le prix du charbon et régler sa production. Ils pensaient que 15 jours de cessation de travail, en supprimant une production d'environ 7 millions de tonnes, permettraient

soudre aux grèves générales de mai 1889. Le relèvement des cours de la houille dû aux demandes croissantes de l'industrie beaucoup plus qu'aux mesures limitatives des syndicats, et les grèves nouvelles de mars 1890 et d'avril 1891 ont enfin déterminé paraît-il (Ch. Gomel, *Economiste*, 16 avril 91), une hausse de salaires de 30 0/0 environ. Ajoutons que cette hausse est encore loin d'atteindre celle des charbons qui est de 70 et 80 0/0 sur les cours de 1887.

l'écoulement des stocks, feraient renchérir les prix du charbon, et remonter leurs salaires d'autant (1).

L'annonce de cette grève gigantesque fit en effet doubler subitement le prix des charbons. Mais les intermédiaires furent les seuls à en profiter. Au bout de quelques jours, soit crainte de voir les charbons étrangers envahir le marché anglais, soit crainte de déterminer dans l'industrie une restriction de la demande plus grande encore que celle de l'offre, les mineurs se résignèrent à subir une réduction de salaires et reprirent leur travail (2).

Nous ne pensons pas au reste qu'une grève, même générale, puisse remédier efficacement à la surproduction et à l'avilissement des prix.

D'abord elle ne saurait être qu'une mesure passagère, en raison des énormes sacrifices pécuniaires qu'elle comporte. Ensuite elle risque de faire perdre à une industrie nationale ses débouchés étrangers, perte qui viendrait encore augmenter l'engorgement (*glut*) du marché intérieur ; alors surtout qu'il s'agit d'une denrée telle que le charbon, dont l'exportation s'élève en Angleterre au sixième de l'extraction annuelle. Enfin il reste toujours en dehors de la grève quelques usines ou quelques mines dont l'activité productive sera décuplée, centuplée par elle ; il reste aussi la concurrence étrangère toujours aux aguets, qui viendra combler les moindres déficits du marché, d'autant plus largement qu'elle trouvera comme en Angleterre moins d'obstacles douaniers à la porte.

(1) En 3 années la production de la houille en Angleterre a suivi la progression suivante :

1889 — 176.900 mille tonnes.

1890 — 181.600 —

1891 — 185.500 —

Cf. *J. des Économistes*, 1892, p. 156.

(2) Cf. Ch. Gide, *Revue économique*, 1892, p. 328 ; — *J. des Économistes*, 1892, p. 156.

Quel est enfin au point de vue des consommateurs en général, le résultat des ententes et combinaisons que nous venons d'étudier ? Si elles se contentaient de réduire les frais qui grèvent la production (frais généraux, de transport, de main-d'œuvre, etc.) et de conserver sur le produit le même bénéfice, les prix de vente baisseraient alors dans la proportion des économies réalisées, et les consommateurs en pourraient profiter.

Mais les industriels ou capitalistes qui organisent ces ententes, n'ayant en vue que l'intérêt exclusif du capital engagé par eux, profitent de la suppression de la concurrence pour élever les cours à leur gré, ou soutenir des usines défectueuses qui produisent mal et cher, et le public continuera à subir les mêmes prix sans espoir de baisse possible.

CHAPITRE III

LES SYNDICATS DE COALITION.

A côté de ces syndicats que nous venons d'étudier, et qui avaient pour unique objectif la protection des intérêts industriels de leurs membres, il en est d'autres, qui ont quitté ce rôle purement défensif pour prendre un rôle d'agression plus ou moins déguisée soit contre leurs concurrents, soit contre les consommateurs. Syndicats de défense et syndicats d'attaque usent des mêmes formes, ont recours aux mêmes procédés. Il nous a semblé néanmoins que la diversité du but recherché et des résultats atteints ne nous permettait pas, même dans une étude monographique, de confondre les premiers avec les seconds.

§ I. — Coalitions à évolution lente.

FRANCE. — *Coalition ou consortium des raffineurs de sucre de Paris.* — Ce syndicat, essentiellement de spéculation, agit au grand jour depuis nombre d'années, règle souverainement en France la production et les prix des sucres raffinés et semble avoir jusqu'ici bravé impunément la loi.

Vainement, dès l'année 1886, un député, M. Lacour-Grandmaison, dénonçait à la Chambre les manœuvres de ses membres.

« Le *consortium*, disait-il, a la prétention de limiter en

France la fabrication des sucres raffinés et de régler les prix souverainement. Grâce en partie aux tarifs des chemins de fer à base kilométrique décroissante (1), il a pu enlever presque tous les marchés aux raffineries qui lui résistaient, et les a, ou ruinées sans remède, ou forcées de s'allier avec lui et de ne pas dépasser par jour un certain maximum de production. Celles de Marseille seules peuvent lutter encore. Le sucre y vaut 95 francs les 100 kilogs. au lieu de 100 et 102 francs à Paris. C'est la seule chose qui a empêché jusqu'ici le *consortium* d'atteindre pleinement son but, et de faire hausser les cours à son gré ».

Aujourd'hui déjà, le prix des sucres raffinés est habituellement coté par le syndicat à deux prix différents, suivant qu'il s'agit de la consommation intérieure ou de l'exportation : si bien que Besançon, Dijon, Lyon ont souvent avantage à acheter les sucres français en Suisse, malgré les droits à payer à leur rentrée en France (2).

L'écart entre les deux prix a été en 1889 jusqu'à 10 francs par 100 kilogs (3). « Le marché de Paris, lit-on dans l'*Économiste* du 27 décembre 1890, s'agite sur la rumeur de la formation d'un syndicat d'achat pour pousser en hausse les cours des sucres. Des opérations de ce genre tombent du domaine de l'économie commerciale dans celui de la pure spéculation (4) ».

La solidité exceptionnelle du *consortium* des raffineries françaises est dûe en grande partie aux primes d'exportation qui lui sont données sous forme de restitution de

(1) En 1886, Paris payait 4 c. par tonne kilométrique dans un rayon de 1100 kilom. et Marseille 14 c. dans un rayon de 300 kilom. — Cf. *Officiel*, 23 mars 1886.

(2) Cf. Raffalovich, *Année économique*, 1888-89, p. 227.

(3) Cf. Rapport de M. Lalande, au Congrès de l'intervention de l'État dans le prix des denrées, Paris, 1889, *Journal des Economistes*, septembre 1889, p. 379. — Barboux, *Plaidoirie dans l'affaire des métaux*, p. 21.

(4) L'*Économiste*, 27 déc. 1890. — 1890, 2, 819.

droits, et lui ont permis de supplanter presque complètement les raffineries anglaises à l'étranger (1).

Syndicats sur les produits chimiques. — D'autres coalitions ont accaparé en France les produits chimiques, elles sont jusqu'ici non moins florissantes et non moins impunies que la précédente.

Un syndicat s'est formé pour accaparer la vente du chlorure de chaux, employé par milliers de tonnes pour le blanchiment du papier et des étoffes. Il a détruit toute concurrence en rachetant les usines rivales, leur donnant jusqu'à 30.000 francs par an pour ne rien produire. Résultat : les cours de cette matière première sont aujourd'hui augmentés du double.

Un autre syndicat s'est rendu maître par les mêmes procédés de la production de la soude, matière première indispensable à presque toutes les industries. Avec un prix de revient de 60 francs environ par tonne, ses cours ont atteint 100 francs sur les marchés étrangers, et jusqu'à 150 francs sur les marchés Français soustraits à toute concurrence (2).

Syndicat français des raffineurs de pétrole. — Mis à l'abri de la concurrence étrangère par un droit protecteur de 12 francs par 100 kilos les principaux raffineurs français se sont réunis depuis quelques années en syndicat, ont ruiné leurs concurrents, suivant le procédé habituel, par des baisses de prix provisoires, et fondé un monopole qui coûte beaucoup plus cher aux consommateurs français que celui de la *Standard oil Co* aux américains. Au reste, le prix des pétroles de Pennsylvanie raffinés en Allemagne n'atteint même pas le chiffre de nos droits d'entrée.

(1) Cl. Jannet, *Correspondant*, 25 sept. 1887, p. 1144.

(2) Cf. *Journal Officiel* des 18 février 1888 et 21 mars 1889. — Interpellations de M. Laur sur les accaparements.

Il en résulte que la consommation du pétrole n'est en France que de 4 kil. 4 par tête, tandis qu'elle dépasse 14 kilogs en Allemagne et 15 kil. 5 en Angleterre.

ANGLETERRE. — En Angleterre comme partout les coalitions sévissent sur la production. Les *Trusts* sont chez nous dit le *Times* (22 janvier 1889) une maladie universelle, pire que celle du protectionisme. Citons quelques-unes des plus récentes.

Les coalitions de chemins de fer. — A la différence de ce qui a lieu chez nous, où l'État contrôle la construction et l'exploitation des chemins de fer en attendant qu'il les exploite lui-même, ils ont été laissés en Angleterre à l'initiative privée. Il en est résulté entre les centres importants la concurrence de quatre et cinq lignes rivales, des gaspillages de capitaux, et des luttes ruineuses. Pour y mettre fin, les compagnies ont formé il y a quelques années une entente, où elles englobèrent même des voies de navigation fluviale, et des lignes de navigation maritime ; puis la concurrence abolie, élevèrent les tarifs à leur gré. Force fut à l'État d'intervenir pour protéger le public contre ces manœuvres. En 1873 une commission de trois membres fut instituée avec des pouvoirs considérables, pour arrêter les monopoles, prévenir et réprimer l'application de tarifs arbitraires et excessifs (1).

Coalitions sur les transports maritimes. — En 1886, les Compagnies de transports maritimes entre l'Angleterre et l'Extrême-Orient, Chine, Japon, Australie, se sont réunis en syndicat, pour augmenter leurs tarifs de fret. Ce qui montre bien le caractère artificiel et léonin de ces nouveaux tarifs, c'est qu'ils ne sont imposés qu'aux seuls ports anglais. Les ports allemands et français, grâce à la concurrence des compagnies étrangères, continuent à bénéficier

(1) Nicolas, *Annuaire de législation étrangère*, XV, p. 592.

des tarifs anciens, si bien que le même article paie un tiers plus cher pour aller de Sydney à Londres que de Sydney au Havre et à Hambourg.

Coalition sur le sel. — Depuis 1888, un syndicat s'est formé à la hausse sur le sel et en a fait doubler les prix. Ses manœuvres donnèrent lieu en 1889, en même temps que celles du syndicat des cuivres, à une interpellation de Sir Georges Campbell devant le parlement (1).

Coalition sur les fontes d'Écosse. — La fabrication des fontes, particulièrement développée en Écosse, y donne lieu, même en temps ordinaire, à des transactions très actives, et elles sont encore multipliées par le système des warrants qui y est en vigueur. Tout lot de fonte en magasin est représenté par un certificat ou warrant négociable à la bourse de Glasgow et dont le cours variable règle celui du métal. En 1889 un syndicat à la hausse s'empara de ces valeurs et les fit presque doubler de prix en six mois (2). Au bout de deux ans, le syndicat, satisfait des énormes bénéfices qu'il avait réalisés, lâcha l'opération, et laissa dégringoler les cours, sans se soucier des perturbations que le marché en allait ressentir. Mais quelques mois après, les baissiers ayant exagéré les ventes à découvert de ces mêmes warrants, l'ancien syndicat flaira une opération nouvelle, et reforma une seconde coalition à la hausse, qui étrangla le découvert et contraignit les spéculateurs à la baisse à se racheter par d'énormes différences. Il lui avait suffi de se concerter avec les usines pour arrêter non leur production quotidienne, mais l'émission de warrants nouveaux. En huit jours, les cours des fontes warrantées étaient

(1) *Economiste*, 2 mars 1889 (1889, 1, 269).

(2) En juin 1889, les Warrants étaient au cours de 55 francs (en prenant la tonne de fonte pour unité). En octobre ils étaient à 66. En janvier 1890 ils atteignaient 78.

Cf. de Lapparent, *La question du charbon. Correspondant*, 10 avril 1890.

montés de 48 sh. à 52 sh. la tonne. Un mois après ils dépassaient 58 sh. — Ce mouvement purement artificiel dure encore aujourd'hui et porte exclusivement sur les fontes warrantées des hauts-fourneaux écossais. Tandis qu'elles continuent à coter de 48 à 50 sh., celles de Middlesborough en Angleterre, de qualité sensiblement égale, mais laissées à l'écart par la spéculation varient de 37 à 38 sh. (1).

Et le correspondant Anglais de l'*Économiste*, après avoir dénoncé ces perturbations profondes du marché métallurgique, conclut de la façon suivante : « Ceux qui cherchent à légiférer contre de telles spéculations ne sauraient trouver de meilleurs arguments que dans les faits actuels ».

Coalitions sur les charbons. — En 1889 un syndicat favorisé par les spéculations à la hausse sur les fontes, qui avait redoublé l'activité de la production, fit monter un moment le prix du charbon de 25 à 65 sh. la tonne.

L'an dernier la spéculation encouragée par ce premier résultat tenta de constituer un grand *Trust* entre toutes les usines de charbon des comtés de York, Strafford, Derby et Lancastre (2).

AMÉRIQUE. — **Les Pools.** — On désigne sous le nom de *Pools* aux Etats-Unis un arrangement par lequel des industriels conviennent de verser dans une caisse commune (*pool*) les bénéfices de leurs exploitations, soit d'une manière partielle, au-dessus d'un certain chiffre, soit en totalité. Ces bénéfices ainsi centralisés sont répartis ensuite entre les associés suivant certaines proportions déterminées d'avance.

Les *Pools*, avons-nous dit plus haut, sont employés de préférence par les compagnies de chemins de fer et de navigation.

(1) Cf. *Economiste*, 11 avril, 23 mai et 6 juin 1891.

(2) Cf. Jannet, *Correspondant*, 25 mars 1891, p. 1163.

Nulle industrie n'avait autant souffert aux États-Unis de l'excès de la spéculation que celle des transports par voie ferrée. Entre certains points, New-York et Chicago par exemple, on comptait jusqu'à cinq lignes rivales et presque parallèles, se faisant des guerres de tarifs aussi ruineuses pour les vainqueurs que pour les vaincus, car la concurrence les abaissait au-dessous du prix de revient (1). Cette limite extrême du coût de production étant une barrière inefficace, les compagnies songèrent nécessairement à la remplacer par une barrière artificielle, et à fixer les prix non plus d'après les fluctuations d'un marché ouvert, mais d'après une convention arrêtée à l'avance entre tous les entrepreneurs de transport.

Le premier exemple connu de ce genre de coalition a été le *Pool* des trois lignes allant de Chicago à Omaha (*Chicago-Omaha Pool*), il eut une durée de 14 ans (1870-1884).

En 1873 les chemins de fer et compagnies de navigation du Sud coalisés à leur tour formèrent la « *Southern Railway and Steamships association* ». Un « *money pool* » fut conclu ; c'est-à-dire que toute compagnie faisant plus d'affaires que le chiffre conventionnel remboursait l'excédant de ses recettes aux autres compagnies, déduction faite d'une allocation très basse, conservée pareille pour couvrir les frais de transport. Ce premier arrangement, en imposant seulement un maximum aux bénéfices, n'empêcha pas les compagnies de lutter entre elles à coups de tarifs réduits, jus-

(1) Ainsi que le fait observer Hadley (*l. c.* p. 96), il y a une grande différence à faire entre le commerce et l'industrie. Dans l'un, la baisse des prix a forcément pour limite le coût du service rendu ; dans l'autre cette limite n'existe plus. Des capitaux considérables sont immobilisés sans retour dans une usine ou une voie ferrée : l'exploitation continuera, même si elle ne couvre plus les frais d'amortissement de ses capitaux, tant qu'elle pourra rétribuer les agents qui l'exploitent. Elle fonctionnera donc alors en dessous du prix de revient dont l'amortissement du matériel fait partie.

qu'à s'y ruiner complètement (1882); aussi fut-il remplacé en 1885 par une coalition véritable.

Citons encore les *Pools* des chemins de fer du Sud-ouest, des lignes de Chicago à l'Ohio, des chemins de fer du Minnesota, etc. (1); enfin celui de plusieurs compagnies de navigation, réunies sous le nom de *North Atlantic Steam conference*, ayant pour but de mettre fin à leur concurrence et de répartir leurs gains entre elles.

La *Michigan Salt Association*, fondée en 1887, fut également un *Pool* formé par la fédération de plusieurs compagnies saunières, et mettant en commun les pertes et les bénéfices.

Ces derniers ont été augmentés d'une manière sensible depuis la formation de l'association, par suite des économies réalisées sur l'outillage, la main-d'œuvre, les agents et les transports, chacune des commandes reçues étant attribuée à la saline la plus proche.

Mais de la comparaison des prix du sel, avant et après l'organisation de ce *Pool*, il résulte que loin de faire bénéficier le public des économies réalisées par lui, il a enrayé presque entièrement le mouvement de baisse qui s'était dessiné.

Dès que le *Pool* avait des concurrents à combattre, il leur faisait la guerre à coups de tarifs réduits, les adversaires de la veille devenaient-ils des alliés, prenaient-ils le parti d'entrer dans l'association, les cours remontaient brusquement (2).

(1) Tous ces renseignements sont extraits du livre de M. Hadley, *Les transports de chemin de fer*, p. 88.

(2) Cf. Jenks, *Political Science Quarterly*, janvier 1888, p. 88, 90, 95. — *Statistik's Jahrbücher*, p. 14. Cet auteur fait d'ailleurs observer que même si les producteurs avaient tenu compte dans leurs prix des économies réalisées, le public n'en aurait pas profité davantage. Ce profit serait resté tout entier aux intermédiaires qui tout en achetant moins cher auraient continué à revendre le même prix.

Quels furent en somme les résultats économiques des *Pools*? — S'ils s'étaient contentés de rester des alliances protectrices contre les dangers d'une concurrence effrénée ils n'auraient mérité aucune critique ni soulevé aucune réprobation. Mais non contents de ce rôle, ils prirent de bonne heure à l'égard du public un caractère oppressif et tyrannique.

En 1886 une enquête parlementaire s'exprimait sur leur compte ainsi qu'il suit : « les tarifs locaux des *Pools* sont ridiculement élevés par rapport aux tarifs à longue distance. Les compagnies ont inventé tout un système de tarifs spéciaux, secrets, de concessions, de restitutions en vue de favoriser certains monopoles, d'enrichir des clients privilégiés et d'empêcher la concurrence dans plusieurs branches de commerce ou d'industrie, où le prix des transports joue un rôle considérable. »

Et le rapport conclut en ces termes : « Au moyen de tarifs différentiels (*discriminations*) (1), les *Pools* soutiennent les forts aux dépens des faibles, donnent l'avantage aux gros industriels sur les petits, favorisent les coalitions, les ligues d'accaparement, les monopoles, et mettent le commerce de plus en plus à la merci d'un petit nombre de spéculateurs tout-puissants (2). »

Cette enquête détermina, comme nous verrons plus loin, le vote de lois répressives contre les *Pools*.

Les Trusts. — On désigne aux Etats-Unis sous le nom de *trust* tout syndicat cherchant par la coalition de ses

(1) On désigne ainsi des tarifs qui accordent des traitements différents suivant les personnes ou les localités, pour des services équivalents, et dans des conditions identiques.

(2) *Publications of the American Economic association*. Rapport du comité Cullom. — *The Railway question*, by Edmund James, juillet 1887. — Max Leclerc, *une crise Sociale aux Etats-Unis*, Revue bleue, 9 mai 1891, p. 585.

membres, d'abord à s'assurer le monopole d'une industrie ou tout au moins la haute main (*controlling*) sur elle, puis à profiter de l'abolition de concurrence ainsi réalisée pour régler à son gré la production et les prix.

I. *Mode de fonctionnement.*

Les *trusts* américains sont une véritable synthèse de tous les procédés de formation des syndicats, décrits au début de cette étude. Ils ont créé des ententes permanentes, définitives, différant surtout des ententes européennes en ce que leurs membres abdiquent leurs pouvoirs et leur personnalité entre les mains d'un comité qui les dirige (*board of trustees*).

À l'origine on employait le mot *trust* pour désigner la formation d'un syndicat d'actionnaires détenteurs de la majorité des titres d'une société, dans le but de s'emparer de sa direction. Les actions ainsi réunies étaient confiées à des dépositaires spéciaux (*trustees*) (1) contre la remise de *certificats* négociables et donnant droit à des dividendes. Mais les *trustees* gardaient avec les anciens titres le droit de vote qui leur était attaché. Une fois en possession de la majorité des titres, ils étaient maîtres de la société, de ses votes et de sa direction.

C'est cette organisation simple et forte à la fois qu'ont adoptée en Amérique les coalitions de producteurs.

Etablissements, machines, matières premières, brevets, débouchés, tout est mis en commun. Les membres du *trust* reçoivent des *certificats* pour une valeur proportionnelle à leurs apports industriels ou financiers, à la force produc-

(1) M. à M. *Fidéicommissaires*. Ce terme est emprunté à l'Angleterre où il sert à désigner toute personne chargée soit par voie de substitution, soit dans un but quelconque, de gérer une fortune mobilière ou immobilière au profit d'un tiers. Cf. Raffalovich, V^o *Trusts*. *Nouveau dictionnaire d'Econ. Politique*.

tive de leurs établissements, et s'ils sont de simples actionnaires, au nombre d'actions remises par eux. Les uns et les autres deviennent actionnaires du *trust*, participent à ses dividendes, mais renoncent pour l'avenir à tout rôle industriel. Prix d'achat des matières premières, prix de vente des produits, quantités à manufacturer ou à extraire, dividendes à distribuer, tout est réglé souverainement par le Conseil directeur des *trustees*.

D'ailleurs pour se mettre à l'abri de toute poursuite légale, ces derniers font semblant de ne jouer qu'un rôle de répartition dans les dividendes, et de rester complètement étrangers à la direction ou à la limitation de la production ; nominalement ce soin continue à incomber aux sociétés industrielles qui font partie du *trust*. Mais en fait les *trustees*, qui détiennent la majorité des actions de ces sociétés, ont la haute main sur elles, dictent les votes dans leurs assemblées et font nommer des directeurs à leur discrétion.

En ce qui concerne les usines, les mieux outillées et les mieux situées continuent seules à produire, et sont réparties entre les diverses agences du *trust*. Les autres sont abandonnées et fermées sans délai ; d'où économie notable sur la main-d'œuvre, les frais de transport et autres frais généraux qui grèvent la production. Les propriétaires des usines délaissées ne souffrent d'ailleurs nullement de cet abandon : Porteurs d'actions du *trust*, ils participent à tous ses bénéfices (1).

(1) Le *Whiskey Trust* fut un des principaux exemples de cette méthode. Il embrassait plus de 80 distilleries. — Réunies d'abord en *pool*, on avait réduit leur production de 28 à 40 0/0 — Un an après la formation du *trust*, 12 distilleries seulement étaient restées en activité et suffisaient à la même production, en réalisant une économie égale à la masse de travail et de capital qui étaient nécessaires aux 60 distilleries fermées. Les autres grands *Trusts* Américains la *Standard oil Co*, les *Cotton oil* et *Cotton Bagging Co* ont adopté ce même système de fermer les usines dont les frais de production étaient trop élevés et de ne garder en activité que les mieux outillées, Jenks. *Jahrbücher*, p. 9).

Enfin la concurrence est complètement abolie, car le *trust* n'a rien à redouter de la création d'usines nouvelles ; assez puissant pour les ruiner, assez riche pour les acquérir, il peut faire la loi sur le marché et dicter les prix à son gré.

Les deux procédés les plus usités dans le fonctionnement des *trusts*, réglementation des prix et vente en commun de la production, ne sont pas chose nouvelle.

Depuis longtemps le premier était employé par les *Trade-Unions* Anglaises ou Américaines, pour les salaires. Le second l'est tous les jours par les sociétés coopératives.

Mais si le principe des *trusts* est ancien, leur développement est d'origine relativement récente. Il date du succès obtenu depuis 1882 par la *Standard oil Company*, le premier d'entre eux par la date. Les gains énormes réalisés par ce *trust* ont fait naître à sa suite d'innombrables imitations ; tous n'ont pas eu cependant la même réussite.

Diverses catégories de trusts. — Indépendamment de ceux dont nous venons de parler, on a donné quelquefois aussi, par extension, le nom de *trusts* à des coalitions organisées entre producteurs et intermédiaires aux dépens des consommateurs, dans le but d'accroître leurs bénéfices respectifs. Ces intermédiaires peuvent être des compagnies de transport ou de navigation, des entrepositaires, des manufacturiers, des commerçants en gros, etc.

Plus rarement encore on a donné le même nom à une combinaison quelconque isolée ou collective, sans comité de *trustees*, sans *trust-certificats*, mais assez puissamment constituée pour opprimer la concurrence et faire la loi sur un marché.

Ainsi l'on peut distinguer :

1° les *trusts simples*, réunissant sous une direction unique diverses sociétés ou corporations, soit d'une même industrie, soit d'un même commerce ;

2° les *trusts mixtes*, assurant aux coalitions qui précèdent le concours de sociétés d'un autre ordre, industriel, commercial ou financier ;

3° les *pseudo-trusts*, arrivant par un procédé quelconque au même résultat que les *trusts* ordinaires, l'accaparement d'un commerce ou d'une industrie (1).

II. Monographies.

L'organisation, le fonctionnement et les résultats des *trusts* nous sont aujourd'hui connus, grâce aux travaux de MM. Hadley, Gunton, Andrews, et autres économistes Américains, grâce aussi aux enquêtes parlementaires qui ont eu lieu presque simultanément il y a trois ans aux États-Unis et au Canada.

Nous allons tâcher de résumer brièvement, d'après ces divers documents, l'histoire des principaux d'entre eux, et leurs résultats au point de vue économique.

Le Standard oil Trust. — Ce *trust* a été le plus ancien, le plus puissant, le plus durable de tous les *trusts* américains, celui dont l'exemple est devenu pour ainsi dire classique en cette matière. Organisé en 1882, il a fait jusqu'à ces derniers temps la loi sur les marchés des États-Unis.

A l'origine le syndicat ne comprenait qu'une cinquantaine de personnes, actionnaires ou administrateurs de quelques-unes des compagnies qui se livraient à l'extraction, au raffinage ou au transport des pétroles.

Suivant le procédé habituel, tous les coalisés, raffineurs isolés ou sociétés industrielles, cédèrent au *trust* la propriété de tous leurs gisements, établissements ou actions de façon à donner aux *trustees* la haute main sur l'industrie

(1) Cf. Andrews, *l. c.*, p. 121. — Enquête de la commission du Sénat de New-York sur les *trusts*.

tout entière ; chacun reçut d'ailleurs en échange un nombre de *trust-certificats* de beaucoup supérieur à la valeur de capitalisation véritable des immeubles, outillages, brevets, actions et produits dont il faisait l'abandon. Le capital en fut largement majoré, arrosé (*watered*) suivant l'expression américaine (1). Ce fut un des premiers bénéfices de l'opération.

Cependant pour élargir le champ des opérations du *trust* il importait de grossir ce noyau primitif. Aux termes des statuts, les *trustees* eurent le droit d'augmenter le nombre des sociétés syndiquées, soit par voie d'adhésions volontaires, soit par voie d'achat au compte du *trust* des établissements des compagnies similaires, ou simplement de la majeure partie de leurs actions, mesure suffisante pour se les assujettir (2).

Afin de réaliser ces diverses acquisitions au plus bas prix possible, le *trust* s'ingénia à ruiner les affaires de ses concurrents ; il y parvint sans peine grâce à la complicité de trois lignes de chemins de fer qui lui accordèrent pour ses transports des tarifs de faveur, moitié moindres que ceux appliqués aux autres compagnies (3).

Par ce moyen, le *Standard oil trust* eut vite réduit à capituler les dix-neuf autres compagnies d'extraction et de raffinage du pétrole, et acquit à bas prix leurs établisse-

(1) *Quarterly Review of Economics*, l. c., p. 139-140. — Jenks, *Jahrbücher*, p. 25. — Rapport Edwardes, l. c., p. 931.

(2) Ces statuts, publiés, lors des enquêtes parlementaires ont été reproduits *in extenso* dans le rapport Edwardes, l. c., p. 932-933.

(3) Andrews, l. c. p. 147, 148. — Jenks, *Jahrbücher*, p. 5. L'enquête du comité des manufactures a même révélé le fait suivant : non seulement le *Standard oil trust* bénéficiait de tarifs différentiels, mais il alla jusqu'à partager avec les compagnies de chemin de fer les recettes des pleins tarifs payés par ses concurrents.

ments. Dans le seul État de Pennsylvanie plus de 75 raffineries passèrent de la sorte entre ses mains (1).

Dès lors le *trust* domina le marché, y régna en maître absolu, limitant la production et fixant les prix à son gré.

Les *trustees* directeurs de la *Standard oil C^o*, aussi habiles que dépourvus de scrupules ont fait réaliser en quelques années et à leur syndicat d'énormes bénéfices. Ils ont atteint par année de l'aveu même du président du *trust* à la commission d'enquête parlementaire, jusqu'à 12 0/0 du capital apparent (*watered*), soit 18 et 20 0/0 de celui réellement engagé (2).

Au commencement de cette année, le *Standard oil trust* avait porté son capital-actions originaire de 70 à 400 millions D et ce capital, détenu par moins de 700 actionnaires, donnait des dividendes toujours grossissants (3). Quant à la valeur des actions des compagnies similaires détenues par le *board of trustees*, elle dépassait 148 millions D, et faisait de ce comité l'une des plus actives et des plus redoutables puissances financières des États-Unis. Depuis plusieurs années déjà, le *Standard oil trust* s'était affranchi du concours des lignes de chemin de fer, en creusant des canalisations qui conduisaient le pétrole des puits d'extraction aux ports de l'Atlantique et du Michigan, New-York, Philadelphie, Baltimore, Chicago. Et cette colossale opération lui avait fait économiser 66 0/0 sur les frais de transport. Il occupait 25 mille ouvriers et raffinait à lui

(1) Jenks, *Jahrbücher*, p. 5.

Ces agissements et leurs résultats ont d'ailleurs suscité d'énergiques protestations et provoquèrent le vote de l'*Interstate commerce act* qui défend aux Compagnies de chemin de fer de consentir à l'avenir aucun tarif différentiel en faveur de certains particuliers (4 févr. 1887).

(2) Jenks, *Jahrbücher*, p. 15.

(3) La valeur de chaque *trust-certificate*, de 100 D à l'origine avait atteint 165 D lors de l'enquête parlementaire (Rapport Edwardes, *l. c.*, p. 936).

seul plus des trois quarts du pétrole extrait dans toute l'Amérique.

Toutefois le *trust* avait eu la prudence de ne pas trop abuser de son monopole de fait. Ses défenseurs allèrent même jusqu'à lui attribuer la baisse survenue depuis ces dernières années sur le prix des pétroles raffinés. Ce n'est là qu'une vérité relative. Car il est certain que sous le régime de libre concurrence cette baisse eût été réalisée d'une façon beaucoup plus rapide, grâce à l'extension toujours croissante des champs de production du pétrole. Loin de secondar ce mouvement, le *Standard oil trust* prit à tâche de l'enrayer de tout son pouvoir, en diminuant la production journalière des gisements. C'est ainsi que des contrats passés à la fin de 1887, par une de ses agences, la *Standard oil Co* de New-York avec deux autres associations, celle des producteurs de pétrole, et celle des foreurs de puits, leurs assurèrent une part dans ses bénéfices, à condition de réduire la production des huiles brutes. Cette réduction atteignit jusqu'à 25.000 barils par jour (1).

Non contente d'enrayer par ce moyen la baisse de la matière première, le *Standard oil trust* élevait en même temps la prime de raffinage, tandis qu'il aurait pu la diminuer, grâce aux économies réalisées sur l'outillage, la main-d'œuvre et les frais de transport. De cette sorte, la baisse déjà faible sur les pétroles bruts demeura plus faible encore sur les pétroles raffinés.

« En somme, conclut M. Jenks, il paraît évident que le *trust* a travaillé contre toute tendance d'abaissement ultérieur, et cela avec un succès tel qu'on peut l'accuser d'avoir créé des prix de monopole. Si des économies ont

(1) Andrews, *l. c.*, p. 144-149. — Rapport Edwardes, *l. c.*, p. 937, 938. J. Chailley, *Économiste* des 10 mars, 5 mai, et 6 octobre 1888.

été réalisées, le public en a relativement peu profité (1) ».

Le rapport de la commission parlementaire de 1889 faisait également les constatations suivantes : « ce *trust* a le pouvoir d'élever à son gré les prix du pétrole ; l'extension incessante des champs de production l'a seule empêché de le faire jusqu'ici d'une façon plus sensible : mais le jour où ce champ de production cessera de s'accroître, le *trust* sera assez fort pour imposer tels prix qu'il lui plaira ».

Jusqu'au début de cette année, le *Standard oil trust* avait été à l'abri de toutes les poursuites. De par la force de ses dollars il était demeuré maître absolu des élections dans l'État de Pennsylvanie. La législature et les cours de justice y étaient à sa discrétion (2). Mais à la suite d'une décision de la Cour suprême de l'Ohio (1^{er} mars 1892) prononçant la dissolution de son agence dans cet État, et dans le but d'échapper aux poursuites du même genre qui le menaçaient dans plusieurs autres, ce *trust* s'est dissous de son propre mouvement le 23 mars 1892. Son règne sur le marché américain a duré 10 années, pendant lesquelles il a réalisé plus de 300 millions de bénéfices (3).

Le Sugar trust. — Le sucre, denrée presque aussi indispensable de nos jours que le pain, a fait l'objet aux États-Unis d'un *trust*, qui embrassait toutes les raffineries de l'État de New-York, notamment la *North River Sugar refining Company* (4).

Il fut fondé en août 1887, entre les principales raffineries de New-York et de Brooklyn, soit environ 95 0/0 de

(1) Cf. Jenks, *Jahrbücher*, p. 4, 15, 12. Tableaux et courbes de production du *Standard oil trust*.

(2) Andrews, *l. c.* p. 149.

(3) Voir le détail de cette dissolution, ci-dessous, II^e P., section 2.

(4) Andrews, p. 128, 129. — 136, 138. — J. Chailley, *Économiste*, 1889, 1, 362. — Raffalovich, *Année économique*, 1888-89, p. 219.

cette industrie dans l'État de New-York ; il embrassa en outre bientôt la totalité des raffineries de l'État de New-York, et la majorité (85 0/0) de celles des autres États de l'Union. On usa du procédé ordinaire. La totalité des actions des Sociétés qui le composaient fut versée entre les mains d'un comité directeur de onze membres et échangée contre des *trust-certificats*, répartis par les *trustees* entre les Sociétés proportionnellement à leurs apports, et par les Sociétés entre leurs actionnaires, proportionnellement aux apports de chacun d'eux. Ces derniers cessaient donc dès lors d'être en relations directes avec leurs sociétés ou corporations et devenaient actionnaires du *trust*. Mais la valeur des actions des sociétés, usines, outillages et marchandises englobées dans le *trust*, qui pouvait s'élever à 15 ou 20 millions, fut capitalisée sur le pied de 45 puis de 50 millions : donc ici encore, capital largement majoré « *watered* », pour le plus grand bien des membres du *trust*. Ils réalisèrent des dividendes de 10 0/0 sur ce capital-action, ce qui représentait 25 0/0 (1) environ de leur capital originaire. C'était une manière adroite de dissimuler les gains énormes du syndicat. Ses actions émises à 75 D. cotèrent bientôt 126 D. en bourse. Une réunion annuelle des porteurs de ces titres avait lieu à New-York dans le seul but de mettre à couvert la responsabilité des directeurs du *trust*. Nominale-ment c'était l'assemblée qui ordonnait toutes les mesures importantes ; et les *trustees* n'avaient d'autres fonctions que de procéder à la répartition des dividendes. Mais en réalité ceux-ci, détenteurs de la majorité des actions des corporations et compagnies les gouvernaient à leur guise, et leur imposaient des directeurs à leur dévotion.

Quels furent, d'après l'enquête parlementaire les effets

(1) Ce ne sont là que des chiffres moyens ; certains dividendes atteignirent 48 0/0 du capital primitif.

du *Sugar Trust*? — Réduire la production du sucre (1), amoindrir sa qualité, augmenter son prix, provoquer l'étranglement (*general restraint*) du marché, remplacer en un mot la concurrence par un monopole véritable.

C'est ce qui résulte des chiffres recueillis par M. Jenks (2). La hausse des prix s'est maintenue avec quelques fluctuations depuis la fondation du *trust* jusqu'en juin 1889. La prime de raffinage s'éleva de 6/10 cent. à 3 cent. par livre. L'écart apparent était donc de 2 1/2 cent., et l'écart réel plus grand encore, car le coût du raffinage se trouvait sensiblement réduit par les économies réalisés sur la main-d'œuvre, les frais généraux, et par les améliorations obtenues dans l'outillage. En résumé, dans l'année 1888, le prix moyen du quintal de sucre atteignit 7 D. 48, en hausse de 1 D. sur les cours de 1886. Aussi le rapport de la commission parlementaire de l'État de New-York concluait-il au contrôle absolu, par le syndicat, des prix de tous les sucres soit bruts, soit raffinés. Si l'on tient compte du nombre des raffineries englobées dans le *Sugar Trust* (85 0/0 environ), et de l'énorme consommation des États-Unis, l'on peut évaluer sans exagération à plusieurs millions de dollars les bénéfices réalisés par le *trust* aux dépens des consommateurs (3).

En 1889 un arrêt de la Cour de New-York prononça la dissolution des corporations de l'État qui faisaient partie du *trust* et notamment de la *North River Refining Company* (3).

(1) Dans la seule ville de Boston, 4 usines furent fermées, 1500 ouvriers privés de travail et le salaire des autres considérablement diminué. De cette sorte la production journalière du sucre raffiné fut réduite à 300.000 k. par jour environ. (Rapport Edwardes, l. c. p. 914).

(2) Jenks, *Jahrbücher*, p. 10, 11 et diagramme. — Andrews (l. c. p. 144) évalue ce bénéfice à plus d'un million de D. par mois de janvier à juin 1889.

(3) Voir le texte de cet arrêt dans le rapport Edwardes, l. c. p. 961.

Le Cotton-seed oil Trust. — Il fut fondé vers 1884, pour l'extraction de l'huile des graines de coton, et comprenait 72 corporations avec leurs raffineries et leurs moulins à huile, représentant un capital net de 14 millions D. Ce capital fut dilué (*watered*), suivant l'usage en *trust-certificats* pour une valeur de 42 millions puis 55 millions. C'était ce que le *trust* appelait donner à ses membres « la bonne main (*good-will*) ». (Nous dirions en français « pot-de-vin ».) Le *trust* avait son siège social à New-York et donnait des dividendes de 4 0/0 sur le capital dilué, soit 16 à 20 0/0 sur le capital originaire. L'excédant des bénéfices fut mis à part pour former un fonds de réserve.

La production du *trust* atteignait 530 mille tonnes et tandis que le prix de l'huile brute baissait, il maintint le prix de l'huile raffinée à un niveau toujours le même, bénéficiant ainsi de l'écart entre les deux prix. En résumé par sa formation, sa direction, ses rapports avec les corporations affiliées, son influence sur les prix, ce *trust* semble avoir été dans une industrie différente une réédition du *Sugar Trust*.

Le *Cotton oil Trust* fut poursuivi devant la Cour de la Louisiane. Les corporations de cet État qui lui étaient affiliées furent dissoutes pour avoir violé leurs chartes en créant l'obstruction du marché.

Cette condamnation a porté un coup fatal au *trust* en provoquant sur ses actions une baisse considérable. Vainement les *trustees* sacrifièrent plusieurs millions de dollars pour tenter d'en relever les cours. Ils furent employés en pure perte, et les porteurs de certificats du *trust*, réunis en assemblée générale en votèrent la dissolution amiable, et sa reconstitution sous la forme d'une corporation ordinaire l'*American Cotton oil Co.*

Le *Sugar Trust* l'avait précédé dans cette voie, et nous

avons déjà vu que cette année même le *Standard oil Trust* l'y a suivi à son tour (1).

Le Wiskey Trust. — Le *Wiskey Trust* fondé en mai 1887, en remplacement d'un *pool* sur la même industrie, embrassait plus de 80 distilleries, disséminées en divers États, et représentant 85 0/0 de la production totale de l'alcool aux États-Unis. Leur capital fut majoré des 2/3 dans la répartition des *trust-certificats*, et fixé à 30 millions. Le *trust* servit à ses membres des dividendes effectifs de 12 à 15 0/0.

Avant leur groupement, ces diverses usines donnaient chacune suivant les années de 28 à 40 0.0 de leur force productive. — Douze distilleries seulement sur 80 continuèrent à fonctionner, et mises en pleine activité, arrivèrent à maintenir le même rendement, et à rémunérer le capital entier du *trust*.

C'est un des exemples les plus frappants des économies de frais généraux et de main-d'œuvre qu'un *trust* peut réaliser. Mais, en général, elles ne profitent qu'à lui seul, et le consommateur continue à payer tout aussi cher, sinon plus cher qu'avant. — C'est ce qui s'est produit dans l'espèce. A des baisses de prix causées par la création de distilleries nouvelles ont toujours succédé des hausses brusques, après chaque victoire du *trust* sur elles (2).

Trusts sur l'anthracite et la houille. — Ces *trusts* se sont multipliés à l'infini. Citons en quelques-uns.

Plusieurs Compagnies de chemins de fer, propriétaires de mines d'anthracite en Pennsylvanie ruinèrent les exploitations rivales, en leur imposant des tarifs de transport

(1) Rapport Edwar des, *l. c.*, p. 947. — Jenks, *Jahrbücher*, p. 16. — Andrews, *l. c.*, p. 128, 129, 135, 139, 144. — Cl. Jannet, *Correspondant*, 25 janvier 1890, p. 363.

(2) Cf. Andrews, *l. c.*, p. 130, 139. — Jenks, *Jahrbücher*, p. 7, 9, 13, 16 et diagramme, p. 14.

écrasants, puis devenues acquéreurs de tous les puits d'extraction, elles en fermèrent la moitié d'un seul coup, étranglant ainsi la production, et privant de travail plus de dix mille ouvriers (1).

Un *trust* organisé à Philadelphie sur les houilles grasses embrassa toutes les mines des vallées de la Mononghalea, de l'Ohio et du Mississipi ; il avait des agences dans toutes les villes principales de la région, Cincinnati, Nouvelle-Orléans, St Louis, etc.

Un autre *trust* s'organisa sur le même modèle pour les houilles maigres ; il avait son quartier général à New-York et disposait d'un capital de 13 millions (2).

Enfin en 1890 les compagnies *Philadelphie and Reading, Delaware and Hudson, New-Jersey and Central Railway* ont formé une combinaison d'un nouveau genre qui leur assure le monopole du transport de la houille et de l'an-thracite des mines de Pennsylvanie à l'Océan. Une enquête faite en mars 1892 sur ces agissements par l'Attorney général d'Harrisburg n'a pu encore aboutir (3).

Trusts sur le gaz d'éclairage. — Les compagnies gazières de St Louis et de Chicago, ont également formé des *trusts* qui ont fait doubler et tripler le prix du gaz d'éclairage dans ces deux villes. Aussi le *trust* de St Louis, tout en émettant des *trust-certificats* pour le double de son capital réel a pu leur servir de magnifiques dividendes. Quant au *trust* de Chicago, il a fini par être déféré, en raison de ses agissements à la Cour suprême de l'Illinois.

Trusts sur l'huile de lin. — Formé sur le modèle du *Cotton*

(1) Cl. Jannet, *Etats-Unis contemporains* et *Correspondant* du 25 janvier 1890, p. 261.

(2) Andrews, *l. c.*, p. 124.

(3) *Political Science Quarterly*, janv. 1892, p. 380.

oil trust il a réussi à majorer les prix de plus de 40 0/0 (1).

En résumé les *trusts* ont envahi aux États-Unis toutes les branches de l'industrie et du commerce. Le papier, le caoutchouc, les draps, les tapis, les bois de charpente, le borax et la soude, toutes les matières premières ont été l'objet de coalitions qui ruinaient ou supprimaient les concurrences, dominaient le marché américain et exploitaient les consommateurs à leur gré (2).

Trusts métallurgiques. — Le principal d'entre eux a été celui des fabricants de rails d'acier, *American Iron and Steel association*, qui porta leurs cours de 150 à 200 francs la tonne. Afin de maintenir la hausse, un grand nombre de leurs usines furent fermées et les propriétaires de l'une d'elles, l'usine Vulcan à St Louis, reçurent pendant plusieurs années près de deux millions par an pour ne rien produire.

Mais plus tard par un juste retour, le *trust* dut subir les conditions léonines d'un syndicat de chemins de fer, et ses produits redescendirent au-dessous même des cours anciens (3).

D'autres coalitions analogues eurent lieu sur les aciers bessemer, le plomb, les articles de quincaillerie et même les clous (4).

Trust des lignes télégraphiques. — Une puissante association, *Western Union telegraphic Company* à la tête de laquelle on trouve le financier J. Gould est parvenue à accaparer tout le réseau télégraphique du Sud et de l'Ouest

(1) Rapport Edwardes, *l. c.*, p. 948.

(2) Andrews, *l. c.*; p. 122-124. — Jenks, *Jahrbücher*, p. 7. — *Bradstreet's* 16 nov. 1889.

(3) Fawcett, *Travail et salaires.* — Cl. Jannet, *États-Unis contemporains*.

(4) *Économiste*, 5 mai 1888 (1888, 1, 555).

Américain, en se faisant rétrocéder les lignes pour l'établissement ou l'exploitation desquelles diverses compagnies de chemins de fer ou de télégraphes avaient été subventionnées.

Il avait réussi à écraser toutes les concurrences, quand une loi fédérale du 7 août 1888 vint mettre un terme à ses agissements en étendant aux lignes télégraphiques les dispositions de l'*Interstate commerce Act* (1).

Coalition des Compagnies de Télégraphie Transatlantique.

— Les compagnies propriétaires de câbles (au nombre desquelles se trouvait la compagnie française du Télégraphe de Paris à New-York) se sont concertées en 1885 pour l'adoption d'un tarif commun, qu'elles ont élevé jusqu'à 3 fr. 75 le mot.

MM. Mackay et Bennett ayant organisé un service nouveau à 2 francs puis à 1 fr. 25 le mot, les compagnies anciennes ont abaissé leur taux à 0 fr. 60, taux manifestement ruineux pour elles, mais qui devait dans la pensée du syndicat enlever tout trafic à la compagnie rivale et étrangler rapidement la concurrence.

Il n'a pourtant pu y réussir dans l'espèce, grâce aux puissants appuis commerciaux et financiers que la compagnie Mackay-Bennett parvint à s'assurer. Les négociants aimèrent mieux ne pas profiter de la réduction temporaire accordée par le syndicat que de s'exposer ensuite à voir les tarifs relevés aux taux exorbitants qu'ils avaient dû subir antérieurement.

La guerre a duré de 1886 à juillet 1888 et s'est terminée par la signature entre toutes les Compagnies anciennes et la Compagnie Mackay-Bennett d'un arrangement adoptant

(1) Nicolas, *Annuaire de législ. étrangère*, t. XVIII, p. 923. — Voir également ci-dessous l'analyse de cette loi, (II^e partie, *Législ. étrangère*).

une taxe commune de 1 fr. 25 pour le service de la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne (1).

Trusts dirigés contre l'agriculture. — En 1884 des Compagnies de chemins de fer formèrent avec les compagnies propriétaires des docks de Minnéapolis un *trust* qui accapara tout le commerce des blés du Minnesota, et du Dakota, et contraignit les fermiers à lui céder leurs céréales à des prix dérisoires.

Un autre *trust* se formait en même temps sur les machines agricoles, et notamment les lieuses mécaniques, et asservissait à ses prix les agriculteurs de l'Illinois et du Dakota, à tel point que ces derniers finirent par offrir dix millions de dollars à des inventeurs pour leur trouver une machine nouvelle (2).

Les éleveurs de bêtes à cornes de l'Ouest attribuent également le bas prix de leurs bestiaux aux manœuvres d'un *trust* de quatre sociétés qui a monopolisé le commerce des bêtes à cornes entre Chicago et le reste des États-Unis (3), et mis éleveurs et consommateurs à sa merci. Aux premiers ils imposent des réductions qui vont jusqu'aux 3/4 des prix anciens, aux seconds des majorations qui en atteignent

(1) Nicolas, *Annuaire de législ. étrangère*, 1888, p. 923.

(2) Andrews, *l. c.*, p. 123.

(3) Jannet, *Correspondant*, 25 janvier 1890, p. 364 et 372. — Voici en quels termes humoristiques un journal de l'Ouest américain décrivait récemment l'oppression des *trusts* sur les agriculteurs :

Il faut au *Farmer* une charrette de pommes de terre pour acheter une paire de bottes. Un beau bœuf gras achète à peine un vêtement complet ordinaire, et il faut une vache pour un paletot assorti. Pour le chapeau et les mitaines, il faut une charrette de blé, pour les vêtements de dessous, encore une charrette d'avoine. En sorte que le *Farmer*, pour économe qu'il soit, porte sur son dos la valeur d'un taureau, d'une vache, de trente boisseaux de blé, d'autant d'avoine et de pommes de terre. Quand il calcule combien de travail cela lui a coûté, et d'autre part, que tous ces vêtements représentent seulement la toison de trois ou quatre moutons, il se prend à regretter le rouet, et le métier à tisser de ses ancêtres.

le double. Ce *trust* est connu sous le nom populaire de *big four trust* (m. à m. *trust* des quatre géants) (1).

Les trusts mixtes. — Il nous reste enfin, pour clore cette longue énumération, à parler d'un procédé fréquemment employé par les coalitions américaines. Il consiste à englober dans une même entente avec les producteurs les acheteurs en gros dont le concours est souvent nécessaire pour le succès des opérations. On a donné à ces sortes d'ententes, ainsi que nous l'avons dit plus haut, le nom de *trusts mixtes*.

C'est ainsi que le *trust* des houillères de Pittston (Pennsylvanie) offrit des rabais importants aux détaillants de New-York à condition de ne prendre que leurs seuls produits; d'autres syndicats charbonniers passèrent des marchés spéciaux dans le même but, avec les compagnies de navigation des grands lacs et du Mississipi (2). Ces conventions ont été fréquemment déferées aux tribunaux Américains, et annulées par eux.

On peut également citer dans un autre genre, le *trust* des brasseurs de bière, qui s'est assuré la connivence des principaux cafés-brasseries de New-York en les commanditant. Ce système d'entente à la commandite porte aux États-Unis le nom de *Tred house system* (3).

Une deuxième variété du *trust* mixte est celui conclu entre des associations d'ordre différent, par exemple entre des sociétés industrielles ou commerciales et des compagnies de transport. On en pouvait citer maints exemples, avant le vote de l'*Interstate commerce act*; le plus célèbre est celui du *Standard oil trust*, dont nous avons parlé plus haut.

(1) Max Leclerc, *l. c.*, p. 586.

(2) Andrews, *l. c.*, p. 124.

(3) Cl. Jannet, *Correspondant*, 25 nov. 1891.

La plupart des *trusts* mixtes ont été dirigés aux États-Unis contre l'agriculture.

Une des causes de la baisse des prix, dit un document officiel publié par le département de l'agriculture à Washington se trouve dans la coalition des entrepreneurs de transports et des revendeurs (*Middlemen*) qui s'entendent pour accaparer une large part de ce que rapporte la vente des produits des fermiers. Ainsi les éleveurs ne tirent de leurs bœufs que les 7/10 ou les 3/4 des prix d'il y a quelques années, tandis que la viande est vendue au détail sur le pied des plus hauts prix atteints dans les vingt dernières années (1).

En même temps d'autres *trusts* réunissaient contre les fermiers les constructeurs d'élévateurs à grains (2) et les compagnies de chemins de fer, de façon à empêcher dans les gares toute création d'élévateurs nouveaux pouvant faire concurrence aux premiers, et à s'assurer des prix du monopole. C'est ainsi que la *Storage Company* de Brooklyn, propriétaire de près de la moitié des élévateurs de l'État de New-York, a pu majorer de 50 0/0 les droits de magasinage des blés.

Les pseudo-trusts. — L'un des plus célèbres fut le *Milk-exchange* de New-York (littéralement *Bourse du lait*) qui est parvenu à accaparer la vente du lait dans cette ville, imposant aux fermiers des prix d'achat de 2 et 3 cents par mesure, et aux consommateurs des prix de vente de 7 à 10 cents. Les fermiers ont dû pour échapper à ses exactions fonder une société coopérative.

(1) *Report on distribution and consumption of corn and wheat* mars 1890. — Max Leclerc : Une crise sociale aux États-Unis. (*Revue politique et littéraire*, 9 mai 1891, p. 584).

(2) Andrews, *l. c.*, p. 123. — On nomme élévateurs « *elevators* » aux États-Unis de vastes entrepôts construits à proximité, des navires et des voies ferrées et où s'opèrent le transbordement, le magasinage et le classement des blés, en attendant leur vente à l'étranger.

Quoique ne présentant aucun des caractères des *trusts*, le *Milk-exchange* a été soumis en même temps qu'eux à l'enquête parlementaire, comme ayant supprimé la concurrence et établi un monopole de la pire espèce. La commission d'enquête a conclu à sa suppression (1).

Quant aux syndicats visant des spéculations financières, ils sont innombrables aux États-Unis. Le sénateur Beck a dénoncé en 1888 celui des spéculateurs sur le remboursement de la dette publique, et déposé un bill pour en supprimer ou en suspendre l'amortissement.

En effet cet amortissement portant chaque année sur un nombre de titres fort restreint, les spéculateurs savent sur quelle catégorie de titres le remboursement doit porter, accaparent ces titres, en provoquant la hausse et pour 50 millions de dollars dont la loi prévoit le remboursement, en extorquent plus de 100 millions au Trésor (2).

Les trusts au Canada. — L'enquête parlementaire faite au Canada démontre également que les coalitions de producteurs y avaient asservi toutes les branches de l'industrie et du commerce.

Voici les principaux faits relevés par elle :

1° Un *syndicat de minotiers* avait réussi à déprimer le prix des grains, et à hausser en même temps celui des farines. Il ferma dix moulins en payant à chacun d'eux pour ne pas travailler, des sommes variant de 600 à 800 D. par an. Les meuniers étrangers à l'association s'empressèrent d'adopter les mêmes prix, et de cette façon l'asservissement du marché fut complet ;

2° A Montréal, un syndicat général de l'épicerie, *Dominion Grocers Guild* fondé en 1884 embrassait 95 0/0 envi-

(1) *Rapport* Edwardes, *l. c.*, p. 948.

(2) J. Chailley, *Économiste*, 6 oct. 1888.

ron des épiciers et marchands de produits alimentaires des deux provinces de Québec et d'Ontario.

Il passa des marchés avec les fabricants de sucre, d'amidon, d'indigo, de tabac, les marchands de céréales, etc. ; marchés lui assurant des avantages supérieurs à ceux consentis à tous ses concurrents. Une fois ces derniers hors de combat, le syndicat profita de son monopole pour revendre en hausse les mêmes denrées achetées en baisse par lui (1).

3^o Une coalition des marchands de charbon de Toronto (Ontario), *Coal Section of the Toronto board of Trade*. C'est dit l'enquête, un véritable monopole de 56 participants. Une demi-douzaine d'importateurs se sont engagés à lui livrer leur charbon à 75 cents plus bas par tonne qu'aux marchands étrangers à la coalition. Toute infraction au pacte de l'association, toute vente au-dessous du prix déterminé par le comité directeur est passible soit d'une amende de mille dollars, soit même de l'expulsion.

L'association ne se contente pas seulement d'imposer ses prix sur le marché, elle a réussi à mettre la main sur les adjudications publiques et désigne pour chacune d'elles celui de ses membres qui la soumissionnera, à charge par lui de payer à l'association une prime variable avec la commande. Elle fut, pour l'adjudication des services de l'État, de 1500 D. en 1886, de 1400 D. en 1887.

Pour la forme, l'association désigne quelques autres membres, chargés de soumissionner à des prix plus élevés. De la sorte, l'adjudicataire désigné est censé avoir offert des prix modérés, au lieu des prix de monopole imposés par lui (2).

(1) Andrews, *l. c.*, p. 125 et 143. — Jannet, *Correspondant*, 25 janvier 1890, p. 358.

(2) Andrews, *l. c.*, p. 125, 126.

4° Un syndicat, d'une originalité bien américaine, celui des fabricants de cercueils : coalisés avec l'association des Pompes funèbres, ils prirent l'engagement de ne vendre leurs produits qu'aux membres de cette association. Toute concurrence étant ainsi rendue impossible, le public des morts fut à la merci de leurs tarifs et de leurs exigences. Il en résulta, dit l'enquête un rançonnement odieux, une sorte d'escroquerie légale « *legalized robbery* ».

Nous ne citons que pour mémoire les autres coalitions étudiées par l'enquête, les *trusts* des fabricants de cordages, de liens à bottelet, des fondeurs de fer, etc.

Au Canada comme aux Etats-Unis, le système des *trusts*, avait envahi en même temps toutes les branches de l'industrie et du commerce. Comme aux Etats-Unis également une loi de répression vient d'y être promulguée contre eux (2 mai 1889).

III. Résultats des trusts au point de vue économique.

Au point de vue économique les principaux griefs qu'on peut formuler contre les *trusts* sont les suivants :

1° Suppression de la concurrence des petits producteurs, et constitution de monopoles aux dépens du public ;

2° Remplacement des bénéfices modérés du régime ancien par des gains excessifs, résultats de hausses artificielles ;

3° Création d'une oligarchie d'argent oppressive et tyrannique créant l'agiotage, semant la corruption dans les législatures et les cours de justice, et bravant impunément des lois que nul n'ose lui appliquer (1).

(1) Cf. Gunton. *The economic and social aspect of trusts* (Political of Science Quarterly, sept. 1888).

Dans les rapides monographies qui précèdent, nous avons pu nous rendre compte de la tactique employée par les *trusts*. Partout elle est la même :

1° Se rendre maîtres du marché, en ruinant par des baisses de prix les concurrents restés en dehors de la coalition, ou encore, obtenir des compagnies de chemin de fer des tarifs différentiels, rendant toute lutte impossible.

2° Une fois le marché conquis et la concurrence supprimée, exploiter les consommateurs, en relevant les prix jusqu'au point extrême où les tarifs douaniers arrêtent la concurrence étrangère.

Au reste, ce double procédé leur avait en général pleinement réussi, le témoignage des économistes américains est unanime sur ce point.

« Nous ne possédons plus la libre concurrence, écrivait M. Hadley en 1885, et nous ne pouvons espérer la posséder dans l'avenir. Dans un grand nombre de cas, les prix sont réglés non plus par la concurrence, mais par la coalition (1). »

Déjà, en effet, à cette époque, des *pools* s'étaient formés pour l'exploitation des canaux et des lignes de chemins de fer, des *trusts* pour la culture du coton, du blé, de la canne à sucre, l'exploitation des gisements de pétrole, des usines de charbon et de cuivre. Partout l'on se heurtait à des coalitions organisées, fixant les prix, limitant la production, assurant souvent à certains établissements pour ne pas fonctionner des sommes supérieures aux bénéfices qu'ils réalisaient (2). »

En 1888 le mal devint si grand que le président Cleveland n'hésitait pas à dénoncer les *trusts* comme une des pires calamités de notre époque. « Il y a aux États-Unis,

(1) A. Hadley, *Les transports par ch. de fer*. Trad. Raffalovich, p. 88.

(2) *Economiste*, 29 oct. 1887. G. Michel.

écrit M. Chailley, la même année, certains noms de directeurs de *trusts*, hauts barons de la finance, qui sont devenus populaires comme synonymes de bandits et de corsaires » (1).

Enfin en 1890, à la veille des mesures législatives qui allaient être prises contre les *trusts*, M. Andrews, appréciait leur œuvre de la façon suivante :

« Ils englobent les majorités, renferment les éléments les plus vigoureux, et les minorités ne peuvent leur faire une sérieuse concurrence : elle surgira peut-être le jour où les affaires du *trust* deviendront très profitables. Mais leur chiffre est tenu secret, jamais divulgué. De plus, le *trust* ancien ne pourra être combattu que par un *trust* nouveau, et ce dernier, loin de songer à l'intérêt du public, ne visera en général qu'à une chose, se faire acheter le plus chèrement possible par son concurrent. Si les affaires sont profitables, ce résultat se produira à brève échéance ; et les prix resteront toujours aussi élevés. Si la lutte continue, ou bien l'un des deux combattants sera mis hors de combat, et le vainqueur prendra le monopole de l'autre — ou bien il y aura une trêve suivie d'entente durable et de fusion. De toutes façons la concurrence ne peut plus suffire à enrayer un mal qui a envahi simultanément toutes les branches des transports et de la production ».

Le même auteur faisait ressortir, non moins nettement, la domination tyrannique des *trusts* sur le public. « Leur résultat final, continue-t-il, est toujours le même. Les prix de vente ne sont plus fixés par les prix de revient, mais par la complaisance ou la faiblesse du consommateur : tant qu'il consent à payer un prix, ce prix est maintenu. Et toute l'habileté de la spéculation consiste en ceci : pré-

(1) *Economiste*, 6 oct. 1888 (1888, 2, 411). — Cf. aussi *Economiste*, 5 mai 1888 et 23 mars 1889.

voir à quel moment un prix trop élevé fera non plus surgir des concurrences impossibles, mais éloigner ou restreindre la consommation (1) ».

Or comme le consommateur se privera d'abord des objets de luxe, qu'il achètera au contraire jusqu'au total épuisement de ses ressources les objets de première nécessité, il en résulte que c'est à ces derniers objets que les *trusts* s'attaqueront de préférence car ils pourront en pousser davantage les prix : « de là au point de vue social leur profonde immoralité ».

Quant aux bénéfices réalisés par eux, rappelons que le Standard oil Trust donna pendant dix années de 12 à 20 0/0 de dividendes sur son capital, le Sugar trust 2 1/2 0/0 par trimestre, le Cotton oil trust jusqu'à 4 0/0 par mois (2).

Ainsi se trouvent justifiés les griefs formulés contre les *trusts* et le mouvement d'opinion formidable qui en a réclamé la répression.

Il nous reste à examiner s'il est vrai que les *trusts* présentent au point de vue industriel comme le croient certains de leurs défenseurs des avantages suffisants pour compenser leurs excès et les en faire absoudre.

Ces avantages, quels sont-ils ? — On les a énumérés de la façon suivante.

1^{er} *avantage*. — Les *trusts* sont de beaucoup supérieurs aux autres formes d'entente industrielle, au point de vue de la stabilité et de la cohésion.

Eux seuls réunissent tous les éléments de succès :

1° Unité de vues dans la direction ;

2° Communauté d'intérêts de leurs membres ;

3° Impossibilité pour eux de se soustraire aux obliga-

(1) Cf. *Economiste*, 19 avril 1890. — Traduct. J. Chailley.

(2) Raffalovich, *v° trust*. *Nouveau dictionnaire d'écon. pol.*

tions qui leur sont imposées, et à la domination du syndicat.

L'histoire du *Wiskey trust* en est un exemple entre mille. — Les principaux distillateurs des États-Unis avaient formé un *pool*, créé un comptoir spécial de vente, restreint la production, fixé les prix, édicté de lourdes amendes contre toute infraction au pacte convenu. Cela ne parvint pourtant pas à le faire respecter. Aucun *pool* de ce genre ne put réussir ni même vivre au-delà d'une année. Au contraire, dès que le syndicat eut adopté la forme d'un *trust*, toutes les difficultés furent aplanies et toutes les affaires dirigées aussi aisément que s'il s'était agi d'une simple société commerciale (1).

D'ailleurs les *trusts* sont aux sociétés industrielles ce que celles-ci sont aux producteurs isolés. Ils sont des agrégations de sociétés, comme les sociétés sont des agrégations d'individus. De là surtout vient leur puissance industrielle. Si elle est grande, l'intérêt public y trouve tout le premier son profit.

Il faut même reconnaître que certaines entreprises, d'une utilité incontestable, eussent été impossibles à réaliser par des capitaux moins considérables que ceux des *trusts*. Quelle société industrielle assez riche aurait pu relier par des canalisations les gisements de pétrole de Pennsylvanie aux ports de l'Atlantique et du lac Michigan, ainsi que le *Standard oil trust* l'a su faire ; ou mieux encore sillonner de réseaux télégraphiques l'immense territoire de l'Union, ainsi que le *Western Telegraph Union trusty* est parvenu ? L'un a réduit de 66 0/0 les frais de transport du pétrole, l'autre abaissé de 85 0/0 les frais de transmission des dépê-

(1) Cf. Jenks, *Jahrbücher*, p. 7.

ches et assuré à lui seul un service qui absorbait auparavant douze compagnies différentes (1).

2^e *avantage*. — Grâce aux capitaux considérables qu'ils peuvent réunir et concentrer dans une même industrie, on voit les *trusts* lui donner un essor tout nouveau, réaliser des perfectionnements dans l'outillage, des économies dans les frais de transport et de production.

Ces économies résulteront de la suppression des intermédiaires, de l'amélioration des procédés, de l'exploitation en commun des brevets, de la répartition des zones de débouchés. Supposons en effet une direction centrale ayant sous ses ordres des établissements disséminés dans les diverses parties d'un même territoire ; elle aura soin d'envoyer les commandes à l'établissement le plus proche de leur destination ; et l'on économisera ainsi les frais toujours onéreux de transports lointains, surtout pour des produits volumineux par rapport à leur valeur, tels que le sel, le sucre, le charbon et le pétrole (2). Quant à ces frais de transport eux-mêmes, nous savons que les *trusts*, la *Standard oil Co* notamment avaient obtenu des compagnies de chemins de fer, des réductions de tarifs et des traitements de faveur, en raison du chiffre colossal de leurs affaires avec elles. (Toutefois il ne saurait plus être question aujourd'hui de ces derniers avantages, en théorie tout au moins, l'*Interstate Commerce act* ayant prohibé pour l'avenir tous arrangements de ce genre).

Peut-on faire à ces combinaisons gigantesques le reproche d'éliminer les petits capitaux ? Il n'en est rien. Elles ne font que les englober dans des systèmes de production plus considérables, qui ont le double avantage

(1) Cf. Gunton. — *Economie and social aspect of Trusts*. (Political Science Quarterly, sept. 1890).

(2) Jenks, *Jahrbücher*, p. 10.

d'offrir au capital de plus grands bénéfices, au consommateur de plus bas prix.

3° *avantage*. — Il est de tous le plus important. Les *trusts*, grâce à leur organisation puissante, peuvent régulariser la production, donner de la fixité aux prix, éviter le retour périodique des crises industrielles, et mettre fin à des concurrences ruineuses pour tous.

Telles sont les principales raisons qu'ont fait valoir les défenseurs des *trusts* pour demander le rejet des bills discutés et votés récemment contre eux.

Réfutation. — Ces raisons auraient leur valeur si les *trusts* étaient demeurés ce qu'ils pouvaient être, de simples associations défensives contre les crises économiques ; s'ils ne s'étaient pas montrés oppressifs vis-à-vis des consommateurs et déloyaux vis-à-vis de leurs concurrents. Peut-être aussi pourrait-on consentir à passer condamnation sur les suppressions de concurrence qu'ils ont réalisées, s'ils avaient en revanche donné plus de fixité aux prix ; car c'eût été au point de vue industriel un précieux avantage.

L'ont-ils fait ? — Les diagrammes de M. Jenks relatifs aux principaux *trusts* américains établissent le contraire. Seul le *Standardoil trust* paraît avoir obtenu dans ce sens un certain résultat : il n'a pu cependant empêcher des fluctuations subites dans les prix du pétrole. Quant au *Sugar trust* il n'a eu à cet égard aucune influence. Après comme avant sa formation les prix du sucre ont subi les mêmes fluctuations. Enfin le *Wiskey trust* paraît avoir rendu les variations de prix des alcools moins fréquentes, mais en revanche elles devinrent beaucoup plus brusques et plus inattendues (1).

D'ailleurs à supposer même cette fixité réalisée, dans quel sens les *trusts* devaient-ils la maintenir ? Leurs défen-

(1) Cf. Jenks, *Jahrbücher*, p. 14, 15.

seurs nous ont dit que grâce à la puissance et à l'unité de leur organisation, aux économies d'emploi et de main-d'œuvre, aux améliorations industrielles effectuées par eux, les *trusts* pouvaient réaliser des bénéfices même en vendant à des prix inférieurs à ceux de la libre concurrence. C'est un des principaux avantages qu'on fait valoir en leur faveur. Logiquement, normalement une baisse aurait dû en résulter dans leurs prix.

Cette baisse a-t-elle eu lieu? Nous avons vu, tout au contraire, qu'ils ont eu soin, les uns comme le *Standard oil trust* d'enrayer ce mouvement, les autres, comme le *Sugar trust* d'élever leurs prix au-dessus même des prix anciens, jusqu'à l'extrême limite au delà de laquelle le consommateur s'adresserait au dehors ou renoncerait à acheter; non contents de spéculer sur tous les produits, sur toutes les matières premières, les *trusts* étaient presque tous doublés de syndicats financiers, faisant cause commune avec eux, et spéculant sur leurs propres actions.

Cela prouve combien pour les *trusts* américains, la défense des intérêts industriels contre les crises et la réglementation de la production étaient des buts accessoires. Leur objectif principal était de donner aux établissements englobés par eux une plus-value artificielle, à leur profit. De là pour les *trusts* l'usage de majorer, d'*arroser*, pour traduire le terme courant, le capital de fondation des sociétés qui en faisaient partie, et d'attribuer à leurs actionnaires des *certificats* pour une valeur double ou triple de leurs actions primitives.

Mais il fallait soutenir les cours de ces titres, d'une valeur toute conventionnelle puisqu'ils représentaient un capital en partie fictif, et permettre ainsi aux membres du *trust* de les écouler d'une façon lucrative. Pour cela les *trusts* avaient besoin du concours et de la complicité

des syndicats financiers. Ils en usèrent largement (1), si largement même que les plus chauds partisans des *trusts* reconnaissent qu'on ne saurait les garder ou les tolérer à nouveau sans cette condition : soustraire par des prohibitions légales leurs actions à l'agiotage dont elles étaient la proie (2).

Ainsi l'on peut répondre aux défenseurs des *trusts* : votre genre de syndicat est le plus puissant et le plus stable de tous les procédés d'entente industrielle, soit. Mais il en est aussi le plus dangereux car il réunit non plus seulement des individus mais des sociétés et des corporations entre elles, en prend la direction absolue, a raison de toutes les concurrences, et règle les prix à son gré.

Avec une telle organisation et une telle puissance, un *trust* ne peut rester une alliance simplement défensive contre des crises économiques. Se sentant fort, il en abusera fatalement pour être tyrannique, et recourra pour s'enrichir aux procédés les plus oppressifs, aux pires coalitions.

Différences entre les Trusts et les Syndicats de défense industrielle. — Ce serait en résumé se méprendre étrangement que de confondre les *trusts*, comme leurs défenseurs voudraient le faire, avec nos syndicats de défense industrielle européens, les *kartelle* allemands par exemple. Ils en diffèrent par le but, par l'organisation, par la durée, par les résultats. Ceux-ci se proposent de remédier par la limitation de la production aux crises industrielles. La spéculation n'y occupe qu'une place accidentelle. Ceux-là se

(1) L'alliance des syndicats financiers a d'ailleurs été pour les *trusts* plus nuisible qu'utile. Dès 1888 les poursuites judiciaires exercées contre ces derniers ; les enquêtes parlementaires ouvertes à leur sujet, les lois proposées puis votées contre eux ont provoqué la panique dans les syndicats, la débâcle des valeurs, l'effondrement des cours artificiels soutenus par eux ; enfin comme dernière conséquence la dissolution des principaux *trusts*.

(2) Jenks, *Jahrbücher*, p. 17.

préoccupent non pas d'éloigner des crises, mais de circonvenir un marché, de le prendre d'assaut, d'y établir leur monopole. La spéculation n'est pas chez eux un accident, mais leur unique raison d'être.

Les Syndicats de défense ne durent pas plus longtemps que le péril des crises qu'ils s'efforcent de conjurer : ils disparaissent et reparaissent avec elles. Les *Trusts* se perpétuent sur un marché aussi longtemps qu'un *Trust* nouveau ne viendra pas les en chasser. Ils ont la même durée que celle de leurs bénéfices.

En un mot les Syndicats européens sont des alliances défensives entre producteurs, ce qui leur a valu souvent, aux *Kartelle* notamment, la faveur et la protection de l'Etat : les *Trusts* sont des alliances offensives contre les consommateurs, qui ont créé à leurs dépens des fortunes milliardaires et asservi une république démocratique, suivant l'expression de M. Vavasseur, à la tyrannie des rois du pétrole, de l'argent, de l'acier et du fer. Aussi ont-ils justement déchaîné contre eux d'unanimes réprobations, d'implacables haines.

Les syndicats internationaux ou « *Omniums* ».

Depuis quelques années se sont développés en Europe certains genres de syndicats internationaux assez analogues pour leur forme aux *trusts* Américains. On les désigne sous le nom d'*Omniums*, ou sous celui de sociétés centrales (1).

Telles sont les société centrale des mines d'or du Transvaal, celle de la dynamite.

Ces syndicats ressemblent aux *trusts* sous trois rapports :

1° Ils réunissent comme eux sous une même direction, dans une même communauté d'intérêts et de bénéfices des sociétés industrielles ;

(1) *The Economist*, 16 nov. 1889.

2° Comme eux également, ils sont des syndicats de coalition, poursuivant un but d'accaparement et de monopole;

3° Comme eux enfin, ils s'adjoignent des syndicats de spéculateurs qui soutiennent leurs actions en bourse et leur fournissent les capitaux nécessaires à leurs opérations sur le marché.

Ils ont sur eux l'avantage de pouvoir étendre leur action sur tous les pays, supprimer complètement la concurrence étrangère et accaparer la direction tant financière que technique de toute une industrie.

La hausse de leurs actions accompagne celle de leurs produits; en écoulant les uns et les autres dans le public, ils réalisent double bénéfice.

§ 2. — Coalitions à évolution rapide. — Les Corners.

A. — Mode de fonctionnement.

On désigne sous le nom de *Ring*, ou de *Corner* toute tentative d'accaparement temporaire d'une denrée. Grâce aux conditions économiques de notre époque, des manœuvres de ce genre n'ont jamais une durée bien longue. Tous les *corners*, à de rares exceptions près, ont abouti à des liquidations désastreuses et à la ruine de leurs auteurs. Mais les perturbations de prix qu'ils provoquent, pour n'être que temporaires, n'en causent pas moins de graves préjudices aux industriels et aux consommateurs.

Avec l'étendue de nos marchés modernes, toute tentative d'accaparement isolé est impossible. Elle ne peut avoir quelque chance de réussite qu'à la condition d'être opérée par un syndicat de puissants spéculateurs. Voici quelle est leur tactique habituelle :

1^o Accaparer sur les différents marchés au moyen de gros capitaux la marchandise visée par eux, acheter toutes les existences disponibles.

2^o Revendre à des cours de hausse les quantités strictement nécessaires à la consommation quotidienne. Cette hausse des prix encourage et multiplie les offres de vente à terme au-delà même des existences futures du marché, d'autant mieux que le *corner* draine à son profit, jour par jour, tout le disponible. Il en résulte l'accroissement des vendeurs à découvert, l'impossibilité pour eux de se libérer en nature, la nécessité de se racheter par des différences écrasantes, l'étranglement, le *cornage* en termes d'agio.

Quant aux stocks accumulés par les spéculateurs, pouvant être warrantés pour leur valeur presque totale, ils n'immobilisent qu'une faible partie de leurs capitaux.

Caractères particuliers aux Corners. — Ce genre de coalition présente deux caractères principaux.

I. — Le premier est d'être essentiellement temporaire. « Leurs auteurs, dit M. Alexandre Rossi sont les hommes d'un instant (*Minute men*) (1) ».

Ils guettent le moment où l'exagération des engagements à la baisse et l'épuisement des stocks rendent difficile l'exécution des promesses de livraison pour le terme fixé. Alors ils achètent tout le disponible, poussent les prix à la hausse, mettent les vendeurs à découvert hors d'état de tenir leurs engagements, et les forcent à subir d'énormes différences.

Puis au bout de quelques mois, dès que l'opération a produit les bénéfices qu'ils en attendaient, ils l'abandonnent et leur retraite détermine l'effondrement des cours factices qu'ils avaient créés.

(1) Alessandro Rossi. Usi ed abusi del capital, *Rassegna Nazionale*, 1^{er} mars 91.

C'est par ce caractère essentiellement temporaire que les coalitions de pure spéculation, se distinguent, même à première vue, des coalitions industrielles créées dans l'intérêt des producteurs contre celui des consommateurs.

II. — Le second caractère des *corners* est de chercher à embrasser le monde entier, à devenir des spéculations internationales, afin d'augmenter leurs chances de réussite.

Résultats des Corners. — Il est facile de les résumer en deux mots. Les *corners* produisent deux séries de ruines, l'une à leur début, l'autre à leur fin.

Au début, le découvert est implacablement poursuivi. Tous les industriels qui ont vendu leur marchandise à livrer, aux cours ordinaires, sont obligés de l'acheter aux cours de hausse déterminés par la spéculation et de la fournir aux prix convenus par eux c'est-à-dire en perte. Ils sont écrasés sous leurs engagements.

Lors de la débâcle des cours, les commerçants qui avaient acheté en hausse les marchandises à livrer seront obligés de les revendre en baisse, même travaillées et ouvrées. Ils perdent ainsi la totalité de leur main-d'œuvre, et plus encore quelquefois. Ce sera encore pour eux la ruine à brève échéance.

Quant au consommateur, il aura payé pendant toute la durée de la coalition 50 à 80 0/0 plus cher que la valeur véritable du produit. Résultat d'autant plus odieux que les coalitions s'attaquent en général à des objets de première nécessité (1).

Toutefois les *corners* constituent pour le public des coalitions moins dangereuses que celles des *pools* et des *trusts*

(1) De nombreux faits d'incidence peuvent également résulter d'une seule coalition. C'est ainsi qu'une hausse sur le prix d'un métal, fer ou cuivre par exemple, augmentera les frais de production de toutes les industries qui travaillent ce métal.

américains. Car à la différence de ces derniers, ils n'ont ni stabilité, ni durée. Il suffit d'une mésintelligence entre ses membres, d'un avantage conquis par l'un d'eux sur les autres, ou simplement d'une contre-spéculation plus puissante pour les disloquer.

Enfin les *corners* en général aboutissent finalement à la ruine de leurs auteurs. En effet bien des incidents imprévus peuvent venir déjouer leurs calculs :

C'est d'abord la trahison des associés les uns par les autres ; beaucoup d'entre eux, au premier péril, retournent leur position et deviennent ennemis, d'alliés qu'ils étaient.

C'est ensuite et surtout l'accroissement des stocks, au delà de leurs prévisions. L'élévation des prix les augmentera en effet rapidement, et cela de trois manières :

1° En diminuant la consommation qui, dans l'attente d'une baisse d'autant plus probable que les cours seront plus hauts, ne se fournira plus qu'au jour le jour et réalisera des économies d'emploi ;

2° En activant et en développant la production dans les fabriques, les usines, les mines, qui en temps normal n'utilisent jamais la totalité de leur puissance productive ;

3° En faisant affluer sur le marché les produits similaires de l'étranger, écartés jusque là par l'élévation des tarifs de douane, des coûts de transport ou de production. La hausse des cours leur permettra une concurrence jusqu'alors impossible.

Cette accumulation toujours croissante des stocks finira par amener fatalement l'écrasement de la spéculation et l'effondrement des cours.

B. — Monographies.

ÉTATS-UNIS. — *Les Corners sur les blés.* — De 1882 à 1887, neuf *corners* eurent lieu sur les blés à Chicago (1).

Il en fut de même à New-York en 1887.

Ce *corner* fut un des plus gigantesques dont on ait gardé le souvenir. Il fit sentir son action sur le monde entier. Les ventes de blé au comptant avaient été le double des entrées aux docks. Les ventes à découvert atteignirent 35 fois ce chiffre. Sur l'ensemble des marchés des États-Unis elles dépassèrent celui de la récolte de 1886 dans le monde entier. Le résultat définitif de ces spéculations effrénées fut d'affoler tous les cours : après avoir monté sans limites, ils retombèrent au-dessous de leur point de départ (2).

Un autre *corner* sur la même matière a été tenté en septembre 1888, à Chicago. La récolte américaine avait été de 467 millions de boisseaux, dépassant de 167 millions la consommation annuelle des États-Unis. Malgré cela, les manœuvres des agioteurs les rendirent maîtres du marché du blé, et restreignirent le disponible d'octobre 1888, au point de le rendre inférieur de moitié à celui de l'année précédente. Le résultat fut une hausse de 2 dollars par boisseau. Et si l'Europe ne ressentit pas le contre-coup de ce *corner* comme du précédent, c'est que la concurrence des blés de l'Inde et de la Russie parvint à l'écarter (3).

Citons aussi un *corner* sur les cafés qui en a doublé les prix de 1886 à 1888. Il s'est terminé par un krach.

ANGLETERRE. — En 1884 et en 1889 des *corners* sur les

(1) Cl. Jannet, *Correspondant*, 25 mars 1891.

(2) Cl. Jannet, *Les États-Unis contemporains*.

(3) *The Banker's Magazine*, nov. 1888.

cotons furent tentés à Liverpool (1). Mais les consommateurs les firent échouer en faisant leurs achats directement aux Indes.

Un *corner* sur les thés eut lieu à Londres en octobre 1889.

Un autre *corner*, sur les fontes, fut tenté à Cleveland et à Glasgow, il échoua au bout de peu de temps.

AUTRICHE. — Un *corner* autrichien avait accaparé en 1887 à Buda-Pest une énorme quantité de maïs.

Il fut débordé au bout d'une année par l'accumulation des stocks. Quand survint la débâcle, en janvier 1889, elle lui coûta près de 3 millions de florins. Deux millions de quintaux achetés au cours de 6 florins 1/2 furent revendus moins de 4 florins.

CORNERS INTERNATIONAUX. — Nous avons déjà dit que les *corners* avaient de nos jours une tendance de plus en plus marquée à prendre cette forme, afin de supprimer la concurrence des pays étrangers qui est une de leurs principales causes d'échec. Citons les principaux :

1^o *Corner sur le sucre*. — En 1887-89, le syndicat des sucres de Magdebourg, aidé de banquiers anglais et allemands et secondé par un raffineur français a relevé de 33 0/0 le prix des sucres sur tous les marchés. Cette hausse fut suivie d'un brusque effondrement des cours en juillet 1889. Il fallut l'intervention de la haute banque pour empêcher les faillites qui en résultèrent d'entraîner un krach général (2).

2^o *Corners sur l'argent et le caoutchouc*. — La puissante maison de banque Baring de Londres s'est ruinée dans une série de *corners* de ce genre.

Au début de 1890 elle avait provoqué avec le concours

(1) *The Economist*, 12 oct. 1889 et 6 sept. 1890.

(2) Jannet, *Correspondant*, 25 mars 1891, p. 1162, — *the Economist*, 20 et 27 juillet 1889.

de spéculateurs américains un *corner* sur l'argent qui porta en quelques mois son cours de 42 à 50 francs l'once, en accaparant tous les stocks disponibles et ne les écoulant que par petites fractions. Mais le Congrès des États-Unis ayant refusé de voter le monnaie illimité de l'argent, ces hauts cours ne purent être maintenus, et leur baisse fut encore accélérée par certains membres du *corner* qui jugèrent à propos de retourner leur position.

En septembre 1891 un *corner* sur le caoutchouc, tenté en même temps à New-York et à Londres, échoua de la façon la plus complète. La maison Baring y perdit à elle seule plus de 5 millions L. (1).

3° *Corner sur les diamants*. — Depuis 1889 une coalition embrassant les principales usines de diamants de l'Afrique du sud, accapare toute la production et a fait hausser brusquement d'un tiers le cours des diamants. Chose assez rare cette coalition moitié industrielle moitié commerciale a jusqu'à ce jour pleinement réussi.

4° *Le Corner des cuivres*. — Ce corner a été de beaucoup le plus retentissant de notre époque, par les accaparements qu'il a réalisés et les ruines qu'il a entraînées à sa suite.

Nous ne ferons pas, comme beaucoup d'autres, à la spéculation Secrétan le reproche d'avoir tenté la concentration industrielle des mines de cuivre : cette concentration n'avait en soi rien d'illégal ; chaque jour elle est employée par les syndicats miniers ou métallurgiques, en France ou ailleurs.

Non seulement cette opération était légale, mais elle pouvait être avantageuse pour l'industrie du cuivre à l'époque où elle fut tentée : c'était à la fin de 1886, et tous les

(1) Cl. Jannet, *Correspondant*, 25 mars 1891 — *the Economist*., 8 nov. 1890.

métaux subissaient alors des cours de découragement. On était en pleine crise de surproduction; les cours déprimés par la surabondance du marché l'étaient encore davantage par la persistance des spéculations à la baisse. Ils étaient descendus à 36 et 38 L la tonne, soit moins de 100 francs les 100 kilos et un grand nombre de mines travaillant à perte avaient dû cesser leur production. (1)

Il était donc tout naturel qu'on cherchât dans une entente internationale un remède à cet état de choses désastreux. La réglementation de la production et des prix pouvait permettre aux mines de retrouver leurs profits anciens. On l'avait tenté avant Secrétan, on l'a tenté après lui, et si les tentatives ont eu jusqu'ici peu de succès, c'est qu'il est bien difficile de grouper dans une organisation syndicale une industrie dont les centres de production sont aussi disséminés que ceux du cuivre.

Mais le véritable reproche mérité par le syndicat Secrétan, reproche qui suffisait à motiver des poursuites judiciaires, c'est celui de n'être pas resté une combinaison défensive, en faveur d'intérêts industriels; d'avoir pris au contraire dès le début les allures d'une coalition offensive contre les consommateurs, d'un monopole doublant et triplant dans l'espace de quelques mois les prix du métal accaparé, en le portant de 36 L. (juin 86) à 70 puis 80 puis 100 (7 déc. 89) et 105 L. la tonne, cours de pur agiotage qui devaient aboutir au gigantesque effondrement que l'on sait. Pour atteindre ces cours fantastiques, le syndicat avait passé avec 37 mines de cuivre, aux États-Unis, au Chili, au Cap, en Suède et en Espagne des contrats qui lui assuraient pendant trois années (1887-1890) la totalité de leur production moyennant des prix variant de 65 à 75 L, et une part en sus dans les bénéfices de l'opération. En re-

(1) Cf. Andrews, *l. c.*, p. 126.

vanche les mines s'engageaient à limiter leur production annuelle à un tonnage déterminé, 180 mille tonnes, au lieu de 220 et 230 mille tonnes, leur production habituelle. Mais c'était tout bénéfice pour elles. Car d'une part l'avantage pour une mine n'est pas comme pour une usine de produire beaucoup et bon marché, c'est au contraire de produire peu et cher car elle économise ainsi son minerai et ses frais d'extraction.

Et d'autre part les mines gagnaient plus à produire une tonne au prix du syndicat des cuivres que deux au cours du marché.

Évidemment s'il s'était agi d'une simple entente défensive entre les mines et l'industrie du cuivre, jamais elles n'eussent songé à stipuler ces avantages excessifs ; ils étaient le prix de leur complicité dans la tentative d'accaparement du syndicat, ils furent aussi la première cause de sa ruine.

Les cours artificiels de 80 et 100 L ne pouvaient être soutenus que par l'achat ininterrompu de la production minière. Tout aurait marché sans encombre si le syndicat avait pu revendre ses cuivres au fur et à mesure, à des prix sinon supérieurs, du moins égaux à leur prix d'achat. Mais chaque jour voyait grossir le stock invendu. Il fallait acheter, acheter toujours, non seulement aux mines faisant partie du syndicat, mais encore à des mines anglaises et américaines demeurées en dehors, et dont la production surexcitée par les hauts prix du cuivre augmentait sans cesse.

En revanche, par une conséquence ordinaire des coalitions de ce genre, la consommation s'était restreinte dans des proportions inattendues, au delà de toutes les prévisions. Les fondeurs de Paris s'engagèrent à ne pas acheter au syndicat une seule tonne de métal. Les vieux cuivres

furent remis en œuvre, les mines anciennes exploitées à nouveau. On alla chercher le cuivre jusqu'au Japon. Aussi les stocks métalliques du syndicat montèrent en une année de 45.000 tonnes (décembre 1887) à 150.000 tonnes (février 1889), avec une augmentation de 4.000 tonnes par mois (1).

Hors d'état, dès lors de faire face aux engagements écrasants contractés avec les mines, le syndicat épuisa ses ressources personnelles, emprunta sur warrants, sur papiers de toutes sortes, et finit par entraîner dans sa ruine la Société des métaux et le Comptoir d'Escompte engagés solidement avec lui (2).

Une panique effroyable s'ensuivit, menaçant la place de Paris d'un krach universel. Il ne put être évité que grâce aux efforts combinés du ministre des Finances, de la Banque de France des principaux banquiers et établissements de crédit, qui dans la nuit du 7 au 8 mars 1889 avancèrent 177 millions au Comptoir d'Escompte, et lui permirent ainsi de ne pas suspendre ses paiements.

Quel fut le résultat définitif de cette spéculation colossale ?

Secréta n avait acheté 170 mille tonnes de cuivre au prix de 325 millions environ. Après l'effondrement des cours de 80 L à 40, elles ne valaient plus que 170 millions, soit une perte sèche de 155 millions, qui ajoutée aux 22 millions perdus dans une spéculation analogue faite en même temps sur les étains, formait une perte totale de 177 millions. Là vinrent s'engouffrer les capitaux des actionnaires et des obligataires de la Société des métaux ; de la Société auxi-

(1) Leroy-Beaulieu, *Economiste*, 9 mars 1889. — Raffalovich, *Année Econom.* 1888-89.

2) L'action de la Société des Métaux était cotée 1075 francs le 23 mars 1888. Le 23 mars 1889, elle valait 92 fr. 50.

liaire fondée en 1888 par Secrétan, et du Comptoir d'Escompte engagé par Denfert-Rochereau et Laveissière. Ajoutons à cela la chute des actions des mines de cuivre, du Rio-Tinto notamment, dont la spéculation française avait acheté les 5/7. La perte subie par elle de ce chef a été évaluée par M. Leroy-Beaulieu (1) à près de 100 millions. C'est donc une somme totale d'environ 277 millions que la spéculation Secrétan a coûtée aux capitaux français, sans compter les ruines industrielles accumulées par elle pendant toute sa durée.

Nouveaux corners sur les cuivres. — Une combinaison plus vaste encore que le syndicat des cuivres, commanditée par des capitaux anglais, avait formé le dessein d'absorber toutes les mines et usines de cuivre du monde sous le nom de *Metal corporation*, et allait peut-être aboutir quand arriva la chute du syndicat des cuivres. En juin 1891, un nouveau syndicat s'est constitué à Londres dans le même but ; et il vient de s'entendre avec les mines d'Espagne et d'Amérique pour les amener à réglementer leurs prix et à réduire leur production de 5 0/0 jusqu'en juin 1893 (3). Les seules mines qui ne soient pas entrées dans la coalition sont celles de certaines compagnies américaines situées dans les États qui répriment les atteintes à la liberté commerciale, ou de compagnies françaises qui sont tenues en respect par notre article 449. C. Pén.

Si les syndicats sur les cuivres, tant le syndicat Secrétan que ceux venus après lui, présentent les caractères distinctifs des *corners*, sous d'autres rapports ils semblent également se rapprocher des syndicats « *omnium* » que nous avons déjà mentionnés. Comme chez ces derniers l'on trouve

(1) Leroy-Beaulieu. *Economiste* du 9 mars 1889.

(2) Raffalovich. *Année économique*, 1888-89.

(3) Andrews, *l. c.*, p. 127 — *Nouveau journal financier*, 12 juin 1892.

en eux la réunion de deux syndicats, l'un industriel, groupant des sociétés minières et métallurgiques, et spéculant sur leurs produits; l'autre, financier, servant au premier de bailleur de fonds et spéculant sur les actions des sociétés qui le composent.

C'est ce qui explique l'agiotage effréné qui s'est produit depuis cinq ans sur les actions des mines de cuivre de Tharsis, Rio-Tinto, Morena en Espagne, de Cape-Copper au Cap, etc. Le syndicat industriel fait le jeu du syndicat financier, ce qui permet à la spéculation de doubler ses bénéfices.

§ 3. — Résultats généraux des syndicats de coalition

I. *Au point de vue social.* — Les coalitions de producteurs, en relevant les prix, font-elles monter les salaires des ouvriers qu'elles emploient, de telle sorte qu'ils gagnent plus comme travailleurs qu'ils ne perdent comme consommateurs? Nullement, et la raison principale en est celle que nous avons déjà donnée au chapitre précédent pour les ententes industrielles. Toute coalition vise à diminuer la production. Toute diminution de production entraîne le renvoi d'un nombre proportionnel d'ouvriers: d'où augmentation dans la demande de travail, d'où enfin pour les salaires baisse inévitable.

FRANCE. — Nous n'avons pu recueillir de données particulières sur ce point. Citons cependant un exemple, qui pour venir d'un accaparement isolé et non d'une coalition n'en est pas moins instructif: dans les bassins houillers d'Anzin et de la Loire, deux compagnies ont absorbé l'une la totalité, l'autre les 7/8 des concessions originaires (un décret de 1852 défend pour l'avenir toute réunion de ce

genre). Grâce au manque de concurrence elles ont élevé les cours de la houille à des chiffres dix fois supérieurs aux frais d'extraction, et les dividendes de leurs actionnaires ont suivi la même progression. En revanche les salaires des ouvriers sont descendus au-dessous de 1 fr. 50. Des grèves répétées, opiniâtres, ont seules pu les relever depuis une vingtaine d'années (1).

ANGLETERRE. — En Angleterre, les coalitions de ces dernières années, notamment les *corners* de Liverpool sur les cotons (1889) et de Glasgow sur les fontes (1890) avaient apporté dans le travail des ouvriers des manufactures de si graves perturbations que les *Trade-Unions* finirent par s'en émouvoir. Le mal fut du reste de courte durée, comme les coalitions elles-mêmes (2).

ÉTATS-UNIS. — Nous avons déjà vu que les socialistes allemands, autrichiens et suisses se montrent favorables aux idées de concentration industrielle, de réglementation de la production et des prix. A leur exemple certains de leurs confrères des États-Unis voient les accords de producteurs d'un œil favorable, mais pour une autre raison. Ils n'en attendent pas comme leurs confrères d'Europe de bénéfices immédiats. Mais ils les regardent comme un acheminement vers leur idéal économique, la concentration de tout le capital et de tout le travail entre les mains d'un *trust* unique, l'État, la réglementation par lui de la production, des salaires, et des prix.

« Ces coalitions gigantesques, dit Bellamy (3), en réunissant dans quelques mains la majorité des capitaux et de la production, donnent au peuple de véritables

(1) Guillaumin, *Dictionnaire d'écon. pol.* V^e Accaparement.

(2) Cf. Cl. Jannet, *Correspondant*, 25 mars 1891.

(3) Bellamy. *Seul de son siècle*, traduction Combes de Lestrade, p. 59 et 61.

leçons de choses, lui démontrent que le capital est d'autant plus efficace, comme moyen de produire les richesses, qu'il est plus concentré ; et la production, d'autant plus économique, d'autant plus rémunératrice qu'elle réalise d'une façon plus complète l'unité dans l'organisation et la direction ».

Sans doute, ajoute-t-il, le régime ancien de la libre concurrence et de la division du capital avait pour résultats plus de liberté, moins d'inégalité dans les conditions sociales. Sans doute les grands syndicats, les coalitions colossales ruinent chaque jour des milliers de petits industriels, de petits entrepreneurs, de petits capitalistes, et les rejettent dans le prolétariat : sans doute des monopoleurs de plus en plus puissants absorbent des capitaux de plus en plus larges et des affaires de plus en plus considérables : toutes les branches de l'industrie et du commerce sont dominées (*controlled*) par des *trusts* et chacun des combats qu'ils se livrent fait naître une coalition plus formidable, un accaparement plus complet. Mais ce sont autant de pas en avant vers l'évolution socialiste qui doit ramener l'âge d'or dans l'humanité. A l'ère des grands syndicats succèdera celle du grand syndicat, *trust* unique, immense, absorbant tous les autres, englobant tout le capital et tout le travail, et dirigé par l'État au profit de tous.

Telle est, en abrégé, la thèse de Bellamy.

Au congrès ouvrier international tenu à Paris en 1889, M. Borrows délégué des Etats-Unis s'en est fait l'écho.

« Lorsque le capital universel, dit-il, sera entre les mains d'une minorité, si petite qu'elle sera visiblement aperçue par tous, le problème social sera simplifié, comme le serait le problème politique s'il n'y avait qu'un seul monarque » et il exhorte les travailleurs « à faire tout leur possible pour s'organiser de façon à pouvoir s'emparer, le

moment venu, de tous les moyens de production et de distribution accaparés par les monopolistes actuels, afin de les utiliser en vue du bien-être de la nation, et non pour une seule classe privilégiée (1) ».

Nous n'avons pas à discuter ici la valeur de ces théories optimistes. Mais il nous a semblé intéressant de signaler cette tendance assez paradoxale de certains socialistes contemporains, à voir dans les *kartelle*, dans les *trusts*, dans toutes ces coalitions de l'industrie et du commerce qui les oppriment aujourd'hui, leurs auxiliaires de demain.

En attendant la réalisation des rêves de Bellamy, les coalitions de producteurs ont eu pour les ouvriers des résultats plus désastreux encore aux États-Unis que partout ailleurs, le premier soin des *trusts* étant de fermer immédiatement la moitié ou les trois quarts des usines qu'ils englobent, afin de réduire d'autant les frais généraux et de main-d'œuvre (2). Non contents de fermer la majorité de leurs usines, ils ruinent celles qui leur font concurrence, et ce sont encore de ce chef des centaines, des milliers de travailleurs quelquefois privés de leur gagne-pain.

Enfin les *trusts* avec leur formidable organisation de capitaux et d'usines font la loi aux ouvriers qu'ils conservent et peuvent réduire les salaires à leur gré. Qu'une grève

(1) Cl. Jannet, *Correspondant*, 25 mars 1891, p. 1167. — *Le Parti Ouvrier*, 22 juillet 1889.

(2) Le *trust* des raffineurs de pétrole a fermé les 3/4 des usines de Pennsylvanie. Dans le même État, une coalition des usines de charbon et d'antracite a pendant l'hiver 1888-89 diminué d'un quart le salaire de cent mille ouvriers (*Times*, 22 janvier 1889). Durant l'hiver suivant, une réduction nouvelle de la production, ordonnée par ce *trust*, a fait congédier brusquement, du jour au lendemain 20.000 ouvriers et diminuer les salaires de 20.000 autres. Le *trust* des distillateurs de Wiskey a fermé 50 distilleries sur 92, celui des raffineurs de sucre a privé de travail 1500 ouvriers à Boston et plus de 15.000 ouvriers dans la seule ville de Baltimore (Andrews, *l. c.*, p. 128).

éclate dans l'une de ses usines, le *trust* augmentera la production des autres ; la grève ne lui causera ni tort, ni dommage, elle est vaincue d'avance (1).

Aussi les socialistes américains sont-ils loin de partager tous la bienveillance manifestée par Bellamy à l'égard des *trusts*. Leur parti a même contribué de tout son pouvoir au vote des lois qui en poursuivent la répression ; il va plus loin encore aujourd'hui : attribuant non sans raison à la connivence des compagnies de chemins de fer et à leurs tarifs différentiels en faveur des grands *trusts* le prodigieux développement de ces derniers, il réclame impérieusement la confiscation et l'exploitation par l'État de tous les réseaux de voies ferrées.

En résumé les coalitions de producteurs ont partout la même tendance :

Abaissér les salaires des ouvriers, sans lutte possible de leur part ;

Augmenter le prix des marchandises ou produits visés par elles.

Or ce que visent de préférence ces genres de coalitions, ce sont les denrées de première nécessité : charbons, pétrole, cotons, sucres, etc. Ainsi donc par une triste fatalité le renchérissement de la vie coïncide ici pour l'ouvrier avec la baisse de son salaire. Sa misère s'en accroît d'autant et rend plus aiguës encore ces crises sociales qui tendent à devenir endémiques, en Allemagne et en Amérique surtout.

C'est donc à bon droit, croyons-nous, que le Congrès international ouvrier tenu à Paris en 1889 a voté la résolution suivante :

(1) Un des buts avérés du *Sugar Trust* avait été de protéger ses membres contre ce qu'il nommait les coalitions déloyales du travail (Andrews, *l. c.*, p. 128).

« Les organisations ouvrières de chaque pays devront mettre en demeure les pouvoirs publics de s'opposer, en vertu des lois existantes ou à élaborer, à toutes coalitions ou « *rings* » ayant pour but d'accaparer soit la matière première soit les objets de première nécessité, soit le travail » (1).

II. *Résultats au point de vue économique.* — Plus encore que les syndicats de protection industrielle, les coalitions de producteurs ont une tendance à favoriser les marchés étrangers au détriment des marchés nationaux ; car avec les droits protecteurs élevés qui existent en beaucoup de pays, en France notamment, la concurrence étrangère ne peut venir lutter contre les coalitions de l'intérieur. Au contraire, sur les marchés extérieurs il faut compter avec elle. D'où la différence des deux tarifs, toute en faveur des étrangers. Ainsi, tandis que les coalitions élèvent à l'intérieur le prix des matières premières, elles l'abaissent à l'extérieur dans la même proportion, faisant payer ainsi au consommateur indigène une véritable prime à l'exportation. En même temps elles s'approprient cette autre prime que les tarifs protecteurs accordent indirectement aux industries nationales. Ces résultats sont de nature à faire réfléchir, si l'on considère qu'il n'y a pas une seule marchandise ou denrée de première nécessité qui n'ait fait ou ne puisse faire l'objet d'une coalition de ce genre, et qu'à l'abri de tarifs fortement protectionnistes comme les nôtres, ces sortes de manœuvres ont toutes les chances de succès.

En résumé les coalitions de producteurs tendent à abolir la concurrence, à diminuer les salaires, à renchérir d'autant plus une denrée qu'elle est plus nécessaire, et que les droits protecteurs sont plus élevés dans le pays de produc-

(1) *Le Parti Ouvrier*, 23 juillet 1889. — Cl. Jannet, *Correspondant*, 25 mars 1891.

tion : enfin à vendre cette même denrée d'autant moins cher au dehors qu'elle sera cotée plus cher à l'intérieur (c'est ce qui est arrivé notamment, en France pour la soude et les sucres, en Allemagne pour les rails d'acier).

Donc lorsque les syndicats n'ont pas pour but unique de prévenir des crises de surproduction, lorsqu'ils se proposent de pratiquer la hausse artificielle et exagérée d'un produit, de former une coalition, cette coalition ne constitue pas seulement un délit pénal ; elle est encore, qu'on nous passe l'expression, un véritable délit économique.

CHAPITRE IV

DES MESURES ÉCONOMIQUES PROPOSÉES COMME REMÈDES AUX COALITIONS

I — Suppression du régime protectionniste.

On a fait souvent et à juste titre au système protectionniste le reproche de faciliter, dans les pays où il domine, la naissance des coalitions que nous venons d'étudier. En effet dans un pays de libre-échange la concurrence étrangère arrête presque aussitôt la hausse artificielle d'un produit. Dans un pays protectionniste au contraire cette hausse pourra s'accroître d'un chiffre égal à celui du droit protecteur qui sert de barrière aux produits étrangers. Ainsi plus les tarifs douaniers d'un pays seront élevés, plus les coalitions tentées par l'appât d'un gain facile tendront à s'y multiplier.

Les Etats-Unis en sont un exemple frappant. Le pays le plus protectionniste du monde est aussi celui où les coalitions et les ententes de toutes sortes ont su le mieux fausser les prix, désorganiser les marchés, et asservir les consommateurs à leur tyrannie (1).

Mais faut-il aller jusqu'à dire, avec certains économistes, que les tarifs protectionnistes sont les seules causes des

(1) Les tarifs douaniers des États-Unis ont contribué au succès des *trusts* du whiskey, du sel, du sucre, des rails d'acier, en les garantissant contre la concurrence étrangère (Jenks, *Jahrbücher*, l. c., p. 17).

coalitions, et qu'elles sont impossibles dans un pays de libre-échange ?

Ces deux assertions nous paraissent trop absolues. En effet, dans chaque pays, il est des denrées qu'il exporte et qu'il n'importe pas : tels sont pour les Etats-Unis le coton, le blé, le pétrole ; et il est clair que pour ces sortes de denrées, les tarifs douaniers n'auraient avoir aucune influence sur la formation des coalitions qui les visent. De plus, même dans un pays libre-échangiste, il y a des marchandises qu'il fabrique à plus bas prix que l'étranger, dont les produits sont grevés de frais de transport souvent considérables, et rien n'empêchera une coalition indigène de bénéficier de cette différence de prix. C'est ce qui explique pourquoi l'Angleterre elle-même a vu de ces coalitions s'implanter chez elle.

Rappelons enfin que les syndicats internationaux qui tendent à devenir de plus en plus fréquents, ont précisément pour but de supprimer toute concurrence soit indigène, soit étrangère sur un produit, et peuvent englober indifféremment pays protectionnistes et pays de libre-échange. Le système libre-échangiste pourra donc bien entraver certaines coalitions ; mais il ne saurait les empêcher toutes.

II. — Prohibition ou réglementation des marchés à terme.

Prohibition des marchés à terme. — On a fait quelquefois aux marchés à terme le reproche de faciliter les tentatives d'accaparement, les coalitions des agioteurs, les *corners*.

En effet, dit-on, la multiplication des ventes à livrer in-

fluence les cours en baisse et écrase les acheteurs à terme : celle des achats à terme influence les cours en hausse, et étrangle les vendeurs à découvert. Dans les deux cas, les cours sont faussés, d'autant mieux que la cote du disponible est toujours impressionnée par celle du terme.

Aussi les opérations à terme ont-elles été de temps à autre l'objet de prohibitions légales.

ÉTATS-UNIS. — Plusieurs États de l'Union ont voté des mesures prohibitives contre les opérations à terme sur marchandises, et notamment sur céréales, contre les marchés à prime (*options, putts and calls, privileges*) (1), contre les opérations avec marge, et d'une façon générale contre toutes transactions sur denrées futures. Nous pouvons citer en ce genre notamment une loi de l'État de Missouri datant du 21 juillet 1889. De fortes amendes en sont la sanction. Une autre loi de l'État d'Illinois punit de peines corporelles les opérations à prime sur les blés.

La *Farmer's Alliance* a depuis deux ans provoqué une véritable agitation sur ce point, accusant la spéculation de déprécier systématiquement les cours des céréales et des salaisons. Cette année même, le congrès vient d'être saisi de deux projets de bill, l'un de M. Hatsch, à la Chambre, punissant d'amendes énormes et au besoin d'emprisonnement tous spéculateurs à terme sur les produits agricoles ; l'autre de M. Wasburn, au Sénat, frappant ces mêmes spéculateurs de taxes fiscales exorbitantes, équivalant à une prohibition. Le seul résultat appréciable de ces deux projets a été jusqu'ici une baisse assez forte sur le marché des céréales à Chicago. Les bourses de commerce de la Nouvelle-Orléans, de New-York et de Chicago prohibent formellement les marchés à prime, mais se sont op-

(1) Cf. Jannet, *Economiste*, du 23 avril 1892.

posés avec énergie aux projets de bill Hatsch et Wasburn qui prohibent en bloc tous les marchés à terme. (1)

ALLEMAGNE. — Une loi de 1885 a frappé les opérations à terme d'un impôt spécial qui dans la pensée de ses auteurs devait équivaloir par son chiffre élevé à une prohibition. Mais la force des choses le fit ramener peu après à 2/10 pour 1000 seulement.

Dès le début de la session de 1892, deux propositions ont été présentées au Reichstag, tendant à protéger le public contre les dangers de la spéculation en général, et des marchés à terme en particulier.

La première signée par 185 membres du parti conservateur et du centre fait au gouvernement entre autres demandes celle d'élaborer immédiatement un projet de loi pour combattre l'abus des transactions à terme, aussi bien à la bourse qu'ailleurs, notamment en ce qui touche les articles de consommation alimentaire, et de les réprimer par des pénalités énergiques.

La deuxième qui a pour auteurs 19 nationaux libéraux demande au gouvernement un projet de loi prohibant le jeu de bourse sur les marchandises comme sur les valeurs mobilières, et frappant de nullité toutes transactions se réglant en bourse par de simples différences (2).

(1) La prime est aux marchés à terme ce que les arrhes sont aux promesses d'achats en général. Moyennant l'abandon de la prime l'acheteur a le droit, lors de la liquidation, de ne pas donner suite au marché. C'est une façon de limiter d'avance sa perte, en cas de baisse de la marchandise entre l'époque de l'achat et celle de la livraison. Inversement le vendeur peut stipuler moyennant l'abandon d'une prime la faculté de ne pas effectuer de livraison. Il limite également ainsi sa perte en cas de hausse. La prime équivaut alors à un dédit stipulé d'avance. Les marchés à prime peuvent être employés comme assurance pour couvrir certaines opérations inverses, aussi les marchés français en reconnaissent la validité. Mais ils ne sont d'ordinaire que des opérations de jeu, des paris sur la fixation des cours.

(2) Cf. Raffalovich, *Economiste*, 6 février 1892, p. 172.

Le Conseil supérieur de l'agriculture Allemand s'est prononcé dans sa session de 1892 contre les spéculations à terme sur les céréales. Les affaires à terme, dit cette décision, tendent à altérer les rapports naturels qui existent entre les besoins de la consommation et le stock disponible et à établir une offre et une demande artificielles. Ce mouvement ne peut être que nuisible au cultivateur, et les prix se formeront à son détriment :

1° Parce que le cultivateur, pressé de vendre en général, ne peut attendre le moment favorable.

2° Parce que l'éloignement et l'isolement du cultivateur l'empêchent d'influer sur les prix (1).

FRANCE. — En France les opérations à terme avaient été prohibées en 1793. La législation du Code civil n'en reconnaissait plus la validité. Mais aujourd'hui le courant des idées actuelles est en sens contraire. La loi de 1885 sur les marchés à terme a reconnu formellement la validité de ces genres d'opérations, et supprimé l'exception de jeu qui leur faisait grief.

Nous pensons, quant à nous, que la prohibition des marchés à terme serait un remède absolument inefficace, et pire que le mal qu'il voudrait prévenir.

Remède inefficace car l'agiotage, comme on l'a vu pour le syndicat des cuivres, peut agir aussi bien sur le disponible que sur le terme.

Remède pire que le mal, car il ne faudrait pas croire que les marchés à terme aient été inventés par les agioteurs et pour les agioteurs. Ils peuvent, comme toutes les opérations commerciales, servir à un but tantôt sage et tantôt déraisonnable, tantôt honnête et tantôt illicite. Or ce qui

(1) M. Block, *Econoniste*, 25 juin 1892, p. 805. — Cf. sur la pratique des marchés à terme en Allemagne. D. Kohn, *Getreide Terminhandel*, 1891, Leipzig. J. Fuchs, *Waren Terminhandel*, 1891, Leipzig.

est défendu par l'article 449, ce n'est pas la simple spéculation qui se contente de parier à la hausse ou à la baisse, mais l'agiotage qui use de moyens artificiels pour les provoquer.

Ajoutons que dans l'état de nos mœurs actuelles, supprimer les marchés à terme serait porter au commerce un grave préjudice, car ils lui sont indispensables pour assurer l'approvisionnement des marchés. Ils ne sont pas moins nécessaires à l'industrie qui, pour établir ses prix de revient, a besoin de compter sur des livraisons de matières premières à des époques fixes et à des prix déterminés. Ils permettent aux industriels et aux commerçants d'éviter des frais de magasinage et d'alléger leurs stocks en recourant au report commercial (1).

Enfin eux seuls peuvent assurer aux producteurs des débouchés constants pour leurs produits. Et si les spéculations à la baisse leur causent quelquefois préjudice, elles tendent du moins à établir le nivellement des prix, et à les soustraire de plus en plus aux brusques oscillations d'autrefois, car elles ont toujours une spéculation à la hausse comme contre-partie.

Quant aux consommateurs, la spéculation à la baisse a pris souvent la défense de leurs intérêts, en déjouant des tentatives d'accaparement.

C'est ainsi qu'en 1888 une spéculation à la baisse eut raison du *corner* des maïs de Buda-Pest.

Une autre spéculation du même genre a tenu tête en juillet 1891 à la coalition sur les blés de Chicago, et ainsi évité à l'Europe entière, après les mauvaises récoltes de

(1) Se faire reporter est vendre une marchandise en disponible et la racheter à terme à un prix légèrement supérieur. Le report est la différence des deux prix. Il y a là un mode d'emprunt véritable dont le report est l'intérêt, moins onéreux souvent que celui du warrantage.

l'an dernier, des prix de famine (1). Avant l'existence des marchés à terme, la rectification d'une hausse exagérée se produisait seulement par la débâcle des cours. La spéculation à terme a au contraire pour effet d'en modérer les écarts et les oscillations.

Que conclure de cela sinon que les opérations à terme forment aujourd'hui une partie intégrante et nécessaire de notre outillage économique, et qu'on ne saurait les supprimer sans s'exposer à un dommage plus grand que leurs abus.

Régularisation des marchés à terme. — Fondation de caisses de liquidation. — Mais si comme nous venons de le dire on ne peut prohiber les opérations à terme, du moins peut-on régulariser leur marche et la contrôler. Tel est le but des caisses de liquidation spéciales (*Waaren Liquidation Kasse, Produce clearing houses*) qui se sont fondées depuis quelque temps soit en France, soit à l'étranger. Elles ont pour objet de garantir aux contractants la bonne exécution des marchés à terme enregistrés par leurs soins, et reçoivent à cet effet des couvertures semblables à celles qu'exigent les agents de change. Les transactions sont ainsi régularisées, les agioteurs écartés, les étranglements ou « cornages » du marché rendus impossibles (2).

Toutefois ces caisses de liquidation peuvent elles-mêmes constituer un danger, si leurs directeurs, comme cela ar-

(1) Cf. Cl. Jannet, *Economiste*, 23 avril 1892.

(2) L'article 14 du Règlement de la Caisse de Roubaix (laines peignées), ayant pour rubrique *Manœuvres illicites* est ainsi conçu : si pour quelque cause que ce soit la cote du mois en cours dépasse de 10 0/0 celle du mois précédent, le Conseil d'administration et le bureau de la Chambre arbitrale réunis auront le droit, s'ils le jugent absolument nécessaire, de retarder l'échéance d'une opération, en bonifiant au receveur 1 0/0 de la valeur du prix de vente par 5 jours de retard indivisibles.

Une clause semblable existe dans le règlement de la caisse de liquidation de Reims (Cf. Cl. Jannet, *Correspondant*, 25 mars 1891).

rive trop souvent, se lancent eux-mêmes sous le couvert de prête-noms dans l'agiotage. Car ils pourront alors d'autant mieux diriger leurs opérations, qu'ils auront toute faculté pour cacher leur jeu, tandis que le mouvement de la caisse leur fera connaître jour par jour celui de leurs adversaires (1).

III. — Coalitions de consommateurs. — Sociétés coopératives de production.

Les coalitions de consommateurs. — Ce procédé de contre-partie, usité déjà dans plusieurs États, semble devoir être un des remèdes les plus efficaces contre les coalitions des industriels et spéculateurs de toutes sortes.

Citons-en les principaux exemples :

ÉTATS-UNIS.—La *Farmer's Alliance and industrial Union*. — Il y a quelques années, une association puissante réunissant la majorité des agriculteurs, la *National Grange* avait lutté avec succès contre l'oppression des *Pools* de chemins de fer, et provoqué le vote de l'*Interstate Commerce Act* de 1887 qui les interdit. Réunie depuis l'an dernier à la fédération ouvrière des *Chevaliers du Travail*, elle groupe aujourd'hui sous le nom de *Farmer's Alliance and Industrial Union* près de 6 millions de membres : elle a fait naître contre l'oligarchie des *Trusts*, et le bill Mac-Kinley qui les protège, une réaction violente ; elle a donné, dans la chambre des représentants du Congrès actuel, et dans les législatures de plusieurs États de l'Union, la majorité aux démocrates, partisans des mesures répressives

(1) C'est ce qui est arrivé à Hambourg pour les cafés (1888), à Magdebourg pour les sucres (1889). Après un agiotage effréné, arriva la débâcle ; les deux caisses furent obligées de suspendre la liquidation de leurs opérations.

contre les coalitions industrielles. Enfin elle possède dans chaque État des agences, dont quelques-unes ont pris des mesures d'une incontestable utilité.

C'est ainsi que dans le Dakota Nord, l'Alliance a fait voter une loi qui met un terme aux coalitions des compagnies propriétaires d'entrepôts de blé (*elevators*) sur les voies ferrées, autorise les simples particuliers à construire de ces *elevators* et enjoint à leurs propriétaires quels qu'ils soient, d'adopter pour les droits de magasinage des tarifs uniformes (1).

La section du Missouri, lors de son dernier congrès (11 nov. 1891) a adopté entre autres résolutions, celle de demander à cet État des lois répressives spéciales contre l'agiotage sur les produits agricoles (2).

La section du Minnesota fait mieux encore. Elle a créé pour son compte des *elevators* où ses blés sont consciencieusement classés, et les vend directement, sans intermédiaires, au commerce européen ; elle évite ainsi et l'impôt prélevé par le courtier sur le producteur, et les spéculations de l'agioteur faussant les cours à son préjudice, pour le seul avantage d'un *corner* (3).

Citons enfin l'Alliance des fermiers de la vallée du Mississippi (4). Comme la précédente elle a supprimé les courtiers et intermédiaires qui prélevaient 10 millions de dollars sur les producteurs, et les a remplacés par ses agents qui ne lui en coûtent qu'un : elle possède un capital de 20 millions de dollars, des *elevators*, des entrepôts, une banque de crédit.

(1) Vavas seur, *Revue des Sociétés*, juillet 1891. — Cl. Jannet, *Correspondant*, 25 nov. 1891.

(2) *Political Science Quarterly*, juin 1892.

(3) Cl. Jannet, *Correspondant*, 25 nov. 1891.

(4) *Bradstreet's*, 26 oct. 1889. — J. Chailley, *Economiste*, 14 déc. 1890, p. 372.

Toutes ces puissantes associations se défendent énergiquement d'user des mêmes procédés que les *trusts* industriels ou commerciaux qu'elles combattent et de chercher à réaliser des bénéfices exorbitants. Leur unique but, à les entendre, est de régulariser la production, d'éviter les effets désastreux d'une concurrence excessive, en approvisionnant le marché proportionnellement aux besoins de la demande, d'établir pour chaque qualité de blé un classement et des prix uniformes.

Un sceptique remarquerait toutefois que ce langage est précisément celui que tiennent tous les *trusts*. Il remarquerait aussi que certaine circulaire officielle adressée en août 1891 par la *Farmer's Alliance* à ses membres, ressemble à s'y méprendre aux circulaires de ces mêmes *trusts*, que l'*Alliance* combat sans merci. Elle recommandait aux agriculteurs de ne pas porter leur blé sur le marché, et de le conserver dans leurs greniers, s'engageant à faire monter par ce procédé les prix de 80 cents à 1 D 50 par boisseau (*bushel*). La tentative de l'*Alliance* a d'ailleurs complètement échoué. Le besoin d'argent a empêché les fermiers d'attendre, d'autant mieux que le déficit des récoltes européennes assurait à leurs blés un écoulement rémunérateur et facile (1).

EUROPE. — En Allemagne comme en Amérique des grèves de consommateurs s'organisent en ce moment pour lutter contre les prétentions des syndicats houillers. Tout dernièrement, à Marseille, une grève du même genre a été formée contre les tarifs exagérés des Compagnies du gaz d'éclairage. Enfin nous avons vu que l'une des causes de l'échec du *Corner* des cuivres a été l'engagement pris par les fondeurs Français de ne faire aucun achat au syndicat Secrétan. Le *Corner* de 1889 sur les cotons à Liverpool, a également échoué par la cessation des achats des filateurs

(1) Cl. Jannet, *Correspondant*, 25 nov. 1891.

qui ont été s'approvisionner directement jusqu'aux Indes (1).

Les sociétés coopératives de production. — En Angleterre toutes les maisons de produits chimiques à de rares exceptions près s'étaient réunies en un syndicat unique, au capital de plus de 200 millions, divisé comme celui des *trusts* américains en actions et obligations, puis avaient tenté de monopoliser la production et d'élever les prix.

Mais les grands consommateurs de produits chimiques, voulant éviter de subir la loi de cette coalition, viennent de créer des usines coopératives qui suffisent à les approvisionner (2).

Nul doute que le grand parti des coopérateurs anglais n'entre aussi en lutte avec le Trade-Unionisme le jour où celui-ci tenterait de pousser au renchérissement des produits, d'accord avec les producteurs, par la réduction de la production.

Mais c'est aux États-Unis, surtout, que grâce à l'initiative de la *Farmer's Alliance* et des *Chevaliers du Travail* se sont développées les sociétés coopératives de toutes sortes. Elles y ont pour but principal de combattre les monopoles des *Trusts* et de faire payer chaque produit à sa valeur véritable. En septembre 1889, les deux puissantes associations dont nous venons de parler, avaient déjà fondé 72 sociétés de production, dont les produits trouvaient leurs débouchés dans des sociétés de consommation créées également par elles (3).

Ainsi donc, contre l'oppression tyrannique des coalitions de producteurs, les consommateurs ont deux armes tout indiquées, les grèves et surtout la double création de so-

(1) Cf. *The Economist.*, 12 oct. 1889.

(2) Gide, *Journal des Economistes*, 1892, p. 328.

(3) Cf. Jannet, *Correspondant* 25 janvier 1890.

ciétés coopératives de production et de consommation, se prêtant un mutuel concours les unes par leurs commandes, les autres par leurs produits. Il est donc à souhaiter que ces utiles institutions se développent chaque jour davantage, d'autant mieux que les syndicats ouvriers, après avoir fait aux syndicats patronaux une guerre acharnée, semblent aujourd'hui disposés à s'allier avec eux contre le public des consommateurs. On l'a vu cette année même, dans la grève anglaise du charbon, grève tentée contre le public et non contre l'employeur.

Un tel antagonisme était d'ailleurs facile à prévoir, il est une conséquence naturelle de l'égoïsme corporatif, qui n'est autre chose qu'une ingénieuse coalition d'égoïsmes individuels.

DEUXIÈME PARTIE

LES SYNDICATS DE PRODUCTEURS

AU POINT DE VUE JURIDIQUE

SECTION PREMIÈRE.—LÉGISLATION FRANÇAISE

INTRODUCTION

On désigne en droit pénal sous le nom générique d'accaparement toute manœuvre ou tout ensemble de manœuvres ayant pour but de s'emparer de la totalité ou de la majeure partie, soit de certaines marchandises ou denrées, soit des moyens de les produire, dans un rayon plus ou moins étendu ; et d'en relever les prix d'une manière arbitraire, aux dépens des consommateurs.

Les manœuvres de ce genre peuvent provenir d'un auteur unique ; c'est l'accaparement ordinaire. Elles peuvent aussi résulter d'un accord entre plusieurs associés ; il y aura alors accaparement collectif, coalition.

De nos jours la facilité des transports et la rapidité des informations ont rendu l'accaparement collectif beaucoup plus rare, et l'accaparement isolé à peu près impossible.

Il n'en était pas de même autrefois. L'industrie peu développée, la circulation entravée de mille manières, les transports coûteux et difficiles, le commerce aux mains

d'un petit nombre, toutes ces circonstances facilitaient l'accaparement sous ses diverses formes et en faisaient un danger permanent.

Aussi jusqu'à la fin du siècle dernier, un préjugé à peu près universel, dont les ordonnances royales et les arrêts des Parlements se sont faits l'écho fidèle, confondait sous le terme générique d'accaparement toutes les spéculations qui avaient lieu sur les denrées de première nécessité, et notamment sur les céréales.

Cette hostilité mal éclairée de l'opinion publique et de l'autorité judiciaire rendait l'approvisionnement des marchés impraticable en temps de disette, et le commerce des grains dangereux en tout temps.

C'est contre ce préjugé dix fois séculaire que les économistes du XVIII^e siècle, les Bandini, les Adam Smith et les Turgot avaient à batailler, quand ils prenaient la défense de la liberté du commerce en général et de celui des grains en particulier : ils durent en faire l'apologie pour la faire accepter ; encore n'était-ce jamais pour longtemps. Nous devons ajouter cependant que l'opinion publique n'était pas toujours dans l'erreur en accusant les marchands de grains de coalition commerciale. « On ne peut se souvenir sans une espèce d'horreur, écrit Savary des Brûlons, de l'extrémité où les accaparements de 1693, 1709 et 1725 ont réduit le royaume (1) ». Et ces accaparements étaient d'autant plus odieux qu'ils eurent lieu maintes fois sous Louis XV avec la connivence de l'autorité royale. Rien peut-être ne désaffectionna davantage le peuple de la royauté, que la découverte du *Pacte de famine*, coalition d'accapareurs, où le roi n'avait pas dédaigné d'engager, à gros bénéfices, ses propres deniers.

(1) Savary des Brûlons, *Dictionnaire du Commerce*, V^o *Monopole*. Paris, 1741.

A la veille même de la Révolution (juin 1789), Necker remettait au comité des subsistances un mémoire où il dénonçait les accaparements des marchands de grains ; et plusieurs cahiers des États Généraux, ceux du Tiers-État de Reims notamment, demandaient les lois les plus sévères contre les monopoleurs.

La crainte des accaparements qui hantait perpétuellement l'esprit de nos pères fit de bonne heure prendre contre eux les mesures les plus rigoureuses : mais presque toujours elles frappèrent à côté du but, faute de le distinguer nettement.

Sans nous étendre longuement sur ces mesures, il nous semble utile d'en rappeler les principales. Nous y trouverons à travers le droit ancien et le droit intermédiaire, les origines plus ou moins lointaines de notre législation actuelle.

§ 1. — Droit ancien.

A. Les mesures répressives.

Sous Charlemagne on croyait que les famines étaient provoquées par des démons qui dévoraient les approvisionnements et les récoltes, et l'un de ses Capitulaires (I, 267, éd. Baluze), à propos de la famine de 794, prescrit de payer bien exactement les dîmes aux Églises pour éloigner des campagnes ces hôtes redoutés.

La croyance païenne aux sorciers (*dardanarii*) accapareurs de grains subsistait également : à chaque famine on en brûlait quelques-uns pour ramener l'abondance.

Telles furent les premières mesures et les premières pénalités contre les accapareurs. Elles étaient dignes d'un tel âge.

Cependant un second Capitulaire de l'année 806 (I, 454), vise des accaparements moins surnaturels (1).

Mais point n'est besoin de remonter aussi loin, pour trouver dans les anciennes ordonnances des pénalités contre les accaparements, coalitions et monopoles.

Mentionnons, pour ne citer que les principales, celles de Philippe-le-Bel (1305), du roi Jean (1355), de Charles VI (1415), Charles VII (1439), Louis XII (1508), François I^{er} (1517, 1531, 1539) (2).

(1) *Turpe lucrum exercent qui per varias circumventiones lucrandi causâ inhoneste res quaslibet congregare decertant.* — Les accapareurs y sont désignés sous les noms de *sitocapeli*, *seplasiarii*, *œruscatores*.

(2) *Ordonnance de Philippe le Bel (Pâques, 1305).* — Nous commandons et ordonnons que toutes denrées soient vendues et amenées en plein marché, et défendons étroitement que nul ne soit si hardy qu'il achète ni vende denrées, vivres, ni victuailles ailleurs qu'en plein marché et que nul n'achète blé ni grain autre pour revendre le jour du même marché.

Ord. du roi Jean, 1355, art. 6. — Pour ce que nous avons entendu qu'aucuns de nos officiers marchandent et font marché de diverses marchandises, pourquoi marchandise est fort empirée et notre peuple grevé ; si avons ordonné, etc.

Ordonnance de Charles VI (févr. 1415). — Nul revendeur ni autre quel qu'il soit qui aura acheté aucuns grains ou farines ou aucunes places où se tiennent lesdits marchés ne les revendra en icelles places ou aucunes d'icelles, sous peine de forfaiture.

Ordonn. de Charles VII (19 sept. 1439). — Nuls blatiers, regratiers de grains ou vendeurs de farines, ni autres personnes de quelque condition ou état qu'elles soient, ni achèteront ni feront acheter pour eux par étrangers ou autres personnes grains à Paris, soit en greniers ou granges, ni en marchés publics pour et en intention d'iceux grains vendre ni convertir en farines pour revendre en détail soit en marché public ou ailleurs, sous peine de perdre lesdits grains et farines, et d'amende arbitraire.

Ordonnance de François I^{er} (28 oct. 1531). — Comme nous avons esté avertis et informés que plusieurs personages, par avarice et rapacité, non ayans Dieu, charité et le salut de leurs âmes devant leurs yeux, ont acheté grande quantité de tous bleds, les uns devant la cueillette et estant encore en verdure sur les champs, et les autres du populaire hors du marché et en leurs maisons pour mettre en grenier, pour iceux vendre à leur plaisir et volonté, lorsqu'ils verront le peuple estre en nécessité ; à cause de quoy, ainsi que notoirement se peut voir et connoistre, le blé s'est enchéri grandement et le peuple en a grande faute à notre grand regret et déplaisir, etc.

Ord. de François I^{er}, (Paris, 20 juin 1539). — Défendons à tous marchands

Les unes visaient les officiers publics qui faisaient de concert le trafic des marchandises ou denrées, et imposaient des prix à leur gré : ils encouraient des peines rigoureuses : privation de leurs charges, emprisonnement, amendes arbitraires. Les autres visaient les commerçants ordinaires ; ils étaient punis de la confiscation de leurs biens.

Divers arrêts de règlement, notamment ceux de Sens (1^{er} juin 1556) et d'Angers (10 octobre 1611) mirent les crimes de coalition (monopole) et d'accaparement au nombre des cas royaux. Ils étaient rangés parmi les fraudes contre la sûreté du commerce, avec l'usure, la banqueroute, et le stellionat, et passibles d'amendes arbitraires et de peines corporelles (1). L'Ordonnance de police du Châtelet du 19 août 1661 défendit aux marchands de grains de s'associer soit ensemble, soit avec les porteurs et mesureurs de grains « pour l'achat et vente d'iceux » à peine de confiscation de leurs marchandises et d'amendes arbitraires (2).

L'Ordonnance de 1669 (art. 23), réprima les coalitions faites dans le but de créer des prix artificiels, et notamment les ententes entre marchands et adjudicataires de bois, pour ne pas enchérir les uns sur les autres :

« Et où ils se trouveraient convaincus de monopoles ou complots concertés par eux par parole ou écrit, comme de ne pas enchérir les uns sur les autres, voulons qu'outre la confiscation des ventes, ils soient condamnés en une amende arbitraire qui ne pourra être moindre de 1000 livres ».

et autres de commettre au fait de vivres et marchandises aucuns monopoles, conventicules ou fraudes au préjudice de nous et de la chose publique, ni autrement contrevenir ni excéder en tout ce et les dépendances, à ce qui appartient à gens de bien loyaux et fidelles, et ce que le vray estat des marchandises veut et requiert, etc. (Cf. Delamare, *l. c.*, V. t. 2, p. 84 et suiv.).

(1) Chopin, *De variis et extraordinariis criminibus*, liv. II, t. 2. — *Conférence des ordonnances du Royaume*, liv. IV, t. 7, p. 25, n° 10.

(2) Delamare, *l. c.* V. t. 2, p. 380.

L'Ordonnance de 1669 était particulièrement explicite au sujet des coalitions sur les blés.

Elle défendait à leur sujet :

1° De faire des réserves de blés et de les transporter à l'étranger, sous peine de mort et de confiscation des grains ;

2° D'*enharrer* et acheter les blés en vert, à peine de nullité des ventes, interdiction de commerce des grains, amende de 3000 livres, et peine corporelle s'il y avait lieu. C'était la prohibition si fréquemment renouvelée, même de nos jours, des marchés à terme sur céréales.

Comme moyen^s préventifs, elle prohibait toute entente ou société entre marchands de grains ; ordonnait la passation d'un écrit enregistré aux greffes de justice et de police pour les sociétés entre un marchand de grains et des tiers étrangers à la profession ; enfin obligeait quiconque voulait faire le commerce des grains à se munir au préalable d'une autorisation de police ; le tout à peine d'interdiction du commerce, amende arbitraire et confiscation des grains.

Enfin une Ordonnance du 27 juin 1694 enjoignit au lieutenant de police de poursuivre avec la dernière rigueur toutes malversations sur les blés ; et de « faire le procès extraordinairement à tous auteurs ou complices de monopoles sur leur fait ». Six commissaires du Châtelet devaient informer sous ses ordres à Paris et dans les provinces. Les peines à appliquer étaient la confiscation des marchandises au profit de l'hôpital général de Paris, et des amendes arbitraires. Une autre ordonnance de 1709 prescrivit la création d'une chambre spéciale, jugeant en dernier ressort tous les procès relatifs aux accaparements (1).

En résumé toutes les ordonnances rendues contre les coalitions et accaparements des marchands de grains, de-

(1) Delamare, *l. c.* V. t. 2, p. 404 et suppl., p. 5.

puis les Capitulaires de Charlemagne jusqu'à l'Ordonnance de 1694 commettent la même méprise. Toutes confondent la spéculation soit sur le disponible (*regrat*), soit sur le terme (*achat de bleds en verd*) avec l'accaparement, et pour assurer la répression de l'un et de l'autre, n'imaginent rien de mieux que d'interdire absolument tout commerce sur ce genre de denrées (1).

Les commentateurs des ordonnances et Delamare notamment font la même confusion. Ce dernier énumère comme autant de variétés de délit d'accaparement :

1° Les achats de blés en vert, avant la récolte (achats à terme);

2° Les « enharrements » de grains dans les greniers, par des achats faits en dehors des marchés, sur les routes ou chez les laboureurs;

3° La formation des sociétés ou conventicules entre marchands, pour se rendre maîtres des grains, en cacher l'abondance et en faire monter les prix (coalitions) (2).

Est-il utile d'ajouter qu'aujourd'hui ce dernier acte serait seul punissable ?

Au XVIII^e siècle, les coalitions et accaparements continuèrent d'être rangés au nombre des cas royaux (3).

Muyart de Vouglans définit sous le nom de monopole « toute entreprise ou association tendant à gêner ou détruire la liberté du commerce », et déclare coupables de ce délit :

1° Les accapareurs ;

(1) Cf. Philippe le Bel. Pâques 1305. — Charles VI, février 1415. — Charles VII, 19 sept. 1439. — François I^{er}, 28 oct. 1531 ; 20 juin 1539.

Ordonnances de police du Châtelet, 23 nov. 1546, 19 août 1661 et 12 nov. 1671 (Delamare, *Tr. de la Police*, V, t. 2). — Arrêts du parlement de Paris, 15 déc. 1626, 13 juillet 1662, 8 janvier 1693.

(2) Delamare, *l. c.* V, t. 5, ch. 3, p. 63.

(3) Jousse, *Traité de l'Administration de la justice*. Paris, 1771.

2° Ceux qui complotent secrètement de ne vendre les marchandises que dans un certain temps et à un certain prix minimum ;

3° Ceux qui font disette de marchandises en arrêtant les vaisseaux qui en sont chargés (1).

Traitement privilégié des corporations. — Il est à remarquer que les corporations, maîtrises et jurandes créaient pour les autres marchandises et denrées les mêmes cours artificiels que l'on reprochait aux marchands de grains de créer sur les blés. Elles limitaient la production et fixaient les prix à leur guise.

Pourtant les anciennes ordonnances, si rigoureuses à l'égard des réglementations de prix des marchands de blé, sont généralement restées muettes à l'égard de celles faites par les corporations de métiers ; la raison doit en être cherchée dans les origines historiques de ces dernières.

Dès le milieu du XI^e siècle, des corporations commerciales, organisées sous le nom de *ghildes* ou de *hanses*, avaient accaparé les transactions et les transports, qui ne pouvaient guère à cette époque s'effectuer que par voie fluviale. Les plus connues étaient les *hanses* de Londres, de Rouen et de Paris (*Marchandise de l'eau*). Mais le monopole de la navigation dont ces associations s'étaient emparé n'avaient rien que de conforme aux principes du droit féodal. Les seigneurs suzerains leur avaient inféodé, moyennant finance, les fleuves et les mers, comme ils faisaient des terres pour leurs barons, et elles y exerçaient à leur place tous les droits de la souveraineté.

Des ordonnances de Louis VI, Louis VII et Philippe Auguste reconnurent notamment le monopole exercé par la *hanse* parisienne, sur la navigation de la Seine et de

(1) Muyart de Vouglans, *Loix criminelles du Royaume*. Paris, 1779, p. 340.

l'Yonne. Toute concurrence étrangère était légalement supprimée à son profit (1).

Dans les provinces l'établissement des corporations fut comme celui des communes favorisé par l'autorité royale, qui trouvait son profit à encourager leur antagonisme contre les pouvoirs féodaux.

Rien de plus louable au reste que les motifs invoqués par les statuts de St-Louis et du roi Jean qui autorisaient leur création : il s'agissait d'assurer le bon ordre et la probité dans l'exercice des métiers, la bonne qualité dans leurs produits, de soumettre les différends entre compagnons à une juridiction corporative.

Mais en même temps naquit ce principe nouveau : nul ne pourra travailler à son compte, s'il n'est de la corporation ; et nul ne peut être de la corporation sans avoir été agréé par elle (2).

De là encore, comme conséquence, la suppression de toute concurrence au profit des corporations : de là plus tard le sacrifice de l'intérêt public, prétexte originaire de leur création, à l'égoïsme corporatif, restrictif et routinier, à l'intérêt exclusif de leurs membres, à leur coalition permanente contre les consommateurs.

L'autorité royale aurait pu tenter de remédier à ces inconvénients, en réglant dans de sages limites la production et les prix : fonctions que nos socialistes contemporains voudraient décerner à leur État-Providence. Elle s'en avisa rarement, et ce fut d'une manière toujours exceptionnelle et transitoire. De bonne heure dans les corporations un seul point l'occupa, le rendement qu'elles pou-

(1) Pigeonneau, *Grandes époques de l'histoire du Commerce*, p. 67-69.

(2) Cf. Depping, *Le registre des Mestiers* d'Et. Boyleau. — H. Valleroux, *Corporations de métiers et syndicats* (Economiste 1892-1-708). — Sauzet, *Essai historique sur la législation industrielle de la France*. (Revue d'Economie politique 1892, p. 355).

vaient donner au Trésor. L'autorité royale alla jusqu'à faire, sous Henri III, du travail un droit régalien, et dès lors ne songea plus qu'à multiplier les corporations, dans un but fiscal. Institution arbitraire de maîtrises nouvelles, ou confirmation des anciennes, c'était toujours là battre monnaie. Aussi l'Ordonnance de 1581 fit-elle du système corporatif, au point de vue légal, un droit commun et obligatoire pour tout le royaume.

On le voit donc : si les ordonnances royales se contentèrent de sévir contre les coalitions commerciales des marchands, sans s'inquiéter des coalitions industrielles des corporations de métier, c'est que ces dernières étaient protégées par un monopole officiel, qui rapportait finance au roi.

Aussi à part une ordonnance isolée de François I^{er} (Villers-Cotterets, août 1539) (1), faut-il aller jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, et au ministère de Turgot pour voir réprimer, et radicalement cette fois, les coalitions des corporations. Les édits de septembre 1774 et février 1776 méritent à ce point de vue une mention spéciale.

Édit du 13 septembre 1774. — Dans cet édit qui rétablissait la liberté du commerce des grains, Turgot prit vis-à-vis des certaines coalitions corporatives des mesures énergiques.

A Lyon la corporation des boulangers empêchait d'introduire du pain du dehors, et s'arrogeait ce droit de vendre le sien à des prix supérieurs aux cours ordinaires.

A Rouen, une société (nous dirions aujourd'hui un syn-

(1) *Ord. de François I^{er}, V. Cotterets, août 1539.* — ... Défendons à tous les maîtres, ensemble aux compagnons et serviteurs de tous métiers, faire aucunes congrégations ou assemblées grandes ou petites, ni pour quelque cause ou occasion que ce soit, ni faire aucuns monopoles, et n'avoir ou prendre aucune intelligence les uns avec les autres du fait de leurs métiers, sur peine de confiscation de corps et de biens.

dicat) de 112 marchands accaparait la totalité des grains qu'on y amenait, et son monopole s'étendait sur tous les marchés de la région. Grâce à l'édit, ces coalitions prirent fin.

Édit de février 1776. — Un des motifs de la suppression des maîtrises et jurandes, indiqué dans le préambule de l'édit de février 1776, est leur caractère de ligue offensive contre le public :

« Les effets de ces établissements, dit-il, sont..... à l'égard des habitants des villes en général, l'asservissement à des privilèges exclusifs dont l'effet est absolument analogue à celui d'un monopole effectif : monopole dont ceux qui l'exercent contre le public en travaillant et vendant sont eux-mêmes les victimes, dans tous les moments où ils ont à leur tour besoin des marchandises ou du travail d'une autre communauté..... ils sont originairement l'ouvrage de l'intérêt des particuliers qui les ont établis contre le public (2). »

Cet édit n'eut malheureusement qu'une existence éphémère. Au bout de quelques semaines une coalition de tous les monopoles dirigée cette fois contre Turgot lui-même renversa en même temps les réformes et le réformateur.

L'abolition du système corporatif et des coalitions industrielles qui en sont la conséquence ne devait être réalisée que près de vingt années plus tard par la Constituante.

(Décrets des 2-17 mars et 14-17 juin 1791).

B. Mesures préventives. Les lois de maximum.

Les anciennes ordonnances ne se contentaient pas de réprimer les accaparements et coalitions sur les denrées ou

(1) Cf. Sauzet, *l. c.*, p. 355. — Daire, *Notice sur Turgot*, p. 84-89, (*Collection des économistes*).

marchandises ; elles cherchaient en même temps à les rendre impossibles, en édictant une foule de réglementations minutieuses et de prescriptions bizarres, plus nuisibles en général aux consommateurs eux-mêmes que les accaparements qu'elles voulaient conjurer.

Telles étaient : La défense aux laboureurs et particuliers de garder dans leurs greniers des grains plus de deux années ; celle de vendre et d'acheter en dehors des marchés, ou même sur les marchés par l'intermédiaire de facteurs ou courtiers ; de transporter des céréales d'un marché à un autre ; de vendre ou d'acheter sur échantillons, etc., etc. (1).

Parmi ces mesures toutefois, il en est une qui mérite une place à part, en raison de son caractère et ses conséquences d'exceptionnelle gravité : c'est l'établissement d'un maximum pour les denrées ou marchandises susceptibles d'accaparement.

Nous trouvons déjà dans les Capitulaires de Charlemagne des dispositions tendant à limiter les prix dans les périodes de famine (Baluze, Capitul., I, p. 455). Toutefois le premier essai sérieux de maximum ne fut fait que sous Philippe le Bel. — Une ordonnance de mars 1304 sur le commerce des blés porta défense, à peine de confiscation générale, de vendre le setier de froment plus de 4 sols parisis. Elle ne fit qu'augmenter la famine et dut être rapportée en toute hâte.

D'autres ordonnances du même genre, portées en 1418 et 1430 eurent le même résultat.

Lors des famines qui désolèrent la France au XVII^e siècle, des projets d'établissement de maximum furent étudiés les uns aux assemblées de police du Châtelet (1630, 1662), les

(1) Cf. Delamare, *l. c.*, V, t. 1 et 2.

(2) Guillaumin, *Dictionnaire d'Econ. pol.*, V^e Céréales, *maximum*.

autres au Conseil du roi (1709). Mais ils furent toujours rejetés sur l'observation que de telles mesures anéantiraient complètement le commerce des grains, en lui enlevant tout espoir de réaliser des bénéfices (1).

§ 2. — Droit intermédiaire.

A. Mesures répressives.

Décret des 14-17 juin 1791. — Les assemblées de la Révolution, qui venaient d'abroger d'une façon définitive corporations, maîtrises et jurandes, craignaient de les voir se reconstituer sous une autre forme : aussi furent-elles constamment hostiles à tout groupement industriel ou commercial, à toute association professionnelle, quel qu'en fût le but ou le prétexte.

Le 14 juin 1791, conformément à un rapport présenté par Le Chapelier au nom du comité de constitution, l'Assemblée constituante vota un décret « sur les assemblées de citoyens de même état et profession (2) ».

(1) Delamare, *l. c.*, V, t. 2, suppl., p. 35.

(2) Décret des 14-17 juin 1791 sur les assemblées de citoyens des mêmes professions.

ART. 1^{er}. — L'anéantissement de toutes espèces de corporations de citoyens du même état et profession étant l'une des bases fondamentales de la Constitution française, il est défendu de les rétablir de fait sous quelque prétextes et sous quelque forme que ce soit.

ART. 2. — Les citoyens d'un même état ou profession..... ne pourront lorsqu'ils se trouveront ensemble, se nommer ni président, ni secrétaires, ni syndics, tenir des registres, prendre des arrêtés ou délibérations, former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs.

ART. 4. — Si, contre les principes de la liberté et de la Constitution, des citoyens attachés aux mêmes professions, arts et métiers prenaient des délibérations ou faisaient entre eux des conventions tendant à refuser de concert ou à n'accorder qu'à un prix déterminé le secours de leur industrie ou de leurs travaux, lesdites délibérations et conventions sont déclarées inconstitutionnelles, attentatoires à la liberté et à la déclaration des droits

Ce décret, tout en visant plus spécialement les coalitions entre ouvriers ou patrons relativement aux salaires, ainsi qu'il résulte du rapport qui l'a précédé, n'en était pas moins applicable aux ententes et coalitions industrielles limitatives des prix, ainsi qu'elles étaient pratiquées par les corporations dissoutes.

« Sans doute, disait le rapport de Le Chapelier, il doit être permis à tous les citoyens de s'assembler ; mais il ne doit pas être permis aux citoyens de certaines professions de s'assembler pour leurs prétendus intérêts communs : il n'y a plus de corporation dans l'État, il n'y a plus que l'intérêt particulier de chaque individu et l'intérêt général. Il n'est permis à personne d'inspirer aux citoyens un intérêt intermédiaire et de les séparer de la chose publique par un esprit de corporation ».

Décret du 27 juillet 1793. — Ce décret, faisant suite à la loi de maximum, déclarait l'accaparement, soit isolé, soit collectif crime capital ; il était puni de la mort des coupables et de la confiscation de leurs biens. Un tiers du produit des marchandises confisquées était attribué au dénonciateur.

L'accaparement était défini : l'action de dérober à la circulation des marchandises ou denrées de première nécessité, en les tenant renfermées dans un lieu quelconque sans les mettre en vente journellement et publiquement, ou en les laissant gâter volontairement.

Suivait une énumération des denrées de première nécessité.

A titre de mesure préventive, tout détenteur de mar-

de l'homme, et de nul effet : leurs auteurs ou instigateurs seront condamnés par le tribunal de police de la commune à 500 livres d'amende chacun, et suspendus pendant un an de l'exercice de tous droits de citoyens actifs et de l'entrée dans les assemblées primaires.

(*Archives parlementaires*, XXVII, p. 210).

chandises de première nécessité fut tenu d'en faire déclaration à la municipalité de l'endroit, et d'en afficher le détail à sa porte, sans préjudice de l'application de la loi sur le maximum.

Les mesures draconiennes de ce décret auraient eu leur raison d'être, si les accaparements et coalitions que l'on voyait partout alors avaient existé réellement.

L'on croyait que les émigrés soudoyaient des accapareurs (1) pour réduire la révolution par la famine, alors que la cherté attribuée à leurs manœuvres provenait en réalité de la ruine de l'agriculture, de l'insécurité du commerce des grains dont on pillait les convois, de l'impossibilité de faire face au déficit par des importations de blés, en raison de la guerre faite à la France par l'Europe entière, enfin de la panique générale provoquée par la loi de maximum. Aussi malgré les primes offertes aux dénonciations, fut-il impossible de découvrir un seul accapareur (2).

Les dispositions du décret du 27 juillet 1793 avaient dans l'esprit même de leurs auteurs un caractère exceptionnel et transitoire. L'article 13 annonçait qu'elles seraient rapportées en temps et lieu. Mais aucun décret ultérieur n'étant intervenu à cet effet, l'accaparement soit isolé soit collectif resta théoriquement crime capital, jus-

(1) C'est ce qui résulte du rapport de Collot-d'Herbois, sur lequel ce décret fut rendu ; il s'exprime en ces termes, qui sont bien de l'époque :

« La nature est abondante et libérale ; elle a souri à notre révolution : mais les accapareurs s'efforcent continuellement à la rendre stérile par leurs attentats sacrilèges. D'accord avec les tyrans nos ennemis, ils machinent chaque jour des calamités et des moyens de contre-révolution. Ils craignent que le véritable ami de la liberté, le vertueux indigent, n'ait trop de sang à répandre pour une si belle cause, etc..... Riches égoïstes, ajoutait Robespierre, que l'exemple des nobles et des rois vous instruisse : apprenez à goûter les charmes de l'égalité et les délices de la vertu, ou laissez du moins au peuple du pain, du travail et des mœurs ! »

(2) Cf. Guillaumin, *Dictionnaire d'écon. pol.*, V^e Céréales.

qu'au vote de l'article 449 du Code pénal qui le réduisit aux proportions d'un simple délit (1).

Quant au décret de 1794 il fut maintenu par le Gouvernement du Directoire qui en aggrava même les pénalités : trois mois de prison pour les ouvriers ; cent francs à trente mille francs d'amende pour les patrons (2). Ces pénalités furent remplacées en 1810 par celles des articles 446 et 449.

La Convention avait pris une autre mesure, non moins radicale : dans le but de conjurer les accaparements industriels, elle poursuivit la dissolution des compagnies financières. Le décret du 26-29 germinal an II les supprima en ces termes : « Les compagnies financières sont et demeurent supprimées. Il est défendu à tous banquiers, négociants et autres personnes quelconques de former aucun établissement de ce genre, sous aucun prétexte et sous quelque dénomination que ce soit ».

Ce décret fut rapporté par le Directoire (30 brumaire an IV) (3).

B. Mesures préventives. Le maximum.

Loi du 4 mai 1793. — Cette loi faisait partie de l'ensemble des mesures prises par la Convention contre les accaparements. Dans une première section elle avait réédité les principales prescriptions des anciennes ordonnances : obligation aux marchands ou détenteurs de grains de faire aux municipalités la déclaration des quantités possédées ; droit de réquisition des municipalités sur ces grains ; défense

(1) Il semble même que pendant longtemps encore il y eut controverse sur le point de savoir si le décret du 27 juillet 1793 avait été complètement abrogé par l'article 419. — Une note semi-officielle, publiée par le *Moniteur* du 17 nov. 1853, se prononça en ce sens. Cf. L. Say, *Dictionnaire des finances*, V^e *Accaparement*.

(2) Cf. Say, *Nouveau dictionnaire d'économie politique*, V^e *Coalition* (G. Michel).

(3) Sauzet, *l. c.*, p. 922.

d'acheter ou de vendre ailleurs qu'aux marchés ; obligation de déclaration préalable pour faire le commerce des grains, etc., etc., le tout sous la sanction des peines ordinaires. Dans une deuxième section la loi de 1793 décrétait le maximum sur toutes les denrées, pour en empêcher le renchérissement, suivant un tarif à élaborer par la commission des subsistances.

Ce tarif, variable suivant les localités, devait tenir compte de la valeur relative des objets dans un même endroit, et des plus-values pouvant résulter des transports. Il accordait en théorie 5 0/0 pour le bénéfice des marchands en gros, 10 0/0 pour celui des détaillants. Par contre, était déclaré suspect tout commerçant qui cesserait son commerce pour se soustraire au tarif. Les consommateurs ne pouvaient acheter que chez les détaillants, et ceux-ci que chez les marchands en gros : les quantités étaient fixées pour chaque fois. Toute violation du tarif entraînait une amende de 300 à 10.000 livres pour le vendeur et l'acheteur.

Le tarif fut mis en vigueur par un décret du 6 ventôse an II.

Les résultats de la loi de maximum furent désastreux. Les agriculteurs découragés laissèrent leurs terres en friche : le commerce fut interrompu ; celui des grains, devenu par trop périlleux, cessa entièrement. La Convention dut instituer pour y suppléer une commission des subsistances (11 sept. 1793) qui, avec une armée de dix mille employés, et un budget de 300 millions par mois, resta impuissante à empêcher la famine : à tel point qu'on alla jusqu'à proposer en pleine Convention de décréter des jeûnes et des carêmes civiques, comme moyen de ravitaillement (Séance du 21 février 1794) (1).

(1) Guillaumin, *l. c.*, V^e *Céréales*. — Raffalovich, *Nouveau dictionn. d'Econ. pol.*, V^e *Maximum*. — Roscher, *Les chertés de céréales*, traduct. Block, p. 141 et suiv.

Le 16 mars suivant, il fallut se résoudre à rationner la population de Paris ; quelques jours après les rations étaient diminuées de moitié. Les émeutes de Germinal et de Prairial furent des émeutes d'affamés qui exigeaient du pain.

Enfin la loi de maximum fut rapportée (24 déc. 1794), et la commission des subsistances dissoute (7 janvier 1795). Elle laissait derrière elle un passif de 1460 millions. L'expérience était concluante.

Au reste il est facile de se rendre compte même en théorie, de l'impuissance de pareils expédients.

Dans l'établissement d'un maximum par l'État, il arrivera de deux choses l'une : ou il sera au-dessus des prix du jour ; ou il sera en dessous.

Dans le premier cas, la différence des deux tarifs sera immédiatement comblée, la hausse du produit s'accroîtra d'autant.

Dans le second, les détenteurs du produit le garderont en magasin ; les marchés se dégarniront en un clin d'œil, et il faudra avoir recours aux perquisitions, aux pénalités, aux vexations de toutes sortes. Enfin si le consommateur a besoin du produit ainsi raréfié, il entamera avec le détenteur des négociations pour l'obtenir avec une augmentation de prix, qui s'accroîtra encore de la valeur des risques encourus.

Ainsi donc, l'établissement d'un maximum pour protéger les consommateurs contre les renchérissements soit réels, soit même factices, produit un effet diamétralement opposé à celui qu'on en espère. Il fait le vide sur le marché, et accentue encore la hausse du produit (1).

(1) Roscher, *l. c.*, p. 139. — Say, *Nouveau dictionn. d'Econ. pol.*, V^o *Maximum*.

Le dernier essai de maximum que nous ayons à mentionner a été fait par un décret du 8 mai 1812 à la demande du comité des subsistances,

§ 3. — Droit moderne.

De nos jours les manœuvres tendant à altérer les prix naturels d'une marchandise ou denrée peuvent encore être le fait d'un spéculateur isolé. Il y aura alors accaparement individuel, au sens ordinaire du mot. Mais à notre époque où l'esprit d'association domine indistinctement toutes les spéculations et toutes les entreprises, ces manœuvres sont le plus souvent imaginées par un groupe de producteurs ou de détenteurs de la même marchandise, et l'on dit alors qu'il y a accaparement collectif, ou coalition.

D'ailleurs la rapidité et le bas prix des transports, la multiplicité des centres de vente ou de production, le développement des opérations à terme rendent aujourd'hui l'accaparement individuel à peu près impossible. En revanche nous avons vu s'organiser des coalitions gigantesques, disposant de capitaux énormes, englobant dans leurs opérations plusieurs pays, voire même plusieurs continents.

Délit individuel ou délit collectif l'accaparement tombe en France sous le coup de l'article 449 du Code pénal ainsi conçu :

« Tous ceux qui par des faits faux ou calomnieux semés à dessein dans le public, par des suroffres faites au prix que demandaient les vendeurs eux-mêmes, par réunion ou coalition entre les principaux détenteurs d'une même marchandise ou denrée, tendant à ne pas la vendre, ou à ne la vendre qu'un certain prix, ou qui par des voies ou moyens frauduleux quelconques auront opéré la hausse ou la baisse

pour une durée de 4 mois. Il s'appliquait seulement aux blés, et variait pour chaque département suivant le taux indiqué par le Préfet. Les départements où ce taux fut fixé trop bas ne tardèrent pas à être affamés. Le commerce les fuyait. À Paris il fallut faire pain de tout.

(Cf. Vincent, Notice sur les chertés de grains de 1811 et 1812. *Journal des Economistes*, oct. 1843).

des prix des denrées ou marchandises ou des papiers et effets publics au-dessus ou au-dessous des prix qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce, seront punis d'un emprisonnement d'un mois au moins, d'un an au plus, et d'une amende de 500 fr. à 10.000 francs (*Les coupables pourront de plus être mis par l'arrêt ou le jugement sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus* (1) »).

On pourrait s'étonner de rencontrer dans l'article 419 une série de dispositions aussi complexes, une énumération de délits aussi différents les uns des autres, si l'exposé des motifs qui a précédé son adoption ne nous faisait connaître la double origine dont il est sorti.

Avant lui la loi du 14 juin 1791 prohibait toutes conventions entre commerçants ayant pour but de fixer en commun le prix de leurs marchandises : une autre loi du 27 juillet 1793 punissait les accaparements.

Le législateur de 1810 se proposa de faire tenir ces deux lois dans l'article 419 du Code pénal. Comme la loi de 1791 il punit toute entrave collective à la liberté du commerce : et comme celle de 1793, tout acte de nature à modifier artificiellement les cours des marchés.

Aussi rencontrons-nous dans le même texte un délit collectif, celui de coalition, et toute une série de délits individuels, dont l'accaparement n'est qu'une espèce ; tous ont, il est vrai, le même résultat, celui de donner à des marchandises un cours factice tantôt supérieur, tantôt inférieur à leur cours normal. Mais les moyens employés peuvent varier à l'infini. Ce seront le plus souvent des bruits faux ou calomnieux semés dans le public, des suroffres faites aux prix demandés par les vendeurs eux-mêmes.

(1) La loi du 27 mai 1885 a remplacé la surveillance de la haute police par l'interdiction de séjour.

Mais la fraude peut se déguiser sous mille autres formes ; et le législateur n'a eu cure de les prévoir toutes, il n'a parlé que des plus fréquentes.

Toutefois il est à remarquer que d'après le texte même de l'article 419 dans les délits individuels prévus par lui l'élément frauduleux (*consilium fraudis*) est indéterminé. Il variera avec chaque espèce, suivant le moyen dolosif employé.

Au contraire, dans le délit collectif prévu par le même article, l'élément frauduleux consiste uniquement dans le fait de la réunion et de l'entente des principaux détenteurs d'une marchandise pour en modifier le cours normal, quel que soit d'ailleurs le moyen, dolosif ou non dolosif, employé par eux. Le *consilium fraudis* est donc précis, nettement déterminé. C'est cette différence qu'exprimait le mot *simplement* qu'on lit dans le texte du projet de l'article 419 (1).

(1) Cf. Paris, 27 déc. 1884. *G. Pal.*, 1885, 1, 764. (Affaire du syndicat financier parisien).

CHAPITRE PREMIER

DES ÉLÉMENTS DU DÉLIT DE COALITION.

1^{er} *Élément*. — Le premier élément du délit de coalition est la pluralité d'agents.

La loi ne punit pas celui qui a opéré seul la hausse ou la baisse d'une marchandise, eût-il même abusé de la puissance de ses ressources contre un concurrent moins riche que lui, s'il n'a pas mis en usage de moyens frauduleux pour y parvenir.

C'est dans cet ordre d'idées que la Cour de cassation dans un arrêt du 4 janvier 1842 (1), a déclaré licite la convention par laquelle les propriétaires d'une usine, après avoir réglé qu'ils en jouiraient l'un après l'autre *alternativement*, déterminent un prix au-dessous duquel ils s'engagent à ne pas fabriquer leurs produits. « Une telle convention, dit l'arrêt, n'est contraire ni à la liberté du commerce, ni aux lois prohibitives des coalitions ». En effet, dans l'espèce, un seul producteur se trouve engagé à la fois.

De même le délit de coalition ne pourrait être imputé à une société financière ou commerciale cherchant à provoquer à elle seule des variations artificielles dans les cours ; et pourtant cette société pourra englober parmi ses membres la majeure partie des producteurs ou détenteurs d'une même marchandise. Mais leurs individualités disparaissent pour faire place à une personnalité unique,

(1) S. 1842, 1, 231.

celle de la société. Et dès lors un élément indispensable au délit de coalition, la pluralité d'agents, fait défaut.

La jurisprudence nous fournit maintes applications de ce principe.

C'est ainsi que dans l'affaire de l'Union générale un arrêt de la Cour de Paris décide « que l'achat de ses propres actions par une société peut constituer soit un emploi des manœuvres frauduleuses réprimées par l'article 419, soit une infraction à des statuts formels ou aux principes généraux qui régissent les sociétés : mais qu'on ne saurait voir là une coalition tombant sous le coup de la loi pénale, en l'absence de toute entente avec d'autres détenteurs des mêmes titres (1). »

2° *Elément*. — Il faut, en second lieu, pour qu'il y ait délit, que la coalition comprenne les principaux producteurs ou détenteurs de la même marchandise.

En effet une coalition ne saurait présenter de dangers sérieux qu'à cette condition. Ce que la loi veut réprimer c'est la coalition des forts contre les faibles, non celle des faibles contre les forts.

Il n'y aurait également aucun délit dans le fait de consommateurs s'entendant pour ne pas acheter une marchandise au-dessus d'un certain prix (2).

Le Code pénal ne parle que des détenteurs de denrées ou marchandises : pourquoi y joignons-nous les fabricants ou producteurs ? C'est que producteurs ou fabricants ne sont pas autre chose que les premiers détenteurs de leurs produits, et comme tels doivent être soumis à la même loi que leurs ayants cause successifs (3).

(1) Cf. Léchopié. Les syndicats financiers et l'article 419. C. pén. *Revue des sociétés*, 1883.

(2) Paris, 30 juillet 1887 ; D., 1888, 2, 151 ; Cass., 30 juillet 1885 ; D. 1886, 1. 389.

(3) Chauveau et Hélie, V, n° 2166. — Ruben de Couder, *Dictionn. de droit comm.* V° *Coalition*, n° 17 ; Cass., 31 août 1838. S. 1838, 1, 988.

3° *Elément*. — En troisième lieu, dit l'article 449, la coalition pour être punissable, doit avoir opéré la hausse ou la baisse au-dessus ou au-dessous des prix qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce. C'est là une question d'appréciation qui sera souvent délicate pour les juges, car bien des causes étrangères aux coalitions peuvent jeter la perturbation sur un marché. Toutefois la loi est formelle : une simple tentative, sans résultat, ne serait pas punissable (1). Il est donc indispensable que les opérations des coalisés aient déterminé une variation factice dans les cours d'une denrée ou marchandise.

Les trois éléments que nous venons de mentionner sont nécessaires au délit de coalition. Sont-ils suffisants ? Tel n'est pas l'avis de la jurisprudence la plus récente de la Cour de Paris (*affaire des Métaux*, 5 août 1890). Elle a cru devoir leur en ajouter un quatrième : l'engagement de ne pas vendre ou de ne vendre qu'au-dessus d'un certain prix. Et elle fait de cette stipulation un élément indispensable au délit ; elle exige qu'on en rapporte la preuve formelle et n'admet pas que de simples présomptions ou vraisemblances puissent en tenir lieu. Aux termes de cet arrêt, tant que la preuve de la convention ci-dessus ne pourra être faite, une coalition de spéculateurs aura beau créer des cours factices, provoquer des hausses colossales, jeter sur un marché la perturbation et la ruine, elle ne tombera pas sous le coup de l'article 449. Et la loi pénale sera désarmée contre elle.

Aussi dans l'espèce (il s'agissait de l'affaire des Métaux), la cour, estimant que la preuve de cette stipulation n'était pas suffisamment faite, ne retint pas contre les prévenus le délit de coalition, et infirma sur ce point le juge-

(1) Cf. Chauveau et Hélie, V, n° 2399.

ment du tribunal correctionnel de la Seine en date du 28 mai 1890.

Nous nous permettrons de défendre ici l'opinion du Tribunal contre celle de la Cour, et de critiquer vivement son arrêt. S'il devait faire jurisprudence, autant vaudrait effacer du Code pénal la partie de l'article 419 relative aux coalitions, car il serait d'une application si difficile et si rare qu'il deviendrait absolument impuissant contre les manœuvres dont il veut assurer la répression. Est-ce donc là ce qu'a voulu le législateur de 1810 ? « Ce qu'il voulait, disent les travaux préparatoires, c'était protéger le public contre ces spéculations scandaleuses qui font doubler et tripler les prix des matières premières, des denrées les plus nécessaires à la vie, et ne s'enrichissent que sur des ruines. »

Qu'importe après cela que l'on rapporte ou non la preuve d'un engagement précis ? Elle sera fort rare en pratique, cette stipulation de ne pas vendre ou de ne vendre qu'à un certain prix, exigée comme élément délictueux par la Cour de Paris. Ceux qui lancent et dirigent des spéculations de ce genre entendront rester libres sur le choix des moyens à prendre ; et à supposer même que la stipulation dont il s'agit fût intervenue, il suffirait de ne pas la mentionner dans les contrats, de la dissimuler dans une contre-lettre, d'en faire une convention verbale, pour se mettre à l'abri des pénalités de l'article 419 ? Est-ce là, nous le répétons, ce qu'a voulu le législateur de 1810 ? Son but, celui qui ressort nettement des travaux préparatoires, était de réprimer les accaparements, quels que furent les moyens employés par les accapareurs. Voilà ce que paraît méconnaître la solution de la Cour de Paris.

Ajoutons qu'elle a un autre tort, non moins grave, celui de ne pas tenir compte du texte de l'article 419. Cet article parle d'une coalition *tendant* à ne pas vendre une mar-

chandise, parce que c'est là l'effet naturel et inévitable de toute coalition.

Mais où parle-t-il d'un *engagement formel* entre les coalisés de ne pas vendre ou de ne vendre qu'un certain prix? Où parle-t-il de la nécessité de rechercher et d'établir la preuve indubitable d'un tel engagement?

L'arrêt de la Cour de Paris n'a donc pas interprété la loi, il l'a faite, ou plutôt dé faite à sa guise. Et nous persistons à dire que les trois éléments indiqués par nous sont à la fois nécessaires et suffisants pour constituer le délit de coalition.

De là nous tirons les conséquences suivantes :

1^o L'article 419 du Code pénal n'établit pas de distinction entre manœuvres délictueuses que rien n'est venu entraver, et celles qui pour une cause quelconque ont été annulées dans la suite. Supposons, comme cela arrive maintes fois, une hausse factice provoquée sur des titres avant leur émission par un syndicat de spéculateurs. Même annulées plus tard par suite de la non-réalisation de l'émission, les opérations et manœuvres de ce genre sont passibles des pénalités de l'article 419 (1).

2^o Peu importe que pour atteindre son but, la coalition ait eu recours ou non à la violence et à la fraude. Le seul fait de la coalition suffit, comme nous l'avons dit plus haut, à constituer un délit (2).

3^o Peu importe que la coalition intervienne seulement entre producteurs, ou entre producteurs et intermédiaires à la fois, le terme de *détenteurs* dont se sert l'article 419 comprenant indistinctement les uns et les autres (3).

(1) Paris, 27 déc. 1884, *Gaz. Pal.*, 1885, 1, 764.

(2) Cass., 31 août 1838, S., 1838, 1, 987 ; 3 juillet 1841, S., 1845, 1, 703 ; 27 mars 1856.

(3) Jurisprud. de la C. de Lyon, 1890, 122.

4° L'article 419 ne distingue pas entre les coalitions dirigées contre le public et celles dirigées contre un seul individu ; toutes deux sont également punissables.

Ici la raison de douter pourrait être la suivante :

L'article 419, peut-on faire observer, n'est écrit que dans l'intérêt de la masse des consommateurs. Or ces derniers sont ici hors de cause ; l'article 419 n'a donc rien à voir dans les batailles commerciales que des commerçants se livrent entre eux. Des commerçants détenteurs de marchandises, intermédiaires entre le producteur et le consommateur, veulent monopoliser le bénéfice de leur situation, ets'entendent avec le producteur, pour qu'il les prenne comme seuls intermédiaires entre le public et lui, ou tout au moins pour qu'il leur consente des avantages spéciaux, en vendant son produit plus cher aux autres intermédiaires. Le résultat de cette entente pourra être de limiter, soit le nombre des intermédiaires, soit le gain de quelques-uns d'entre eux : mais nullement de faire renchérir les prix pour le public. Le bénéfice de ces arrangements permettra même souvent aux intermédiaires favorisés de baisser leurs prix pour évincer leurs concurrents. Le public y pourra gagner de payer moins cher les produits.

En résumé, pas de hausse pour le public ; d'où pas de délit de coalition : telle est la théorie développée par M. Hubert Valleroux sous un arrêt de la Cour de Paris, en date du 28 février 1888 (1).

« Il semble, dit-il, que le Code ait voulu protéger les consommateurs, le public, et non les marchands qui ne font qu'acheter pour revendre à bénéfice. Ce que se proposaient les législateurs de 1807, c'était de réprimer les conventions ayant pour effet de provoquer la disette ou la cherté : on sortait alors des famines et des accaparements qui

(1) *Rev. des Sociétés*, 1888, p. 274.

avaient accompagné le maximum et les troubles de l'époque révolutionnaire. Il n'entraît pas dans leur dessein de punir un concert qui sans être sensible au public n'a d'autre résultat que de limiter le nombre ou le gain des intermédiaires faisant un bénéfice sur la revente. Et il n'est nullement dit ici que le prix ait renchéri pour le public ».

Tel n'a pas été pourtant l'avis de la jurisprudence. Elle a déclaré qu'il y avait délit, même quand la coalition était dirigée contre une seule maison, contre un seul individu (1).

Il est aisé de justifier cette solution. Si le consommateur n'est pas atteint immédiatement et directement par de telles manœuvres, on peut affirmer avec certitude qu'il en souffrira plus tard.

En effet les intermédiaires désavantagés, pour conserver un bénéfice rémunérateur se verront forcés d'augmenter leurs prix. Dès lors, de deux choses l'une : ou le public les désertera, ou il continuera à se fournir chez eux. S'il les déserte, les intermédiaires coalisés ne tarderont pas à jouir d'un monopole de fait qui aura la hausse du produit pour conséquence.

S'il ne les déserte pas (et cela peut arriver quand par exemple la production est inférieure aux besoins de la consommation) les intermédiaires coalisés, voyant qu'ils peuvent vendre leurs produits plus cher, prendront les tarifs de leurs rivaux, et il y aura hausse sur toute la ligne.

Enfin, à supposer même que de telles manœuvres fussent préjudiciables non au public lui-même, mais seulement à quelques particuliers, elles n'en devraient pas moins tomber sous le coup de l'article 449. Nulle part en effet le Code pénal ne distingue entre la défense des intérêts pu-

(1) Paris, 28 févr. 1888. S. 89, 2, 49. — Cf. aussi Cass., 7 janvier 1887. D. 37, 1, 223.

blics, et celle des intérêts individuels : et quand un fait est qualifié délit par un texte, il demeure délit quelle qu'en soit la victime, que ce soit le public en général, ou un simple particulier.

Est-il nécessaire d'ajouter que la réunion en syndicat professionnel de commerçants coalisés contre un autre commerçant ne saurait les soustraire aux pénalités de l'article 419 ?

En effet non seulement ce cas particulier ne diffère en rien du cas général : mais il fournit même à notre solution un argument qui lui est propre : c'est que les syndicats professionnels, créés pour la défense d'intérêts généraux, ne sauraient avoir pour but de servir ni les rivalités particulières, ni les manœuvres déloyales entre concurrents (1).

Appendice. — Le délit de coalition internationale, portant sur des marchandises étrangères, peut-il tomber sous le coup de la loi Française ?

Cette question n'est qu'un cas particulier d'une question plus générale : quand doit-on estimer qu'une infraction est commise sur le territoire Français ?

Certains cas peuvent être fort complexes, et embrasser à la fois des actes commis en France et à l'étranger. Pour savoir alors où le délit s'est accompli, il faut considérer les faits qui constituent l'infraction, sans se préoccuper des actes qui l'ont préparée, ou des conséquences qui l'ont suivie.

Par exemple un délit d'escroquerie est passible des tribunaux Français quand des manœuvres frauduleuses ou des publications mensongères ont été faites en France, bien que la remise des fonds qui a consommé l'escroquerie ait été faite à l'étranger.

Ainsi encore, en ce qui concerne le délit de coalition,

(1) Cf. en ce sens, *Affaire des eaux minérales*, Paris, 28 février 1886.

il a été jugé dans l'affaire des Métaux que, bien que le cuivre soit une marchandise anglaise, bien que l'effort principal des spéculateurs se soit porté sur le marché de Londres, le délit n'en tombait pas moins sous le coup de la loi française, par cette raison que le métal accaparé avait été pour la majeure partie détenu en France ; que le marché de Paris avait subi tous les contre-coups du marché de Londres ; et qu'enfin les capitaux employés dans l'affaire étaient pour la majeure partie des capitaux Français, ceux de la Société des métaux et du Comptoir d'escompte (1).

(1) Cf. *Affaire des Métaux*. Plaidoirie de M^e Jullemier, p. 81 (Paris, 1890).

CHAPITRE II

DE L'ÉTENDUE D'APPLICATION DE L'ARTICLE 419, C. PÉN.

§ 1^{er}. — A quelles sortes de marchandises.

Quel est dans l'article 419 la signification du mot *marchandises*? Ce mot doit-il désigner seulement les denrées et objets corporels? Ou embrasse-t-il indistinctement toutes les valeurs corporelles ou incorporelles qui peuvent faire l'objet d'une spéculation commerciale, à des prix habituellement déterminés par le jeu d'une libre concurrence, telles que des tarifs de transport ou d'assurances, des actions de sociétés financières? Cette question, d'une importance capitale dans notre sujet, a suscité dans la doctrine des controverses qui durent encore aujourd'hui; et la jurisprudence a pris, quitté, repris tour à tour les deux systèmes opposés.

L'interprétation extensive a longtemps prévalu (1). En 1839 notamment, dans la célèbre affaire des Messageries, le délit de coalition fut déclaré imputable à des entrepreneurs de transport qui avaient concerté ensemble une baisse de tarifs dans le but de ruiner une entreprise rivale. L'arrêt de la Cour de Paris faisait donc rentrer ces tarifs de transport sous la rubrique générale du mot marchan-

(1) Cass., 1^{er} févr. 1834. S. 34, 1, 81; Cass., 9 déc. 1836. S. 36, 1, 88; Cass., 9 août 1839. S. 39, 1, 721; Lyon, 24 déc. 1839. S. 40, 1, 38; Cass., 16 mai 1845. D. 45, 1, 289; Paris, 17 mai 1850. S. 50, 2, 283; Cass., 26 juin 1850. D. 50, 1, 212.

disés (1). Un arrêt de la Cour de cassation, en date du 16 mai 1845 adopta la même solution pour des tarifs d'assurances (2), et un autre arrêt de la même Cour (26 juin 1850) décida de même en matière de fret maritime (3).

L'industrie des transports par terre faisant aujourd'hui l'objet de monopoles réglementés par l'État, il ne saurait plus être question de coalitions en ce qui concerne leurs tarifs, qui doivent être soumis à l'homologation ministérielle.

Mais il est des valeurs incorporelles qui, inconnues pour ainsi dire lors de la rédaction de l'article 419, prennent une place de jour en jour plus considérable dans les transactions du commerce, et surtout dans les luttes quotidiennes de la spéculation.

Je veux parler des actions des sociétés commerciales ou financières, de ces valeurs que les campagnes de Bourse exposent à de perpétuelles et dangereuses fluctuations. Doit-on les considérer, elles aussi, comme des marchandises et faire tomber sous le coup de l'article 419 du Code pénal les agissements des syndicats financiers qui en provoquent la hausse ou la baisse à leur gré ?

La doctrine de l'affirmative avait été adoptée par la Cour de Paris, dans l'affaire de l'Union Générale (19 mars 1883) (4), par la Cour de Lyon dans l'affaire de la Banque du Rhône et de la Loire (12 mars 1885) (5). Et la jurisprudence paraissait même si bien fixée en ce sens que lors de

(1) Cass., 9 août 1839. S. 39, 1, 721 ; Dalloz, *Jurispr. gén.* V° *Industrie et Commerce* nos 422 et suiv.

(2) D. 45, 1, 289, Cf. Faustin-Hélie, II, p. 520.

(3) Cass., 26 juin 1850. D. 50, 1, 212.

(4) S. 1883, 2, 97. — « Le mot marchandises, dit l'arrêt, ne comprend pas seulement les choses corporelles et fongibles, mais aussi les choses incorporelles, en tant qu'elles sont l'objet des spéculations du commerce, à un prix habituellement déterminé par la libre concurrence du marché ».

(5) D. 1886, 2, 136.

la discussion de la loi de 1885 sur les marchés à terme, on supprima comme inutile l'article 6 du projet qui déclarait l'article 419 applicable indistinctement à toutes les valeurs négociables (1).

Mais tout à coup un revirement inattendu se fit dans la jurisprudence de la Cour de cassation. L'arrêt de la Cour de Lyon fut cassé, sous le prétexte que l'article 419 ne pouvait s'appliquer aux manœuvres destinées à provoquer la hausse ou la baisse des obligations des sociétés particulières (2). Et cette interprétation restrictive, qui jusqu'alors n'avait prévalu qu'une seule fois (3), fut adoptée uniformément dans la suite par toutes les décisions de la jurisprudence (4).

Il est à remarquer que la Cour de cassation en faisant prévaloir l'opinion de la négative n'a pas été seulement contre la jurisprudence établie déjà par plusieurs cours. Elle a été contre la sienne propre, car elle-même avait déclaré avant 1886 l'article 419 applicable à des tarifs d'assurances et de transports, marchandises tout aussi incorporelles que les actions des sociétés privées (5). La Cour

(1) *Journal officiel*, 1884. Sénat, p. 562.

(2) Cass., 28 juillet 1885. S. 1885, 1, 514.

(3) Paris, 1^{er} juin 1843. S. 1843, 2, 277.

(4) Orléans, 17 févr. 1886. *Rev. d. Sociétés*, 1886, p. 259. — Grenoble, 15 juillet 1886. S. 86, 2, 242. — Paris, 18 mars 1887. D. 88, 2, 129 et 28 avril 1887. D. 88, 2, 105. — Bourges, 2 août 1888. D. 89, 2, 49. — Orléans, 31 décembre 1889.

L'arrêt du 28 avril 1887, s'exprime en ces termes : Considérant que le syndicat formé pour la vente et le placement des actions d'une société n'a en soi rien d'illicite, qu'il soit formé par un groupe ou par la totalité des souscripteurs primitifs, quelque peu honorable que soit généralement le but en vue duquel il est formé, et quelle que puisse être l'altération de la sincérité du cours des valeurs syndiquées ; — Qu'en le formant, les 173 souscripteurs des 170 mille actions de la Société des réassurances générales n'ont pas contrevenu aux dispositions de l'article 419 du Code pénal et qu'ils ne sauraient être considérés, par le seul fait de leur réunion en syndicat, coupable de dol et de fraude, etc.

(5) Faustin-Hélie, *Théorie du C. pénal*, 5^e éd. V, 2395.

de cassation s'est donc déjugée elle-même et cela sans invoquer aucun motif juridique.

Quelle a été, disons-nous avec l'affirmative, l'intention certaine, indéniable du législateur de 1810 en édictant l'article 419 ? Punir la spéculation déloyale, sur quelque terrain qu'elle s'exerce et protéger les intérêts publics menacés par elle. Donc le mot *marchandises* employé par la loi doit être pris dans son sens le plus compréhensif et le plus étendu.

Qu'objecte à cela l'opinion adverse ? Deux arguments : 1^o Si le mot *marchandises* comprenait dans l'esprit des rédacteurs de l'article 419 les actions des sociétés industrielles, ils n'auraient pas fait une mention spéciale des *papiers et effets publics*, expression substituée par eux à *papiers et effets négociables*, dont le sens était beaucoup plus large et comprenait indistinctement toutes les valeurs. Ils ont donc voulu faire une antithèse, et exclure de l'application de l'article 419 les effets privés, les actions et obligations des sociétés particulières.

2^o Ces sortes de valeurs ne pouvaient en 1810 attirer l'attention du législateur ; car à peine s'il soupçonnait leur existence. Il ne pouvait donc songer à les protéger contre la spéculation (1).

Ces deux arguments nous semblent se contredire. Si la loi ne s'est pas occupée des effets privés, elle n'avait pas d'antithèse à faire entre eux et les effets publics : et si elle n'a pas fait cette antithèse, ils ne sont nullement exclus de l'article 419. Ils restent bien au contraire compris dans l'expression générale de *marchandises*, de valeurs privées négociables, expression dont l'article 419 ne restreint nullement l'étendue, dont il distingue seulement les effets pu-

(1) Cf. Loqué, *C. pén.*, p. 31, 42, 65, 125, 133. — Villey, note sous S., 1886, 2, 242.

blics, comme répondant à un ordre d'idées tout spécial.

L'historique même de la rédaction de l'article 419 est d'accord avec nous sur ce point. Le projet de cet article contenait, il est vrai, l'expression d'*effets négociables* et celle d'*effets publics* y fut substituée. Mais ce ne fut que pour exclure les lettres de change, naturellement sujettes à toutes les fluctuations des cours. En même temps le législateur voulait faire une mention spéciale des fonds publics, parce qu'il était douteux que ces sortes de valeurs pussent être considérées comme des marchandises. « Mais il en est tout autrement, dit l'arrêt du 19 mars 83, pour les actions des sociétés commerciales, aujourd'hui surtout qu'elles donnent lieu à des transactions innombrables, et changent de mains sans cesse au gré des fluctuations du marché des capitaux : aujourd'hui que l'état des mœurs, de l'industrie, de la richesse publique fait de ce mode de placement un besoin de premier ordre pour la société (1). »

En outre quel est le caractère essentiel et générique de toutes les marchandises ? C'est d'être achetées pour être revendues, d'avoir un prix déterminé par la libre concurrence. Or les actions des sociétés de banque ou d'industrie ont bien ce double caractère : aucune valeur n'est d'un débit plus courant, ne subit d'une façon plus sensible l'influence de l'offre et la demande. Quand donc un syndicat achète des actions en grand nombre, pour les revendre plus cher, il fait un acte de commerce véritable ; et ces actions sont entre ses mains une marchandise à laquelle s'applique littéralement l'article 419 du Code pénal.

3° Il est un troisième argument invoqué par l'opinion que nous combattons. S'il y a, dit-elle, un principe rigoureux en droit pénal, c'est celui qu'on doit interpréter les

(1) Paris, 19 mars 83, D., 83, 1, 426.

pénalités dans leur sens le plus restrictif. Les dispositions de l'article 419 constituent des exceptions au droit commun : on ne saurait donc étendre valablement leur portée.

Mais il est facile d'observer, avec Faustin-Hélie (1) qu'il ne s'agit pas ici de donner à l'article 419 une interprétation extensive, d'en forcer les termes pour les appliquer à un cas analogue ; il s'agit au contraire simplement d'attribuer à une de ces expressions, qui ont dans la langue du droit deux significations différentes, l'une de ces deux significations. Dès lors il n'y a pas extension mais légitime interprétation du texte (2). Laquelle de ces deux acceptions choisirons-nous ici ?

Le mot *marchandises*, dit Blanche (3), comprend tout ce qui peut être l'objet d'une spéculation. N'est-il pas difficile d'en exclure les actions des sociétés qui font aujourd'hui l'objet d'un trafic considérable ; et les dangers qu'a voulu prévenir le législateur n'existent-ils pas ici au plus haut degré, pour des valeurs qui se négocient chaque jour sur le marché et subissent autant qu'une autre marchandise la loi de l'offre et de la demande ?

Le mot *marchandises*, dit également M. Ruben de Couder (4), ne désigne pas exclusivement dans l'article 419 des

(1) Faustin-Hélie, Th. du code pénal, 5^e éd., V, p. 2395, 2396.

(2) Cf. Dalloz, *Jurisprud. gén.*, V^o *Industrie et Commerce*, n^o 422.

(3) Blanche, *Etudes pratiques sur le C. pénal*, VI, n^o 345.

(4) Ruben de Couder, *Dictionnaire du commerce*, Paris, 1878.

Cf. dans le même sens, Lyon-Caen et Renault, *Précis de droit commercial*, I, n^o 1380.

La doctrine des savants auteurs que nous venons de citer fut maintes fois portée, soutenue et accréditée devant les Chambres. Déjà lors de la discussion de la loi de 1867 sur les sociétés, M. Baroche affirma sans être contredit que l'article 419 devait être appliqué aux coalitions des syndicats financiers. Plus près de nous, en 1885, dans la discussion de la loi sur les marchés à terme, M. Naquet déclara de nouveau que les manœuvres tendant à faire varier les cours des actions et obligations des Sociétés méri-

choses mobilières susceptibles d'être achetées ou vendues, et qui se comptent, se pèsent ou se mesurent. Tous les spéculateurs dont parle l'article 632 du Code de commerce, banquiers, agents d'affaires, directeurs de spectacles, entrepreneurs de messageries, etc., sont passibles des peines de l'article 449 quand ils se coalisent pour tuer une concurrence qui leur porte préjudice.

Mais il y a plus. Supposons avec la négative que les valeurs mobilières ne puissent être comprises dans le mot « marchandises » de l'article 449. Elles n'en tomberont pas moins sous le coup de ce même article, car on peut soutenir qu'elles rentrent, au moins pour celles qui sont admises à la cote, dans la dénomination d'effets publics.

Voici en effet comment on pourrait l'établir.

Le projet primitif de l'article 449 portait : « papiers et effets négociables de toute nature », cette expression fut rejetée comme trop générale, sur les observations du comte Begouen, et remplacée par celle d'*effets publics*.

Ainsi donc les rédacteurs de l'article 449 ont voulu soustraire à son application certains papiers et effets négociables. Mais lesquels ?

Étaient-ce seulement des lettres de change et autres effets commerciaux ?

Étaient-ce encore les actions des Sociétés industrielles et commerciales ?

Là-dessus, il est vrai, les travaux préparatoires du Code sont restés silencieux. Mais ce laconisme est facile à justifier. En effet, dès 1810, le terme de « papiers et effets publics » avait un sens nettement déterminé.

Nous lisons en effet dans l'article 76 du Code de com-

taient d'être punies comme celles visant les fonds d'Etat, « plus même, ajoutait-il, car il est plus dangereux d'impressionner le marché à propos d'une valeur privée que d'une valeur publique ».

merce promulgué en 1807 : « les négociations des effets publics, et autres susceptibles d'être cotés sont réservées aux agents de change. »

L'article 76 assimile aux effets publics ceux susceptibles d'être cotés. Donc le terme d'effets publics équivaut à celui d'effets admis à la cote.

Et si l'article 419 du Code pénal parle des premiers, sans parler des seconds, c'est qu'il pouvait s'en référer là-dessus à l'article 76 du Code de commerce qui les met sur la même ligne.

Au reste cette interprétation n'est pas purement théorique. Elle a été confirmée, il y a peu d'années encore, par la Cour de cassation elle-même : dans un arrêt du 1^{er} juillet 1885 (Force c. Pelletier), elle déclarait assimiler aux effets publics, tous ceux admis à la cote par le syndicat des agents de change, en raison de l'importance de ces titres, et des garanties fournies par eux.

Ainsi donc, resteraient seules en dehors des prohibitions de l'article 419 du Code pénal, les lettres de change, billets à ordre, papiers négociables par simple endossement ou simple tradition ; enfin les valeurs des sociétés industrielles ou commerciales non admises à la cote, toutes les autres pouvant et devant être comprises dans le terme générique d'effets publics.

Ajoutons que ni la loi de 1856 sur les Sociétés en commandite, ni celle de 1867 sur les Sociétés anonymes n'ont dérogé à ce principe que les effets admis à la cote sont assimilés aux effets publics (1).

Ainsi, que l'on range les valeurs de Bourse parmi les effets publics ou les marchandises ordinaires, le résultat pratique reste le même, elles demeurent justiciables de l'article 419.

(1) Cf. Cosson, *L'agiotage et les Syndicats financiers*, p. 13 et suiv.

Ce résultat, prétendons-nous, est le seul conforme à l'esprit de notre article. N'a-t-il pas pour but, en effet, d'assurer la loyauté des transactions sur les effets publics ? Or les mesures prises par le législateur de 1810 pour moraliser la Bourse, dans les limites où elle peut l'être, ces mesures ont-elles perdu leur raison d'être ? La richesse mobilière, à peu près nulle au commencement de ce siècle, s'est développée d'une façon prodigieuse, et a fait une révolution complète dans la fortune publique (1). Les opérations sur les valeurs financières ont donc les mêmes droits, sinon de plus grands droits que les autres à la sollicitude et à la protection du législateur.

§ 2. — A quelles sortes de spéculations.

I. *Syndicats industriels.* — Les syndicats d'industriels ou de commerçants ne sont, avons-nous dit plus haut, qu'une réédition modernisée des *Guildes* et des corporations anciennes, accommodées à des besoins nouveaux ; mais ils peuvent avoir un but tantôt de simple coopération, tantôt de spéculation et d'agiotage.

L'article 449 ne prohibe nullement les premiers, il ne vise que les seconds. D'où la nécessité d'établir dès les débuts entre les uns et les autres une démarcation.

La légitimité des syndicats de producteurs ne saurait faire en principe aucun doute. Peut-on interdire à des industriels menacés, de chercher à se maintenir, en atten-

(1) Alfred Newmark (*les valeurs mobilières en France*, Paris, Guillaumin, 1888) calcule que les capitalistes français possèdent 60 milliards de valeurs françaises et 20 milliards de valeurs étrangères, rapportant de 3,900 à 4 milliards par an. La cote officielle de la Bourse porte 208 valeurs au comptant et à terme, et 559 au comptant seulement. Les opérations réglées par les agents de change varient entre 25 et 30 milliards par an.

dant la reprise des affaires par tous les moyens, par tous les sacrifices ? Les forts, ceux qu'une crise ne menace pas directement ont eux-mêmes intérêt au salut des faibles. Car si ces derniers périssent, leurs établissements peuvent être rachetés à bas prix par de nouveaux-venus qui, grâce au faible amortissement suffisant pour leur outillage, seront en état de faire à tous les autres une redoutable concurrence (4).

N'auront donc rien de délictueux et d'illégal en soi les syndicats formés entre producteurs à l'effet de fixer les prix d'achat des matières premières, la détermination des quantités à produire ; d'arrêter ainsi les crises de surproduction, et l'avilissement des prix qui en résulte (2). De telles mesures ne sauraient être confondues avec ces sortes de spéculations à la hausse qui relèvent uniquement de l'agiotage, comme celles du syndicat des cuivres par exemple, et n'ont rien à voir avec la défense des intérêts généraux d'une profession.

En un mot ce que punit l'article 419 ce n'est pas l'engagement de maintenir les prix à un niveau rémunérateur, c'est le fait d'imprimer à ces prix une hausse artificielle, factice, hors de toute proportion avec la valeur des marchandises, et ruineuse pour le public obligé de la supporter.

Cette distinction nous la rencontrons nettement formulée dans l'exposé des motifs concernant l'article 419 du Code pénal :

« Les dispositions de cet article, dit le tribun Faure, ne peuvent s'appliquer à ces spéculations franches et loyales qui distinguent le vrai commerçant. Celles-ci, fondées sur la réalité sont utiles à la société : loin de créer tour à tour des hausses et des baisses exagérées, elles tendent à les soute-

(1) Cf. Cl. Jannet, *Socialisme d'Etat*, p. 327 et 339.

nir dans les limites que comporte la nature des circonstances, et par là servent le commerce en le préservant de secousses funestes ».

Ainsi le fait de manufacturiers s'unissant pour sauvegarder les intérêts de leur industrie était, déjà même en 1810, apprécié tout différemment de celui de simples spéculateurs s'entendant ensemble pour acheter toutes les existences disponibles et créer des hausses artificielles par leurs accaparements : il y a entre ces deux faits toute la différence qui sépare une association d'une coalition.

Tous les arrêts rendus par la jurisprudence depuis 1810 se sont inspirés de la même distinction : d'après eux l'article 419 n'est applicable que lorsque par suite d'une entente ou coalition le marché d'une denrée a subi aux dépens du public une perturbation véritable. Mais il ne saurait en être ainsi lorsqu'une réunion de producteurs, loin de chercher à monopoliser le marché, n'a eu d'autre but que d'assurer l'écoulement de leurs produits à un taux fortement rémunérateur.

Deux arrêts, l'un de la Cour de Paris, du 29 août 1830, l'autre de la Cour de cassation, du 1^{er} février 1834 (1) ont déclaré qu'il n'y avait nul délit de coalition dans le traité intervenu entre plusieurs négociants, avec le but non de hausser les prix de leurs marchandises, mais de les maintenir, de les empêcher de descendre au-dessous de leurs cours habituels.

En 1864, imitant cet exemple, les propriétaires des salines de l'Est et du Midi s'étaient groupés pour concentrer sous une direction unique le mouvement de leurs transactions, et prévenir l'avilissement des prix qui résulte d'une production mal réglée. Là encore les prix ne furent nullement haussés, on les empêcha simplement de baisser da-

(1) S. 1834, 1, 31.

avantage. Les propriétaires des salines de l'Ouest ayant déféré les agissements de leurs concurrents devant le conseil d'État, ce dernier déclara que l'entente formée entre producteurs et l'établissement de prix uniformes étaient des moyens utiles qui ne blessaient en rien l'usage loyal de la liberté commerciale : et il engagea les propriétaires des salines de l'Ouest à imiter cet exemple au lieu de l'attaquer (1).

Tout récemment encore, un arrêt de la Cour de Paris (14 avril 1891) déclarait l'article 419 inapplicable à un syndicat de phosphatiers, « uniquement formé pour procurer des débouchés à leurs produits, défendre leurs intérêts communs et lutter sans désavantage contre leurs concurrents » : d'ailleurs le syndicat n'avait produit sur les cours des phosphates ni hausse, ni baisse factice (2).

Enfin, avons-nous dit, ce qui est prohibé par l'article 419, c'est uniquement la taxation arbitraire des prix, pour leur imprimer une hausse artificielle :

S'il est utile et moral, déclare un arrêt de Cassation du 11 février 1879, de s'associer dans les limites permises par la loi, il faut se garder de franchir ces limites et de se concerter pour régler arbitrairement le prix des matières premières ; car une telle réglementation aurait pour effet de peser sur les cours d'une manière illicite (affaire du syndicat de l'iode) (3).

II. *Syndicats financiers*. — A côté des syndicats industriels se sont développés les syndicats financiers. Peuvent-ils comme les premiers tomber sous le coup de la loi pénale ?

(1) *Moniteur officiel* du 1^{er} juin 1864. — Affaire des Métaux, plaidoirie de M^e Barbox.

(2) *Gaz. Pal.*, 1891, 1, 631. *Revue des sociétés*, 1891, p. 108 et 365. Cf. en ce sens Lyon, 18 nov. 1848. D. 49, 2, 69, Rennes, 16 août 1877. D. 79, 2, 346 ; Cass., 11 fév. 1879, S. 79, 1, 198 ; Paris, 5 août 1890, *G. Pal.*, 90, 2, 247.

(3) Cass., 11 février 1879, S. 79, 1, 198.

Nous avons énuméré les raisons qui nous autorisent à ranger les valeurs mobilières sous l'une ou l'autre des rubriques de l'article 419. Nous ne voulons nullement dire, pourtant, que cet article doive s'appliquer à tous les syndicats financiers indifféremment. Car, ici comme ailleurs, il faut distinguer les *syndicats de pur agiotage*, créés par des capitalistes pour provoquer artificiellement la hausse ou la baisse, et ceux formés dans un but avouable, utile et licite, *syndicats de résistance* destinés à protéger une valeur contre des manœuvres de Bourse ; ou *syndicats de garantie* destinés à assurer la réussite d'une émission. Des sociétés de premier ordre, le Crédit foncier, le Trésor public lui-même ont recours à ces sortes de syndicats. Nous serions donc mal venus à en critiquer la validité (1).

Le but des syndicats de garantie, c'est de créer ou de maintenir le classement d'une valeur sur le marché financier (2) ; celui des syndicats d'agiotage, c'est d'accaparer, au sens même de l'article 419 du Code pénal, la totalité ou la majeure partie des titres d'une valeur, pour les revendre à prime, soit en bourse, soit par voie d'émission simulée.

Les syndicats de résistance et ceux de garantie peuvent facilement devenir eux-mêmes des syndicats d'agiotage. Souvent par exemple un syndicat d'émission, au lieu de se contenter d'une commission fixe, prendra les titres à forfait, et les revendra à des prix largement majorés : ou bien encore il gardera la majorité des titres dans sa caisse, et fera publier que la souscription a été plusieurs fois couverte, afin de faire monter les cours et d'écouler avec plus

(1) Cf. Juglar, Intervention du Trésor et des syndicats dans les émissions d'emprunts. *Economiste*, 16 mai 1891.

Masselin, *Diction. juridique des banques et agents de change*, V° *Syndicats financiers*, Paris, 1888.

(2) Cosson, *Agiotage et Syndicats financiers*, p. 23.

de bénéfices le stock invendu. Les titres sont émis avec prime, les cours poussés artificiellement jusqu'à un chiffre déterminé d'avance ; le but accompli, le syndicat réalise, et lâche les cours, qui cessant d'être maintenus, s'effondrent d'un seul coup.

« Les Syndicats arrivent ainsi, écrit M. Lyon-Caen, à réaliser des primes considérables, même sur des actions de sociétés qui nouvellement créées n'ont pu réaliser de bénéfices, ni même prouver que leurs entreprises aient quelque chance de succès..... En présence de fraudes aussi caractérisées, l'article 419-est applicable à leurs membres (1) ».

Sans doute, indépendamment des pénalités du Code, les agioteurs se trouvent toujours à la merci de coups de bourse

(1) Nulle part la tactique de ces genres de syndicat n'est mieux décrite que dans l'arrêt de la Cour de Lyon du 12 mars 1885, dans l'affaire de la Banque du Rhône et de la Loire.

« Attendu, dit cet arrêt, qu'au moment de la constitution de la Société, les fondateurs se sont concertés en vue de réunir entre leurs mains un grand nombre de titres, qu'un syndicat composé de huit fondateurs a souscrit à Lyon 14.619 actions.... — Que le 26 mars 1881, les administrateurs disposaient ensemble de trente mille actions environ, soit les $\frac{3}{5}$ du capital social ;

« Attendu que lors de l'augmentation du capital, afin de garantir l'intégralité de la souscription qui allait s'ouvrir, les administrateurs, directeurs et sous-directeurs s'organisèrent en syndicat : que les membres qui le composaient, usant du droit de préférence qui leur appartenait comme porteurs d'actions anciennes, avaient souscrit personnellement près de deux mille actions nouvelles ;

« Attendu que les titres ainsi accaparés ont été revendus plus tard sous une direction unique, quand la hausse opérée, tant par cet accaparement que par d'autres manœuvres, eut permis à leurs possesseurs de réaliser des bénéfices ;

« Attendu qu'en octobre 1881, X, Y et Z s'étaient associés pour faire des opérations à la hausse sur les actions de la Banque du Rhône et de la Loire ; que du 9 au 30 novembre ce syndicat a acheté, pour les revendre à des cours plus élevés, 12.175 actions, réalisant en quelques jours un million de bénéfices..... — Que l'influence de ces opérations sur le marché est démontrée par ce fait que les actions cotées le 31 octobre à 727 francs furent négociées le 30 novembre à 1130 francs, etc.

(1) Lyon-Caen et Renault, *Précis de droit commercial*, I, n° 1380.

imprévus, et paient souvent de leur propre ruine celle des victimes qu'ils ont dépouillées. Mais ce châtiment, aléatoire et tardif, ne saurait être pour de semblables manœuvres une sanction suffisante. Et le Code pénal n'a pas à faire entrer en ligne de compte des peines qui appartiennent à un autre domaine que le sien.

Objectera-t-on que la preuve de l'existence et des manœuvres d'un Syndicat financier sera le plus souvent impossible à établir?

Cette preuve sera difficile sans doute, mais elle ne le sera pas davantage que dans le cas général des coalitions visées par l'article 419.

Elle pourra se faire par tous les moyens, même par simple témoignage. Elle sera difficile à obtenir : mais il en est de même pour tous les faits délictueux que leurs auteurs cherchent à dissimuler, afin d'en éviter les conséquences.

D'ailleurs les recherches pourront être facilitées tant par l'espèce de notoriété qui s'attache parfois à l'existence de ces syndicats (leurs principaux membres sont généralement connus du monde financier) que par la production de traités ou autres documents dont les tribunaux peuvent être saisis, à l'occasion de contestations entre les syndiqués (1).

Enfin est-il besoin de réfuter le système des partisans du laisser-aller, qui veulent confier au temps seul le soin de faire l'éducation du public en matière financière, et au public seul le soin de se garantir contre les coalitions des agioteurs?

A quoi bon dès lors, protéger les citoyens contre le vol, l'escroquerie et l'usure, pour les livrer sans défense aux manœuvres des syndicats financiers? Ces manœuvres atteignent-elles donc seulement le monde peu intéressant

(1) Léchopie, *Revue des Sociétés*, 1888, p. 335.

des spéculateurs ? Ne frappent-elles pas autant et plus encore la foule de ceux qui cherchent dans l'achat d'une valeur, non une spéculation, mais un placement ?

« Il ne s'agit pas ici seulement, écrit M. Ruben de Couder (*Dictionn. du droit commercial*, V^o *Coalitions*), d'une question d'intérêt privé à défendre, mais d'un principe d'économie sociale à sauvegarder. Il s'agit de protéger le public tout entier contre des manœuvres qui jettent sur le marché des perturbations profondes, et ruinent au profit de la spéculation des agioteurs l'épargne des laborieux ».

Malheureusement la jurisprudence actuelle, partant de ce principe que l'article 449 n'est pas applicable aux valeurs mobilières, est forcée d'admettre la validité des syndicats financiers et de reconnaître leurs opérations comme licites, même quand elles ont pour résultat de donner à une valeur de bourse des cours artificiels, une plus-value exagérée (1). Tout au plus voit-elle dans ces sortes de syndicats des associations commerciales en participation, ce qui rend les contestations de leurs membres justiciables des tribunaux consulaires (2) : à moins pourtant que leurs membres ne gardent la faculté de diriger à leur gré les opérations qui les concernent, ce qui exclurait l'idée d'un ou plusieurs gérants (3).

Enfin la jurisprudence ne s'émeut qu'en présence des manifestations reconnues du dol et de la fraude. Mais privée du secours de l'article 449, elle ne peut prononcer qu'une peine purement civile, la nullité du syndicat, entraînant la nullité des engagements des syndiqués, et le

(1) Paris, 18 mars 1887, *Affaire du Crédit général*.

(2) Lyon, 13 août 1884, *Moniteur judiciaire de Lyon*, 11 mai 1889, — Tribunal de commerce de la Seine, 11 déc. 1884. *Rev. des soc.*, 1884, p. 313.

(3) Lyon, 10 janvier 1890, *Journal des Sociétés civiles et commerciales*, 1892, p. 90.

droit pour eux de se faire restituer leurs versements (1). Ainsi elle a déclaré nul et sans cause le syndicat constitué pour une émission fictive : nul de même un autre syndicat constitué par des prête-noms d'une société pour agioter sur ses propres titres.

On le voit, sauf des cas trop rares, la jurisprudence actuelle se déclare désarmée contre les syndicats financiers. Solution déplorable, absolument contraire à l'esprit de l'article 449.

En effet les syndicats financiers sont de toutes les coalitions qui ont semé des ruines autour d'elles, les plus dangereuses et les plus illégales. Plus que toutes les autres elles doivent être réprimées par la loi.

Les syndicats financiers fondés par le trop fameux baron Erlanger ont fait perdre plus de 200 millions à l'épargne publique (2).

Ces mêmes syndicats financiers furent la cause à peu près unique du terrible krach de 1882 qui a coûté plusieurs milliards à la France (3).

Après avoir élevé toutes les valeurs, soit directement, soit par contre-coup à des cours jusqu'alors inconnus, leur dissolution produisit un désastre universel, enrichissant quelques forbans avec la ruine de milliers de familles. « La loi sur les coalitions, écrivait-on alors, constitue le remède le plus efficace au mal de l'agiotage dont nous souffrons plus que jamais (4). »

Plus près de nous encore, le krach du Panama qui a coûté 1400 millions à l'épargne française a été déterminé en grande partie par des syndicats de baissiers qui ont dé-

(1) Trib. com. Seine, 11 déc. 1884, *Revue des soc.*, 1884, p. 313, — Aix, 29 nov. 1883. — Cosson, *l. c.* p. 7.

(2) Cf. Chirac, *L'agiotage sous la 3^e République*. Paris 1888.

(3) Cosson, *Agiotage et synd. financiers*, p. 5.

(4) Léchopie, *Rev. des sociétés*, 1883, p. 335.

précié les titres en les vendant à découvert par quantités énormes et empêché ainsi la réussite des dernières émissions.

Que conclure de là ? — Que si la Cour de cassation devait persévérer dans sa nouvelle jurisprudence, il faudrait compléter l'article 419 au plus vite, et le déclarer applicable, comme le voulait l'article 6 du projet de loi sur les marchés à terme, à tous les effets et valeurs mobilières sans distinction. La loi Belge du 18 mai 1873 sur les sociétés (art. 134) (1) nous a déjà précédés dans cette voie. L'état actuel de nos mœurs financières, ferait de cette réforme une nécessité absolue, une véritable question de sauvegarde sociale (2).

(1) Cf. Brégeault, *Rev. des sociétés*, 1889, p. 367. — Cet art. est ainsi conçu :

Art. 134. — Seront punis d'une amende de 50 francs à 10,000 francs, et pourront en outre être punis d'un emprisonnement d'un mois à un an, tous ceux qui, comme administrateurs, commissaires, gérants ou membres des comités de surveillance, auront sciemment racheté des actions ou parts sociales, si ce n'est au moyen d'un prélèvement net sur les bénéfices réels, opéré conformément aux statuts ou aux délibérations de l'assemblée générale, etc. . . . (*Pasinomie*, 1873, p. 165).

(2) Cosson, *l. c.*, p. 5.

CHAPITRE III

DE L'ABROGATION DE L'ARTICLE 419 DU CODE PÉNAL.

I. — L'article 419 a-t-il été abrogé.

Nous avons exposé quel était le système du législateur de 1810 relativement aux coalitions de producteurs et détenteurs de marchandises, et quels éléments étaient nécessaires à cette époque pour constituer le délit puni par l'article 419 du Code pénal.

Il reste à nous demander si ce système est encore aujourd'hui en vigueur, et s'il est parvenu jusqu'à nous sans modifications, sans restrictions d'aucune sorte. Telle est notre opinion, et nous allons tâcher de l'établir par la réfutation des nombreux systèmes qui ont soutenu la thèse contraire.

L'article 419 est-il tombé en désuétude? — Un premier système, le plus radical de tous, consiste à soutenir que l'article 419 est aujourd'hui tombé en désuétude.

Il ne saurait nous arrêter bien longtemps. Aucun article de nos Codes ne peut être abrogé par désuétude. C'est un des principes de notre droit les plus incontestables et les plus incontestés. Nos lois n'admettent, en fait d'abrogation tacite, que celle pouvant résulter d'une contradiction évidente, flagrante, absolue, entre un texte ancien et un texte nouveau (1).

N'est-il pas étrange, après cela, que M. Naquet ait pu affirmer en 1885 devant le Sénat, sans être contredit : « que

(1) C. civ. Fuzier-Herman, I, n° 368.

les dispositions aujourd'hui surannées de l'article 449 sont depuis longtemps tombées en désuétude, et qu'il est dès lors inutile d'en demander l'abrogation ou la modification (1) ».

Mais si nos législateurs font les lois, ils ne sont pas tenus d'en connaître les principes, et ils usent du droit qu'ils ont de les ignorer.

Toutefois l'opinion de M. Naquet ne semble pas avoir fait école. Le 18 février 1888 dans une interpellation sur l'accaparement des cuivres, M. Laur demandait au gouvernement : « s'il était exact que l'article 449 fût tombé en désuétude ».

M. Fallières, garde des Sceaux, lui répondit en ces termes :

« Ceux qui ont cru pouvoir soutenir que l'article 449 est tombé en désuétude se sont trompés. Lorsqu'il arrive, pour tel ou tel texte de nos lois spéciales qu'on n'a pas eu l'occasion de l'appliquer depuis un certain temps, il n'en faut pas conclure qu'il n'est plus applicable... Si donc on se trouvait en présence d'une coalition ayant pour but l'accaparement absolu d'une marchandise française, à l'effet de se rendre maître du marché intérieur de certains produits, les tribunaux sont là et la loi serait appliquée ».

Un an plus tard, à propos d'une interpellation identique (21 mars 1889), M. Thévenet, garde des Sceaux, renouvela les mêmes affirmations, et la Chambre tout entière, se rangeant à son avis, vota l'ordre du jour suivant :

« La Chambre convaincue que le Gouvernement prendra les mesures nécessaires pour rechercher les responsabilités et assurer *le respect de la loi* passe à l'ordre du jour ».

Il nous semble donc impossible de soutenir en droit que

(1) *Journal officiel*. Sénat, 1884, p. 562. Discussion de la loi sur les marchés à terme, article 5.

cette même loi dont la Chambre demandait encore le respect en 1888, puisse être tombée en désuétude.

Au reste il serait aisé de prouver, par maints arrêts de jurisprudence, que jamais en fait depuis sa création l'article 419 n'a cessé d'être en vigueur : les tribunaux l'ont toujours appliqué d'une façon suivie, quoique à des intervalles relativement peu rapprochés, à raison même de la rareté du délit que ce texte réprime.

Il nous suffira de citer pour mémoire le retentissant procès des Messageries en 1838 (coalition de deux entreprises de transport contre une troisième) où se mesurèrent les plus illustres avocats de l'époque, Allou, Berryer, Delangle, Chaix-d'Est-Ange.

Et plus près de nous l'affaire du syndicat des Soudes en 1871, du syndicat de l'Iode en 1879, du syndicat des Cuivres en 1888 (1).

Ajoutons enfin que des arrêts encore tout récents ont fait justice du système de la désuétude. Dans l'affaire des Métaux, M^e Barboux en 1^{re} instance, M^e Léon Renault devant la Cour, avaient invoqué ce moyen. Le tribunal dans son jugement du 28 mai 1890, la Cour, dans son arrêt du 5 août de la même année, déclarèrent à bon droit : « qu'un texte de loi ne peut être abrogé par désuétude ; qu'il ne peut être abrogé que de deux façons :

Explicitement par une disposition expresse.

Implicitement par des textes de loi nouveaux, inconciliables avec les anciens (2) ».

C'est un simple renvoi aux principes.

(1) Voir dans Ruben de Couder, *Dict. du droit commercial*, V^o *Coalitions*, de nombreux exemples.

(2) *Revue des sociétés*, 1890, p. 322.

II. — L'article 419 est-il incompatible avec des lois ultérieures.

Un second système admet que l'article 419 n'a pas été abrogé par désuétude, mais soutient qu'il l'a été tacitement par des dispositions de lois ultérieures inconciliables avec les siennes.

A. Lois des 23 mai 1864 et 21 mars 1884

La législation de la Constituante, disent les partisans de ce système, prohibait indistinctement toute espèce de coalition (17-24 juin 1891) et le Code pénal de 1810 avait suivi son exemple (art. 414, 416, 419).

Il y a une trentaine d'années, sous l'influence de nécessités économiques nouvelles, un revirement se produisit dans la législation sur ce point.

La loi du 25 mai 1864 modifia les articles 414 et 416, et proclama la liberté des coalitions entre ouvriers ou patrons, en ce qui concernait la réglementation des salaires. M. Émile Ollivier, rapporteur de la loi, avait d'abord demandé qu'on distinguât entre les coalitions justes et les coalitions abusives. Cette distinction fut rejetée : les unes et les autres devinrent licites, à la seule condition que la liberté du travail fût respectée (1).

Devait-on aller plus loin et rayer tout à fait de notre Code le délit de coalition ? Certains l'ont pensé. Au lendemain du vote de la loi de 1864, notre éminent maître, M. Bathie écrivait que le maintien de l'article 419 devenait une anomalie : « Pour être conséquents avec le principe de la loi, disait-il, les rédacteurs des nouveaux articles 414 et 416 auraient dû supprimer dans l'article 419 les mots :

(1) Sirey, I. annotées, 1864, p. 26.

réunion ou coalition entre les principaux détenteurs d'une même marchandise (1) ».

La théorie de M. Batbie a été reproduite dernièrement encore par M. Villey dans une note sous un arrêt de Grenoble (S. 1886, 2, 243). A son avis, les dispositions de l'article 419 relatives aux coalitions ont été virtuellement abrogées par la loi du 25 mai 1864, et s'il n'y a pas eu d'abrogation expresse, ce fut un simple oubli du législateur qui avait l'intention d'établir la liberté de coalition à tous les degrés.

Malgré cette doctrine, les législateurs de 1884 qui venaient d'abroger pour les syndicats professionnels les articles 291 et 294 du Code pénal, et de rayer du même Code l'article 416 déjà modifié par la loi de 1864, ne touchèrent pas à l'article 419.

Et là dessus certains auteurs de s'écrier que l'article 419, déjà en contradiction avec la loi de 1864, devenait absolument incompatible avec l'esprit de la loi du 21 mars 1884; que cette loi perdait toute utilité et l'institution nouvelle des syndicats tout moyen d'action, si l'article 419 n'était pas abrogé par elle; qu'il devait l'être nécessairement d'une façon implicite (2).

Mais, en admettant même qu'il y eût incompatibilité entre les dispositions de l'article 419 et la loi de 1884, il resterait encore à se demander si cette incompatibilité est absolue, ou simplement relative; si l'abrogation de l'article 419 est définitive, sans restrictions, comme celle de l'article 416 par exemple, ou si elle n'est que partielle, et en faveur des syndicats professionnels seulement, comme celle des articles 291, 293, 294 du Code pénal et par la loi de 1884.

(1) Batbie, *Revue critique*, 1864.

(2) Boullay, *Manuel des syndicats professionnels*.

I. — *Pas d'incompatibilité absolue.* — Démontrons d'abord, qu'il ne peut y avoir d'incompatibilité absolue entre les lois de 1864 et de 1884 d'une part, et l'article 449 du Code pénal d'autre part.

A quoi se réduit le raisonnement de ceux qui le prétendent ? Ces lois, disent-ils, ont établi d'une façon absolue le droit de coalition soit entre les ouvriers, soit entre les patrons, pour déterminer la hausse ou la baisse des salaires, prix du travail.

Or le travail est une marchandise de même nature que les autres : car le salaire qui en est le prix, est soumis comme le prix de toutes les marchandises à la loi de l'offre et de la demande. Le salaire est même l'élément principal qui sert à fixer le prix des marchandises brutes ou manufacturées (1).

Puisqu'il en est ainsi, le législateur de 1884 n'a pu avoir l'intention de traiter les denrées et marchandises en général autrement qu'il ne traite le travail et le salaire qui en est le prix. Donc il a proclamé d'une manière générale et implicite la liberté absolue de toutes les coalitions. Le nier serait mettre la contradiction dans les textes, et l'incohérence dans la loi (2).

A cela que répondre ? L'argument nous paraîtrait spécieux, s'il était vrai de dire que le travail fût une marchandise de même nature que les autres : mais il tombe au contraire de lui-même, si l'on admet avec la majorité des Économistes que le travail est une marchandise absolument spéciale par sa nature, qu'on ne peut confondre avec les autres sans inexactitude et sans danger (3).

(1) Batbie, *Revue critique*, 1864.

(2) *Aff. des métaux*, conclusions de M^e Léon Renault (*Droit*, 18 juillet 1890) et plaidoirie de M^e Barboux, p. 22.

(3) Cf. Boullaire, *Les syndicats agricoles*, p. 288. — Jay, note sous S. 1889, 2, 49.

Assimiler les salaires à une marchandise quelconque n'est pas chose nouvelle. C'est l'ancienne théorie de l'école dite classique, de Smith, de Malthus et de Ricardo, et on l'a désignée sous le nom de *théorie du fonds des salaires*. C'est elle que Cobden résumait dans cette formule imagée : « le salaire hausse quand deux maîtres courent après un ouvrier ; il baisse quand deux ouvriers courent après un maître » c'est d'elle aussi, que le célèbre agitateur Lassalle tirait sa *loi d'airain*, cette loi désolante et fatale du salaire minimum, heureusement démentie par les faits.

Depuis longtemps aussi la théorie du fonds des salaires a été abandonnée, car elle négligeait, dans l'évaluation de la masse partageable entre les ouvriers, un élément non moins important que le capital antérieurement épargné ; elle ne tenait pas compte de la productivité du travail, de la nouvelle richesse créée par la main de l'ouvrier.

De nos jours une analyse plus rigoureuse et plus approfondie du mécanisme des salaires a démontré qu'ils dépendent d'un grand nombre de facteurs tous distincts, et sont enserrés par eux entre un maximum et un minimum qu'ils ne peuvent dépasser (1).

D'où l'on peut conclure que, si le travail est un objet d'échange, cet objet est absolument spécial. « Car d'une

(1) M. Beauregard met ces facteurs au nombre de cinq :

1. Rapport du produit net espéré aux emplois disponibles (Productivité du travail).
2. Rapport du produit net espéré aux exigences irréductibles des entrepreneurs et capitalistes.
3. Rapport de la population ouvrière aux emplois disponibles.
4. Rapport des capitaux disponibles aux demandes de l'industrie.
5. Situation économique des trois classes co-échangistes (industrie, capital et entreprise, travail).

Les 2 premiers facteurs fixent le maximum, et le dernier le minimum des salaires. Mais en pratique le minimum n'est jamais atteint (Beauregard, *La question des salaires*, Paris, 1887, p. 209 et suiv.).

part, ajoute M. Beauregard, il représente une force incorporée de l'homme et son utilité dépend en partie de la volonté de celui qui doit la fournir. A ce point de vue, les idées, les mœurs, les relations des entrepreneurs et des ouvriers peuvent influencer sur les conditions du contrat. D'autre part le travail est en général pour l'ouvrier le seul moyen de subvenir aux besoins de son existence. Si un fabricant a dans son magasin plus de marchandises qu'il n'en peut écouler, on lui dira qu'il a tort d'en accumuler un si grand nombre. Si les ouvriers sont trop nombreux, si les salaires sont bas, pourra-t-on dire aux ouvriers qu'ils ont tort d'être trop nombreux, qu'ils ont tort de vivre ! »

Donc, puisque le travail n'est pas une marchandise comme une autre, puisque le salaire qui en est le prix n'obéit pas simplement comme le prix des autres marchandises au libre jeu de l'offre et de la demande, on ne peut assimiler aux lois qui les régissent les lois qui doivent régir les autres marchandises.

Le législateur a voulu donner au travail, cet unique revenu, cette seule ressource de tant d'ouvriers, une protection plus efficace, des garanties toutes spéciales. Aussi leur a-t-il reconnu pour la défense de leurs salaires le droit de se concerter et de se coaliser librement.

Mais il n'a pas cru devoir octroyer les mêmes franchises aux spéculations qui visent les cours des denrées et marchandises proprement dites ; et il a eu raison, car il ne pouvait traiter comme les coalitions défensives des salaires, ces coalitions d'accapareurs dont l'agiotage est le seul mobile, et la ruine publique le seul résultat.

Pourrait-on nous accuser de nous méprendre sur les intentions du législateur de 1884, de les interpréter à notre guise ? Il nous suffirait alors d'invoquer l'exposé des motifs de cette loi : « Ce serait une erreur économique, y

lisons-nous, une erreur méconnaissant l'expérience de chaque jour, que de prétendre que le travail soit une marchandise comme les autres ».

Que conclure de là, sinon que la distinction entre le salaire et les autres marchandises, dégagée et précisée par la doctrine des économistes modernes, a été pleinement adoptée par le législateur de 1884 : cette distinction, rappelée en tête de son œuvre, nous prouve d'une façon irréfutable que s'il a voulu traiter le salaire de l'ouvrier d'une façon spéciale et privilégiée, il n'a jamais entendu faire bénéficier les autres marchandises des mêmes faveurs et des mêmes privilèges.

Dès lors il ne saurait y avoir ni dans l'esprit ni dans le texte des lois des 25 mai 1864 et 21 mars 1884 une incompatibilité avec l'article 419 du Code pénal. Au reste cette opinion ne nous est point personnelle ; tout récemment encore, dans l'affaire des Métaux, elle a été affirmé de la façon la plus catégorique par le tribunal de la Seine et la Cour de Paris (28 mai et 5 août 1890).

II. — *Pas d'incompatibilité relative.* — Mais si la loi de 1884 n'a pas abrogé le délit de coalition d'une façon générale et absolue, peut-on prétendre tout au moins qu'elle l'ait abrogé d'une façon relative, en ce qui concerne les syndicats professionnels ?

Ce serait, même *à priori*, une loi bien étrange que celle qui permettrait à des commerçants, à des industriels de s'abriter, ou plutôt de s'embusquer derrière elle pour spéculer sur des marchandises, ruiner des concurrences gênantes, provoquer aux dépens du public des hausses artificielles, et cela sous la seule condition d'être réunis en syndicat professionnel : car elle encouragerait ouvertement ces habiletés déloyales qui s'évertuent à tourner une loi par une autre, et à rester sur les frontières du Code pénal,

tout en franchissant celles de l'honnêteté et de la probité publiques.

Mais ce sont-là des considérations morales. Rentrons dans le domaine des choses du droit, et cherchons en quoi le seul fait, pour des spéculateurs, de s'être réunis en syndicat professionnel pourrait les mettre à l'abri des pénalités de l'article 449.

1^{re} Objection. Personnalité des syndicats. — On a tiré un premier argument de la personnalité civile donnée par la loi de 1884 aux syndicats professionnels : elle a pour effet de remplacer les personnes des syndiqués par une personne unique, celle du syndicat, chargée d'agir en leur nom. Or le délit de coalition exige pluralité d'agents ; donc les actes d'un syndicat ne peuvent constituer ce délit.

A cela que répondre ? Certes l'argument serait sans réplique s'il s'agissait d'une société commerciale : car en premier lieu, elle jouit d'une personnalité civile complète, et en second lieu cette personnalité lui a été donnée par la loi pour faire des actes de commerce.

Mais la personnalité des syndicats professionnels n'offre aucun de ces deux caractères.

I. — En premier lieu, la personnalité civile n'a pas été donnée aux syndicats professionnels pour faire des actes de commerce, car tel n'est pas leur but.

C'est ce qui ressort à la fois de l'exposé des motifs de la loi de 1884, de la doctrine, et de la jurisprudence.

Le projet primitif de 1876 (4 juillet) portait le titre suivant « Projet relatif à la reconnaissance légale, à l'organisation et au fonctionnement des chambres syndicales patronales et ouvrières ». Que devaient être ces chambres syndicales ? Des associations commerciales ? Nullement. Nous en retrouvons le but précisé par M. Tirard dans l'exposé des motifs du projet de 1880 (22 nov.). « Les syndicats

de patrons, dit-il, peuvent rendre de véritables services dans toutes les questions générales, tarifs de douanes, traités de commerce, impôts, moyens de transport, expositions internationales, législation commerciale, propriété industrielle en France et à l'étranger ».

L'exposé des motifs du projet de 1881 (15 mars) est encore plus explicite : « L'article 3, dit-il, définit et limite l'objet des syndicats professionnels. La chambre syndicale ne saurait se confondre avec une société *de production* ou de secours mutuels. Il faudrait à cet effet qu'elle modifiât ses statuts, qu'elle accrût ses cotisations, qu'elle prît l'une des formes de sociétés prévues par le Code de commerce ».

Ainsi donc, d'après la pensée même du législateur, le commerce n'est pas le but des syndicats professionnels. La loi n'a pas voulu que des sociétés commerciales pussent éluder les règles qui leur sont imposées par le Code de commerce et la loi du 14 juillet 1867, en se déguisant sous la forme d'un syndicat (1).

Il ne faut donc pas qu'un syndicat se forme dans une pensée de lucre, qu'il se propose pour but direct d'enrichir ses adhérents : il ne pourrait leur distribuer ni dividendes, ni bénéfices quelconques sans s'exposer aux pénalités des lois qui régissent les sociétés commerciales. Les syndicats ne peuvent avoir en vue que l'étude et la défense des intérêts généraux communs à toute une profession, au point de vue économique, financier ou industriel (2). Ils diffèrent donc des sociétés commerciales par leur nature, leur objet et leur but : « Ils ont le champ libre pour agir par la presse,

(1) Cf. Jay, *Personnalité civile des syndicats professionnels*, p. 26 ; — Simonet, *Lois nouvelles*, 1884, p. 94 ; — Boullaire, *Manuel des syndicats, agricoles*, p. 125, 131 ; — Veyan, *La loi sur les syndicats professionnels*, p. 121 ; En sens contraire, Boullay, *Code des syndicats professionnels*, nos 121 et s.

(2) L. 21 mars 1884, article 3.

les pétitions, les réunions, les conférences. Mais tout ce qui touche à la spéculation commerciale leur est interdit (1) ».

Est-il exact de dire avec M. Boullay que si les spéculations visées par l'article 449 demeurent interdites aux syndicats professionnels, ils perdront toute espèce d'utilité et d'efficacité (2)? Mais les syndicats ont d'autres buts d'activité que la coalition, et l'article 449 ne saurait les entraver dans leur action normale et légale qui est la défense de leurs intérêts industriels (3). De plus, comme nous le verrons plus loin, ce qui est défendu aux syndicats c'est la spéculation qui a pour but d'enrichir leurs membres par l'accaparement d'une marchandise ; et non l'entente loyalement pratiquée pour défendre les intérêts d'une industrie ou d'un commerce, les mesures prises en commun pour empêcher des crises de surproduction d'amener l'avilissement des prix et la ruine de tous ; ces mesures, on peut l'affirmer hautement, ne constituent à aucun degré le délit de coalition, et les syndicats trouveront dans leur étude ou leur réglementation, une des applications les plus fécondes de leur activité professionnelle.

Prétendons-nous d'ailleurs que les membres d'un syndicat ne puissent jamais se grouper ensemble dans un but de spéculation, de négoce, de coopération agricole ou industrielle? Nullement. Rien au contraire ne les en empêche. Mais il y aura là une autre association, distincte de la première par son caractère et par son but : elle devra donc en se constituant prendre l'une des formes exigées pour les Sociétés civiles ou commerciales. « On aura ainsi côte à côte, dit G. Michel, l'association et la société, l'une et

(1) Vayasseur, *Revue des sociétés*, 1888, p. 411 ; — G. Michel, *Économiste*, 28 avril, 5 et 19 mai 1888.

(2) Boullay, *Manuel des syndicats professionnels*, p. 86.

(3) Hubert-Valleroux, *Revue des Sociétés*, 1888, p. 294.

l'autre distinctes en droit, régies par les lois qui leur sont propres : elles se porteront un mutuel concours, et tout en travaillant comme des organismes autonomes, assureront par leur action combinée la prospérité collective de l'association et la prospérité individuelle des associés (1) ».

Ainsi donc la personnalité civile n'a été donnée aux syndicats que dans d'étroites limites, pour l'accomplissement d'un but déterminé, qui n'est pas la spéculation commerciale. Ce point est nettement établi. Dès lors qu'advient-il d'un syndicat, s'il se livre à des actes de commerce ? Il deviendrait par cela même une société commerciale de fait, irrégulière sans doute, et nulle à l'égard des tiers, mais créant à chacun de ses membres une obligation solidaire et indéfinie de sorte que chacun d'eux pourrait être poursuivi sur tous ses biens pour la totalité des dettes sociales. Celles-ci ne pèseraient plus sur le syndicat, mais sur les syndiqués ; le syndicat cesserait d'être vis-à-vis d'elles une personne morale (2) : car cette personnalité ne lui est donnée par la loi que dans un seul but et le syndicat en a poursuivi un différent. Bon gré, mal gré, les actes de spéculation restent l'œuvre d'une collectivité, ils ne deviennent pas celle d'une personne unique : ils sont les actes des syndiqués, et non ceux du syndicat.

Concluons : la coalition, impliquant recherche et répartition de gains et bénéfices, est un acte commercial au premier chef. Vis-à-vis de cette coalition, comme vis-à-vis de

(1) G. Michel, *Economiste*, 5 mai 1888. *Situation légale des syndicats professionnels*. — Hubert-Valleroux, *Les syndicats agricoles* (*Revue des Sociétés*, 1886, p. 57).

(2) Cf. Jay, Note sous Paris, 28 février 1888, S. 1889, 1, 49. — G. Michel, *Situation légale des syndicats professionnels* (*Economiste*, 5 mai 1889). — N. — Il y aurait ici société en nom collectif de fait ; car le gérant du syndicat est censé avoir contracté avec les tiers, non en son nom personnel (ce qui créerait une société en participation avec responsabilité du seul gérant) mais au nom de la collectivité des associés, d'où responsabilité de tous.

tous les actes commerciaux la personnalité du syndicat disparaît, et l'on se retrouve en face des personnes des syndiqués, de leurs individualités distinctes. Dès lors, puisqu'il y a pluralité d'agents, l'article 449 leur est et leur reste applicable.

II. — En second lieu, disons-nous, la personnalité civile des syndicats professionnels, à la différence de celle des sociétés commerciales, n'est qu'une personnalité incomplète.

Donc à supposer même que les actes de commerce fussent permis aux syndicats, qu'ils pussent être considérés comme rentrant dans les actes de défense spécifiés par la loi, la personnalité d'un syndicat n'en serait pas moins insuffisante à mettre ses membres à l'abri de l'article 449. Car elle ne pourrait absorber leur personnalité dans la sienne.

Sur quoi nous fondons-nous pour déclarer incomplète la personnalité des syndicats ? Sur l'exposé même des motifs de la loi (1). On y lit en effet : « l'article 5 confère aux associations professionnelles les droits sans lesquels elles ne pourraient agir et fonctionner qu'en fraude de la loi. Ces droits sont réduits au minimum afin d'éviter le rétablissement de la main-morte. La commission propose donc de reconnaître aux syndicats une personnalité civile, mais une personnalité spéciale, limitée au strict nécessaire ».

C'est ainsi que l'article 6 du projet ne permet pas aux syndicats d'acquérir d'autres immeubles que ceux nécessaires aux réunions, aux cours professionnels. Toute acquisition à titre gratuit leur est défendue.

Au contraire une société commerciale, qui possède une personnalité complète, est parfaitement libre d'acquérir

(1) Exposé des motifs, *Officiel* du 26 mars 1881, n° 3420.

toutes sortes d'immeubles, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit (1).

Nous objectera-t-on que les syndicats professionnels ont une personnalité juridique? — Mais elle aussi est incomplète. Car le même article 6 ne donne aux syndicats professionnels le droit d'ester en justice que pour la défense des droits et des intérêts généraux de la profession. Et cette action serait irrecevable si elle avait seulement pour objet les droits individuels de leurs membres.

Ainsi l'ont décidé, en deux récents arrêts, les Cours d'Aix et de Paris (2).

Enfin à supposer même que les syndicats eussent une personnalité juridique, entière et complète ce ne serait pas un obstacle à ce que leur personnalité civile demeurât incomplète. Pour qu'une société civile ou commerciale ait le droit d'ester en justice, il suffit que ses administrateurs y soient autorisés par les statuts : la Cour de cassation a ouvert l'accès des tribunaux aux administrateurs de simples cercles. S'en suivra-t-il pour cela que les uns ou les autres possèdent la personnalité civile (3)?

Pour en revenir aux syndicats, leur personnalité est si notoirement incomplète que certains auteurs, M. Sauzet entre autres, ont proposé de délaissier le syndicat légal pour constituer une société privée, chaque fois qu'on pourra doter cette dernière d'une personnalité civile (4).

Résumons-nous : les syndicats ne peuvent soit acquérir, soit ester en justice que dans certaines limites, sous cer-

(1) Jay, *Personnalité des synd. professionnels*, Grenoble, 1888.

(2) Paris, 20 juin 1886, *Pandect. franç.*, 1886, 2, 47; Aix, 27 janvier 1887, *Rev. des Sociétés*, 1887, p. 254. — Cf. aussi Evreux, 13 oct. 1887; D. 1888, 3, 136; Arras, 13 juin 1888; D. 1890, 3, 55.

(3) Vavasseur, *Tr. des sociétés*, 24-27, et *Rev. des Sociétés*, 1888, p. 411.

(4) Sauzet, *Personnalité civile des syndicats profess.*, *Revue critique*, 1888, p. 387-396.

taines conditions : donc ils n'ont été dotés par la loi que d'une personnalité incomplète ; et l'on ne saurait prétendre que la personnalité des syndiqués ait été absorbée tout entière par celle du syndicat, puisqu'ils avaient, eux, une personnalité complète.

Donc enfin les personnalités des syndiqués coexistent à côté de celle du syndicat, et c'en est assez pour constituer l'élément de pluralité nécessaire au délit de coalition. En conséquence l'article 419 demeure pleinement applicable aux syndicats professionnels, et n'a été abrogé par la loi de 1884 ni pour le tout, ni pour partie, ni explicitement, ni d'une façon implicite (1).

B. Loi du 8 avril 1885 sur les marchés à terme.

L'article 419 a-t-il été implicitement abrogé par elle ?
Certains auteurs l'ont prétendu.

L'article 419, disent-ils, punit l'agiotage : or la loi de 1885 le permet, en validant les marchés à terme, même quand ils se règlent par le paiement de simples différences. Donc elle a implicitement abrogé l'article 419.

A cela que répondre ?

Que la loi de 1885 a eu pour but d'empêcher des spéculateurs de mauvaise foi de se dérober à leurs engagements,

(1) La jurisprudence ne s'est prononcée encore, à notre connaissance, que deux fois en cette matière, la première, dans un arrêt de Bordeaux, 25 nov. 1886 (S. 87, 2, 129) ; la seconde, dans un arrêt de Paris, 28 fév. 1888 (S. 89, 2, 49). Il est conçu dans les termes suivants :

La Cour..... considérant qu'en vain les appelants prétendent que les faits à eux reprochés ne sont que les conséquences de leur réunion en syndicat autorisé par la loi du 21 mars 1884 ; — Que l'exercice du droit conféré par cette loi ne saurait avoir pour effet de rendre légitime la violation des principes édictés par l'article 419 du Code pénal qui n'a pas cessé d'être en vigueur...

Par ces motifs, etc.

(Affaire des Eaux minérales, Paris, 28 fév. 1888.)

et d'annuler ainsi des opérations très sérieuses et très légitimes, mais nullement de donner à l'agiotage une investiture légale. Il faut en effet se garder de confondre spéculation avec agiotage : l'une peut être utile et honnête, l'autre ne l'est jamais, car il a recours à des manœuvres déloyales.

Donc de ce fait que la loi de 1885 a permis les spéculations à terme, on ne saurait conclure qu'elle a permis l'agiotage. Elle les a simplement fait bénéficier du même traitement que les spéculations sur le disponible. Or l'agiotage sur le disponible est défendu par l'article 449. Donc l'agiotage sur le terme continuera à l'être aussi, et l'article 449 à en demeurer la sanction. Donc enfin la loi de 1885 sur les marchés à terme n'a nullement abrogé cet article, puisqu'elle est compatible envers lui.

Ici encore nous sommes d'accord avec la jurisprudence même la plus récente. « Rien, déclare l'arrêt de Paris, 5 août 1890, rien ni dans le texte de la loi de 1885, ni dans ses travaux préparatoires, n'a abrogé les dispositions de la loi pénale relative aux coalitions ».

Bien au contraire, en effet, l'article 6 du projet déclarait l'article 449 applicable indistinctement à toutes les valeurs négociables. Et s'il fut supprimé lors de la discussion, ce fut non comme incompatible, mais comme inutile, la jurisprudence étant à cette époque fixée en ce sens (1).

II. — Des critiques formulées contre l'a. 449, C. pénal.

I. — En premier lieu, on a reproché à l'article 449 d'être inutile :

1^o Parce que les spéculateurs peuvent s'y soustraire en s'abritant sous la forme d'une société commerciale ;

2^o Parce que ses pénalités sont insignifiantes à côté des

(1) *Journal officiel*, 1884. Sénat, p. 562.

désastres financiers qui punissent les tentatives de coalition ;

3° Parce qu'il est d'une difficulté d'application telle qu'on ne peut jamais s'en servir.

Sur le premier point il est facile de répondre ; sans doute une société commerciale, ayant une personnalité distincte des membres qui la composent pourrait faire légalement la plupart des opérations qui sont qualifiées coalitions, quand il s'agit des principaux producteurs et détenteurs d'une marchandise (1). Mais de ce que l'article 449 ne trouve pas son application dans un cas particulier, doit-il en résulter qu'il reste inefficace dans les autres ? Un texte de loi pénale ne saurait être une arme universelle : Il n'y a pas un texte qui ne puisse être éludé par l'habileté d'un fripon. Ce n'est pourtant pas un motif suffisant pour abroger le Code pénal.

Toutefois le déguisement d'une coalition de producteurs ou détenteurs de marchandises sous la forme d'une société commerciale sera plus rare qu'on ne suppose. Il n'est même pas à notre connaissance que le fait se soit jamais produit. Car ce serait pour les coalisés non seulement s'assujettir aux nombreuses formalités de la loi de 1867, mais renoncer en même temps à toute liberté d'action, toute initiative personnelle. Aussi bien des spéculateurs, qui n'hésitent pas à s'organiser en syndicat pour la réussite d'une coalition, se refuseront toujours à abdiquer entre les mains d'une société commerciale. Mais à supposer même que cette société eût réussi à se former, elle n'échapperait à l'article 449 du Code pénal que pour tomber sous le coup des articles 1131 et 1133 du Code civil, qui annuleront ses

(1) Cf. Cass., 26 janvier 1838, S. 1838, 1, 243. — Liégeois, *Le Droit*, 15 mai 89.

opérations et ses engagements comme contraires à l'ordre public et fondés sur une cause illicite.

II. — En second lieu, dit-on, les coalitions qui s'efforcent de provoquer des cours factices, tombent déjà sous la sanction des lois économiques, irrésistibles dans leur action sur les prix, et sont vouées par là même à d'irréremédiables désastres : à quoi bon ajouter à ces châtimens terribles les peines bénignes édictées par l'article 449 ?

Cette objection nous semble en vérité bien étrange. Ainsi parce qu'un agioteur s'expose à voir sombrer quelque jour sa considération et sa fortune dans une spéculation qui ruine des milliers d'honnêtes gens, il sera inutile de s'opposer à ses manœuvres, de les arrêter en chemin ! Mais sa ruine et son déshonneur (si jamais ils surviennent) rendront-ils à ses victimes la fortune qu'il leur a soustraite ? On ne vole jamais sans s'exposer à de mauvais coups, plus rudes souvent que les peines infligées par la loi. Est-ce une raison pour que la loi ne punisse pas les voleurs !

III. — Les adversaires de l'article 449 lui reprochent de présenter dans son application des difficultés insurmontables. Où commence et où finit, disent-ils, le délit de coalition ? N'est-il pas impossible aux tribunaux de préciser la limite qui sépare une spéculation permise d'une spéculation illicite, d'apprécier si le prix d'une marchandise diffère ou non de celui qu'aurait déterminé la libre concurrence ? Enfin l'on ne peut qualifier de coalition l'entente de trois ou quatre négociants. A partir de quel nombre deviendra-t-elle interdite ? Ne sera-t-il pas arbitraire de défendre à onze personnes ce qui sera permis à dix ?

A cela nous répondrons que dans une coalition, l'article 449 ne recherche pas le nombre de coalisés. Il prescrit l'examen de deux questions de fait :

1° La coalition réunit-elle les principaux des producteurs ou détenteurs, réunit-elle leur majorité;

2° Cette coalition a-t-elle provoqué une hausse artificielle, de nature à léser l'intérêt public.

Si ces deux conditions sont réunies, il y a délit. Si l'une d'elle fait défaut, le délit est absent. Nous ne nions pas que l'examen de ces questions de fait ne soit souvent une tâche délicate. Mais à notre époque surtout, grâce aux progrès de la statistique, à la constatation officielle des cours, à la multiplicité des moyens d'information dont un tribunal peut s'entourer, la difficulté d'une pareille tâche sera bien atténuée. En tous cas elle ne sera jamais impossible (1) : Enfin, quand il y aura doute, il bénéficiera comme toujours aux prévenus.

IV. *L'article 419 n'est plus conforme aux conditions du commerce moderne.* — Il est dangereux dit-on, de faire intervenir l'État pour remédier aux abus de la liberté commerciale, car cette liberté courra elle-même le risque d'être supprimée. « La justice est inefficace à assurer la marche régulière du mécanisme industriel. Les phénomènes économiques sont régis par des lois dont le législateur ne doit pas entraver l'action. Les intéressés sont les meilleurs juges dans leurs intérêts. Il n'est pas bon de maintenir un peuple en tutelle perpétuelle (2) ».

A cela nous ne ferons observer qu'une chose : c'est que s'il est un péril pour la liberté du commerce, ce péril vient non pas de l'article 419, mais des coalitions qui faussent le libre jeu de la concurrence. La liberté du commerce n'est pas celle de l'agiotage, et les dangers présentés par les coali-

(1) M. Walras, professeur d'économie politique à la Faculté de Lausanne a proposé d'établir des sortes d'observatoires où l'on suivrait scientifiquement les cours pour en enregistrer les variations.

(2) Cf. en ce sens, Liégeois, *Le Droit* du 15 mai 1889. — Raffalovich, *Coalitions de producteurs*, p. 236.

tions de cette sorte contre la fortune et la sécurité publiques rendent légitime et indispensable la répression de la loi.

V. *L'article 419 est en opposition avec le principe actuel de la liberté des associations.* — Il est un grand principe de notre droit qui est et restera l'une des plus belles conquêtes de notre époque, celui de la liberté des associations. L'article 419 n'est-il pas en contradiction avec lui ? Pourquoi prohiber en dehors de toute manœuvre dolosive, la réunion et l'entente d'un certain nombre de spéculateurs dans un but commercial ?

Pour répondre à cette objection, il nous suffira de rappeler qu'aucune liberté n'est illimitée, car celle de chacun finit où celle d'autrui commence. La liberté d'association a comme toute autre liberté des limites dont elle ne peut sortir. Au point de vue industriel et commercial comme au point de vue politique, elle ne saurait exister qu'à la condition de ne pas être oppressive, de ne pas léser la liberté individuelle, la première de toutes les libertés.

Or sera nécessairement oppressive toute association placée par l'entente volontaire de ses membres en dehors des conditions économiques de libre concurrence. L'intérêt et en même temps le droit de chacun est d'acheter aux conditions naturelles et normales du marché : le meilleur moyen de les garantir est la liberté de la concurrence commerciale. Mais si cela ne suffisait pas, on ne sortirait nullement des principes économiques en limitant la liberté de ces associations coalisées (1).

(1) Cf. Baudrillart, 5 fév. 1889, *Questions de la Soc. d'écon. politique*.

APPENDICE

De la sanction civile du délit de coalition.—Les coalitions entre producteurs ou détenteurs d'une marchandise n'ont pas seulement chez nous une sanction pénale, elles ont également une sanction civile dans la nullité des engagements contractés, dans celle des conventions ayant pour effet de porter atteinte à la concurrence naturelle et libre du commerce : et ce par application des articles 1131, 1133 du Code civil qui prononcent la nullité de tout contrat basé sur une cause illicite, ou contraire à l'ordre public.

Cette nullité pourra être prononcée, même dans le cas où feraient défaut les éléments du délit pénal ; et comme elle est d'ordre public, les tribunaux devront au besoin la prononcer d'office (1).

La jurisprudence a eu fréquemment à se prononcer sur des faits de cette nature : elle n'a jamais varié dans ses décisions (2). Citons seulement les plus récentes :

Un arrêt de la Cour de cassation, du 11 février 1879, a déclaré nul, comme contraire à l'ordre public, un traité intervenu entre les fabricants d'un même produit (l'iode), pour constituer un syndicat chargé de fixer la quantité et le prix des soudes nécessaires à la fabrication, et de déterminer les prix et conditions de vente de l'iode livrée au commerce ; nuls également les traités passés par ce syndicat avec des fabricants de soude, et par lesquels ceux-ci

(1) Léchopié, *Revue des Soc.*, 1883, p. 334.

(2) Douai, 13 mai 1851. S. 1851.2.723. — Nancy, 15 déc. 74. S. 1875.2.288. — Cass., 13 janvier 79. S. 1879.1.198.

s'engageaient à ne vendre leurs produits qu'aux membres du syndicat. Le même arrêt déclarait d'ordre public la nullité encourue et décidait en conséquence qu'elle était recevable en tout état de cause, et même pour la première fois en appel (1).

Un jugement du Tribunal de la Seine, en date du 29 juin 1884, annula également pour le même motif la convention par laquelle les principaux chefs d'une industrie parisienne (teinturiers en pièces) s'étaient engagés à refuser leur concours industriel, ou à ne le donner qu'à des conditions fixées d'avance, et obligatoires pour tous ; car cette convention tendait, en d'autres termes, à ne pas vendre, ou à ne vendre qu'à un certain prix inférieur à celui qu'aurait déterminé la libre concurrence (2).

Citons enfin dans le même ordre d'idées deux décisions récentes de la jurisprudence.

La première est un arrêt confirmatif rendu par la Cour de Paris le 18 décembre 1890, dans le procès fait par plusieurs mines de cuivre à la Société des métaux et au Comptoir d'escompte, pour rupture de leurs engagements.

Sont illicites, dit en substance cet arrêt, et doivent être annulées comme contraires à l'ordre public les conventions ayant pour objet une coalition en vue de centraliser entre les mains d'une Société la production de la plus grande partie du cuivre dans le monde entier, et de paralyser ainsi toute libre concurrence. Et la nullité devra en être prononcée, même s'il a été jugé par les tribunaux correctionnels que cette coalition ne constituait pas le délit prévu par l'article 449. Il n'y a pas contradiction entre ces deux décisions. Est entaché de la même nullité le cautionne-

(1) Cass., 11 fév. 79. S. 79.1.198.

(2) Tr. Seine, 29 juin 1888 (*La Loi*, 14 juillet 1888).

ment donné par une maison de banque pour garantir l'exécution de ces contrats (1).

Cette année même une seconde décision vient d'être rendue dans le même sens par le tribunal de la Seine (25 mai 1892), dans un second procès analogue au premier (*Tharsis sulphur and Copper company C. Société des Métaux*) (2). Cette Société ayant été condamnée par la haute Cour de justice d'Angleterre, division du banc de la Reine, en paiement de 1500 mille francs pour inexécution de contrat, les liquidateurs de la Société se sont opposés à la demande d'*exequatur* en arguant que le contrat avait eu pour but l'accaparement des cuivres et porté atteinte à la liberté commerciale ; qu'il était en conséquence entaché de nullité comme renfermant des conventions contraires à l'ordre public en France.

Le tribunal a donné gain de cause entier aux liquidateurs : il a déclaré que la clause d'un contrat attribuant juridiction à des tribunaux anglais ne pouvait couvrir la nullité dont sont frappées en France toutes conventions faites

(1) *Revue des Sociétés*, 1891, p. 90.

La Société des métaux, encouragée par le succès de son procès avec les mines de cuivre, a voulu depuis invoquer les mêmes arguments contre son ancien allié le Comptoir d'escompte, et refusa de lui rembourser ses avances comme faites en vue d'une spéculation illicite. Mais le Comptoir d'escompte ayant pu démontrer qu'il avait été engagé par son directeur, à l'insu du conseil d'administration, la Société des métaux a été déboutée par arrêt de la Cour de Paris en date du 2 décembre 1891, qui a déclaré cette dernière débitrice du Comptoir d'escompte pour une somme de 75 millions. Tel est le mot de la fin de l'ancien syndicat Secrétan (*Revue des Sociétés*, 1892, p. 13).

(2) A la différence des autres mines de cuivre, celles de Tharsis n'avaient pas été intéressées par leur contrat (28 avril 1888) aux bénéfices de la spéculation. Mais ce contrat, assurait à Secrétan la totalité de la production pour trois ans, à des cours majorés de 10 L. sur ceux du jour, déjà excessifs, ce qui indiquait clairement le but du contrat et la connivence de la compagnie du Tharsis. Aussi avait-elle pris la précaution de stipuler le choix d'une juridiction anglaise en cas de contestation. Cf. *Revue des Sociétés* (septembre 1892).

en vue d'une coalition ou d'un accaparement : nullité d'ordre public, conformément à l'article 6 du Code civil comme portant atteinte à la liberté de l'industrie et du commerce ; et qu'en conséquence l'*exequatur* ne pouvait être accordé à une décision rendue en Angleterre contrairement à ces principes.

SECTION II. — Législation comparée

CHAPITRE PREMIER

EUROPE.

Comme on peut s'en rendre compte par le rapide résumé qui suit, les dispositions pénales des législations étrangères contre les coalitions industrielles ont été à une exception près, celle de l'Italie, abrogées dans toute l'Europe : on en peut donner pour raison que jusqu'à ces dernières années elles étaient fort rares ; quant à l'accaparement individuel, les conditions économiques actuelles l'ont rendu à peu près impossible.

BELGIQUE. — Nos articles 419 et 420 y ont été remplacés en 1866 par l'article 311 du nouveau Code pénal belge ainsi conçu :

« Toutes personnes qui par des moyens frauduleux quelconques auront opéré la hausse ou la baisse du prix des denrées ou marchandises, ou des papiers et effets publics, seront punies d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende de trois cents francs à dix mille francs. »

Les termes généraux de cet article : *par des moyens frauduleux quelconques*, continuent à comprendre tous les moyens illicites d'opérer la hausse ou la baisse des prix

des marchandises, faits faux et calomnieux, suroffres, etc. qui se trouvent énumérés dans l'article 449 de notre Code. Mais l'article 344 ne comprend plus les réunions ou coalitions entre les principaux détenteurs d'une même marchandise ou denrée. Cela résulte clairement des travaux préliminaires de la loi belge du 31 mai 1861, et notamment du langage tenu par le rapporteur relativement à cette question.

« L'abrogation partielle de l'article 449, dit-il, aura cet avantage de ne pas permettre que le commerce soit inquiété. Elle contiendra en outre cet utile enseignement que la loi divorce avec des préjugés qui ont trop souvent conduit à des actes coupables : la libre concurrence détruit plus facilement les hausses factices que toutes les dispositions de lois (1).

« Qu'on punisse la détention par un seul, c'est-à-dire l'accaparement simple, ou qu'on se borne à prohiber la coalition ayant pour but de limiter la vente pour un prix élevé, l'on chercherait en vain à justifier la peine. La rattacher au fait de la conservation des marchandises serait suivre les plus aveugles préjugés : la faire dépendre du concert des détenteurs serait s'attaquer à la faculté d'association ».

Puis le rapporteur affirme que la libre concurrence détruit plus facilement les hausses factices que toutes les dispositions des lois, et que les anciennes pénalités de l'article 449 ne redeviendraient utiles que le jour où cette concurrence cesserait d'exister : enfin à supposer même que tous les membres d'une même sorte d'industrie ou de commerce s'entendraient pour élever les prix, on verrait

(1) Cf. Discussions relatives à ces dispositions : *Pasinomie*, 1866, p. 186, 210. Nypels, *Législation criminelle de la Belgique*, II, p. 551-564, 587-648, 710-712, 724-727. *Le Code pénal interprété*, art. 411. — *Pandectes belges*, V° *Accaparement*. — Tielemans, *Répertoire de droit administratif*, *ibid.*

bientôt surgir de nouveaux concurrents attirés par l'appât des mêmes bénéfices.

Nous ne nous arrêterons pas à examiner à nouveau ces diverses assertions. Déjà en 1866, plusieurs juristes belges s'étaient chargés de les réfuter (1). Les faits contemporains se sont chargés après eux du même soin. L'histoire des *pools* et des *trusts* américains nous a démontré que les concentrations de capitaux, au point où elles arrivent aujourd'hui ont raison de toutes les concurrences. Un danger menaçait les accapareurs : la rapidité et le bon marché toujours croissants des moyens de transport. On y a pourvu par des syndicats, par des *corners* internationaux.

Le moment paraît donc venu pour les législateurs belges de rapporter la loi de 1866 et de revenir à notre article 419. Car plus nous irons, plus la concurrence sera combattue et dominée par les syndicats de capitaux. Déjà au reste on a fait en Belgique un premier pas dans cette voie, en donnant une sanction pénale aux coalitions financières, qui agiotent sur les titres des sociétés (loi du 18 mai 1873, art. 134.)

PAYS-BAS. — *Droit ancien*. — Deux édits de Charles-Quint (1531 et 1540) rapportés par Damhouder (2) avaient défendu tous monopoles et coalitions entre marchands ou artisans, abrogé par avance toutes autorisations contraires et chargé les procureurs généraux et gouverneurs de provinces d'en poursuivre la répression. Les peines à prononcer étaient la confiscation de tous gains acquis d'une manière illicite, la vente à l'encan des marchandises accaparées et toute autre peine au gré du juge.

(1) Cf. Hans, *Coalitions industrielles et commerciales*, Bruxelles, 1866.

(2) J. Damhouderius, *Praxis rerum criminalium*, Anvers, 1575. V° *Monopolium*, p. 414, 417. — Cf. aussi Voët, *Pandectes*, L. XLVIII, t. 12 (La Haye, 1698).

Le même auteur donne la définition suivante de ce délit : *Est monopolium quando penes unum aliquem aut paucos solos tota alicujus rei vendendæ potestas est.*

Et il en cite comme espèces :

1° L'achat en gros de toutes denrées nécessaires à la vie pour les revendre plus cher ou étrangler le marché.

2° Les conventions illicites et clandestines entre marchands, tendant à ne pas vendre au-dessous d'un prix déterminé d'avance, et supérieur au prix normal de la concurrence (*pretium nimis enorme, nec cum vicinis civitatibus consentiens*).

Droit moderne. — Le Code pénal actuel des Pays-Bas est muet relativement au sujet qui nous occupe (1) (2 mars 1881). Notre Code pénal y a été en vigueur de 1810 à 1814.

ALLEMAGNE. — Les règlements de police de l'ancien Empire germanique prévoyaient et punissaient comme en France toutes manœuvres tendant à renchérir les prix. L'ancien Code général prussien édictait des prohibitions contre les coalitions et accaparements de denrées. Il s'exprimait en ces termes :

« Celui qui fera renchérir des subsistances par des achats ou des accaparements sera sévèrement puni... Sous peine d'encourir une peine égale, les courtiers devront s'abstenir de contribuer au renchérissement des prix » (Roscher, *Les chertés des grains*, p. 81) (2).

Cette disposition fut supprimée le 20 novembre 1810. Depuis 1871, le Code pénal prussien est devenu celui de l'Allemagne tout entière, il est muet au sujet des coalitions et accaparements. Il a subi en 1876 une révision partielle qui n'a rien ajouté sur ce chapitre (3). Actuellement le

(1) Traduction Wintgens (*Collection du Ministère de la Justice*).

(2) Traduit par M. Block, Paris, 1854.

(3) Voir dans l'*Annuaire de législation étrangère*, t. III et t. VI, les deux textes primitif et révisé.

gouvernement semble beaucoup plus disposé à seconder qu'à réprimer ententes et coalitions de producteurs ; il partage à leur égard la bienveillance des socialistes d'État.

AUTRICHE-HONGRIE. — Le nouveau Code pénal Hongrois (17 mai 1878) (1) ne contient aucune disposition relative aux coalitions. La législation autrichienne est également muette sur ce point. L'Autriche est le premier pays d'Europe qui ait réorganisé les anciennes corporations obligatoires : l'État qui a la haute main sur elles encourage les ententes de producteurs ; mais son action régulatrice n'a pas su jusqu'ici empêcher les coalitions : témoin le *corner* tout récent de Buda-Pest sur les maïs.

SUISSE. — Aucune mesure prohibitive n'y existe contre les coalitions industrielles (2) : une partie des producteurs de ce pays pétitionne en ce moment pour obtenir à l'instar de l'Autriche, sous le nom de syndicats obligatoires, le rétablissement des anciennes corporations, et le retour des coalitions qu'elles facilitent. Ces pétitions ont échoué jusqu'ici auprès du Conseil fédéral.

ITALIE. — *Droit ancien.* Deciano, jurisconsulte italien du XVI^e siècle range parmi les monopoles qui doivent être réprimés par la loi, conformément au droit Romain :

1^o Les pactes ou conventions par lesquels des marchands conviennent entre eux de ne vendre leurs denrées qu'au-dessus d'un certain prix ;

2^o Les pactes ou conventions par lesquels des marchands d'une ville écartent la concurrence des marchands étrangers, afin de fixer les prix à leur gré ;

3^o Les pactes ou conventions par lesquels des marchands

(1) Traduction Dareste et Martinet (*Collection du Ministère de la justice*).

(2) Communication de M. Walras, professeur à l'Université de Lausanne.

conviennent de ne pas acheter une marchandise au-dessous d'un certain prix.

En revanche, il affirme qu'il n'y aurait pas de coalition punissable dans le fait de s'engager à ne vendre que les marchandises provenant de tel ou tel autre marchand (1).

Les peines à prononcer d'après lui sont la confiscation et l'exil perpétuel pour les coupables, la confiscation pour les notaires qui auraient reçu de telles conventions. (Arg. de la l. 1, C. *de monopolis*).

Savelli (2), jurisconsulte italien du siècle dernier, déclare tous monopoleurs passibles d'une peine arbitraire au gré des juges, et il cite parmi les monopoles punissables :

1° Toute manœuvre d'accaparement, isolée ou collective pour faire renchérir le prix des denrées ;

2° Tout accord entre commerçants pour ne pas vendre au-dessous d'un certain prix, s'il est manifestement exagéré.

Accessoirement il examine la question de savoir si un marchand peut, sans avoir pris part à une entente de ce genre, profiter légitimement de la hausse artificielle qui en est résultée, pour vendre ses denrées au même prix que les monopoleurs : et il conclut pour l'affirmative, contrairement à l'avis de plusieurs autres jurisconsultes, en rappelant l'adage : *pretium commune dicitur justum*.

Enfin il déclare que pour ruiner une coalition de ce genre, on peut employer légitimement une coalition inverse (3).

Droit moderne. — Sous la rubrique : *Fraudes commerciales et industrielles*, le nouveau Code pénal italien de

(1) Decianus, *Traité de dr. criminel*. (Turin, 1593). V° *Monopolium*.

(2) Savelli, *Pratica universale criminale*. Parme, 1733, p. 210. Et, *Summa tractatum*, II, p. 269, V° *Monopolium*.

(3) En ce sens, Pignatelli *Consultatio* 44, n°s 109 et 113.

1890 réprime toute spéculation qui éloigne l'offre ou la raréfie, pour accaparer toute la demande et rester seule maîtresse du marché (1).

Sous une autre rubrique : *Délits contre la santé et l'alimentation publique*, le même Code punit toute manœuvre ayant pour effet d'augmenter artificiellement au préjudice du public le prix des denrées de première nécessité (2).

ANGLETERRE. — *Droit ancien*. — D'anciens statuts, remontant aux règnes d'Edouard VI et de Jacques I^{er} punissaient les coalitions et l'accaparement (*regratting and forestalling*).

« C'est une offense contre le commerce public, dit Blackstone (3) regardée comme telle par la « *common law* » et punie par les statuts V et VI d'Edouard VI que d'aller au devant des marchands qui apportent leurs denrées sur les marchés, de les en dissuader, ou de les engager à en hausser le prix : au moyen de quoi il arrive que ces denrées sont plus rares ou plus chères dans ces mêmes marchés ».

La peine édictée était la confiscation des denrées et deux mois d'emprisonnement.

En cas de récidive, une amende double de la denrée confisquée et six mois d'emprisonnement.

(1) ART. 293. — Quiconque en répandant de fausses nouvelles, ou par tous autres moyens frauduleux produit sur un marché public ou dans des bourses de commerce une augmentation ou diminution dans le prix des salaires, denrées, marchandises, ou titres négociables sur un marché public ou admis aux négociations de bourse sera puni de 3 à 30 mois de réclusion, et d'une amende de 500 à 3000 livres.

(2) ART. 326. — Quiconque par fausses nouvelles, ou autre moyen frauduleux produit la disette ou le renchérissement de substances alimentaires est puni de 1 an à 5 ans de réclusion, et d'une amende de 500 à 5000 livres.

(C. pénal italien du 30 juin 1889, traduction Lacointa. Cf. aussi Lacointa. *Exposés ministériels relatif au nouveau Code pénal italien*, II, p. 192 et suiv. — Benoist, *Les principes économiques et le Code pénal italien*. (J. des économistes, nov. 1888).

(3) Blackstone, *Commentaires sur les lois anglaises*, 1776 (VI, ch. 12, § 6-9.)

En cas de seconde récidive la confiscation de tous les biens, le pilori, et l'emprisonnement au gré du roi.

Les statuts II et III du même roi punissaient les monopoleurs de la prison ; et en cas de récidive, de l'ablation d'une oreille.

Par une erreur analogue à celle des ordonnances françaises, étaient assimilées à l'accaparement toutes spéculations à terme ou reventes d'un marché à un autre.

D'après Blackstone, un autre statut de Jacques I^{er} (XXI, ch. 23) punissait également les monopoles artificiels, et révoquait tous privilèges de ce genre concédés par l'autorité royale.

La peine prononcée était une amende égale au triple de la valeur des denrées accaparées ; des primes étaient promises aux dénonciateurs.

Charles II (statut XV, ch. 7) atténua un peu la rigueur des prohibitions précédentes. Il permit notamment les approvisionnements de grains quand les cours étaient bas, et à condition de ne les revendre qu'au bout de trois mois (1).

Ces divers statuts furent, paraît-il, abrogés sous Georges III (1772), et leur abrogation fut confirmée en 1844. Toutefois, même depuis cette époque, si l'accaparement isolé ou collectif a cessé d'être un délit punissable pénalement parlant, il n'en reste pas moins sujet aux atteintes de la « *Common law* », dès qu'il est la source d'une hausse exagérée dans les prix, ou d'une complète abolition de la concurrence. La jurisprudence anglaise paraît fixée aujourd'hui dans ce sens. Nous verrons plus loin qu'il en est de même aux États-Unis (2).

(1) Roscher, *l. c.*, p. 81.

(2) Edwardes, *Rapport sur l'organisation des trusts* (*Revue d'écon. pol.*, 1891, p. 966).

Tout dernièrement encore M. Erle, lord chief justice, déclarait encore au Parlement anglais que toute restriction illégale au commerce, tendant à empêcher la libre concurrence, constituait le délit de conspiration contre le public « *conspiracy* » ; et la Cour du Banc de la Reine, ayant eu à rendre un arrêt sur une tentative d'accaparement commercial par un syndicat d'armateurs déclara ce qui suit : « S'il est démontré que le but véritable de telles ententes est non la protection loyale de leurs membres, mais la destruction systématique de toute concurrence, il y a là une offense tombant sous le coup de la loi (1) ».

Ainsi d'après la loi anglaise, toutes associations, ententes, accords, tendant à constituer des monopoles, sont considérés comme des restrictions apportées à la liberté du commerce, comme des infractions à la loi. Et quiconque est lésé par leurs manœuvres peut s'adresser aux cours de justice pour en obtenir réparation. Mais comment cette injuste lésion peut-elle être établie ? C'est ce qu'aucune loi ne pourrait prévoir ni déterminer à l'avance, et l'on ne saurait donner là-dessus, comme le font les arrêts, que des solutions d'espèces (2).

(1) *Times*, 19 nov. 1883.

(2) Les tribunaux anglais ont jugé dernièrement qu'il n'y avait pas délit pour un syndicat d'armateurs, dans le fait d'accorder un rabais de 50/0 sur le fret aux négociants qui consentiraient à se servir des navires du syndicat à l'exclusion de tous autres. (*Bradstreet's*, 3 août 1889). A l'occasion du récent *corner* sur les warrants de fonte d'Ecosse, le Parlement vient d'être saisi d'un projet de bill de coercition contre les coalitions de ce genre (*l'Economiste*, 1892, 1, 266). Ce projet n'a pas encore été discuté.

CHAPITRE II

AMÉRIQUE.

En Amérique, ce pays de liberté absolue, les coalitions de producteurs, *pools*, *combinations*, *trusts*, *agreements*, *conspiracys*, *confederations*, etc., de quelque nom qu'on les appelle, sont devenues en ces dernières années, si nombreuses, si multipliées, si onéreuses pour les consommateurs, qu'elles ont soulevé contre elles une réprobation unanime, et provoqué les mesures de répression les plus énergiques.

La plupart des *corners*, et même un certain nombre de *trusts* y ont abouti à des banqueroutes ; aussi certains économistes assurent-ils que les coalitions même les mieux organisées ne sauraient longtemps réussir, qu'elles portent en elles-mêmes le germe de leur mort, et que le mieux est de pratiquer à leur égard la vieille maxime du « Laissezfaire, laissez passer. » Les *trusts*, disent-ils, vivront tant qu'ils pourront, ils élèveront d'abord des fortunes, mais ils amoncelleront ensuite des ruines qui les écraseront. Et quand les spéculateurs, quand les manieurs d'affaires en auront reconnu l'inefficacité, ils reviendront à la pratique de l'industrie et du commerce telle qu'elle était il y a dix ans (1) ».

Le public Américain a été d'un autre avis : il a déféré purement et simplement les *trusts* et leurs auteurs aux tribunaux répressifs. Et nous l'approuvons pleinement, car si la ruine peut être un jour le châtiment de ces sortes de

(1) *Economiste*, 23 mars 1889.

spéculateurs, il ne faut pas oublier qu'ils ont commencé par ruiner les consommateurs, et s'enrichir à leurs dépens ; et ces derniers ont bien le droit de demander aide et protection à la loi, sans attendre que l'avenir les venge du présent. Sans compter que la ruine de leurs oppresseurs, fût-elle même certaine, serait pour eux une maigre revanche, car elle ne saurait les récupérer de leurs pertes.

§ I. — Lois prohibitives des « Pools ».

Aux États-Unis comme en Angleterre, les chemins de fer avaient traversé une première période de concurrence effrénée, et les compagnies rivales multiplié les exploitations inutiles ou ruineuses, les guerres de tarifs sans merci. Puis, à ces luttes désastreuses pour tous, succéda une période d'entente et de fusion. Les survivants avaient conclu la paix aux dépens du public, englobé dans des syndicats gigantesques (*pools*) voies ferrées et routes navigables, monopolisé les transports de façon à écraser toute concurrence ultérieure. A la tête de ces coalitions se trouvaient les Fink, les Vanderbilt, le Jay Gould, forbans milliardaires dont les noms sont associés aux États-Unis à toutes les tentatives de monopole et d'accaparement.

Aussi les *Pools* de chemins de fer imposèrent au commerce des tarifs léonins, qui variaient arbitrairement suivant les localités ou les clients, et avantageaient les puissants au détriment des faibles. C'est ainsi que la plupart des grands *trusts* américains furent scandaleusement favorisés par ces tarifs différentiels (*discriminations*). Les agissements des Compagnies accumulèrent tant d'exactions et causèrent tant de ruines qu'ils finirent par soulever contre eux l'opinion publique, difficile pourtant à émouvoir aux États-Unis.

L'Interstate Commerce Act du 4 février 1887.

Depuis longtemps déjà plusieurs États de l'Union avaient cherché à organiser un contrôle pour protéger le public contre les exactions des compagnies. En 1871, 1872, 1873 et 1882, des mesures avaient été votées en ce sens par les États d'Illinois, Pennsylvanie et Massachussets (1).

Mais les transports les plus importants, ceux d'un État à un autre, ou d'un État à un pays étranger, leur échappaient car ils ne peuvent être régis que par une loi fédérale. En 1885, le Congrès fut saisi à la fois de plusieurs projets.

Une enquête poursuivie par une commission spéciale, *Hepburn Committee*, révéla le mal dans toute son étendue : le chiffre des affaires faites par les compagnies au moyen de tarifs différentiels atteignait jusqu'à 50 0/0 pour le *New-York central*, 90 0/0 pour le *Syracuse* (2).

A la suite de cette enquête, la commission du commerce présenta au Congrès un projet de bill portant prohibition des traités de faveur entre les compagnies et les particuliers, et des tarifs *différentiels* (c'est-à-dire différents pour des transports semblables), enfin des *Pools* entre compagnies pour fixer les tarifs et partager les produits : toute

(1) *Annuaire de Législ. étrangère*, II, 134 ; III, 505, 541 ; XII, 1007.

Certains *Pools* furent même annulés en vertu de la « Common Law » par les cours de justice de certains États. Pour mettre fin à leur concurrence, les propriétaires de 2 bateaux à vapeur desservant la rivière Kentucky avaient conclu un traité pour associer leurs entreprises. Chaque bateau devait continuer son trafic comme auparavant sans s'occuper de l'autre, mais les bénéfices nets des deux devaient être partagés par leurs propriétaires dans une proportion spécifiée.

La Cour de Kentucky décida que ce pacte ne constituait pas une association de commerce, mais une combinaison destinée à empêcher la concurrence, et, comme telle, contraire aux lois de police publique et illégale (Rapport Edwardes, *l. c.* p. 963).

(2) Hadley, *l. c.*, p. 159. — Gomel, *Les droits de l'Etat sur les tarifs de chemins de fer en Angleterre et en Amérique*, Paris, Guillaumin, 1891.

infraction des compagnies était passible d'une amende de 1000 dollars au maximum, et de réparations civiles au profit des personnes lésées. Une commission de contrôle de trois membres nommés par l'État était instituée, à l'instar de celles créées depuis plusieurs années déjà dans certains États de l'Union (Illinois, Pennsylvanie, Massachusetts). Son rôle devait être de recevoir et d'instruire les plaintes des particuliers, de faire des injonctions aux compagnies, et de les déférer en cas de résistance de leur part à l'Attorney du district compétent.

Un second projet, celui de M. Reagan, différail du premier en ce qu'il élevait le chiffre des amendes et dommages-intérêts, mais surtout en ce qu'il écartait la commission de contrôle comme un rouage superflu, sinon dangereux, et mettait directement en mouvement l'action civile et l'action publique. Entre ces deux projets, la Chambre des Représentants et le Sénat ne purent se mettre d'accord. Les partisans du bill Reagan rappelaient qu'il y avait eu plus d'une fois subornation des commissions de contrôle par les Compagnies. Ses adversaires objectaient que les particuliers porteraient volontiers leurs griefs devant la Commission de contrôle, mais qu'ils préféreraient presque toujours se taire que de tenter l'aléa d'un procès contre une Compagnie puissante (1).

Enfin au bout de deux années un comité de conférence, présidé par M. Cullom, présenta un troisième projet différent des deux premiers et qui donna naissance à la loi du 4 février 1887 (*Interstate Commerce Act*) (2).

Cette loi interdit aux Compagnies de chemin de fer d'appliquer des tarifs, soit exagérés et déraisonnables, soit diffé-

(1) Cf. Nicolas, *Annuaire de Législ. Etrangère*, XV, p. 593.

(2) Voir le texte de cette loi à l'appendice I, et *Annuaire de Législ. Etrangère*, XVII, p. 847.

rentiels, faisant acception de personnes, de localités, de provenances, par des distinctions injustes (*injust discrimination*) (art. 1 à 3) ; de passer avec des personnes, compagnies, associations ou localités des contrats mettant directement ou indirectement d'autres personnes, compagnies, associations ou localités dans des conditions de désavantage et d'infériorité (art. 3) ; de percevoir pour des transports effectués dans des conditions et circonstances « effectivement semblables » des prix plus élevés ou même aussi élevés pour des courtes distances que pour des distances plus longues, prises sur la même ligne, dans la même direction, du même point de départ (art. 4) ; de conclure entre elles des contrats, arrangements ou coalitions quelconques ayant pour objet la mise en commun (*pooling*) des recettes de lignes différentes et rivales, et de partager entre elles les produits bruts ou nets de l'exploitation de ces lignes (art. 5) ; déclarant qu'en cas de traité semblable, chaque jour d'application de la convention serait tenu pour une infraction distincte.

La loi de 1887 impose en outre aux compagnies certaines obligations positives : celle de publier et d'afficher leurs tarifs, de communiquer à la commission de contrôle instituée par l'article 11 ces mêmes tarifs, et tous projets de modifications ultérieures, tous traités et accords passés avec d'autres compagnies. Le tout à peine de retrait de leur exploitation par les cours de justice (art. 6).

Toutes infractions à la loi peuvent être poursuivies par voie d'action publique donnant lieu à une amende de 5000 D au plus par infraction distincte ; et par l'action civile des tiers lésés, donnant ouverture à dommages-intérêts pour la totalité du préjudice subi. Les plaignants ont le droit de saisir ou la commission de contrôle, ou direc-

tement la Cour de Circuit compétente, sans pouvoir toutefois cumuler ces deux recours (art. 9 et 10).

Enfin la loi rétablit la commission de contrôle (*Interstate Commerce Commission*) repoussée par le projet Reagan, et porte de trois à cinq le chiffre de ses membres. Ils sont nommés par le Président avec l'agrément du Sénat, renouvelables tous les 6 ans ; avec une sage prévoyance la loi stipule qu'ils ne pourront appartenir tous au même parti politique ni se rattacher à aucune compagnie de chemins de fer par leurs fonctions ou leurs intérêts. Les pouvoirs les plus étendus leur sont accordés pour accomplir leur mission. Ils peuvent citer tous témoins, exiger la production de tous registres, papiers, contrats et documents nécessaires à leurs investigations, et les faire requérir par l'autorité judiciaire au besoin (art. 11 et 12).

La Commission a un rôle préliminaire de conciliation entre les plaignants et les compagnies. Si l'affaire ne peut s'arranger à l'amiable la commission procède à une enquête, rend une décision arbitrale. Si la compagnie défenderesse refuse d'y souscrire, la Commission saisit la Cour de circuit compétente. Là s'arrêtent son rôle et sa mission (art. 13 et 16) (1).

A peine voté, l'*Interstate Commerce Act* donna lieu à d'assez graves difficultés d'interprétation.

L'article 4 déclarait illégal tout tarif différentiel, visant un même genre de marchandises, *dans des circonstances et des conditions effectivement semblables*. Que fallait-il entendre par ces conditions effectivement semblables ? Et dans quels cas les compagnies devraient-elles cesser d'appliquer à de longs parcours, ainsi qu'elles faisaient jusqu'alors, des tarifs moins élevés qu'à certains parcours de moindre importance ? La Commission de contrôle, consultée

(1) Voir le texte de cette loi à notre appendice I.

déclara que c'était aux compagnies à apprécier sous leur responsabilité s'il y avait ou non similitude de conditions et de circonstances. La Cour de circuit de Portland fut plus explicite : elle déclara que les transports à longue distance pour lesquels il y avait concurrence, et les transports à distance moindre pour lesquels la concurrence était nulle, ne pouvaient être réputés soumis à des circonstances et conditions effectivement semblables.

Cette décision si elle faisait jurisprudence enlèverait à l'article 4 toute espèce de portée : car jamais la concurrence n'est la même entre un même point de départ et deux points d'arrivée différents. Les compagnies s'en prévalent et disent que pour les transports à grande distance elles ont à lutter avec la concurrence des compagnies de navigation : et elles en profitent pour frapper les trajets plus courts de tarifs léonins.

De nombreuses réclamations ont été portées contre ces agissements. Mais à notre connaissance on ne leur a pas encore fait droit (1).

Critiques. — On a fait au système de l'*Interstate act* un reproche qui nous paraît justifié, celui de ne donner aux décisions de la Commission de contrôle qu'une valeur purement arbitrale. Si elles sont repoussées, force lui est de provoquer devant une Cour de circuit de nouveaux débats, sur le fond même du litige. Tout est remis en question, devant des juges qui ne peuvent avoir ni la même expérience ni les mêmes connaissances techniques. De là des tâtonnements, des lenteurs inévitables, nuisibles à la répression.

Aussi a-t-on déposé tout dernièrement devant le Congrès un amendement tendant à faire rendre exécutoires par les cours de justice les décisions de la Commission, sans nouvel examen du fond : les tribunaux conserveraient

(1) Cf. Nicolas, *Annuaire de législ. étrangère*, t. XVII, p. 847.

seulement le droit de faire ouvrir, à la requête des défenseurs, une contre-enquête devant cette même Commission (1).

Résultats. — Les résultats de l'*Interstate Commerce Act* parurent d'abord satisfaisants. Les compagnies consentirent à modifier leurs tarifs dans le sens des prescriptions de la loi et renoncèrent en apparence tout au moins aux manœuvres prohibées par elle, déférant sur ce point aux injonctions de la Commission sans qu'il fût même besoin de recourir à l'autorité judiciaire (2).

Mais comme il était facile de le prévoir, les compagnies de chemins de fer américaines ont depuis 1887 usé de tous les stratagèmes pour se mettre à l'abri des pénalités de la loi. Et elles y sont presque toujours parvenues.

En novembre 1889, trois des principales compagnies, *Union Pacific and Chicago, North Western, East Vanderbilt*, ont conclu un arrangement pour 10 ans, dans le but de s'assurer le monopole du transit de l'Atlantique au Pacifique, et ont fait monter rapidement leurs tarifs. Tout dernièrement un arrangement du même genre a été formé entre la *Southern Railway Co* et la *Steam Ship Association*. Elles ont multiplié les divisions de trafic plus qu'aucun autre *Pool* ne l'avait encore fait (3).

Aujourd'hui à l'exception du *Trunk Line Pool*, tous les *pools* anciens se sont reconstitués, avec quelques légères modifications de noms, et les artifices dont ils usent pour se mettre à l'abri de la loi se sont perfectionnés au point qu'il est presque impossible de les prendre en faute. Au reste les cours ont une tendance à interpréter toujours la loi en faveur du défendeur, s'il est prouvé que les actes

(1) Cf. J. Chailley, *Economiste*, 20 février 1892 (1892-1-229).

(2) Cf. Nicolas, *Annuaire de législ. comparée*, XVII.

(3) *Quarterly Journal of Economics*. Juin 1892.

prohibés ne constituent pas une violation d'ordre public.

En somme, pour tous les *pools* dont il vient d'être question, les bénéfices ne sont plus répartis ouvertement du moins suivant des proportions fixées d'avance. Tel paraît avoir été jusqu'ici le seul résultat pratique de l'*Interstate Commerce Act* (1).

Extension de l'Interstate Commerce Act aux lignes télégraphiques (loi du 7 août 1888). — Dès 1886 la Chambre des représentants du Congrès avait chargé une commission de rechercher les mesures propres à empêcher l'accaparement toujours croissant des réseaux du Sud, de l'Ouest et du Pacifique par quelques grandes compagnies, et la hausse artificielle de leurs tarifs.

Cette enquête démontra que les compagnies de chemins de fer du Pacifique avaient enfreint une clause de leurs cahiers de charges, leur prescrivant d'établir et d'entretenir elles-mêmes leurs lignes télégraphiques. Elles les avaient rétrocédées à la *Western union Telegraph Co.*

Aussi aux termes d'une loi du 7 août 1888, toutes compagnies de chemins de fer ou de télégraphe ayant reçu de l'État une subvention quelconque furent tenues à l'avenir d'exploiter elles-mêmes, par leurs propres agents, leur réseau télégraphique. Dans cette exploitation, tout tarif de faveur, au profit de personnes ou de localités, leur fut interdit. Enfin la Commission de contrôle de l'*Interstate commerce*, instituée l'année précédente pour assurer l'application de la loi du 4 février 1887, fut également chargée de veiller au maintien de ces prescriptions ; et toute infraction, déclarée passible de peines sévères.

Toutefois la loi de 1888 présente une lacune ; car elle n'est applicable qu'aux compagnies ayant reçu une subvention de l'État.

(1) Communication de M. Hadley à l'auteur, 23 mars 1892.

Le Sénat du Congrès américain a voté un autre projet soumettant au contrôle de la commission de l'*Interstate Commerce* toute ligne télégraphique établie entre deux ou plusieurs États de l'Union.

Toutefois ce projet n'est pas encore adopté par la Chambre des représentants (1).

§ II. — Lois prohibitives des Trusts.

ÉTATS-UNIS. — L'*Interstate commerce bill*, avait été un premier pas dans la voie de la répression des coalitions industrielles. Mais l'impulsion était donnée, elle ne tarda pas à se faire sentir dans les législations particulières, puis dans la législation fédérale de l'Union américaine. On ne s'en prit plus seulement aux *pools*, mais à toute espèce de combinaison ou d'entente, aux *trusts* en général.

Donnons un rapide aperçu du mouvement législatif de ces dernières années.

A. La « Common Law » (2).

Même avant le vote par le Congrès et par différents États de l'Union de lois répressives contre les *trusts*, maintes poursuites judiciaires basées simplement sur la *Common Law* avaient été intentées contre eux.

Dès 1888, l'*American Cotton oil trust* fut déféré à la Cour suprême de la Louisiane, et le *trust* de cinq compagnies houillères à celle de Pennsylvanie (3).

(1) Cf. Nicolas, *Annuaire de légist. étrangère*, XVIII.

(2) Après avoir secoué le joug de la métropole, les Américains en conservèrent le droit, la *Common law*, sous laquelle ils vivaient depuis près d'un siècle. Elle forme encore le corps même de la législation américaine, et a fait jusqu'à nos jours l'objet de nombreux commentaires, dont le plus récent est celui de Stephen.

(3) *Economiste*, 26 janvier 1889 (1889, 1, 113.)

De même en 1889 la *North River Refining Co*, faisant partie du *Sugar Trust*, fut dissoute par la Cour de New-York, et le *Gas Trust* de Chicago déféré à celle de l'Illinois (1).

Néanmoins, jusqu'au vote des lois dont nous avons parlé, la jurisprudence américaine semble être demeurée assez hésitante. Parmi ses décisions, les unes prononcent la nullité des *trusts*, comme contraires à l'ordre public, et dégagent par conséquent leurs membres des liens de l'association (2). Les autres admettent leur légalité, mais leur demandent en même temps compte de leurs actes et déclarent leurs membres solidairement responsables sur leurs biens personnels (3).

Interprétation de la « Common law » par la jurisprudence. — Tout en décidant la *Common law* applicable aux *trusts*, les cours américaines faisaient certaines distinctions qui ont disparu, bien à tort suivant nous, de lois plus récentes. Elles ne condamnaient pas *a priori* toute espèce d'accord concerté entre industriels, reconnaissaient que la concurrence elle-même peut devenir un mal quand elle est excessive, et que chercher à la replacer dans de justes limites n'a rien alors que de légitime. D'après cette distinction, un particulier pouvait fort légalement acheter le commerce de son rival pour se débarrasser d'une concurrence onéreuse: le juge se trouvait-il même en présence de quelques industriels, réunis pour la protection et la défense de leurs intérêts communs, il déclarait leurs conventions licites, quoique restrictives de concurrence, car le public n'en ressentait pas les effets. Avait-il au contraire affaire à des corporations assez riches et assez puissam-

(1) Jenks, *Jahrbücher*, p. 17.

(2) Andrews, *l. c.*, p. 124.

(3) J. Chailley, *Economiste*, 19 avril 1890.

ment organisées pour monopoliser les affaires, dominer le marché, imposer leurs prix, il déclarait ces mêmes conventions illicites, car le public en ressentait le contre-coup. En un mot l'intérêt du public était le seul mobile des décisions rendues (1).

Au reste point n'était besoin que l'intention de supprimer la concurrence fût exprimée d'une façon explicite et catégorique. Car s'il en avait été ainsi, la loi eût fourni un stratagème facile à qui voulait l'é luder. C'était à la Cour à se mettre à la place même des parties pour découvrir le but qui les avait fait agir.

Il n'était pas nécessaire non plus, pour mettre en mouvement l'action judiciaire, qu'une plainte fût portée contre le *Trust* par une de ses victimes. Les *Attorneys* devaient y procéder d'office, au nom du peuple ».

Si de leur côté des cours de justice ayant à statuer sur des clauses accessoires concernant une association découvraient qu'elle tendait à former une coalition, non seulement elles refusaient de juger le litige (2) ; mais elles allaient même souvent jusqu'à dissoudre l'association.

Enfin il n'était pas besoin pour qu'une combinaison de

(1) Cf. Considérants de l'arrêt du juge Barretts dans le procès du *Sugar trust* — (Rapport Edwardes, p. 958). Au contraire dans son arrêt relatif à l'affaire du syndicat des cuivres (10 août 90), la Cour de Paris a fait de cette stipulation un élément nécessaire au délit de coalition.

Voir p. 137 cet arrêt et sa critique.

(2) Cinq compagnies, faisant dans l'État de Pennsylvanie le commerce d'une certaine espèce de charbon, avaient conclu un arrangement pour opérer leurs affaires au moyen d'un comité et d'un agent de vente, et pour fixer le prix de la même manière.

Au bout d'un certain temps, une querelle s'éleva entre deux des compagnies à propos d'un partage des bénéfices ou des amendes imposées pour vente au-dessus du chiffre fixé afin de limiter la production. Une de ces compagnies attaqua l'autre pour obtenir sa part de la somme ainsi répartie. La Cour suprême de Pennsylvanie décida que la combinaison était nulle et illégale, et, pour cette raison, refusa d'admettre la demande du plaignant (Rapport Edwardes, *l. c.*, p. 963).

ce genre fût annulée et dissoute, qu'elle eût provoqué la hausse des cours; il suffisait qu'elle eût constitué un monopole artificiel. Car l'un pouvait mener à l'autre (1).

Certaines décisions rangèrent également les coalitions de ce genre parmi les infractions visées par l'article 168 du Code pénal, et les assimilèrent aux conspirations (*conspiracy*) préjudiciables aux transactions publiques.

Quand il s'agissait (et c'était la majorité des cas) de *trusts* formés soit entre des corporations et de simples particuliers (2), soit par des corporations entre elles, les tribunaux pouvaient s'appuyer sur une loi plus précise que la « *Common law*. » C'était la loi américaine sur les corporations commerciales. Le ministère public engageait l'action, non contre le *trust* lui-même, mais contre les corporations qui en faisaient partie, et requérait leur dissolution. En effet, aux termes de la loi dont nous parlons, toutes les affaires d'une société, soit industrielle, soit commerciale, doivent être gérées par son conseil d'administration. Or ce conseil ne peut, de sa propre autorité, ni modifier l'existence et le fonctionnement de la Société, ni résigner entre des mains tierces ses pouvoirs de direction, même contre l'attribution de nouveaux avantages aux sociétaires, et l'augmentation de leurs parts d'intérêts.

En second lieu, si la loi permet aux corporations de fusionner ensemble, elle ne leur permet pas de s'associer

(1) Ainsi jugé en Louisiane contre un syndicat de planteurs de coton, dont les membres s'étaient engagés à ne pas vendre une balle de coton pendant trois mois sans le consentement de la majorité. Rapport Edwardes, *l. c.*, p. 959.

(2) On désigne aux États-Unis sous le nom de *corporation* toute Société commerciale ayant obtenu des statuts officiels de l'État (Charte d'incorporation). Ces sortes de Sociétés n'ont pas leur équivalent chez nous. D'une façon générale, une corporation encourt le retrait de ses privilèges, chaque fois qu'elle exerce une franchise ou un droit que sa charte ne lui a pas conféré.

entre elles, en gardant une organisation et un capital distincts (1).

C'est ainsi que l'arrêt rendu par la Cour de New-York contre le « *Sugar Trust* » ne trancha pas la question de savoir si oui ou non les membres de ce *trust* s'étaient rendus coupables du délit de coalition, s'ils avaient limité la production, fait renchérir les prix. Il se borna à dissoudre purement et simplement une corporation de l'État de New-York, la *North River Refining Co* qui en faisait partie, comme coupable d'infraction à ses statuts et à sa charte (2).

Peu de temps après, la Cour de l'État de Californie rendait contre le *Sugar Trust* une décision analogue à celle de la Cour de New-York. Le *gas Trust* de Chicago eut le même sort devant la Cour de l'Illinois (3).

Les défenseurs des trusts devant la « Common law ». — Pendant que nombre d'arrêts des cours de justice se basaient sur la *Common law* pour condamner les *trusts*, certains économistes, M. Dwight notamment, invoquaient la même loi pour les absoudre.

« En ce qui concerne les *trusts* en général, disait-il, la *Common law* n'empêche pas un nombre quelconque de personnes de former une association sans charte de corporation et d'émettre des *certificats*. »

(1) J. Chailley, *Economiste*, 26 juillet 1890. — Rapport Edwardes, *l. c.*, p. 957.

(2) *Bradstreet's*, 9 nov. 1889, — Voir pour le texte *in extenso* de cet arrêt la *Revue d'Econ. Politique*, 1891, p. 957. — Andrews, *l. c.*, p. 135. — Les cours américaines ont déclaré avec unanimité contraires aux statuts des corporations commerciales :

1° Le fait pour un actionnaire de se dépouiller irrévocablement de son droit de vote;

2° Le fait de donner la direction des votes d'une société à une société étrangère;

3° Le fait pour des corporations de s'associer entre elles, sans fusionner complètement.

(3) *Bradstreet's* 30 nov. 1889. — Rapport Edwardes, *l. c.*, p. 964.

« En ce qui concerne les corporations engagées dans ces *trusts*, la loi n'interdit pas à leurs actionnaires d'y choisir un mandataire chargé de leurs intérêts : les actionnaires syndiqués forment une association soumise aux règles ordinaires, et dont la validité dépend de l'objet qu'elle se propose. Quant aux corporations mêmes, elles ne figurent pas dans les *trusts* en tant que corporations. Les actionnaires ne sont pas elle, et n'ont aucun contrôle sur sa direction. Si donc, il y a coalition, comme elle résulte des actes individuels des actionnaires, on ne saurait en rendre responsables les corporations dont ils font partie ».

L'arrêt de la Cour de New-York (*Sugar trust*) a réfuté ce système en faisant observer que l'actif entier d'une corporation, marchandises, brevets, privilèges, avaient été achetés par un *trust* à beaux dollars comptant ; les traités signés par les représentants de la corporation ; les dividendes du *trust*, servis aux actionnaires à la place de ceux de la corporation qui avait fermé tous ses établissements : bref qu'il y avait eu absorption de l'une par l'autre.

Pendant tous les défenseurs des *trusts* n'étaient pas aussi résolus : plusieurs adoptaient la même distinction que la jurisprudence, et séparaient ceux dont le but est une simple coopération industrielle de ceux dont le but est la coalition sur les prix. Ils se bornaient à être moins sévères dans la répression.

Ainsi M. Bonham laisse de côté les *trusts* ordinaires, qui se contentent de lutter avec leurs propres armes, et conseille de sévir seulement contre ceux qui doivent leur succès à leur alliance avec des compagnies de transports. Les premiers, d'après lui, ne sont qu'un danger temporaire, car l'appât des mêmes bénéfices leur crée bientôt des concurrents. Les seconds au contraire constituent un danger permanent, en mettant leurs concurrents dans l'impossibilité

d'arriver au consommateur, et par conséquent de lutter avec eux. Pour ces derniers seuls, l'intervention de la loi resterait nécessaire (1).

Tel ne fut pas cependant l'avis général, tout le monde s'accordait à dire que les *trusts* étant un danger pour le pays, toute mesure dirigée contre eux serait juste et légitime.

La *Common law* sur laquelle s'étaient basés les premiers arrêts rendus contre eux, parut même bientôt à l'opinion publique une arme insuffisante. Alors chaque État se donna sa loi particulière et le Congrès imita cet exemple en votant la loi fédérale du 2 juillet 1890.

Mais comme il arrive souvent, on fit au lieu de lois répressives des lois de représailles, aux pénalités trop rigoureuses pour être efficaces.

B. Lois particulières des États de l'Union.

MISSOURI. — Cet État est avec le Texas le premier qui ait promulgué une loi répressive contre les *Trusts* (9 mai 1889).

Les prohibitions de cette loi sont absolues, et interdisent toute combinaison ayant pour but de régler les prix ou limiter la production, sans distinguer les syndicats de protection industrielle des syndicats de coalition. En voici les deux dispositions principales :

1^o Défense à tous individus, sociétés ou corporations de faire des accords, combinaisons, *trusts*, etc. pour fixer les prix d'une marchandise ou en limiter la production;

2^o Défense aux sociétés industrielles, commerciales ou financières de prendre des actions dans les *trusts* (trust-certificats), et de laisser leurs agents et leurs directeurs s'immiscer dans des combinaisons de cette nature; le tout à peine d'annulation de leurs statuts et de dissolution pour elles-

(1) Bonham, *Railway Secrecy and trusts*. N. York, Putnam et Sons, 1890.

mêmes, d'amende et d'emprisonnement pour leurs membres, de confiscation pour leurs capitaux ou marchandises engagés dans les *trusts*.

L'exécution de cette loi fut confiée au Secrétaire d'Etat. Ce dernier envoya (nov. 1889) aux directeurs de toutes les Sociétés représentées dans le Missouri une sommation d'avoir à déclarer dans le délai d'un mois, par *affidavit*, que leurs Sociétés n'étaient plus affiliées à un *pool*, *trust* ou coalition d'aucune sorte. Tout refus d'*affidavit* devait entraîner pour les corporations nées dans l'État la révocation de leurs chartes ; pour les sociétés et corporations étrangères, la déchéance de tous leurs droits (1).

L'application de cette partie de la loi s'est heurtée jusqu'ici à d'énergiques résistances. Un grand nombre de sociétés et de corporations, (près de 700 paraît-il,) refusèrent l'*affidavit* et furent en conséquence dissoutes par ordonnance du secrétaire d'État.

Mais cette ordonnance, conforme à la loi, vient d'être cassée par un arrêt de la *circuit Cour* de Saint-Louis, comme inconstitutionnelle. La Constitution de l'État de Missouri interdit à tout agent du pouvoir exécutif d'exercer des attributions judiciaires : or la dissolution d'une société, l'annulation d'une charte corporative sont des actes judiciaires ; le pouvoir conféré au secrétaire d'État par la loi de 1889 était donc contraire à la constitution (2).

Quant à la loi elle-même, elle a été également attaquée comme inconstitutionnelle à d'autres points de vue : d'abord comme portant atteinte au droit de propriété garanti par la constitution : ensuite comme empiétant sur les attributions du Congrès.

(1) *Bradstreet's* 16 et 30 nov. 1889. Voir à l'appendice III le texte de cette loi.

(2) Rapport Edwardes *l. c.* p. 951.

En effet, aux termes de l'*Interstate Commerce Act*, ce dernier est seul compétent pour légiférer au sujet des sociétés qui embrassent à la fois plusieurs États de l'Union.

De même, en cas d'infraction, ces dernières seraient justiciables, non des tribunaux d'un état particulier, mais de la cour suprême des États-Unis.

Ajoutons qu'aujourd'hui cette seconde objection n'a plus qu'un intérêt purement théorique, puisque la loi fédérale du 2 juillet 1890 est venue confirmer dans ses principales dispositions la loi du Missouri contre les *Trusts*. Tout au plus la question de compétence des tribunaux subsisterait-elle encore.

Il n'en est pas moins vrai que les rigueurs excessives de la loi de l'État de Missouri ont été blâmées même par les partisans de la suppression des *Trusts*. Appliquée à la lettre, elle ferait un délit de toute opération commerciale faite par des associés.

TEXAS. — La loi du Texas, votée presque en même temps que celle du Missouri, prohibe comme elle toutes sortes d'accords, soit entre des particuliers, soit entre des sociétés industrielles, visant la production, la vente ou le transport d'un produit. La sanction est la même : révocation des chartes des corporations de l'État, déchéance de tous droits pour les Sociétés étrangères : Emprisonnement de un à dix ans, et amende de 50 à 5000 dollars pour les directeurs ou agents des « *trusts* ». Enfin chaque jour de coalition constitue aux termes de cette loi un délit distinct (1).

Ses deux dispositions les plus caractéristiques sont les suivantes :

La première est relative aux modes de preuve autorisés par la loi. Il n'est pas nécessaire pour établir qu'il y a coalition punissable, de démontrer ses agissements, la hausse

(1) *The iron Age* 27 juin 1889. — Rapport Edwardes *l. c.* p. 951. — Voir à l'appendice II le texte de cette loi.

produite, la production diminuée : l'opinion générale (*vox populi*) est considérée comme preuve suffisante.

La seconde est une conséquence de la composition de la législature du Texas, où les agriculteurs sont en majorité. Elle déclare la loi inapplicable aux combinaisons et associations des éleveurs et des fermiers pour régler les prix de vente de leur bétail, de leurs cotons et de leurs céréales. Proscrites chez les commerçants et les industriels, ces ententes deviennent légitimes chez les agriculteurs.

La loi du Texas n'a donc, on le voit, rien de juridique, ni dans le fond ni dans la forme. C'est une arme de guerre et rien de plus, une mesure de rétorsion pure et simple contre les commerçants, les industriels et les compagnies de transport qui ont, pendant de longues années, imposé aux agriculteurs des cours exorbitants. Ces derniers ont fini par devenir les plus forts, ils se vengent d'avoir été les plus faibles. La différence faite par cette loi entre les agriculteurs d'un côté, les commerçants et les industriels de l'autre, permet de mettre en doute sa validité au point de vue constitutionnel.

MICHIGAN. — De même que celle du Texas, la loi du Michigan contre les *Trusts* fait exception en faveur des coalitions d'agriculteurs et d'ouvriers salariés. Elle édicte contre les autres des pénalités et des amendes rigoureuses (1).

MINNESOTA. — Comme les autres lois sur les *Trusts*, la loi de cet État déclare illégal et nul de plein droit tout accord ou arrangement ayant pour but d'empêcher ou de restreindre la production d'une denrée, de régler ou d'influencer ses cours, de mettre un obstacle quelconque à la libre concurrence. Toute société convaincue d'avoir pris part à un *trust* est déclarée déchue de tous ses droits, incapable d'estimer en justice, de faire acte de commerce, et la dissolution

(1) Cf. Jenks, *Jahrbücher*, p. 17.

devra en être immédiatement poursuivie aux diligences et requête de l'Attorney Général (1).

Enfin disposition assez originale, tout acheteur d'une denrée dont le prix aura été modifié artificiellement par un *trust*, est autorisé par la loi, à la garder sans paiement. (S. 2).

LOUISIANE. — Une loi votée presque en même temps que la loi fédérale (5 juillet 1890) adopte les mêmes pénalités, et déclare passibles d'une amende de 5000 francs au plus et d'un emprisonnement d'un an au plus tout arrangement ou combinaison de nature à porter atteinte à la liberté de l'industrie ou du commerce (2).

Telles sont quelques-unes des lois votées aux États-Unis contre les *trusts*. Nous avons fait connaître les plus saillantes ; et passer en revue toutes les autres nous entraînerait trop loin. Disons seulement que de 1888 à 1890 une vingtaine d'États de l'Union ont édicté des mesures répressives contre les *trusts*. Citons parmi les principaux, outre les États déjà mentionnés, ceux de New-York, Washington, Kansas, Mississipi, Kentucky, Dakota Nord et Sud, Idaho, Montana, Iowa, Wyoming, etc. (3).

La plupart de ces bills se ressemblent sur les points saillants. Les pénalités seules varient. La plupart proclament la déchéance des corporations et sociétés, et la confiscation de leurs biens.

D'autres projets de lois encore à l'étude demandent l'annulation des marchés à terme sur les produits agricoles ou la suppression par voie de décret des droits de douane sur les articles similaires à ceux dont un *trust* aura majoré les prix, etc. etc. (4).

(1) *L'Économiste*, 3 mars 1889.

(2) *Annuaire de Législ. Étrangère*, t. XX.

(3) Cf. *L'Économiste*, 1^{er} nov. 1890, p. 552.

(4) *Revue d'écon. politique*, 1891, p. 955.

C. — *Loi fédérale du 10 juillet 1892* (1).

Aux termes de la Constitution américaine, le Congrès ne peut s'immiscer dans les réformes législatives de chaque État, mais est compétent pour légiférer sur les questions qui intéressent à la fois plusieurs d'entre eux (2).

C'est en vertu de cette compétence qu'il avait déjà promulgué en 1887 l'*Interstate commerce Bill*, contre les *pools* de chemins de fer. C'est dans les limites de cette même compétence qu'il a pu avoir prise sur les *trusts*.

Ce que défend donc l'*act* du 8 juillet 1890, ce ne sont pas les *trusts* ou coalitions de producteurs dans un État déterminé. Car c'est aux législatures particulières des États à statuer là-dessus. Ce qu'il interdit, ce sont les *trusts* ou autres coalitions exerçant une action simultanée sur le commerce et l'industrie de plusieurs États. C'est au reste le cas de la majorité d'entre elles.

Travaux préparatoires. — Depuis 1887, en dépit de l'hostilité du parti républicain, allié des *Trusts*, et de son leader M. Blaine, qui voulait n'y voir qu'une question d'ordre purement privé (*largely private affairs*), de nombreux projets de bill avaient été portés au Congrès contre ces sortes de coalitions.

Un premier proposait de frapper leurs produits d'un impôt spécial de 40 0/0. Un second celui du sénateur Sherman, déclarait les *Trusts* illégaux, en prononçait la dissolution, et déclarait déchues (*forfeited*) de tous leurs droits les sociétés qui en feraient partie. Un troisième, celui de

(1) Voir le texte complet de cette loi ci-dessous (appendice V).

(2) Par exception le Congrès est compétent pour légiférer sur les questions concernant les territoires, et le district de Colombie, les uns ni les autres n'ayant de législatures propres, l'article 3 de la loi fédérale est une application de ce pouvoir.

M. Rogan punissait leurs membres d'une amende de 1000 à 10.000 dollars et d'un emprisonnement d'un an à cinq ans. Enfin celui du sénateur Cullom, le plus radical de tous, déclarait illégal tout arrangement, accord ou *Trust* ayant pour but de détruire la concurrence, faire monter les prix, entraver la production et le commerce, et créer des monopoles de fait. Était déclaré délit et comme tel passible d'une amende de 1000 à 10.000 dollars le fait de participer à une entente de ce genre à n'importe quel titre, directeur, agent salarié, ou même simple actionnaire. Quant aux marchandises, denrées, articles produits fabriqués ou négociés par le *Trust*, ils étaient purement et simplement confisqués au profit de l'État. Il en était de même pour les parts d'intérêts (*shares*) des actionnaires et les capitaux, biens, meubles et immeubles appartenant à l'association.

Enfin aux termes du même projet, tout individu lésé par un *Trust* avait droit à des dommages-intérêts égaux au double du préjudice subi et chaque membre du *Trust* en était rendu personnellement responsable (1).

C'est le projet du sénateur Sherman qui sauf quelques modifications, devait finir par être adopté.

Le président Cleveland, partisan d'une loi contre les *Trusts*, engagea le Congrès à statuer le plus rapidement possible. Toutefois, avant de passer à la discussion des différents projets, une enquête fut ordonnée et poursuivie devant le comité des manufactures du Congrès, au commencement de l'année 1888.

A la même époque, deux autres enquêtes avaient lieu simultanément, l'une devant le comité de législation générale du Sénat de New-York, l'autre devant une commission spéciale du parlement Canadien.

(1) Cf. Cl. Jannet, *Socialisme d'État*. — Raffalovich, *Année économique*, 1888-89 ; l'*Economiste* des 29 oct. 1887 et 6 oct. 1888.

De ces enquêtes simultanées sont sorties les lois du Congrès, de l'État de New-York et du Canada contre les *Trusts* (1).

Pénalités. — Celle du Congrès punit tout membre d'une coalition de ce genre, d'une amende de 5000 D au plus, et d'un emprisonnement d'un an au plus, ou de ces deux peines simultanément, au gré du tribunal. Elle prononce la confiscation des marchandises ou denrées accaparées ou monopolisées par les *Trusts*. Enfin elle donne à toute personne lésée par leurs manœuvres le droit de se porter partie civile, et de réclamer à titre de dommages-intérêts le triple du préjudice subi par elle, suivant l'estimation des tribunaux.

D. — *Résultats de la législation Américaine contre les Trusts.*

Toutes les lois édictées contre les *Trusts* ont eu jusqu'ici peu de résultats pratiques. La plupart ont le défaut d'être trop excessives pour être applicables : œuvres de passion, élaborées avec peu de connaissance du problème à résoudre, elles ne sauraient être ni durables, ni efficaces. Prises au pied de la lettre, elles rendraient impossible toute association commerciale ou industrielle.

Elles n'ont eu d'autre effet jusqu'ici, que de rendre ces genres d'accords plus secrets, de faire reporter d'un État dans un autre le siège de quelques *trusts*, ou de leur faire prendre le déguisement de sociétés commerciales.

Poursuites contre le Wiskey Trust. — La principale application de la loi fédérale du 2 juillet 1890 a été jusqu'ici la mise en accusation des administrateurs du *Wiskey Trust* devant la Cour de district de Boston (2 mars 1892).

(1) Cf. Andrews, *Trusts according to official investigations* (*Quarterly Journal of Economics*, janvier 89).

Ils sont accusés d'avoir accaparé la grande majorité des distilleries des Etats-Unis, détruit la concurrence, exercé sur la production et la vente des alcools un monopole oppressif, et provoqué la hausse artificielle des cours. Le procès n'est pas encore terminé (1).

Poursuites contre le Coal Trust. — La compagnie *Philadelphia and Reading*, et les autres compagnies de chemins de fer qui avaient déjà depuis 1890 reformé un *pool* pour monopoliser le transport des houilles et de l'anthracite des mines de Pennsylvanie à l'Océan, ont accaparé peu à peu les plus importantes d'entre elles, et tenté dès cette année (février 1892) de restreindre leur production dans une large mesure (2.500 mille tonnes), afin de provoquer une hausse artificielle des prix, à l'époque même où la grève colossale des mineurs anglais les relevait en Europe.

Ces compagnies viennent d'être déférées en vertu des lois des États de Pennsylvanie, de New-York et de New-Jersey contre les *trusts* aux Cours de circuit compétentes. Mais le président du *trust* ayant prétendu qu'il était dirigé contre les intermédiaires et non contre les consommateurs, un arrêt de la Cour de New-Jersey l'a renvoyé des fins de la plainte (5 avril). Quant à la Cour de Pennsylvanie, elle n'a pas encore statué, en dépit des diligences du ministère public. L'argent du *trust* n'est peut-être pas étranger à tout cela. Il semble en tous cas bien difficile de trouver un rapport quelconque entre la suppression soi-disant projetée des intermédiaires, et la réduction réalisée dans la production (2).

Dissolution du Sugar Trust, du Lead Trust et du Cotton Oil Trust. — La Cour de l'État de Californie ayant pour-

(1) *Political Science Quarterly*, juin 1892. *The Trusts*.

(2) Cf. Chailley, *Economiste*, 16 avril 1892—*Political Science Quarterly*, juin 1892, p. 380.

suivi une société qui faisait partie du *Sugar Trust*, celle-ci vendit ou attribua ses biens aux agents du *trust*, afin d'en empêcher la confiscation. Cet exemple fut imité en Louisiane par les corporations qui faisaient partie du *Cotton Seed Oil Trust*, lors des poursuites exercées contre elles (1).

Peu après ces divers *trusts*, redoutant pour leurs membres des poursuites nouvelles, prononcèrent d'eux-mêmes leur dissolution : la plupart, comme nous venons de le dire, tentèrent de se reconstituer dans la suite, sous forme de sociétés commerciales.

Néanmoins ces dissolutions et ces déchéances eurent une conséquence importante, celle d'enlever toute valeur légale aux *trust-certificats* et de remplacer l'action réelle des porteurs contre le *trust* par une action purement personnelle contre les *trustees*.

Aussi bientôt, l'agiotage qui avait fait monter la valeur de leurs titres fit place à une panique générale, à un effondrement complet (2).

Dissolution de la Standard Oil Company. — Le 1^{er} mars de cette année, la Cour suprême de l'Ohio a prononcé l'annulation des statuts de la *Standard oil Company* comme constituant un monopole prohibé dans cet État.

(1) Rapport Edwardes, *l. c.*, p. 980.

(2) En quelques semaines les actions du *Sugar Trust* tombèrent de 126 D. à 67, celles du *Cotton Oil Trust* de 61 D. à 31, celles du *Lead Trust* de 35 D. à 16, ce qui représentait une perte de 29 millions D. pour le premier de ces *trusts*, de 13 millions D. pour les deux autres (*The iron age*, 7 nov. 1889). Le *Cotton oil Trust* ayant voulu enrayer la baisse de ses titres en les rachetant y perdit la totalité de son actif, soit près de 250 millions D. (*Les trusts et la spéculation*, Bradstreet's, 9 nov. 1889). Quant au *Sugar Trust* il parvint à maintenir quelque temps ses dividendes, aux dépens de son fonds de réserve. Mais le tribunal qui l'avait condamné en premier ressort lui interdit de payer aucun dividende pendant l'instance d'appel. Le résultat fut pour les actions du *trust* déjà compromises un effondrement complet, se chiffrant par une perte de 37 millions D.; ayant valu 75 D. à l'origine, atteint jusqu'à 126 D. aux heures de prospérité du *trust*, elles tombèrent brusquement de 67 à 49 D. (Jenks, *Jahrbücher*, p. 17).

Il était à craindre que cet arrêt ne fît jurisprudence dans les autres États où la *Standard oil Company* était menacée de poursuites. Aussi elle se décida à prendre les devants et provoqua d'elle-même, lors de l'assemblée générale des actionnaires du 21 mars dernier, sa propre dissolution sur le conseil de M. Dodds, sollicitor de la compagnie (1).

Ce conseil était basé sur trois motifs :

1° Le *trust* était de nature à élever les prix d'une manière artificielle, et tombait ainsi sous le coup de la *common law* ;

2° La délégation des pouvoirs d'administration aux *trustees* n'était pas prévue ni autorisée par les statuts généraux ou spéciaux des compagnies qui avaient concouru à la formation du *trust*, et constituait par conséquent une infraction soit aux lois particulières des États, soit à la *common law* ;

3° La Cour suprême de l'Ohio avait assimilé dans son arrêt l'abandon des pouvoirs de vote des actionnaires et le dépôt de leurs actions entre les mains des *trustees* aux délits réprimés par les lois contre les *trusts*.

La dissolution de la *Standard oil Company* fut donc votée, et le comité des *trustees* en fonctions chargé de la liquidation et de la répartition du capital entre les actionnaires.

Le *trust* se composant d'une trentaine de sociétés différentes, disséminées dans cinq États, il est question de les fusionner, non pas en une compagnie unique, à l'exemple de ce qui s'est déjà produit pour le *Sugar trust*, mais en cinq compagnies, soit une par État.

En somme, dit M. Hadley, il est difficile de dire si la dissolution du *Standard oil trust* a été le résultat de la loi fédérale de 1890 ; car depuis trois ans déjà, dès les premières

(1) The Evening Post, 21 mars 1892. — *Oil trust dissolution*.

poursuites exercées contre les *trusts* en vertu de la *Common law*, la question de cette dissolution avait été agitée.

Quant aux conséquences pratiques de cette dissolution pour les consommateurs de pétrole, elles seront à peu près nulles. Les anciens directeurs (*trustees*) de la *Standard oil Company*, étant détenteurs pour leur propre compte de la majorité des actions, se mettront à la tête des compagnies nouvelles et continueront comme par le passé à faire la loi au marché (1).

Obstacles à l'application des lois contre les Trusts. — Après comme avant les lois contre les *Trusts*, la tendance à la concentration des capitaux, au groupement des affaires est demeurée la même, car elle résulte des conditions économiques de notre époque. Chaque jour voit se former, en dépit d'elles, des *Trusts* nouveaux (2). Mieux eût donc valu, ce semble, reconnaître en principe la légalité de ces combinaisons, sauf à les réglementer, leur interdire certains agissements contraires à l'intérêt public, et les déclarer responsables des dommages qui peuvent en résulter.

Au lieu de cela, on se trouve aujourd'hui aux États-Unis, en face de sociétés légales, échappant par leur forme aux lois contre les *Trusts*, ayant le même but, les mêmes agissements, les mêmes résultats que ces derniers, et se dérochant néanmoins à toute responsabilité (3). Modifierait-on à leur tour les lois sur les sociétés ? Il en pourrait résulter des perturbations profondes, pires encore que le mal qu'on voudrait éviter.

En second lieu, l'un des principaux obstacles à l'appli-

(1) Communication de M. Hadley, professeur d'économie politique à l'Université de Newhaven (Connecticut) à l'auteur. Cf. aussi *Political science Quarterly*, juin 92, p. 380.

(2) Un récent article de la *North American Review* en compte jusqu'à 120 différents.

(3) Cf. *The Chronicle*, 8 juin 1889.

cation des lois contre les *Trusts* a été jusqu'ici un obstacle politique. Ils avaient trouvé appui et même connivence dans le parti républicain, qui jusqu'aux dernières élections détenait le pouvoir : car c'est par leur argent qu'il y était arrivé. Les *Trusts* représentaient pour lui un fonds de campagne électorale de plusieurs millions de dollars ; on n'abandonne pas, aux États-Unis moins qu'ailleurs, de tels alliés. Mais cette alliance publique avec les *Trusts* n'en a pas moins influé sur le récent échec des républicains, par le discrédit et la réprobation unanimes qu'elle a jetés sur eux. L'avenir seul pourra nous dire ce que réserve aux *Trusts* l'avènement du parti démocrate, car ils sont encore assez riches pour l'acheter (1).

Un autre obstacle, économique celui-là, est dans la barrière des tarifs douaniers du bill Mac Kinley, octroyés par la majorité républicaine du dernier Congrès aux gros industriels, ses plus chauds partisans. Plus de 40 *Trusts* sont embusqués derrière ces tarifs exorbitants ; leur maintien intégral étant la base même de la « *platform* » républicaine, ils n'auront chance d'être abolis que le jour où le parti démocrate, déjà en majorité à la Chambre des représentants aura conquis celle du Congrès tout entier.

La législature de l'État d'Yowa a fait un premier pas dans cette voie. La première de toutes elle a signalé, il y a trois ans, l'obstacle et le remède, et demandé, chose inouïe aux États-Unis, l'abolition de tout tarif douanier, comme favorisant uniquement les *Trusts* que le devoir des États et du gouvernement fédéral était de réprimer (2).

(1) M. Max Leclerc à la fin de son étude sur la crise sociale aux États-Unis résume ainsi la situation : « d'un côté les masses révoltées, aveuglées par la colère : de l'autre, la plus corrompue, la plus corruptrice, la plus monstrueuse coalition de millionnaires et d'accapareurs (*Revue bleue*, 15 mai 91).

(2) *The Nation*, 22 avril et 8 août 1889. *Le parti républicain et les Trusts*.

Enfin les partisans des *Trusts* ont essayé d'attaquer au point de vue constitutionnel les lois, soit particulières, soit fédérales portées contre eux.

D'après la *Common law*, ont-ils dit, en dépit de quelques décisions contraires des cours de justice, les syndicats de producteurs n'ont rien d'illégal, car la loi commune américaine a été empruntée à l'Angleterre, où les syndicats de ce genre n'ont jamais été poursuivis. Mais si au point de vue de cette loi commune les *trusts* sont légaux, toute loi qui s'avisera de les prohiber sera en opposition avec un des principes fondamentaux de la Constitution, celui qu'une personne ne peut être privée de sa liberté d'agir et de sa propriété sans une procédure régulière.

Dès lors, les chartes corporatives auront beau être arbitrairement abrogées, la liberté d'association n'en survivra pas moins pour les producteurs sous une forme quelconque : Elle restera au-dessus des atteintes d'une législation répressive (1).

II. CANADA. — *Loi du 2 mai 1889*. — Sur l'initiative de M. Clarke Wallace, un projet de bill avait été déposé il y a quelques années, au Parlement d'Ottawa, portant défense à tous individus ou sociétés commerciales, de conclure des *Pools* sur les transports, ou des *Trusts* tendant à restreindre la production ou le commerce d'une denrée. L'examen de ce bill fut renvoyé à la commission parlementaire du commerce, et une enquête ouverte par ses soins, en même temps que celle du Congrès des États-Unis : Elle dura 26 séances et recueillit une centaine de dépositions.

Longtemps cependant on put croire qu'aucun bill de

— Le président Cleveland nouvellement réélu est nettement hostile aux *Trusts* (cf. *Monde Économique*, 1892-2-557.)

(1) Rapport Edwardes, *l. c.*, p. 966. — Dwight, *Trusts Legality* (*Political Science Quarterly*, déc. 1888).

coercition ne pourrait être voté, car au Canada comme aux États-Unis l'argent des *Trusts* avait fait la majorité des élections parlementaires. Mais bon gré, mal gré, il fallut céder à la pression de l'opinion publique. Par une loi du 2 mai 1889, le Parlement Canadien punit tout membre d'une coalition de quelque nature que ce soit, d'une amende de 200 à 4.000 piastres, et d'un emprisonnement de deux années au maximum. Si la coalition est le fait de sociétés commerciales, elles sont passibles d'une amende de 1.000 à 10.000 piastres (1).

(1) Voir à l'appendice IV le texte de cette loi.

CHAPITRE III

CONDITIONS A REMPLIR PAR UNE LÉGISLATION RATIONNELLE.

Quel parti devra prendre vis-à-vis des Syndicats et coalitions de producteurs une législation *rationnelle* ?

Trois solutions sont possibles :

1^o L'abstention constante ;

2^o L'intervention constante ;

3^o L'intervention partielle, limitée à certains cas.

La première solution a été proposée en ces derniers temps soit en Amérique, soit chez nous par un certain nombre d'économistes, adversaires convaincus de toute immixtion de l'Etat en matière industrielle ou commerciale. Nous savons qu'elle est actuellement celle de la majorité des législations Européennes sur ce point. On s'en remet au libre jeu de l'offre et de la demande du soin de châtier les coalitions.

Mais est-il exact de soutenir que la loi de l'offre et de la demande soit une panacée universelle guérissant de tous les maux ? Qu'elle soit partout et toujours applicable dans toute son étendue ? Qu'elle puisse suffire enfin à contrebalancer l'union formidable de forces productives et de capitaux groupés dans les syndicats genre Américain ?

L'expérience des Etats-Unis nous a déjà répondu. Nous avons cité dans la première partie de cette étude, des témoignages d'une incontestable valeur, ceux d'économistes de ce pays déclarant que là où devient possible une coalition, la loi de concurrence perd tout pouvoir ; que les *trusts*

ont envahi jusqu'aux moindres branches de l'industrie et du commerce ; et que le public désarmé contre leurs exigences n'a plus qu'une ressource, l'intervention de l'Etat.

Même agissant sur un marché ouvert comme celui de l'Angleterre, les forces économiques s'y montrent impuissantes à lutter contre l'attaque de coalitions qui prennent, de jour en jour plus fréquemment, un caractère international.

Enfin, même dans des conditions ordinaires, si la concurrence est illimitée sur les produits, elle ne l'est pas sur les branches et sur les moyens de production. Elle y dépend du nombre et du degré de concentration des capitaux qui y sont employés, du nombre des exploitations possibles. Or c'est aux moyens de production beaucoup plus qu'aux produits eux-mêmes que s'adressent en général les coalitions. La concurrence n'en luttera donc que plus difficilement contre elles.

En résumé, impossibilité pour la libre concurrence de venir à bout sinon de toutes les coalitions, du moins de certaines d'entre elles. D'où nécessité pour ce motif d'une intervention de la loi.

Ceci nous amène à l'examen de la seconde solution. La loi doit-elle intervenir invariablement dans tous les cas, pour annuler l'accord intervenu et punir ses auteurs ?

Ce système est celui des lois actuelles contre les *trusts* aux États-Unis.

Mais ici nous tombons dans l'extrême contraire. Tout à l'heure le législateur demeurerait immobile : maintenant, il marche les yeux fermés.

L'erreur commise, suivant nous, par les lois américaines est de ne pas distinguer entre les syndicats de producteurs formés dans un but licite et ceux formés dans un but de

coalition, de les englober indifféremment dans une répression identique.

Avec les nécessités économiques de notre époque, les excès de la concurrence, et la fréquence des crises de l'industrie, rien n'est moins justifié que ces proscriptions générales. En effet, des accords entre producteurs peuvent avoir pour seul but la défense et la protection industrielles de leurs membres ; l'expérience a démontré qu'ils permettaient de réaliser des économies sur le capital, la main-d'œuvre et les transports, d'améliorer l'outillage et les procédés, de tirer un meilleur profit des brevets, de limiter la production aux besoins du marché (1).

D'autre part, des capitaux industriels, mal rémunérés, ont une tendance de plus en plus grande à se concentrer dans les mains de ces puissantes associations, qui grâce à tant d'avantages pourront leur donner des dividendes, là même où d'autres échoueraient.

Ainsi les associations de producteurs sont le résultat normal de notre état de choses actuel. Il est donc hors de doute que leur suppression complète, à supposer qu'elle fût réalisable, ne pourrait que nuire à la prospérité industrielle d'un pays.

Mais il y a plus. Ces associations étant nécessaires, les déclarer illégales ne sera pas les supprimer. On leur fera prendre, comme la chose a lieu aux Etats-Unis, des déguisements ou des formes nouvelles. Ou encore on les poussera, en les privant de l'avenir, à rechercher dans le présent des gains énormes, à devenir des instruments de pure spéculation (2).

Il semble donc bien préférable, à tous les points de vue de reconnaître les syndicats de producteurs, et les *trusts*

(1) Cf. Jenks, *Jahrbücher*, p. 18 et 19.

(2) Hadley, *l. c.*, p. 105. — *Times*, 22 janvier 1889.

eux-mêmes, comme des associations légales en soi, mais responsables de leurs actes. Ils pourront ainsi exercer une influence régulatrice et utile au profit de la production ; et d'un autre côté, le législateur, en leur accordant l'existence légale se réservera le droit de les contrôler, de réprimer leurs abus. C'est la troisième solution.

Elle a inspiré la distinction fort rationnelle que nous rencontrons dans notre article 449, et dans la jurisprudence qui l'a interprété jusqu'à nos jours. Et cette même distinction se retrouve dans la nouvelle loi du Canada sur les *trusts*, qui n'interdit nullement en principe leur formation, soit entre de simples particuliers, soit entre des sociétés industrielles ou commerciales, et se borne à réprimer leurs agissements, quand ils deviennent contraires à l'ordre public.

Mais ces agissements quels seront-ils, à quel critère les reconnaître ?

Il nous paraît facile de le formuler : sera punissable d'une façon générale tout agissement d'un syndicat qui aura pour but non la protection de ses membres, mais l'oppression d'autrui.

Quand y aura-t-il oppression d'autrui ? Quand les syndicats, au lieu d'assurer simplement la réglementation de la production, serviront d'instrument à des coalitions contre le public, à des spéculations poursuivant l'accaparement d'un marché, la ruine systématique de toute concurrence ; quand ils abuseront de leur situation prépondérante pour provoquer sur une marchandise des hausses artificielles, subites, hors de toute proportion avec la valeur du produit, et imposer aux consommateurs des prix de monopole.

Sans doute la preuve de ces agissements délictueux, prohibés, sera souvent délicate : elle soulèvera des questions de

fait multiples, variables avec chaque espèce, et qu'aucune loi ne saurait à l'avance ni prévoir, ni embrasser.

Sans doute les cours et tribunaux seront souvent embarrassés pour dire s'il y a eu ou non hausse artificielle dans les prix ; s'il y a eu dans des conventions limitatives de production, sauvegarde industrielle ou accaparement déguisé. Mais ils auront aussi, dans les mercuriales des marchés, dans les témoignages des consommateurs lésés ou des concurrents spoliés, dans les conventions des syndicats, dans les enquêtes des commissions industrielles ou commerciales, des éléments nombreux d'appréciation, de comparaison, de contrôle.

La preuve des faits délictueux pourra donc être difficile souvent, mais jamais impossible. N'existe-t-il pas d'autres délits, celui d'escroquerie notamment dont la preuve est tout aussi malaisée ?

Le Congrès des États-Unis, a donc eu grand tort, suivant nous, de supposer cette tâche trop lourde pour les Cours américaines, et de transformer en une loi purement prohibitive un projet de loi simplement destiné dans l'origine à la réglementation des *Trusts*.

Mesures préventives contre les coalitions. — Nous avons déjà vu que la suppression, ou tout au moins l'atténuation des tarifs douaniers, la formation de sociétés coopératives sont autant de moyens de combattre les coalitions de producteurs. La loi elle-même, outre son rôle répressif, pourra aussi prendre utilement certaines mesures préventives contre elles.

C'est ainsi que notre loi de 1810 sur les mines, a protégé le maintien de la concurrence, en posant le principe du fractionnement des concessions, et en limitant le droit de fusion pour les compagnies.

La loi peut également prohiber les tarifs différentiels des

compagnies de chemins de fer en faveur de certains syndicats, et soumettre leurs tarifs généraux à l'homologation de l'État. Tel est le régime qui a toujours été imposé aux chemins de fer français (1). Tel est aussi celui qui vient d'être introduit aux États-Unis par l'*Interstate commerce Bill*, pour empêcher à l'avenir les ententes entre les grandes compagnies et les *Trusts*.

(1) Voici en quels termes s'exprime la loi du 15 juillet 1845 sur les chemins de fer :

Art. 14. — A moins d'autorisation spéciale de l'administration supérieure il est interdit à la compagnie, sous les peines portées par l'art. 419 C. pén. de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être des arrangements qui ne seraient pas également consentis avec toutes les autres entreprises desservant les mêmes routes.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Nous nous sommes efforcés de démontrer, par ces quelques considérations théoriques, suggérées par la comparaison de législations récentes, que notre loi pénale, et la jurisprudence qui l'interprète satisfont, relativement aux coalitions, à toutes les exigences d'un système rationnel. Concluons donc que si l'article 449 avait disparu de notre Code, il faudrait nous hâter de l'y rétablir, et félicitons-nous d'avoir encore, pour emprunter le langage de M. Naquet « cette vieille arme rouillée, dans l'arsenal de nos lois » car nous pourrions encore avoir plus d'une fois besoin de ses bons et loyaux services, contre quelque piraterie contemporaine.

Nous croyons avoir établi plus haut que la loi du 24 mars 1884 n'avait pas rayé de notre Code le délit de coalition. Le faire eût été, il faut l'avouer, au moins inopportun, à l'heure où les États-Unis, ce pays classique de la liberté, décrètent contre le même délit, contre le fléau des *trusts*, des *pools*, des *corners*, les lois répressives les plus énergiques ; à l'heure où la Belgique maintient les peines édictées contre les coalitions dans sa loi de 1873 sur les sociétés, où l'Italie les prévoit et les réprime dans les articles 293 et 326 de son nouveau Code pénal, où l'Angleterre elle-même s'émeut d'un mal dont elle ressent comme nous les atteintes, et cherche dans le vieil arsenal de ses lois et de ses coutumes, où tout se rouille aussi, mais où rien ne s'abroge, une disposition pénale efficace.

Sans doute notre article 449 est un très vieil article,

sans doute il met une entrave à la liberté des associations, cette grande conquête de nos temps modernes. Des considérations d'ordre économique ont fait tomber cette entrave en ce qui concerne la question des salaires. Mais l'on ne saurait aller plus loin sans péril et sans injustice ; car si la liberté date de notre époque, il est un principe qui est de tous les âges et de tous les temps : nulle liberté n'est illimitée ; celle de chacun finit où celle d'autrui commence. Et porter atteinte, au nom de la liberté d'association, au jeu naturel de la libre concurrence, ce serait léser, opprimer, méconnaître la première des libertés, celle de l'individu, celle de tous.

APPENDICE

TEXTE DES NOUVELLES LOIS PÉNALES DES ÉTATS-UNIS ET DU CANADA CONTRE LES COALITIONS DE PRODUCTEURS.

I. — *Interstate Commerce Act* (4 février 1877) (1).

ART. 1^{er}. — Les dispositions de la présente loi sont applicables à tous entrepreneurs de transports en commun, transportant les voyageurs et les marchandises par chemin de fer ou par eau, et assurant soit sous une même direction, soit en vertu d'arrangements communs, un transport ininterrompu, d'un Etat ou Territoire à un autre Etat ou Territoire des Etats-Unis, ou d'un endroit quelconque des Etats-Unis dans un pays étranger limitrophe, ou d'un endroit quelconque des Etats-Unis à un autre endroit quelconque des Etats-Unis en traversant un pays étranger. Elles s'appliqueront également au transport des marchandises destinées à un pays étranger, ou venant d'un pays étranger.

Elles ne s'appliqueront point à des transports de voyageurs ou de marchandises entièrement effectués dans les limites d'un Etat, sauf ce qui a été dit ci-dessus pour les marchandises destinées à l'étranger ou en provenant.

Tous prix perçus pour transport de voyageurs, pour transport, réception, livraison, magasinage ou manipulation de marchandises seront justes et raisonnables : toute perception injuste et déraisonnable est prohibée et déclarée illigale.

ART. 2. — Tout entrepreneur de transports en commun soumis aux prescriptions de la présente loi qui aura directement ou indirectement, par taxation particulière, réduction, remise, ou

(1) Cf. *Annuaire de Législ. Etrangère*, t. XVII, p. 848.

tout autre moyen, stipulé ou reçu de quelque personne que ce soit, pour un service quelconque afférent à un transport de voyageurs ou de marchandises, un prix supérieur ou inférieur au prix stipulé ou reçu de toute autre personne pour un même service rendu à la même époque, dans un transport de même nature et dans des conditions effectivement semblables, commettra une distinction (*discrimination*) injuste, prohibée et illégale.

ART. 3. — Est déclaré illégal le fait par tout entrepreneur de transports désigné par la présente loi d'accorder des préférences ou avantages indus ou déraisonnables à quelque personne, compagnie, association, localité ou classe de trafic que ce soit ; ou de les soumettre à des conditions d'infériorité ou de désavantage indu et déraisonnable.

Lesdits entrepreneurs devront procurer, dans la mesure du possible, toutes facilités pour les échanges de trafic, la réception et le transport des voyageurs entre leurs lignes respectives : ils ne devront faire dans leurs tarifs aucune différence entre les diverses lignes qui se rattachent aux leurs.

ART. 4. — Est déclaré illégal le fait par lesdits entrepreneurs de stipuler ou recevoir pour leurs transports de voyageurs ou marchandises, dans des conditions effectivement semblables, un prix plus élevé ou même aussi élevé pour une courte distance que pour une longue, sur la même ligne, dans la même direction, et dans les limites l'une de l'autre : la commission nommée par la présente loi pourra néanmoins après enquête autoriser des dérogations à cet article dans les limites qu'elle précisera.

ART. 5. — Est déclaré illégal le fait par lesdits entrepreneurs de conclure ensemble un contrat, arrangement ou coalition quelconque ayant pour objet la mise en commun (*pooling*) des recettes de lignes rivales, ou de partager entre eux les produits soit nets, soit bruts de leur exploitation : en cas de convention de ce genre, chaque jour d'application de ladite convention sera compté pour une infraction distincte.

ART. 6. — Lesdits entrepreneurs devront imprimer et mettre à la disposition du public des tableaux indiquant leurs tarifs de transport soit pour voyageurs, soit pour marchandises ;

ainsi que toute clause ayant pour objet de les limiter ou modifier. Les tarifs ne pourront être relevés que dix jours après la publication des modifications projetées : ils pourront être abaissés sans avis préalable, mais à charge d'en informer immédiatement le public par voie d'affiches.

Sera illégal le fait par les dits entrepreneurs de stipuler ou recevoir pour leurs transports des prix supérieurs ou inférieurs à ceux publiés. Ces mêmes tarifs devront être déposés entre les mains de la Commission instituée par l'article 11, ainsi que tous traités, accords ou tarifs communs arrêtés entre plusieurs entrepreneurs des transports précités. Les tarifs communs devront être également publiés sur l'ordre de la Commission, dans la mesure du possible.

En cas de refus persistant par lesdits entrepreneurs de faire la publication et le dépôt de leurs tarifs, l'autorité judiciaire pourra leur interdire la continuation de leur industrie.

ART. 7. — Est déclaré illégal le fait par lesdits entrepreneurs de conclure ensemble un accord ou coalition dans le but d'amener par des modifications d'horaires, transbordements ou autres moyens des interruptions dans le transport des marchandises : et en cas d'arrêt dans le parcours, le transport de la marchandise n'en sera pas moins traité comme un transport unique et ininterrompu.

ART. 8. — En cas d'infraction aux prescriptions qui précèdent, lesdits entrepreneurs seront condamnés à la réparation intégrale du dommage causé à la partie lésée, et en tous les dépens.

ART. 9. — Toute personne alléguant un préjudice du fait d'un des susdits entrepreneurs pourra soit adresser une plainte à la Commission, comme il sera dit ci-après, soit intenter en son propre nom une action en dommages-intérêts devant la Cour fédérale de district ou de circuit compétente. Ces deux recours ne pourront être cumulés.

ART. 10. — Toute infraction à la présente loi, du fait desdits entrepreneurs, de leurs agents ou employés, sera passible d'une amende de 5.000 dollars au plus.

ART. 11. — Il est créé une Commission dite de trafic entre

États (*Interstate Commerce Commission*), composée de cinq membres nommés par le Président, sur l'avis et avec l'agrément du Sénat, renouvelables tous les six ans : ils pourront aussi être révoqués dans cette intervalle par le Président pour insuffisance, négligence ou manquements à leurs devoirs. Il ne sera pas nommé plus de trois commissaires du même parti politique.

Ne pourront être membres de cette Commission : aucun agent ou employé d'une entreprise de transports soumise à la présente loi ; aucun titulaire d'actions ou d'obligations desdites entreprises ; aucune personne y ayant un intérêt pécuniaire. Les fonctions de commissaires sont incompatibles avec tout autre emploi ou occupation.

ART. 12. — Ladite Commission aura le pouvoir de vérifier l'administration commerciale de tous entrepreneurs soumis à la présente loi. Elle se tiendra au courant des conditions et de la méthode de cette administration ; pourra requérir tous renseignements nécessaires à l'accomplissement de sa mission ; appeler et entendre tous témoins, exiger la production de tous registres, papiers, contrats, traités et documents relatifs à l'objet de ses recherches.

ART. 13. — Toute personne, société ou corporation lésée par le fait d'un des entrepreneurs susdits pourra saisir la Commission par une requête énonçant sommairement les faits. La Commission donnera connaissance à l'entrepreneur de la plainte ainsi formulée, et l'invitera soit à donner satisfaction au plaignant, soit à produire ses défenses par écrit dans un délai déterminé par elle. Faute par lui de le faire, et si le fait dénoncé paraît de nature à être poursuivi, la Commission devra procéder à telles enquêtes qu'elle jugera convenables. Tous rapports d'enquêtes de la Commission seront enregistrés, et des expéditions en seront délivrées aux parties.

ART. 15. — Lorsque après enquête la Commission jugera qu'un entrepreneur aura commis une infraction à la présente loi, ou un préjudice au détriment d'un tiers, elle fera parvenir au dit entrepreneur copie de sa décision, en l'engageant à faire

cesser dans un délai déterminé l'infraction commise ou le préjudice causé. S'il se rend à cette invitation, mention en sera faite sur les registres de la Commission qui déchargera en même temps l'entrepreneur de toute responsabilité civile ou pénale à raison de son infraction.

ART. 16. — En cas de refus de l'entrepreneur, la Commission aura le devoir, et tout intéressé le pouvoir de saisir par voie de requête sommaire la Cour de circuit des États-Unis, dans le ressort de laquelle l'entrepreneur a commis son infraction ou possède son principal établissement.

Appel peut être fait de la décision à la Cour suprême des États-Unis quand l'intérêt du litige est de 2000 dollars au moins.

ART. 19. — La commission aura ses bureaux et tiendra ses séances générales à Washington. Elle pourra, si elle le juge utile, tenir séance en tout autre endroit des États-Unis.

ART. 22. — La présente loi n'est pas applicable au transport ou magasinage de marchandises gratuit ou à prix réduits pour le compte des États-Unis, des municipalités, œuvres de bienfaisance, expositions : Elle n'empêche en aucune façon les chemins de fer de continuer à accorder des billets d'excursions au public, des réductions de tarifs aux ministres de la religion, des parcours gratuits à leurs propres administrateurs ou employés, ou à ceux d'autres lignes, à charge de réciprocité. Enfin elle ne modifie ni ne restreint d'aucune manière les droits et actions résultant des lois antérieures et reste sans effet sur les litiges actuellement pendants.

II. ETAT DU TEXAS. — *Loi pour définir les Trusts, déterminer les peines contre les corporations, personnes ou associations de personnes ayant des rapports avec eux, et favoriser la libre concurrence dans l'Etat des Texas* (30 mars 1889) (1).

ARTICLE 1^{er}. — La législature du Texas désigne sous le nom de *trust* toute combinaison de capital, d'aptitudes, d'actes par laquelle deux ou plusieurs personnes, sociétés, corporations, associations se proposent tout ou partie des buts suivants :

1^o Faire naître des entraves au commerce ;

2^o Limiter ou réduire la production ; augmenter ou réduire les prix des marchandises ou articles ;

3^o Empêcher la concurrence dans la fabrication, la production, le transport, la vente, l'achat de marchandises, articles ou produits.

4^o Fixer un cours qui règlera le prix à payer par le public ; cela pour tout article de commerce ou tout objet destiné à la vente ou à la consommation dans l'intérieur de cet État.

5^o Exécuter tout contrat, toute obligation, tout arrangement par lequel elles s'engageraient à ne pas vendre, à ne pas transporter un produit ou un article soit de commerce, soit d'usage, soit de consommation, au-dessous d'un certain prix ; à maintenir à un chiffre fixe ou gradué le prix de ces articles, marchandises et transports ; à établir ou régler le prix d'un article, marchandise ou transport, dans le but d'en exclure toute libre concurrence ; à unir des intérêts quelconques, au point de vue de la vente ou du transport desdits articles et de façon à influencer leur prix.

ART. 2. — Toute corporation, ayant une charte soumise aux lois de l'État du Texas, qui violera une des dispositions de la présente loi sera déchue de sa charte et de ses franchises, et dissoute.

(1) Traduction revue sur le texte du rapport de M. Edwardes, attaché à la législation britannique de Washington. Cf. *Revue d'Economie politique*, 1891, p. 949.

ART. 6. — Toute infraction aux dispositions de la présente loi sera considérée comme une atteinte à la liberté du commerce (*conspiracy*). Toute personne engagée dans une coalition de cette nature, qui y prendra part ou donnera son conseil dans les commissions des syndicats; tout chef, gérant, directeur, agent, employé ou toute autre personne qui exécutera sciemment les stipulations, projets ou ordres desdits syndicats, seront punis d'une amende de 50 dollars au moins et de 5,000 au plus, et d'un emprisonnement de 1 an au moins et 10 ans au plus. Chaque jour de violation de la loi constituera un délit distinct.

ART. 8. — Dans les poursuites prescrites par la présente loi, il suffira de prouver qu'un syndicat existe tel qu'il est défini ci-dessus, et que l'accusé fait partie du syndicat ou agit en son nom, sans qu'il soit nécessaire de mentionner tous les membres du syndicat, ni de produire aucun article du contrat ou aucun écrit y ayant rapport. La nature du syndicat ou de la combinaison peut être prouvée par la preuve de commune renommée.

ART. 11. — Tout contrat ou arrangement contraire à la présente loi sera déclaré nul et sans effet légal.

ART. 13. — La présente loi ne s'appliquera pas aux produits agricoles et au bétail tant qu'ils seront entre les mains du producteur et de l'éleveur.

ETAT DU MISSOURI. — *Loi du 9 mai 1889 contre les Trusts et les Pools* (1).

ARTICLE 1^{er}. — Toute corporation organisée conformément aux lois de cet État ou de tout autre Etat, pour créer ou diriger une industrie dans cet Etat, toute association de quelques personnes que ce soit, tous auteurs ou associés d'un syndicat, ar-

(1) Traduction revue sur le texte du même rapport.

rangement, combinaison, ligue, contrat avec une autre corporation, société ou individu : toute autre personne ou association de personnes ayant pour but de régler et fixer le prix d'un article, marchandise, produit, de fixer et limiter la quantité de chaque article qui pourra être manufacturée, extraite ou produite dans cet Etat seront déclarés coupables du délit d'association illégale (*conspiracy*) et passibles des peines et amendes fixées par la loi.

.

ART. 3. — En outre, toute corporation, compagnie, maison ou association qui violera la présente loi sera punie d'une amende qui ne pourra être inférieure à 1 0/0 du capital des corporations, ou de l'apport social des compagnies, maisons, associations, ni supérieure à 20 p. 0/0 dudit capital. Tout président, gérant, directeur, représentant, trésorier d'une corporation, compagnie, maison, association, tout membre de ces compagnies, associations, maisons, et d'une façon générale tout individu coupable d'une violation contre l'article premier de la présente loi sera puni d'une amende de 500 dollars au moins et de 5,000 au plus, et d'un emprisonnement d'un an au plus.

ART. 4. — Tout contrat ou arrangement violant les articles précédents de la présente loi sera nul de droit.

ART. 5. — Tout acheteur de produits provenant d'individus, compagnies ou corporations dont l'industrie aura violé les dispositions qui précèdent, ne sera pas tenu au paiement de ces produits et pourra opposer à toute poursuite en paiement, le bénéfice de la présente loi.

ART. 6. — Toute corporation créée ou organisée conformément aux lois de cet État, qui violera une disposition de la présente loi sera, par ce seul fait, déchue de ses droits et franchises et cessera d'exister. Le secrétaire d'État devra, après la promulgation de la présente loi, adresser aux présidents, secrétaires, trésoriers de chaque compagnie autorisée et faisant des affaires dans cet Etat, une circulaire d'enquête, demandant si lesdites corporations ont engagé tout ou partie de leurs affaires ou intérêts dans un syndicat, combinaison ou association de person-

nes ou d'actionnaires, comme cela est prévu aux articles précédents, et réclamant une réponse sous serment (*affidavit*) de la part des présidents, secrétaires, trésoriers ou directeurs des dites compagnies. Un modèle de la déclaration prescrite par le secrétaire d'État sera annexé à ladite circulaire. Sur leur refus de prêter serment en réponse à ladite enquête, le secrétaire d'État révoquera immédiatement la charte de leur corporation : cette révocation sera publiée dans les quatre journaux les plus répandus des quatre plus grandes villes de l'État.

IV. — CANADA (Dominion). — *Act à l'effet de prévenir et de réprimer les coalitions formées pour gêner le commerce* (2 mai 1889).

Tout individu qui se coalise soit avec une autre personne, soit avec une compagnie de chemins de fer, de steamers, de bateaux à vapeur ou de transport dans le but : 1° de limiter indûment les facilités de transport de production, de fabrication, de fournitures, d'emmagasinage ou de commerce d'un article ou d'une denrée ;

2° De restreindre le commerce ou le trafic d'un article ou d'une denrée ;

3° D'empêcher, limiter ou diminuer indûment la fabrication ou la production d'un article ou denrée, ou d'en élever déraisonnablement le prix ;

4° De prévenir ou diminuer indûment la concurrence dans la production, la fabrication, l'achat, l'échange, la vente, le transport ou la fourniture d'un article ou denrée, ou dans les tarifs d'assurance sur la vie ou sur les propriétés est coupable de délit et passible d'une amende de 200 à 4000 piastres et d'un emprisonnement dont la durée ne pourra pas excéder deux années. S'il s'agit d'une corporation, l'amende sera de mille à dix mille piastres (1).

(1) *Annuaire de législation étrangère* de 1889, p. 1055.

V. — ÉTATS-UNIS. — *Loi fédérale pour la protection de l'industrie et du commerce contre les restrictions illégales et les monopoles* (2 juillet 1890).

ARTICLE 1^{er}. — Est déclaré illégal tout accord, arrangement sous forme de *trust* ou autrement, toute entente secrète (*conspiracy*) en vue de restreindre le trafic et le commerce entre les divers États, ou avec les pays étrangers.

Toute personne qui aura consenti à un accord ou pris part à une coalition de cette nature commettra un délit passible d'une amende de 5000 dollars au plus, ou d'un emprisonnement de un an au plus, ou des deux peines simultanément au gré du tribunal.

ART. 2. — Quiconque aura monopolisé ou tenté de monopoliser soit à lui seul, soit avec d'autres, une branche de l'industrie ou du commerce, entre les différents États ou avec les pays étrangers, commettra un délit passible des mêmes peines que ci-dessus.

ART. 3. — Est déclaré illégal tout accord, arrangement sous forme de *Trust* ou autrement, toute entente secrète en vue de restreindre le trafic ou le commerce dans un Territoire des États-Unis ou dans le district de Colombie, ou entre un Territoire et un autre, ou entre un Territoire et un État, ou entre un Territoire et le district de Colombie ou les pays étrangers. Toute personne qui aura consenti à un accord ou pris part à une coalition de ce genre sera passible des mêmes peines que ci-dessus.

ART. 4. — Les Cours de circuit des États-Unis sont compétentes, chacune dans son ressort pour prévenir et réprimer les infractions à la présente loi. Les Avocats devront chacun dans son district respectif, et sous la direction de l'Avocat général prendre toutes les mesures nécessaires pour les secourir dans leur tâche ; ils citeront les coupables devant elles par voie de pétition spéciale, précisant chaque infraction particulière, et en demandant la répression. Chaque Cour procédera dans le plus bref délai à l'instruction de l'affaire.

ART. 5. — Pendant les délais de l'instance et jusqu'à son arrêt définitif, la Cour peut ordonner toutes mesures restrictives et prohibitives, toutes voies d'exécution provisoire qu'il appartiendra.

La Cour peut dans chaque affaire citer devant elle toutes personnes qui lui paraîtront devoir y être impliquées, qu'elles résident ou non dans son ressort.

ART. 6. — Toutes marchandises appartenant à un syndicat organisé dans les conditions prévues à l'article 1 de la présente loi, même trouvées en cours de transport d'un État dans un autre, ou à destination de l'étranger, seront acquises aux États-Unis et pourront être saisies et confisquées suivant la procédure organisée pour la saisie et la confiscation de marchandises illégalement importées aux États-Unis.

ART. 7. — Toute personne lésée dans ses intérêts ou dans ses biens, à raison de l'un de ces agissements que la présente loi déclare illégaux, en pourra demander réparation devant toute Cour de circuit des États-Unis dans le ressort de laquelle le défendeur résidera ou sera trouvé, quel que soit le montant du litige, et obtiendra à titre de dommages-intérêts une indemnité triple du montant du dommage éprouvé par elle, plus les dépens du procès et honoraires de l'Attorney.

ART. 8. — Le mot « personne » partout où il est employé dans la présente loi, comprend les corporations et associations constituées conformément aux lois des États-Unis, d'un des Territoires ou États de l'Union ou d'un pays étranger (1).

(1) Nous devons le texte original de cette loi à une obligeante communication de M. Nicolas, membre de la Société de législation comparée. Une traduction abrégée en a été faite par lui (*Annuaire de légis. étrangère*, t. XX, p. 806).

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

FRANCE

- Bathie.** — Les coalitions, — *Revue critique*, 1864.
- Bayard.** — Les syndicats industriels en vue de réduire la production. Paris, 1886, in-8.
- H. Beauregard.** — La question des salaires. Paris, 1887.
— Précis d'Économie Politique. — Théorie du salaire.
- Blanche.** — Études pratiques sur le Code pénal.
- Boullay.** — Code des syndicats professionnels. Paris, 1886.
- Cheysson.** — Les Coalitions de producteurs.
- Chirac.** — L'agiotage sous la 3^e République. Paris, Savine, 1888.
- G. Clément.** — Dictionnaire d'Économie Polit. de Guillaumin, V^o *Accaparement*.
- Cosson.** — L'Agiotage et les syndicats financiers. Paris, Chevalier-Marescq, 1889.
- Faustin-Hélie.** — Théorie du Code pénal, art. 449.
- L. Fèvre.** — Étude sur la situation économique de l'industrie houillère dans le bassin de la Ruhr. (*Annales des mines*, sept. 1887).
- Ch. Gomel.** — L'industrie houillère en Allemagne (*Économiste*, 16 avril 1892).
- H. Gruner.** — Les syndicats industriels et en particulier les syndicats miniers.
- Guillaumin.** — Dictionnaire d'Économie Politique. Mots : *Accaparement, Coalition, Céréales*.
- Hubert Valleroux.** — *Revue des Sociétés*, 1886, p. 574, et 1888, p. 294. — Les corporations de métiers et les syndicats. (Paris, 1885 et *Économiste*, 4 juin 1892).
- Nouveau dictionnaire d'écon. politique, V^o *Corporations*.

- Cl. Jannet.** — Les faits économiques et le mouvement social. *Correspondant*, 25 sept. 1887 ; 25 mai 1889 ; 25 mars 1891.
- Les États-Unis contemporains. Paris, Plon, 1889.
- Le Socialisme d'État et la Réforme sociale, Paris, Plon, 1890, ch. VII.
- La spéculation et les opérations à terme sur marchandises. *Économiste*, 23 avril 1892, p. 517.
- Le capital, la spéculation et la finance au XIX^e siècle. Paris, Plon, 1892.
- R. Jay.** — De la Personnalité civile des syndicats professionnels. Grenoble, 1888.
- Une corporation moderne. Les brodeurs de S. Gall (*Annales de l'enseignement supérieur*. Grenoble, 1892).
- Die syndicate der Arbeiter und Unternehmer in Frankreich. *Archiv. für soziale Gesetzgebung und Statistik*, 4^e vol. p. 403.
- Juglar.** — Les crises commerciales en Amérique, en Angleterre et en France. Paris, Guillaumin, 1891.
- Intervention du trésor et des syndicats dans les émissions d'emprunts. *Économiste*, 16 mai 1891.
- Lechopié.** — La crise financière, les syndicats financiers et les agents de change. — Paris, 1882. *La Loi* du 11 déc. 1882.
- Ledru et Worms.** — Loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels.
- Leroy-Beaulieu.** — *Economiste*, 9 mars 1889.
- Liégeois.** — Les coalitions de producteurs, les accaparements de stocks et l'article 419 (*Droit*, 1^{er} et 15 mai 1885).
- Locré.** — Travaux préparatoires du Code pénal, article 419.
- Lyon-Caen et Renault.** — Précis de droit commercial, V^o *Syndicats financiers*.
- Masselin.** — Dictionnaire juridique des banquiers et agents de change. — Paris, 1888. V^o *Syndicats financiers*.
- D^r Meyer.** — La surproduction économique internationale. Paris, 1885.
- G. Michel.** — Nouveau dictionnaire d'économie politique. V^o *Coalition*. — *l'Économiste*, nos des 28 avril, 5 et 19 mai 1888, la situation légale des syndicats professionnels.
- De Molinari.** — Dictionnaire d'économie politique de Guillaumin. V^o *Céréales*.
- E. Ollivier.** — Rapport sur le projet de loi abrogeant les arti-

- cles 414, 415, 416 Code pénal. Paris, 1861. — Mélanges Valette, t. 25.
- A. Raffalovich.** — Les coalitions de producteurs. — L'accaparement des cuivres. (*Année économique* 1888-1889, p. 230 et suiv.)
- Les coalitions de producteurs et le protectionnisme. Paris, Guillaumin, 1889.
- Nouveau dictionnaire d'économie politique. V^o *Accaparement. Trust.*
- Utilité de la spéculation (*Monde économique* 15 oct. 92).
- Ruben de Couder.** — Dictionnaire du commerce. Paris, 1878. V^o *Accaparement, Coalition.*
- Say et Chailey.** — Nouveau Dictionnaire d'économie politique. Paris. Guillaumin, 1892. — V^o *Accaparement, Coalition, Trust, Corporation.*
- Salomon.** — Les coalitions commerciales d'aujourd'hui. Paris, Guillaumin, 1885.
- Sauzet.** — Personnalité civile des syndicats professionnels. (*Revue critique*, 1888, p. 90-390.)
- Essai historique sur la législation industrielle de la France. (*Monde économique*, avril et septembre 1892).
- O. Senn.** — Etude sur les marchés à terme en marchandises et leur liquidation. Paris, Guillaumin, 1888.
- Veyan.** — Commentaire de la loi sur les syndicats professionnels.

BELGIQUE

- Ed. Hans.** — Des coalitions industrielles et commerciales. Bruxelles, 1863.
- Nypels.** — Le Droit pénal français progressif et comparé.
- Tielemans.** — Répertoire de droit administratif. V^o *Accaparement.*
- Van der Velde.** — Etude sur les associations professionnelles en Belgique. (*Journal des Tribunaux*, mars 1892).
- Waelebraeck.** — De la liberté des coalitions industrielles et commerciales en Belgique.
- Pandectes belges.** V^o *Accaparement.*

ALLEMAGNE

- D. Cohn.** — Der Getreide Termin Handel, 1891, Leipzig.
Dr J. Fuchs. — Der Waren Termin Handel, 1891, Leipzig.
Roscher. — Les chertés des grains, (traduit par M. Block, Paris, 1854).
Steinmann. — Bedeutung der gewerblichen Kartelle (Jahrbücher für Gesetzgebung, 1891).
Karl Wasserab. — Preise und Krisen. Stuttgart, 1889.
Der Deutsche Ökonomist. — Rings und Terminhandel (X^e année, p. 339).

AUTRICHE

- Fr. Kleinwachter.** — Die Kartelle. Ein Betrag, zur Frage der organization der Volkswirthschaft. Innsbruck. 1883.
Monatschrift für Christliche Social Reform. — Die Organisation der Öesterreichen Grossindustrie, 1892. Heft 5, p. 274.

SUISSE

- G. Baumberger.** — Geschichte des Central Verbandes der Stickerei Industrie des Ost-Schweiz und des Voralbergs-S. Gall. Hasselbrink, 1891.
R. Jay. — Une corporation moderne. La Fédération des brodeurs de S. Gall. (*Annales de l'enseignement supérieur de Grenoble*, 1892).
Wuarin. — Lettre de Suisse. *Journal des Economistes*, sept. 1892.
Anonymes. — Rapports sur les conditions du travail dans les pays étrangers adressés au Ministre des affaires étrangères. Suisse, 1890.
 — Jahresberichte des central Verbandes der Stickerei Industrie des Ostschweiz und des Vorarlbergs-S. Gall. 1886, 1887, 1888, 1889.
 — Die Stickerei-Industrie. Déc. 1891, janvier et février 1892.

ANGLETERRE

- Blakstone.** — Commentaries on the laws of England (avec références aux lois américaines par G. Chase) New-York, 1882.
Stephen. — A history of the criminal laws of England. — Londres, 1883. — New Commentaries partly founded on Blackstone. 4 vol. Londres, 1883.

The Economist. — 18 juin 1892, the scotch pig-iron warrant market.

ITALIE

Lacointa. Exposés ministériels relatifs au nouveau Code pénal. II 192 et suiv.

Alessandro Rossi. — Usi ed abusi del Capital (Corners) *Rassegna Nazionale*, 1^{er} mars 1891.

AMÉRIQUE

B. Andrews. — Trusts according to official investigations. (*The Quarterly journal of economic*, Janv. 1889).

Appleton. — Cyclopædia, t. XIV. V^o *Trusts*.

D^r Aschrott. — Die Amerikanischen Trusts (Archives für soziale Gesetzgebung und Statistik Band II, 3 Heft.).

Bellamy. — Seul de son siècle en l'an 2000. Traduction Combes de Lestrade. Paris, Guillaumin, 1891.

J. Bonham. — Industrial Liberty. New-York, 1888; Railway Secrecy and Trusts; New-York, Putnam's. Sous. 1890.

J. Chailley-Bert. Le mouvement Economique et Social aux États-Unis. *Economiste* (20 février et 16 avril 1892).

W. E. Dabney. — The demand for the public regulation of industry. (*Annals of the american Academy*, janvier, 1892, p. 1).

Dwight. — Trusts Legality. *Political Science Quarterly*, Déc. 1888.

G. Edwardes. — Rapport sur l'organisation des Trusts. *Revue d'Economie politique*, nov. 1891.

Fawcett. — Travail et salaires. Traduction t. Raffalovich. Paris, 1885.

Goley. — Popular and legal views of traffic pooling Chicago, 1884 (*Railway review*. — Chicago, 1884).

Ch. Gomel. — Droits de l'État sur les tarifs de chemins de fer en Angleterre et aux États-Unis. Paris, Guillaumin, 1892.

Gunton. — The economic and social aspect of Trusts. (*Political Science Quarterly*. Septembre 1888).

Hadley. — Les transports par chemin de fer. Traduction Raffalovich. Paris, Guillaumin, 1887.

Edmund James. — The Railway question. (*Publications of the American Economic Association*, juillet 1887).

Cl. Jannet. -- Le mouvement Economique et social aux États-Unis. *Correspondant*, 25 janv. 1890 et 25 nov. 1891.

- J.-W. Jenks.** — Die Trusts in den Vereinststaaten von Amerika. (*Jarhbücher für National Œkonomie und Statistik*, Iena, 31 Jv. 1891, t. LVI.
- The Michigan Salt Association. *Political Science Quarterly*, sept. 1888.
- The Wiskey trust. *Political Science Quarterly*, sept. 1889.
- Max Leclerc.** — Une crise sociale aux États-Unis. *Revue politique et littéraire*, 9 et 16 mai 1891.
- Nicolas.** — Voir Annuaire de législation étrangère.
- Raffalovich.** — V^o *Trusts*, nouveau dictionnaire d'économie politique de Say et Chailley. — Paris, Guillaumin, 1892.

Publications périodiques.

- Annals of the American Academy**, janvier 1892. The demand for the public regulation of industrie.
- Annuaire de législation étrangère**; — T. XV, p. 593. — T. XVII, p. 847. — T. XVIII, p. 922. — T. XIX, p. 1055. — T. XX, p. 806.
- The Banker's Magazine.** — Sept. 1887. Consortia.
- Bradstreet's.** — (A Journal of trade finance and public. Economy. N. York).
- 9 nov. 1889. Trusts and speculation.
- 25 juin 1892, p. 443, the copper combination.
- The Economist.** — 15 août 1891. An attempt to corner Wheat — The American Railway Pool. t. L. 1295, 6.
- The Evening Post.** — 21 mars 1892. Oil Trust dissolution.
- The Nation.** — 5 sept 1889. Tariff protected trusts.
- 14 nov. 1889. Sugar Trust.
- Political Science Quarterly.**
- 1888. The Michigan Salt association.
- sept. 1889, The Wisken Trust.
- Juin 1892. The Trusts, p. 379.
- Quarterly Journal of Economics.** — Janvier 1890, n^o 2. Prohibition of Railway Pools.
- The statist.** — The abus of Trusts. 1892, p. 552.
- Report of the committee of the senate of New-York, on the investigation relative to Trusts. N. York, 1888.
- Report of the committee on manufactures House of representatives of the united states, on relation to trusts. N. York, 1888.

Report of the select committee appointed to investigate and report upon alleged combination in trade manufactures in Canada. Ottawa, 1888.

Report on distribution and consumption of corn and wheat Washington, mars 1890.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE. — Les syndicats de producteurs au point de vue économique	7
CHAPITRE I. — Procédés de formation des syndicats . . .	7
A. — <i>Syndicats de limitation</i>	8
B. — <i>Syndicats de répartition</i>	12
C. — <i>Syndicats de groupement</i>	14
CHAPITRE II. — Les syndicats de défense industrielle et commerciale	
SECTION I. — Monographies	16
SECTION II. — Résultats des syndicats de défense.	
A. — <i>Au point de vue économique</i>	28
B. — <i>Au point de vue social</i>	39
CHAPITRE III. — Les syndicats de coalition.	
SECTION I. — Coalitions à évolution lente.	
A. — <i>Europe</i>	44
B. — <i>Amérique</i> . — Les <i>pools</i>	49
— Les <i>trusts</i>	52
SECTION II. — Coalitions à évolution rapide. — Les <i>corners</i> . . .	83
CHAPITRE IV. — Des mesures économiques proposées comme remèdes aux coalitions.	
I. — Suppression du régime protectionniste	101
II. — Prohibition ou réglementation des marchés à terme.	102
III. — Coalitions de consommateurs. — Sociétés coopératives de production	108

DEUXIÈME PARTIE. — Les syndicats de producteurs au point de vue juridique.	113
SECTION I. — Législation française.	113
INTRODUCTION HISTORIQUE	113
Droit ancien.	115
Droit intermédiaire	125
Droit moderne.	131
CHAPITRE I. — Des éléments du délit de coalition	134
§ 1. — Pluralité d'agents.	134
§ 2. — Majorité de la production	135
§ 3. — Variations artificielles des cours	136
§ 4. — D'un quatrième élément exigé par une jurisprudence récente. Engagement de ne pas vendre au-dessous ou au-dessus d'un prix déterminé	136
CHAPITRE II. — De l'étendue d'application de l'article 419 du Code pénal	143
§ 1. — <i>A quelles sortes de marchandises</i>	143
§ 2. — <i>A quelles sortes de spéculations</i>	151
CHAPITRE III. — De l'abrogation de l'article 419 du Code pénal	161
§ 1. — <i>A-t-il été abrogé</i>	161
Par désuétude.	161
Par incompatibilité avec des lois ultérieures	164
A. — <i>Loi des 25 mai 1864 et 21 mars 1884</i>	164
B. — <i>Loi du 8 avril 1885.</i>	176
§ 2. — <i>Doit-on l'abroger ? — Examen des critiques formulées contre l'article 419 du Code pénal.</i>	177
APPENDICE. — De la sanction civile du délit de coalition	182
SECTION II. — Législation comparée	186
CHAPITRE I. — Europe	186
Belgique	186
Pays-Bas	188
Allemagne.	189
Autriche-Hongrie	190
Suisse.	190
Italie	190
Angleterre	192

CHAPITRE II. — Amérique	195
SECTION I. — Lois prohibitives contre les <i>Pools</i>	196
<i>L'interstate commerce act</i> du 4 février 1887.	197
SECTION II. — Lois prohibitives contre les <i>Trusts</i>	204
I. — États-Unis.	204
A. — <i>La « Common law »</i>	204
B. — <i>Lois particulières des États de l'Union</i>	210
Missouri	210
Texas.	212
Michigan	213
Minnesota.	213
Louisiane.	214
C. — <i>Loi fédérale</i> du 2 juillet 1890.	215
D. — <i>Résultats de la législation contre les Trusts</i>	217
II. — Canada. <i>Loi</i> du 2 mai 1889	223
CHAPITRE III. — Conditions à remplir par une législation rationnelle	225
CONCLUSION GÉNÉRALE	231
APPENDICE — Texte des lois américaines contre les coalitions	233
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	247
TABLE DES MATIÈRES	253

POSITIONS

DROIT ROMAIN

Positions prises dans la thèse.

I. — Le bénéfice des distributions gratuites ne fut jamais accordé indistinctement à tous les citoyens, même à l'époque des lois frumentaires.

II. — Les transports de l'Annone furent effectués dans les premiers temps de l'empire par deux sortes de corporations de naviculaires, les unes libres, les autres forcées. Dans la suite seulement, toutes les corporations devinrent héréditaires et obligatoires pour leurs membres.

III. — A Constantinople, il n'y eut jamais de préfet de l'Annone.

IV. — A Constantinople, les « *populares* » bénéficiaires de l'Annone gratuite étaient les constructeurs d'immeubles, et non les plébéiens indigents.

V. — Des distributions gratuites furent instituées dans les derniers siècles de l'empire à Carthage et à Alexandrie.

VI. — Le crime d'accaparement donnait ouverture en même temps au *publicum judicium* de la loi *Julia de Annona* et à la *cognitio extraordinaria* des gouverneurs de province.

Positions prises en dehors de la thèse.

I. — L'erreur de droit n'influe pas sur la validité du consentement.

II. — Le débiteur libéré *tempore* n'est pas tenu d'une obligation naturelle.

III. — Une servitude établie sur un fonds est susceptible d'hypothèque.

IV. — La constitution de dot n'emporte pas de plein droit obligation de garantie pour le constituant.

DROIT FRANÇAIS**Positions prises dans la thèse.**

I. — Les syndicats de producteurs ne sont pas un remède efficace contre les crises de surproduction. Ils ne sont qu'un expédient d'une utilité temporaire et contestable.

II. — La prohibition des marchés à terme, à supposer qu'elle fût réalisable, n'empêcherait pas les coalitions.

III. — Le délit de coalition n'est pas imputable à des individus faisant partie d'une seule et même société commerciale.

IV. — L'engagement de ne pas vendre ou de ne vendre qu'au dessus d'un certain prix n'est pas un élément indispensable du délit de coalition.

V. — Les auteurs d'une coalition ne peuvent se soustraire aux pénalités de l'article 419 C. Pén. par leur réunion en syndicat professionnel.

VI. — Le mot *Marchandises*, dont fait mention l'article 419 comprend indistinctement toutes les valeurs corporelles ou incorporelles pouvant faire l'objet d'une spéculation commerciale, et notamment les actions des sociétés financières et industrielles : d'où il suit que l'article 419 C. Pén. est applicable aux syndicats financiers.

Positions prises en dehors de la thèse.**DROIT CIVIL**

I. — L'établissement de travaux contraires à une servitude continue n'en fait légalement présumer l'extinction que si le titulaire a cessé d'en jouir pendant trente ans à partir de leur confection.

II. — La prohibition faite au mari de disposer entre-vifs à titre gratuit des immeubles de la communauté subsiste même en cas de concours de la femme à la donation.

III. — Un don manuel est nul s'il est fait avec réserve d'usufruit.

IV. — Le jugement qui prononce au profit d'un des copartageants l'adjudication sur licitation de la totalité d'un immeuble indivis donne naissance au privilège des articles 2103 et 2105 Code civil au profit des copartageants.

DROIT COMMERCIAL

I. — Un associé en nom collectif peut obtenir le bénéfice de la liquidation judiciaire, alors même que la société dont il fait partie est déclarée en faillite.

II. — La présomption que le tiré accepteur d'un effet de commerce est censé vis-à-vis du tireur avoir reçu provision, est une présomption *juris tantum*.

DROIT MARITIME

Non seulement le fret perçu d'avance peut être stipulé non restituable, mais il peut même être stipulé que le fret non perçu sera dû à tout événement.

d)

POSITIONS

DROIT PÉNAL

I. — *L'interview* d'un juré constitue un outrage puni par l'article 222 du Code pénal.

II. — La partie lésée par la perception d'intérêts usuraires n'est pas recevable à réclamer devant les tribunaux correctionnels réparation du préjudice par elle éprouvé.

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ.

C'est le domicile établi en France au moment de la majorité qui fait acquérir à tout individu né en France d'un étranger la qualité de Français.

Vu :

Par le Doyen :

COLMET DE SANTERRE.

Vu :

Par le président de la thèse,
GARSONNET.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

GRÉARD.

Imp. G. Saint-Aubin et Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne), 30, Passage Verdeau, Paris.
